Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Région
Hauts-de-France

Rapport du budget primitif 2022

Session des 8 & 9 décembre 2021

annexe à la délibération 2021.02236

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

SOMMAIRE

Partie 1 : Recettes 7

Partie 2 : Dépenses 38

Partie 3 : Fonds européens 192

Partie 4 : Provisions pour risques et charges 203

Partie 5 : Synthèse et emprunt 206

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Un budget 2022 résolument orienté vers

le service aux habitants et les soutiens aux territoires

Conformément aux orientations budgétaires débattues le 18 novembre 2021, le projet de budget 2022 répond aux ambitions du mandat en matière de **service aux habitants et de soutiens aux territoires**.

Dans un contexte de nécessaire **reconsolidation post-crise**, la **stratégie financière du mandat** définit, de manière réaliste, des plafonds sectoriels de dépenses par politiques publiques conformes aux trois objectifs de maîtrise des équilibres financiers suivants : 10% minimum d'épargne brute dégagés annuellement au CA ; 9 années maximum de délai de désendettement à l'issue du mandat et la préservation d'un niveau élevé d'investissement (764 M€ de dépenses annuelles moyennes prévisionnelles sectorielles d'investissement).

Dès 2022, le budget décline clairement cette ambition au travers des priorités de politiques publiques suivantes (sauf exception signalée, les crédits mentionnés correspondent aux crédits annuels de paiement figurant au projet de BP 22) :

- Une région offensive sur **l'emploi**, qui **soutient et protège** chacun
  - Dispositifs d'appui aux ressources humaines des entreprises (3,8 M€ d'AE)
  - Plan de sûreté dans les lycées (4 M€ d'AP), sécurité contre les risques d'incendie et de panique (3,8 M€ d'AP/AE),
  - Sureté/sécurité dans les TER : accompagnement des agents du service commercial du train et de la sûreté ferroviaire (75,9 M€) et vidéoprotection dans les gares et aux abords (1,9 M€)
  - Poursuite des aides individuelles pour favoriser l'emploi des habitants : 12,9 M€ pour l'aide au transport des particuliers, l'aide au permis de conduire et l'aide à la garde d'enfants
  - Soutien à la mobilité internationale (bourses Mermoz et d'excellence : 3 M€ d'AE) et l'insertion professionnelle des jeunes (contrats étudiants relais santé : 1,9 M€ d'AE)
  - Poursuite de l'objectif « Travail-Transport-Toit-Tremplin » pour les jeunes (2,7 M€)
  - Renforcement du capital humain de la recherche (17,8 M€ d'AP/AE) au travers notamment des grands projets de recherche CPER et de l'attribution de 140 allocations de recherche pour les doctorants
  - Soutien aux projets de recherche, développement et innovation en lien avec les enjeux régionaux (5,4 M€ d'AP/AE)
  - Carte génération HDF (13,5 M€) et soutien à l'équipement de tablettes ou ordinateurs portables pour les lycéens en grande difficulté
  - Formation professionnelle : continuité de l'engagement du plan d'investissement dans les compétences ; objectif de 60 à 65 000 demandeurs d'emploi formés
  - Santé : 8,5 M€ pour mettre l'accent sur la prévention et soutenir le développement de la démographie médicale
  - Formations sanitaires et sociales : soutien renforcé aux instituts et écoles de formation aux métiers du sanitaire et social (116,2 M€ en AP/AE), renforcement du nombre de places et revalorisation des bourses d'études, prise en compte du Ségur de la santé
  - Une ambition sportive pour le rayonnement, l'excellence, l'accompagnement des clubs et ligues et le sport-santé (34,2 M€)
  - Accompagnement des acteurs du développement de la vie associative (5,2 M€)
- Une région qui poursuit la **relance** pour amplifier la **reprise**
  - Troisième Révolution Industrielle : accompagner un éco système propice à la relance à court terme et accompagnement d'un modèle économique plus résilient orienté vers la décarbonation et le durable (12 M€ prévisionnels d'engagement région dans le prochain CPER). Feuille de route économie circulaire et accompagnement de l'investissement dans les énergies renouvelées, stockées et partagées (4 M€).
  - 2ème tranche de soutien au projet ACC (usine de batteries à Douvrin) pour 35 M€

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- Mise en œuvre de la régionalisation des pôles de compétitivité, PIA 4 régionalisé (6M€ d'AP)
- Massification du soutien à l'artisanat et au commerce (20,6 M€) : aide au développement des TPE artisanales, transition numérique des artisans et commerçants, dispositifs Booster, Starter et Acte
- Accompagnement des entreprises vers l'industrie du futur : nouveaux dispositifs diagnostics industrie du futur et cyber sécurité
- Appui volontariste à l'apprentissage (53,4 M€) : maintien des dispositifs d'aide au pouvoir d'achat des apprentis, fonds de soutien pour le développement de l'apprentissage, actions de promotion et valorisation
- Soutien massif au secteur agricole et accompagnement renforcé du secteur de la pêche (14,8 M€ en investissement et 12,1 M€ en fonctionnement). Anticipation d'un fonds d'urgence pêche.
- Après la crise, maintien d'un soutien sans faille pour le fonctionnement des artistes et acteurs culturels en Hauts-de-France (87,8 M€), implantation de l'Institut pour la Photographie (4 M€)

- Une région **connectée** et aménagée **durablement**
  - Poursuite de l'aide à la conversion au bioéthanol (0,3 M€)
  - Soutien aux infrastructures et tiers lieux numériques (6,8 M€ en investissement)
  - Prévention des risques littoraux et gestion du trait de côte : déclinaison d'une stratégie littorale, connaissance des phénomènes d'érosion et de submersion marine et gestion du trait de côte (2 M€)
  - Lycées : 55,8 M€ pour des grosses opérations de construction et 60,6M€ pour la rénovation et la maintenance sur les lycées de l'ensemble du territoire régional. Des dotations préservées.
  - Préservation et amélioration des infrastructures portuaires régionales, entretien approfondi (45,5 M€)
  - Renouvellement et acquisition de matériels ferroviaires dernière génération : (69,4M€). Etude pour la création d'un système régional de distribution et d'information voyageur. Financement de l'acquisition de 19 rames pour le renouvellement du matériel roulant des lignes ferroviaires de Trains d'équilibre du territoire (TET) pour 56,2 M€
  - Sollicitation d'un haut niveau de service de la SNCF pour l'exploitation des TER (529,1M€)
  - Développement des infrastructures de mobilité durable (96,7 M€) : barreau Roissy-Picardie, travaux sur ouvrages d'art ferroviaires, lignes fret capillaires, gares et pôles d'échange multimodaux, mises en accessibilité, transports collectifs en site propre, véloroutes et voies vertes, ports intérieurs du Canal Seine Nord Europe.
  - Biodiversité (8,6 M€) : poursuite des dispositifs de plantation d'arbres et restauration des continuités écologiques et milieux naturels, plan d'action en faveur d'une éco-citoyenneté active, confortement de la prévention des inondations
  - Soutien fort aux 5 parcs naturels régionaux (10,3 M€)
- Une région stratège pour tous les **territoires** et la **ruralité**
  - Contractualisations territoriales et mise en œuvre des derniers engagements de la politique régionale d'aménagement et d'équilibre des territoires (PRADET)
  - Soutien aux projets d'investissement touristique (1,2 M€ en AP/AE), marketing territorial du tourisme en Hauts de France (7,7 M€), valorisation du tourisme gourmand
  - Priorisation de l'aménagement des territoires (25,3 M€) : proposition d'une nouvelle politique d'aides aux collectivités à la suite de la PRADET arrivant à échéance, concertation avec les 5 départements pour l'élaboration d'une convention territoriale concertée des compétences (CTEC) et soutien à la redynamisation des centres-villes (Action coeur de ville, centre ville centre bourg), accompagnement des communes rurales dans le maintien de leur dernier commerce de proximité et fonds d'intervention « inondations-tempêtes »
  - Soutien à l'équipement des établissements d'enseignement supérieur et aux projets numériques des universités (3,9 M€ d'AP)
  - Soutien aux constructions universitaires (7 M€ d'AP)

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- Politique de la ville, rénovation urbaine et logement (19,3 M€ en investissement) : soutien à 57 quartiers d'intérêt national et régional, participation au financement de 40 contrats de ville pour 199 quartiers prioritaires, montée en puissance du Service d'amélioration de la rénovation énergétique (SARE), accompagnement des bailleurs sociaux dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier (ERBM)

- Une région toujours vigilante sur la **maîtrise** et **l'efficience** de ses actions
  - Optimisation des implantations et du patrimoine régional (2,9 M€ de cessions d'immeubles), rénovation thermique des bâtiments (10 M€ en AP au titre du décret tertiaire) et des lycées
  - Exemplarité des dépenses des élus (montant minoré d'indemnités, baisse de l'enveloppe dédiée aux formations, aux moyens matériels des groupes et frais d'affranchissement)
  - Evaluation des politiques publiques et contrôle de gestion (0,5 M€) : démarches de transformation et innovation publiques, évaluation des fonds européens.

Il en résulte le projet de budget 2022 suivant :

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

en millions d'euros	**BP 2022**
FONCTIONNEMENT	
Recettes	**2 765,0**
Dépenses	**2 528,2**
dont dépenses sectorielles	2 174,2
dont charges financières	58,6
dont Pacte et Plan de relance Formation Jeunes	181,7
dont fonds européens	113,8
Epargne brute	**236,8**
Taux d'épargne brute	8,6%
INVESTISSEMENT	
Remboursement capital dette	180,1
Epargne nette	**56,7**
Taux d'épargne nette	2,1%
Recettes hors dette	**612,6**
Dépenses hors dette	**1141,8**
dont dépenses sectorielles	832,1
dont Pacte	4,1
dont fonds européens	305,6
Emprunt	**472,4**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

PARTIE 1 : RECETTES

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

PRESENTATION DES RECETTES 2022 HORS DETTE

Recettes Budget Primitif 2022	Chapitre	Montant RRI (Recettes réelles d'Investissement)	Chapitre	Montant RRF (Recettes réelles de Fonctionnement)
Fiscalité Directe - imposition directes		- €	940	186 065 856,47 €
Fiscalité Indirecte - Autres impôts et taxes		- €	941	1 913 323 774,16 €
Dotations et participations	922	33 150 000,00 €	942	248 775 657,09 €
Opérations Financières		- €	943	5 849 038,78 €
Provisions et autres opérations mixtes		- €	945	2 183 333,00 €
Produit des cessions d'immobilisation	954	2 952 040,00 €		- €
Recettes non ventillées		**36 102 040,00 €**		**2 356 197 659,50 €**
Services généraux	900	1 689 255,68 €	930	15 777 116,80 €
Gestion des fonds européens	9005	305 620 473,31 €	9305	113 813 098,73 €
Sécurité	901	- €	931	- €
Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	902	148 006 109,44 €	932	215 139 951,31 €
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	903	2 524 179,68 €	933	543 205,50 €
Santé et action sociale	904	- €	934	- €
Aménagement des territoires et habitat	905	- €	935	5 137 884,00 €
Action économique	906	18 598 392,39 €	936	3 362 778,25 €
Environnement	907	- €	937	- €
Transports	908	100 101 330,26 €	938	55 063 050,21 €
recettes ventillées		**576 539 740,76 €**		**408 837 084,80 €**
Total des recettes		**612 641 780,76 €**		**2 765 034 744,30 €**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

LES RECETTES NON VENTILLEES

Fonction 01
Opérations non ventilables

La fiscalité directe (impositions directes)

Chapitre 940	Impositions directes		186 065 856,47
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Nature	186 065 856,47
IFER - imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux		73114	61 652 760,39
FNGIR - fonds national de garantie individuelle des ressources		73221	124 413 096,08

Les recettes de fiscalité directe pour 2022 s'élèvent à **186 065 856,47euros.**

Ce montant régresse de 16.35% par rapport au BP 2021 (222 428 252,94 euros) et progresse de 2,84% par rapport au montant voté 2021 (180 922 270 euros).
Cette baisse de BP à BP s'explique par le changement de chapitre du ***Fonds de péréquation CVAE*** qui s'enregistre désormais sur le chapitre 941 et sur la nature de compte relative à la fraction de TVA.

A périmètre constant, la fiscalité directe est en hausse de BP à BP (+4,4%) et au regard des crédits votés 2021 (+2,84 %).

IFER - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux

Le produit des IFER est calculé sur la base du montant notifié en mars chaque année, augmenté des estimations de l'inflation prévue au PLF ou par le système bancaire (1,4% en 2022). La projection prend également en compte le taux de l'évolution constaté entre 2018 et 2019 (-2,15%), le taux d'évolution constaté entre 2019 et 2020 (+5,53%), le taux d'évolution provisoire constaté entre 2020 et 2021 (+0,63%) et la garantie intégrée à la revalorisation des tarifs (pour l'IFER Télécom uniquement).

Le produit 2022 s'établit donc à **61 652 760,39 euros**, soit +5,2% par rapport au BP 2021 (à 58 602 104,94 euros) et +0,58% par rapport aux crédits votés 2021 (61 294 293 euros).

FNGIR -Fonds national de garantie individuelle de ressources

Ce fonds, créé en 2011, est constitué par un prélèvement sur les régions dont les ressources de substitution à la taxe professionnelle ont été supérieures aux ressources fiscales perçues en 2010. Ce fonds est ensuite reversé aux régions « perdantes ». Notons que la région Ile-de-France concentrait un tiers de la CVAE totale et, par conséquent, alimentait seule ce fonds. Le montant perçu à ce titre est gelé depuis 2011 ce qui fige les inégalités de situation qui avaient déjà été constatées avec la taxe professionnelle.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Dans le cadre de la réforme de la péréquation CVAE, le FNGIR a vocation à être substituée par une fraction de TVA et cette recette subit ainsi une évolution identique à celle de la fraction de TVA. Les mouvements budgétaires en ce sens seront proposés au budget supplémentaire à réception de la notification et des modalités de versement.

Pour 2022, le dynamisme a été estimé à hauteur de 4% soit un produit de **124 413 096,08 euros**

Il en résulte un montant de recettes fiscales directes évalué à **186 065 856,47 euros.**

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Total des recettes de fiscalité directe		**186 065 856,47€**

La fiscalité indirecte (autres impôts et taxes)

Chapitre 941	Autres impôts et taxes		1 913 323 774,16
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Nature	1 913 323 774,16
Fonds de péréquation CVAE		732222	45 966 060,40
Frais gestion de fiscalité directe locale compensation suppression DGD Form Pro		731773	37 175 906,10
TICPE régionale- taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		731421	385 201 118,00
TICPE Grenelle- taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques		731422	48 763 054,00
TICPE compensation suppression DGD Formation professionnelle		731774	41 754 289,00
Fraction de TVA CVAE -suppression DGF		7352-7358	1 193 200 197,66
Taxe certificats Immatriculation des véhicules		73153	153 000 000,00
TICPE Réforme de l'apprentissage		731771	2 820 443,00
TICPE Maptam/Notré		731421	4 667 798,00
TICPE DRONISEP		731421	774 908,00

Les recettes de fiscalité indirecte pour 2021 s'élèvent à **1 913 323 774,16 euros.**

Ce montant progresse de 2,61% par rapport au BP 2021 (1 864 586 540,29 euros) et de 2,22% par rapport aux crédits votés 2021 (1 871 794 161,11euros).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Fonds de péréquation CVAE

En 2020, dans le cadre de l'accord de partenariat signé avec l'Etat, les régions se sont engagées à réformer le système de péréquation en 2021 pour une application en 2022.

Sur la base des nouvelles mesures, il est proposé d'enregistrer comptablement cette recette sur le chapitre 941 dédié à la fiscalité indirecte pour un montant de **45 966 060,40 euros** en intégrant au montant du fonds 2020, le dynamisme de la TVA de 4% sur la base du taux de croissance du PIB après reprise de l'économie.

Cette recette sera intégrée au sein de la fraction de TVA à compter de 2022 et fera l'objet de modification au budget supplémentaire à réception de la notification et des modalités de versement.

Il est rappelé que cette réforme prévoit également une contribution au fonds de solidarité à hauteur de 848 595 euros enregistrée au titre des dépenses de fonctionnement sur le compte 739222 « reversement de fiscalité ».

Frais de gestion de fiscalité directe locale

Historiquement en substitution de la Dotation Générale de décentralisation dédiée à la formation professionnelle, ce produit correspond aux frais de gestion perçus par l'Etat dans le cadre de la collecte de la taxe d'habitation, de la cotisation foncière des entreprises et de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises. La suppression de la taxe d'habitation et le remplacement de la CVAE par une fraction de TVA ont eu une incidence sur le montant de cette recette :

- Suppression de la taxe d'habitation **(-38 076 187 euros**) intégralement compensée en 2021 (Budget supplémentaire) par une dotation sur la **Compensation Perte frais de gestion fiscalité directe locale.**

- Remplacement de la CVAE par une fraction de TVA **(-16 552 863 euros) soit** une baisse de 31% du produit conformément au tableau des transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales joint au PLF 2022. Cette baisse est compensée en 2022 par une dotation à hauteur 13 946 113 euros sur la **Compensation Perte frais de gestion fiscalité directe locale** et par une fraction de TICPE formation professionnelle à hauteur de 2 606 750 euros sur la **TICPE compensation suppression DGD Formation**

Ce produit a été évalué pour 2022 sur la base de la notification 2021 à périmètre constant (36 990 951,34 euros) auquel s'ajoute un dynamisme de 0.5% sur la seule part restante à savoir la part CFE de cette recette et s'élève donc à **37 175 906,10 euros**.

TICPE Régionale -Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques

Les modalités de calcul de la quote-part de TICPE revenant aux collectivités sont déterminées par diverses dispositions législatives contenues dans plusieurs lois de finances. Rappelons également que, historiquement, le produit de la TICPE régionale et Grenelle est déterminé à partir des quantités de carburants vendues sur le territoire Hauts-de-France tandis que le produit des fractions de TICPE transférée sont calculées à partir des quantités de carburants vendues sur le territoire national puis réparti entre les régions. Dans le cadre de l'article 60 de la LFI pour 2020, la TICPE régionale (part compensée et majorée) n'est plus désormais affectée au réel mais sur la base des quantités nationales de l'année en cours réparties entre chaque région à hauteur de la proportion de la consommation régionale au sein de la consommation nationale au cours de l'année 2019.

Le produit 2022 s'établit à **385 201 118 euros.**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Ce montant est en baisse de 2,03 % par rapport au BP 2021 (393 175 462 euros) et de -0,85%par rapport aux crédits votés 2021 (388 507 664 euros).

Ce montant intègre à la fois un droit à compensation pérenne identique à celui de 2021 pour un montant de **336 438 064 euros,** auquel s'ajoute un produit correspondant antérieurement à un pouvoir de modulation des régions (1ère modulation) pour un montant de **48 763 054 euros** (baisse de 6,35% de BP à BP liée à l'effritement du produit relatif au verdissement du parc mais progression de +0,7% au regard du voté 2021).

Enfin le reste de la baisse enregistrée en 2022 de BP à BP (- 4 667 798 euros) sur la **TICPE Régionale -Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques** s'explique également par un transfert de produit de la part MAPTAM/NOTRé et DRONISEP sur un programme budgétaire dédié conformément aux modalités de notification et de versement.

TICPE MAPTAM/NOTRé

La fraction de TICPE au titre de la loi MAPTAM/ NOTRé (LFI 2016) est versée au titre des compensations financières pour le transfert aux régions de la gestion des fonds européens, la gestion des CREPS et le nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (NACRE).

Pour 2022, le produit à percevoir est garanti à hauteur du montant notifié en 2021 qui s'élève à **4 667 798 euros**.

TICPE DRONISEP

La fraction de TICPE en compensation du transfert des missions des délégations régionales de l'offre nationale d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) en application de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel est évaluée en 2022 à **774 908 euros.**

TICPE Grenelle -Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques

Ce produit résulte d'une 2ème modulation dédiée au financement des infrastructures de transport et aux grands projets (LFI 2011). La Région délibère chaque année sur les tarifs applicables (la délibération 2021.01852 du 18 novembre 2021 reconduit pour 2022, le montant de la majoration du taux TICPE prévu par la Loi Grenelle à savoir 0,0073 euro/litre pour le supercarburant sans plomb et le carburant E10 et 0,0135 euro/litre pour le gazole).

Le produit 2022 s'établit donc à **48 763 054 euros** (baisse de 6,35% de BP à BP (52 069 600 euros) lié au verdissement du parc mais progresse +0,7% au regard du voté 2021 (48 428 711,84 euros).

TICPE compensation suppression DGD Formation Professionnelle

Cette fraction de TICPE est versée en substitution de la DGD formation professionnelle (LFI 2014).

Le produit 2022 s'établit donc à 41 754 289 euros soit 39 147 539 euros sur la base du montant notifié en 2021 auquel s'ajoute 2 606 750 euros en compensation de la perte enregistrée sur les frais de gestion de fiscalité directe.
Ce montant est donc en hausse de **6.66%** au regard du BP et des crédits votés 2021 (39 147 539 euros).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Fraction de TVA Suppression DGF et CVAE

La fraction de TVA, historiquement transférée aux régions en substitution de la DGF (forfaitaire et péréquée) pour financer leur mission de développement économique, vient également conformément à l'accord de partenariat Etat-Régions du 28 septembre 2020, en substitution du produit de CVAE.

La part ex-DGF : (article 149 de la LFI pour 2017)

Le produit de TVA affecté aux régions est réparti entre chaque collectivité proportionnellement à la somme de la DGF forfaitaire et péréquée notifiée en 2017 soit 430 465 859 euros.

NOTA : un montant-plancher est également garanti pour ce produit. Si le produit de TVA affecté est inférieur à la DGF 2017, la différence fait l'objet d'une attribution à due concurrence d'une part du produit de la TVA revenant à l'Etat comme cela a été le cas en 2020.

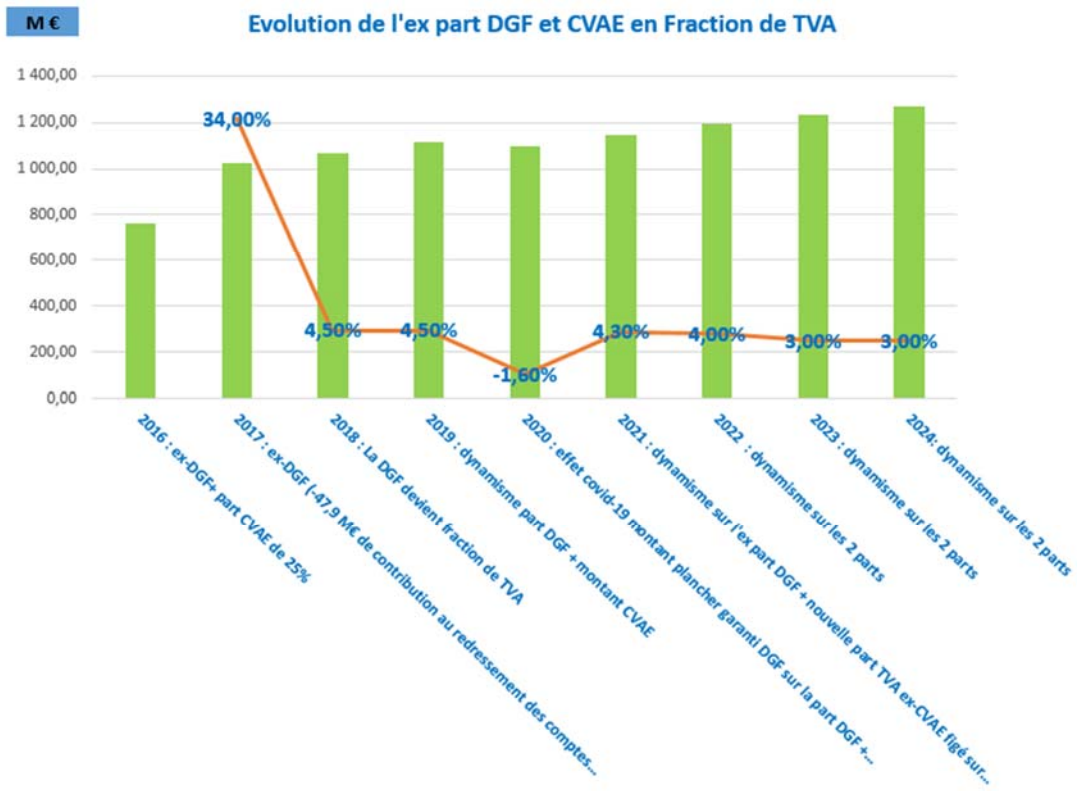
Il est proposé d'intégrer un dynamisme de 4% sur la base du taux de croissance après reprise de l'économie au montant d'atterrissage prévisionnel 2021 évalué à 477 417 059,37 euros, soit un produit 2022 porté à **496 513 741,74 euros** qui évolue de +13,63% de BP à BP (436 948 211,73 euros) et de +9,62% au regard du voté 2021 (452 928 329,01 euros).

La part ex-CVAE : (article 3 du PLF 2021)

L'accord de partenariat Etat-Région tel que matérialisé dans le PLF 2021 prévoyait de neutraliser intégralement la baisse attendue de la CVAE 2021, dans le cadre de la baisse des impôts de production et de compenser par une fraction de TVA un montant 2021 équivalent au produit de CVAE perçu par les Régions en 2020 soit 669 890 823 euros en 2021 et de garantir un dynamisme de cette recette sur le rythme d'évolution nationale de cet impôt à compter de 2022.

Il est proposé d'intégrer également un dynamisme de 4% sur la base du taux de croissance après reprise de l'économie, soit un produit 2022 porté à **696 686 455,92 euros**

Le produit 2022 relatif à la fraction de TVA s'établit donc à **1 193 200 197,66 euros.**



Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules

Conformément à la délibération n°20160179 du 26 et 27 mai 2016, le tarif applicable sur le versant nord de la Région est passé de 35,4 € à 33 €/CV en 2021 finalisant ainsi la procédure d'harmonisation fiscale.

Années	TARIFS CARTES GRISES en € / CV	
	Versant Nord	Versant Sud
2016	45	33
2017	42,6	33
2018	40,2	33
2019	37,8	33
2020	35,4	33
2021	**33**	**33**

Pour 2022 :

- Maintien du tarif de 33€/CV tel que prévu par délibération n°20160179 du 26 et 27 mai 2016 ;
- Maintien de l'exonération de la taxe régionale au profit des propriétaires de véhicules « propres » telle que prévu par délibération n°2019.00724 du 21 novembre 2019.

En prenant en compte le produit d'atterrissage 2021 estimé (160M€), un dynamisme de 2% lié à la croissance et une perte de produit liée au verdissement du parc automobile à hauteur de 10M€, le produit 2022 est estimé à hauteur de **153 000 000 euros.**

Ce montant est susceptible d'être réajusté courant 2022 (BS) au regard des encaissements du 2ème semestre 2021 et début 2022.

Ce montant régresse de 14,48% par rapport au BP 2021 (178 914 460,30 euros) et de 4,38% par rapport aux crédits votés 2021 (160 000 000 euros).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

TICPE –Réforme de l'Apprentissage

La fraction de TICPE au titre de la réforme de l'apprentissage : l'article 76 de la LFI pour 2020 a attribué aux régions à partir de 2020 une recette fiscale pour compenser l'évolution des compétences et des missions sur l'apprentissage, suite à la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 05/09/2018.
Cette recette pérenne est fixée à **2 820 443 euros** pour 2022.
Ce montant reste stable par rapport au BP 2021 et aux crédits votés 2021 (2 820 443 euros).

Il en résulte un montant de recettes fiscales indirectes évalué à **1 913 323 774,16 euros.**

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Total des recettes de fiscalité indirecte		**1 913 323 774,16 €**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Les dotations de l'Etat (dotations et participations)

Les dotations de l'Etat pour 2022 s'élèvent à **248 775 657,09 euros** en fonctionnement et 33 150 000 **euros** en investissement**.**

En fonctionnement, l'inscription 2022 progresse de 24,55% de BP à BP et de 5,51% par rapport aux crédits votés 2021.

Chapitre 942	Dotations et participations		248 775 657,09
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Nature	248 775 657,09
Finances de l'institution : DGF permanents syndicaux		7414	30 000,00
DGD résiduelle et ports		74631	96 534 147,00
DCRTP Dotation de Compensation de la Réforme de la taxe Professionnelle		748312	89 458 724,14
DTCE Dotation Perte de Compensation d'Exonération de Fiscalité Directe Locale		74835	6 365 850,95
Fonds de Compensation de la TVA		744	300 000,00
Dotation Réforme de l'apprentissage		7454	4 064 636,00
Compensation Perte Frais de Gestion FDL		748382	52 022 299,00

Finances de l'institution : DGF permanents syndicaux

Le montant de 30 000 euros inscrit sur ce programme correspond aux concours particuliers versés au titre des permanents syndicaux.

Dotation Générale de Décentralisation Résiduelle et ports

Il est rappelé que depuis 2014, la DGD prend en compte la compensation consentie aux régions de métropole en contrepartie de la création de la redevance « quai » (décret n°2012-70 du 20 janvier 2012) ainsi que la compensation au titre de la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 confiant aux régions la coordination des initiatives territoriales visant à développer et diffuser la culture scientifique, technique et industrielle exercée antérieurement par l'opérateur national Universcience.

La DGD résiduelle représente un montant de près de 76 442 967 euros montant figé depuis 2018 mais qui intègre en 2022 le surcoût des barèmes de rémunération des stagiaires (hors plan jeunes) conformément à la convention PACTE 2021 soit + 5 000 000 euros, soit un total de **81 442 967 euros**.

La dotation au titre du transfert des ports de près de 15 091 180 euros reste stable par rapport à 2021.

Le produit 2022 s'établit donc à **96 534 147 euros**. Ce montant progresse de 5,46% par rapport au BP 2021 et aux crédits votés 2021 (91 534 147 euros)

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

DCRTP Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle

Ce dispositif de péréquation verticale est également intégré, depuis 2017, dans les variables d'ajustement impliquant l'application d'un taux de minoration sur la base des recettes réelles de fonctionnement. Pour 2022, la recette a été estimée sur la base d'une diminution annuelle moyenne de 5,43% par rapport au produit notifié en 2021.

Le produit 2022 s'établit donc à **89 458 724,14 euros.** Ce montant régresse de 6% par rapport au BP 2021 (**95 154 525,31 euros**) et de 5,43% par rapport aux crédits votés 2021 (94 595 246 euros).

DTCE - Dotation pour Transferts de Compensations d'Exonérations de fiscalité directe locale

Cette dotation fait partie des variables d'ajustement. Le mécanisme consiste à opérer une minoration égale à la différence entre l'ensemble de ces variables en valeur 2021 et le montant disponible pour le même ensemble dans le périmètre 2022, après progression de tous les autres concours.

Le produit 2022 est évalué sur la base d'une baisse moyenne annuelle de 11,43% et s'établit donc à **6 365 850,95 euros**.

Ce montant régresse de 26,75% par rapport au BP 2021 (8 690 431,32 euros) et de 11,43% par rapport aux crédits votés 2021 (7 187 367 euros).

Fonds de compensation de la TVA

La LFI 2016 a permis un élargissement du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de voirie enregistrées en section de fonctionnement.

La LFI 2020, dans son article 80 a prévu également une extension du FCTVA aux dépenses d'entretien de réseaux.

La loi rectificative du 30 juillet 2020 élargit également l'assiette du FCTVA à compter du 1er janvier 2021 aux dépenses de fournitures, de prestations, de solutions relevant de l'informatique en nuage ou cloud mentionnées à l'article L.1615-1 du CGCT mais à un taux plus faible à hauteur de 5,6% au lieu des 16,404% appliqués sur l'ensemble des autres dépenses.

L'estimation de la recette 2022 a été réalisée sur la base du montant notifié 2020 et du montant de la déclaration 2021. Le montant 2022 s'établit ainsi à **300 000 euros,** soit une stabilité BP à BP et au regard des crédits votés 2021.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Dotation Réforme de l'Apprentissage

L'article 76 de la LFI pour 2020 a attribué aux régions à partir de 2020 une dotation (prélèvement sur recettes de l'Etat) pour compenser l'évolution des compétences et des missions sur l'apprentissage, suite à la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 05/09/2018. Le soutien financier au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage se matérialise par une recette pérenne qui s'élève à **4 064 636 M€** pour 2022, soit une stabilité de BP à BP et au regard des crédits votés 2021.

Compensation Perte Frais de Gestion Fiscalité Directe Locale

Rappelons qu'en 2021, la suppression de la taxe d'habitation dans l'assiette de calcul des frais de gestion a engendré une perte de recettes intégralement compensée par une dotation à hauteur de 38 076 186 euros.
En 2022, les frais de gestion de fiscalité directe subissent un nouveau démembrement lié à la suppression de la part régionale de CVAE, également intégralement compensé par une dotation complémentaire de 13 946 113 euros.

Le produit 2022 attendu au titre de la compensation s'élève à 52 022 299 euros soit une hausse de 100 % au regard du BP 2021 (aucune inscription) et de +36,63% au regard du voté 2021 (38 076 186 euros).

En investissement, l'inscription 2022 **régresse de 63,77% par rapport au BP 2021 (91 510 000 euros)** et de 40,81 % par rapport aux crédits votés 2021 (56 002 600 euros).

Chapitre 922	Dotations et participations		33 150 000,00
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Nature	33 150 000,00
Fonds de Compensation de la TVA		10222	33 150 000,00

Pour rappel, le Plan de relance en Investissement, émanation de l'accord de partenariat Etat-Régions signé le 28 septembre 2020 et intégré dans le projet de loi de finances pour 2021, prévoyait d'attribuer aux régions une enveloppe de 600M€ de crédits d'investissement sur des opérations liées au plan de relance.

Cette enveloppe appelée **DRI (Dotation Régionale d'Investissement)** initialement fixée en 2021 à 53,34M€ au titre des dotations s'exécutera sur deux ans (avances en 2021 et soldes en 2022) sous forme de subventions d'investissement en soutien des 43 projets retenus par l'Etat et fléchés sur les chapitres sectoriels.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

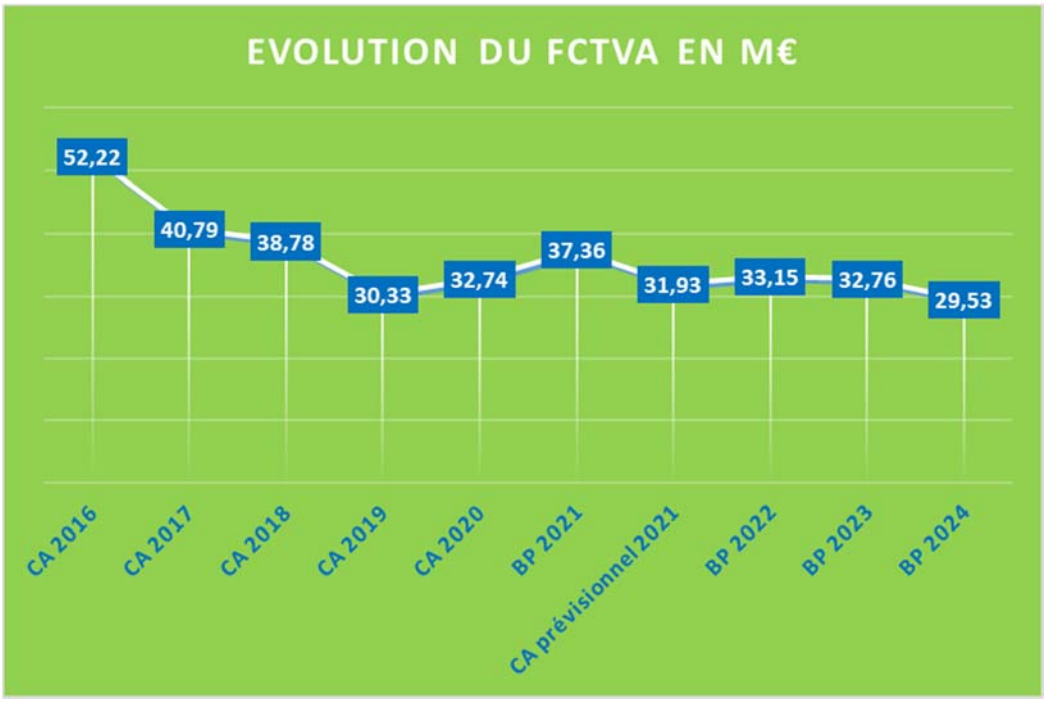
Programme 01000038- Fonds de compensation de la TVA

Le montant de FCTVA à percevoir au titre de l'année N est calculé sur la base du CA de l'année N-1.

Compte tenu des plafonds sectoriels envisagés, une baisse des dépenses d'investissement éligibles au FCTVA est envisagée sur la période 2022-2024 impliquant de fait une diminution progressive du FCTVA.

	FCTVA
BP 2021 : plafond N-1 : 845,11 M€	37,36
BP 2022 : plafond N-1 : 841,98 M€	33,15
BP 2023 : plafond N-1 : 832,08M€	32,76
BP 2024 : plafond N-1 : 750 M€	29,53

Le produit a été évalué sur la base des plafonds de dépenses sectorielles d'investissement (hors fonds européens) sur lesquels il a été appliqué un taux d'exécution de 80% (sur la base du taux d'exécution 2019 et 2020) et une estimation du montant des dépenses éligibles à hauteur de 30%. Cette estimation est ensuite soumise au coefficient de remboursement du FCTVA actuellement en vigueur à hauteur de 16,404%.



Le montant 2022 s'établit ainsi **à 33 150 000 euros**, soit une régression de 11,27% de BP à BP et au regard des crédits votés 2021 (37 360 000 euros).

Attention *: Depuis 2018, la DRES (93 565 885 euros) est comptabilisée sur le chapitre 902. Elle apparaît donc désormais dans la rubrique relative aux recettes opérationnelles.*

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le total des dotations 2022 s'élève à **33 150 000 euros** en investissement et à **248 775 657,09 euros** en fonctionnement.

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Total des recettes de dotations	**33 150 000€**	**248 775 657,09 €**

Gestion des instruments financiers

Chapitre 943	Opérations financières		5 849 038,78
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Nature	5 849 038,78
Finances de l'institution		75888	100 000,00
Gestion des instruments financiers		7688	5 749 038,78

Les recettes de fonctionnement hors emprunt relatives aux opérations financières s'élèvent à **5 849 038,78 euros.**

Ce montant est en hausse de 57.03% (3 724 904,03 euros BP 2021).

Finances de l'institution

Ces recettes d'un montant de **100 000 euros** correspondent aux annulations de mandats sur exercices clos et à diverses opérations de gestion courante enregistrées en cours d'année.

Gestion des instruments financiers

Ces recettes estimées pour 2022 à hauteur de **5 749 038,78 euros** sont pour partie liées à la gestion des SWAP (produits de couverture de la dette) à hauteur de 2 149 038,78 euros mais également constituées des produits prévisionnels dans le cadre des émissions de Titres Négociables à Court Terme pour 3 600 000 euros.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

La reprise sur provision pour risques et charges

Chapitre 945	Provisions et autres opérations mixtes		2 183 333,00
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Nature	2 183 333,00
Reprises sur provisions		7817	2 183 333,00

Provisions et reprises sur provisions

Le montant de la reprise sur provision 2022 s'élève à **2 183 333 euros** et est en baisse de 27,22% (3 000 000 euros au BP 2021).

La reprise sur provision est réalisée lorsque la perte latente diminue ou disparait s'agissant :

-du risque de condamnation pour la Région concernant les litiges en cours en matière de subvention, marchés publics, ressources humaines et autres.
-des montants restant à rembourser à la collectivité de la part de structures ayant bénéficié de prêts et pour lesquelles des procédures collectives (plan de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire) ont été engagées.

Ce montant correspond à une première évaluation des créances éteintes qui s'enregistreront en 2022 suite aux procédures de liquidation judiciaire en cours de finalisation.

Un ajustement pourra être réalisé courant 2022 sur la base d'un suivi de l'évolution des contentieux en cours et des risques d'irrécouvrabilité en lien avec les services de la Paierie Régionale**.**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le produit des cessions d'immobilisation

Chapitre 954	Produit des cessions d'immobilisation		2 952 040,00
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Nature	2 952 040,00
Hors Programme	Produits des cessions d'immobilisation mobilières	NC	60 000,00
Hors Programme	Produits des cessions d'immobilisation immobilières	NC	2 892 040,00

Le produit prévisionnel des cessions d'immobilisation s'établit à **2 952 040 euros**. Ce montant est en hausse de 20,44% par rapport à 2021 (2 451 000 euros BP 2021).

Et pour **60 000 euros**, il s'agit de cessions mobilières :

- Poste « véhicules et matériel de transport » : 50 000 euros ;
- Poste « bureaux et mobilier » : 10 000 euros

Pour **2 892 040 euros,** il s'agit de cessions d'immeubles :

- Foch à Roubaix : 610 200 € (compromis sollicité au notaire)
- Atelier Rigaou à St Omer : 1 075 000 € (sous compromis avril 2021 et sous réserve des résultats fouilles archéologiques)
- Terrain nu à Bruay-la-Buissière : 46 000 €
- Terrain Bernanos à Lens: 57 590 €. (Délibération en novembre 2021)
- 72 rue de Lille à Tourcoing: 500 000 € (délibération vente octobre 2021 et acte prévu en 2022)
- 37 rue Carnot à Saint-Omer : 380 000 € (deux offres 380 000 € et 365 000 €)
- 39 rue Carnot à Saint-Omer: 223 250 € (une offre reçue).

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Total des autres recettes non ventilées	**2 952 040,00 €**	**8 032 371,78 €**

Il en résulte un montant d'autres recettes non ventilées évalué à **2 952 040 euros** en investissement et **8 032 371,78 euros** en fonctionnement**.**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

LES RECETTES VENTILEES

Le total des recettes ventilées en fonctionnement s'élève à **408 837 084,80 euros** et progresse de 3,09% de BP à BP (396 555 739,53 euros) mais régresse de 3,57% par rapport aux crédits votés 2021 (423 914 017,30 euros).

Le total des recettes ventilées en investissement s'élève à **576 539 740.76 euros** et progresse de 34.25 % de BP à BP (429 461 710,14 euros) et de 19,5 % par rapport aux crédits votés 2021 (482 453 082,77 euros).

Fonction 0
Services généraux

Les **recettes de fonctionnement liées aux services généraux** s'élèvent à **15 777 116,80 euros** en 2022**,** soit une progression de 55,01% de BP à BP (10 177 852 euros) et une régression de 26% au regard des crédits votés 2021 (21 320 959,83 euros).

Les recettes relatives à l'administration générale sont en baisse de 21,9% de BP à BP et de 20,4% au regard des crédits votés dont (-916 552 euros sur la rubrique « administration générale » et -953 000 euros sur la rubrique « personnel » de BP à BP).

Chapitre 930	**Services généraux**	**15 777 116,80**
Sous-Fonction	**02 Administration générale**	**6 663 601,00**
Rubrique	**020 Administration générale de la collectivité**	**3 943 601,00**
Frais contentieux		100 000,00
Assurances hors lycées		350 000,00
SIG et appui à la connaissance		791 639,00
Déplacements Services centraux		12 000,00
Accueil et gestion des manifestations-Services centraux		2 000,00
Exploitation de la crèche		450 500,00
Exploitation du Palais du Nouveau Siècle		71 000,00
Fonds Insertion des Personnes Handicapées		300 000,00
Charges d'exploitation - bâtiments administratifs		1 866 462,00
Rubrique	**021 Personnel non ventilé**	**2 720 000,00**
Rémunération du personnel des services		2 720 000,00

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Sous-Fonction	04 Coopération décentralisée et actions interrégionales, européennes et internationales	9 113 515,80
Rubrique	042 Actions européennes	8 758 471,80
Accompagnement des programmes Interreg		1 428 471,80
Sensibilisation et communication prog et dispositifs europeens		7 330 000,00
Rubrique	048 Autres actions	355 044,00
Mobilité européenne et internationale		290 544,00
Energie pour l'Afrique - Partenariat		60 000,00
Diplomatie économique		4 500,00

Les recettes relatives à la coopération décentralisée et actions interrégionales, européennes et internationales sont en hausse de 454,1% de BP à BP et régressent de 29,6% au regard des crédits votés (dont +7 816 608,80 euros sur la rubrique 043 Action européennes (assistance technique) et -347 792 euros sur la rubrique 048 autres actions de BP à BP).

Les recettes d'investissement liées aux services généraux s'élèvent à **1 689 255,68 euros** en 2022**,** soit une progression de 384,2% de BP à BP (348 858,40 euros) et sont en régression de 83,3% au regard des crédits votés 2021 (10 101 348,81 euros) liée à une recette exceptionnelle perçu en 2021 au titre de la subvention globale des fonds européens suite à la fin d'un contentieux.

Chapitre 900	Services généraux	1 689 255,68
Sous-Fonction	02 Administration générale	1 689 255,68
Rubrique	020 Administration générale de la collectivité	1 689 255,68
Plan de relance - DRI dotation régionale d'investissement		597 255,68
DSI Environnement de travail		890 000,00
Prestations d'action sociale et autres - Services		22 000,00
Opérations immobilières HDF - bâtiments administratifs		180 000,00

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Fonction 05

Gestion des Fonds Européens

(Les éléments présentés ci-dessous sont également repris dans la Partie 3 – Fonds Européens du présent rapport)

Les recettes de fonctionnement liées à la gestion des fonds européens s'élèvent à **113 813 098,73 euros** en 2022**,** soit une progression de 67% de BP à BP et au regard des crédits votés 2021 (68 170 319,63 euros).

Chapitre 9305	Gestion des fonds européens	113 813 098,73
Rubrique	051 FSE	24 474 629,31
Initiative pour l'Emploi des Jeunes (NORD)		4 534 642,19
FSE (NORD)		11 984 642,19
FSE PO 2021-2027		2 009 114,88
ESS (SUD)		1 436 043,29
Initiative pour l'Emploi des Jeunes FSE (SUD)		4 510 186,76
Rubrique	052 FEDER	85 758 719,42
FEDER (NORD)		36 011 227,74
FEDER (SUD)		16 290 414,00
FEDER PO 2021-2027		7 796 277,68
REACT-UE NORD		17 107 200,00
REACT-UE SUD		8 553 600,00
Rubrique	0580 FEADER	3 500 000,00
FEADER NORD		1 500 000,00
FEADER SUD		2 000 000,00
Rubrique	0581 FEAMP	79 750,00
FEAMP		79 750,00

Les recettes de fonctionnement relatives à gestion des fonds européens sont en hausse de 45 642 779,10 euros de BP à BP et au regard des crédits votés 2021 (dont +10 022 911,07 euros sur la rubrique FSE ; +34 940 118,03 euros sur la rubrique FEDER, + 1 500 000 euros sur la rubrique FEADER et -820 250 euros sur la rubrique FEAMP).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Les recettes d'investissement liées à la gestion des fonds européens s'élèvent à 305 620 473,31 **euros** en 2022**,** soit une progression de 43,8% de BP à BP (212 513 220,70 euros) et de 29,5% au regard des crédits votés 2021 (235 933 014,35 euros).

Chapitre 9005	Gestion des fonds européens	305 620 473,31
Rubrique	052 FEDER	261 616 304,31
REACT-UE NORD		39 916 800,00
REACT-UE SUD		19 958 400,00
PO 21-27 FEDER		18 191 314,58
FEDER (NORD)		129 243 673,91
FEDER (SUD)		54 306 115,82
Rubrique	0580 FEADER	42 500 000,00
FEADER NORD		19 500 000,00
FEADER SUD		23 000 000,00
Rubrique	0581 FEAMP	1 504 169,00
FEAMP		1 504 169,00

Les recettes d'investissement relatives à la gestion des fonds européens sont en hausse de 93 107 252,61 euros de BP à BP et de 69 687 458,96 euros au regard des crédits votés 2021 dont (+86 733 083,61 euros sur la rubrique 052, +9 000 000 euros sur la rubrique 0580 et -2 625 831 euros sur la rubrique 0581 de BP à BP).

Ces inscriptions de recettes en section de fonctionnement et d'investissement sont identiques dans les mêmes proportions en dépenses et leurs évolutions s'expliquent par la montée en charge des opérations certifiées au titre de la programmation 2014-2020, du plan de relance React-UE (85,54M€) et du début de programmation 2021-2027 (28 M€).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Fonction 2
Enseignement, Formation professionnelle, Apprentissage

Les **recettes de fonctionnement liées à l'enseignement, la formation professionnelle, et l'apprentissage** s'élèvent à **215 139 951,31 euros** en 2022**,** soit une régression de 16,9% de BP à BP (258 859 972,52 euros) et de 19,1% au regard des crédits votés 2021 (265 844 806,05 euros).

Chapitre 932	**Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage**	**215 139 951,31**
Sous-Fonction	**22 Enseignement du second degré**	**17 281 000,00**
Rubrique	**222 Lycées publics**	**17 281 000,00**
Dotation Globale de Fonctionnement		155 000,00
Participer au service de restauration (je mange local, petit déj,FPSHR)		15 000 000,00
Démutualisation		1 200 000,00
Assurance des Lycées Publics		50 000,00
Rémunération du personnel des lycées		876 000,00
Sous-Fonction	**25 Formation professionnelle**	**181 015 700,00**
Rubrique	**251 Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi**	**167 115 700,00**
PACTE		167 115 700,00
Rubrique	**253 Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi**	**13 900 000,00**
Se former pour un métier (FSE + AGEFIPH)		13 900 000,00
Sous-Fonction	**26 Apprentissage**	**12 305 100,00**
Contribution au titre de l'aménagement du territoire et du dev éco		12 305 100,00
Sous-Fonction	**27 Formation sanitaire et sociale**	**4 508 151,31**
Financement des établissements sanitaires publics -voir DAC et ajuster		3 682 265,64
Financement des établissements sanitaires privés-voir DAC et ajuster		423 203,13
Bourses étudiants filières sanitaire et social BESS-voir DAC et ajuster		402 682,54
Sous-Fonction	**28 Autres services périscolaires et annexes**	**30 000,00**
Rubrique	**288 Autres services annexes de l'enseignement**	**30 000,00**
Soutien projets d'éducation		30 000,00

Les recettes de fonctionnement relatives à l'enseignement, la formation professionnelle, et l'apprentissage sont en baisse de 43 720 021,21 euros de BP à BP et de 50 604 854,74 au regard des crédits votés 2021 dont (+1 366 000 euros sur la sous-fonction « enseignement du second degré » ; -46 240 637,50 euros sur la sous-fonction « formation professionnelle » ; - 853 535,02 euros sur la

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

sous-fonction « apprentissage »; + 2 008 151,31 euros sur la sous-fonction « formation sanitaire et sociale » et stable sur la sous-fonction « autres services périscolaires et annexes » de BP à BP).

Les **recettes d'investissement liées à l'enseignement, la formation professionnelle, et l'apprentissage** s'élèvent à **148 006 109,44 euros** en 2022**,** soit une progression de 15,6% de BP à BP (127 986 504,34 euros) et de 16,5% au regard des crédits votés 2021 (127 091 276,49 euros).

Chapitre 902	Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage		148 006 109,44
Sous-Fonction	22 Enseignement du second degré		119 951 909,44
Rubrique	222 Lycées publics	Nature	119 951 909,44
Dotation Régionale d'équipement Scolaire			93 565 885,00
Plan de relance - DRI dotation régionale d'investissement			12 891 120,34
informatique EPLE			1 434 000,00
Equipements pédagogiques des EPLE			1 700 000,00
Prestations d'action sociale et autres - lycées			30 000,00
Opé immob HDF - Lycées publics			10 260 904,10
Sureté-Lycées publics			70 000,00
Sous-Fonction	23 Enseignement supérieur	Nature	4 000 000,00
Constructions universitaires			4 000 000,00
Sous-Fonction	24 Cités scolaires	Nature	1 500 000,00
Opérations immobilières - cités mixtes			1 500 000,00
Sous-Fonction	26 Apprentissage	Nature	22 554 200,00
Plan de relance - DRI dotation régionale d'investissement			400 000,00
Contribution au titre de l'aménagement du territoire et du dev éco			22 154 200,00

Les recettes d'investissement relatives à l'enseignement, la formation professionnelle, et l'apprentissage sont en hausse de 20 019 605,10 euros de BP à BP et de 20 914 832,95 au regard des crédits votés 2021 dont (+20 147 140,84 euros sur la sous-fonction « enseignement du second degré » ; +2 300 000 euros sur la sous-fonction « enseignement supérieur »; + 1 297 762,26 euros sur la sous-fonction « cités scolaires » ; - 3 725 298 euros sur la sous-fonction « apprentissage » de BP à BP).

Les recettes d'investissement hors DRES (dotation régionale d'équipement scolaire) s'élèvent à 54 440 224,44 euros.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Fonction 3
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Les recettes de fonctionnement **relatives à la culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs** sont en hausse de 34 489,75 euros de BP à BP et en baisse de 25 510,25 euros au regard des crédits votés 2021 dont (+73 220 euros sur la sous-fonction « culture », -38 730,25 euros sur la sous-fonction « sports »).

Chapitre 933	**Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**	**543 205,50**
Sous-Fonction	**31 Culture**	**188 220,00**
Rubrique	**311 Activités artistiques, actions et manifestations culturelles**	**188 220,00**
Opérateurs labellisés - Novaction		55 000,00
Sécurisation et pérennisation de l'emploi culturel		50 000,00
Opérateurs labellisés - Accompagnement circulation en région de la création		25 000,00
Opérations immobilières HDF - Culture		58 220,00
Sous-Fonction	**32 Sports (autres que scolaires)**	**309 985,50**
Rubrique	**321 Salles de sport, gymnases**	**309 985,50**
Participation au fonctionnement des équipements sportifs régionaux		309 985,50
Sous-Fonction	**34 Vie sociale et citoyenne**	**45 000,00**
Rubrique	**348 Autres**	**45 000,00**
Accueil et gestion des manifestations - PMSE		45 000,00

Les **recettes d'investissement liées à la culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs** s'élèvent à **2 524 179,68 euros** en 2022**,** soit une progression de 29,44% de BP à BP (1 950 002 euros) et de 58,75% au regard des crédits votés 2021 (1 590 002 euros).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Chapitre 903	**Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**	**2 524 179,68**
Sous-Fonction	**31 Culture**	**1 864 179,68**
Rubrique	**311 Activités artistiques, actions et manifestations culturelles**	**1 290 002,00**
Opérateurs labellisés - Novaction		1 190 002,00
Opérateurs labellisés - Accompagnement circulation en région de la céation		100 000,00
Rubrique	**312 Patrimoine**	**74 177,68**
Plan de relance - DRI dotation régionale d'investissement		74 177,68
Rubrique	**314 Musées**	**500 000,00**
Pôle de conservation des œuvres du Louvre		500 000,00
Sous-Fonction	**32 Sports (autres que scolaires)**	**660 000,00**
Rubrique	**322 Stades**	**660 000,00**
Rénovation et modernisation Stade Bollaert - GPR90305-1		660 000,00

Les recettes d'investissement relatives à la culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs sont en hausse de 574 177,68 euros de BP à BP essentiellement sur la sous-fonction « culture » et de 934 177,68 euros au regard des crédits votés 2021.

Fonction 4

Santé et Action Sociale

Aucune inscription

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Fonction 5
Aménagement des territoires et Habitat

Les **recettes de fonctionnement liées à l'aménagement des territoires et l'habitat** s'élèvent à **5 137 884 euros** en 2022**,** soit une progression de 5037,9% de BP à BP (100 000 euros) et de 23,7% au regard des crédits votés 2021 (4 152 313,87 euros).

Chapitre 935	**Aménagement des territoires et habitat**	**5 137 884,00**
Sous-Fonction	**50 Services communs**	**672 917,00**
IPVD ingénierie petites villes de demain		672 917,00
Sous-Fonction	**55 Habitat (Logement)**	**4 334 967,00**
Rubrique	**551 Parc privé de la collectivité**	**4 334 967,00**
SARE Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique		4 334 967,00
Sous-Fonction	**57 Technologies de l'information et de la communication**	**130 000,00**
Réseaux Régional Télécommunication		130 000,00

Les recettes de fonctionnement relatives à l'aménagement des territoires et l'habitat sont en hausse de 5 037 884 euros de BP à BP et de 985 570,13 euros au regard des crédits votés 2021 (dont +672 917 euros sur la sous-fonction « services communs », + 4 334 967 euros sur la sous-fonction « habitat » et +30 000 euros sur la sous-fonction « Technologies de l'information et de la communication » de BP à BP).

Pas d'inscription au titre des **recettes d'investissement liées à l'aménagement des territoires et l'habitat** à l'instar du BP 2021.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Fonction 6
Action économique

Les **recettes de fonctionnement liées à l'action économique** s'élèvent à **3 362 778,25 euros** en 2022**,** soit une progression de 65,5% de BP à BP (2 032 420,74 euros) et de 22,91% au regard des crédits votés 2021 (2 736 049,82 euros).

Chapitre 936	Action économique	3 362 778,25
Sous-Fonction	61 Interventions économiques transversales	703 162,03
PRAD IS		3 162,03
Picardie Investissement		700 000,00
Sous-Fonction	63 Actions sectorielles	2 659 616,22
Rubrique	632 Industrie, commerce et artisanat	2 659 616,22
Aide au développement des PME industrielles et des services à haute valeur ajoutée		1 743,05
Aide aux entreprises en consolidation financière		363 197,26
Pôles de compétitivité		1 100 000,00
Salons numériques		1 000 000,00
Hauts de France Prévention		73 031,26
Fonds premier secours F1PS		38 592,22
Financement régional des entreprises - DAE 90910-1		33 721,89
Création d'activités		49 330,54

Les recettes de fonctionnement relatives à l'action économique sont en hausse de 1 330 357,51 euros de BP à BP et de 626 728,43 euros au regard des crédits votés 2021 (dont +1 328 444,86 euros sur la sous-fonction « actions sectorielles » de BP à BP).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Les **recettes d'investissement liées à l'action économique** s'élèvent à **18 598 392,39 euros** en 2022**,** soit une progression de 18,8% de BP à BP (15 649 484,07 euros) et une régression de 37,4% au regard des crédits votés 2021 (29 687 288,54 euros).

Chapitre 906	**Action économique**	**18 598 392,39**
Sous-Fonction	**61 Interventions économiques transversales**	**503 155,94**
Avance Remboursables Regionales		11 425,00
PRAD IS		390 824,96
PRAD AT ESS		100 905,98
Sous-Fonction	**63 Actions sectorielles**	**17 735 169,93**
Rubrique	**6312 Autres**	**136 220,56**
Investissement agricole		11 220,56
PRAD IAA		125 000,00
Rubrique	**632 Industrie, commerce et artisanat**	**17 598 949,37**
Aide au développement des TPE artisanale s commerciales et de services		92 401,54
Aide au développement des PME indus et d e services à haute valeur ajoutée		1 962 199,11
Aide à l'implantation d'entreprises		720 000,00
Aide aux entreprises en consolidation financière		4 232 582,52
Plans		1 136 336,06
Hauts de France Prévention		3 367 695,62
Fonds premier secours F1PS		2 373 002,48
Aide au permis de Conduire (APC) - Prêts		110 000,00
Fonds premier secours F1PS covid 19		1 692 885,05
HdF Prévention COVID19		819 450,00
Création d'activités et developpement des territoires - DAE90908-1		280,82
Financement régional des entreprises - DAE90910-1 - DAE93910-1		1 092 116,17
Sous-Fonction	**65 Insertion Economique et économie sociale et solidaire**	**101 396,52**
Accompagnement territorialisé Starter ESS		101 396,52
Sous-Fonction	**67 Recherche et innovation**	**258 670,00**
Allocations Recherche		8 670,00
Soutien aux projets RDI hors pôles		250 000,00

Les recettes d'investissement relatives à l'action économique sont en hausse de 2 948 908,32 euros de BP à BP et régressent de 11 088 896,15 euros au regard des crédits votés 2021 (dont + 2 909 696, 21

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

euros sur la sous-fonction « actions sectorielles »; +12 500,01 euros sur la sous-fonction « insertion économique et économie sociale et solidaire » et + 58 670 euros sur la sous-fonction « recherche et innovation » de BP à BP).

Fonction 7
Environnement

Aucune inscription en 2022 au titre des **recettes de fonctionnement liées à l'environnement** soit une baisse de 1 398 740,89 euros de BP à BP et de 408 352,35 euros au regard des crédits votés 2021 dont (-312 913,63 euros sur la sous-fonction « actions transversales », -312 913 ,63 euros sur la sous-fonction « actions en matière de déchets et de propreté urbaine » et – 772 913,63 euros sur la sous-fonction « politique de l'énergie » résultant de la fin de la participation de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie) sur le dispositif FREME (Fonds Régional Maitrise de l'Energie)

Aucune inscription en 2022 au titre des **recettes d'investissement liées à l'environnement** soit une baisse de 312 913,63 euros de BP à BP sur la sous-fonction « politique de l'énergie » et de 555 230,92 euros au regard des crédits votés 2021, résultant de la fin de la participation de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie) sur le dispositif FREME (Fonds Régional Maitrise de l'Energie).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Fonction 8
Transports

Les **recettes de fonctionnement liées aux transports** s'élèvent hors recettes TER intégrées en compensation de dépenses de la convention SNCF à **55 063 050,21 euros** en 2022**,** soit une régression de 0.44% de BP à BP (55 307 718 euros) et de 9,31 % au regard des crédits votés 2021 (60 712 500 euros).

Chapitre 938	**Transports**	**55 063 050,21**
Sous-Fonction	**81 Transports scolaires**	**499 424,20**
Exploitation du réseau de transport scolaire		414 724,20
Transports Régions Limitrophes		84 700,00
Sous-Fonction	**82 Transports publics de voyageurs**	**54 287 026,01**
Rubrique	**821 Transport sur route**	**39 287 026,01**
Exploitation reseau interurbain		423 844,00
Exploitation du réseau interurbain et scolaire		5 700 076,00
Convention AOM trans RT délégation		562 688,01
Transports mixtes - Compensation de charges du transfert au département		30 828 059,00
Lignes Routières Régionales		1 772 359,00
Rubrique	**822 Transport ferroviaire**	**15 000 000,00**
	Convention TET	15 000 000,00
Sous-Fonction	**85 Infrastructures**	**276 600,00**
Rubrique	**852 Gares et autres infrastructures ferroviaires**	**6 000,00**
Voies férées d'intérêt local		6 000,00
Rubrique	**854 Ports et autres infrastructures portuaires**	**270 600,00**
Exploitation maintenance des ports		175 000,00
Développement des ports - Domaine		80 600,00
Aménagement des ports		15 000,00

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Les recettes de fonctionnement relatives aux transports sont en baisse de 244 667,79 euros de BP à BP et de 5 649 449,79 euros au regard des crédits votés 2021 dont -46 000 euros sur la sous-fonction « services communs » ; +55 700,20 euros sur la sous-fonction « transports scolaires »; -262 367,99 euros sur la rubrique « transports sur route » ; stabilité sur la rubrique « transport ferroviaire » ; -594 000 euros sur la rubrique « gares et autres infrastructures ferroviaires » et +8 000 sur la rubrique « ports et autres infrastructures portuaires » de BP à BP).

Les **recettes d'investissement liées aux transports** s'élèvent à **100 101 330,26 euros** en 2022**,** soit une progression de 41,58% de BP à BP (70 700 727 euros) et de 29,27% au regard des crédits votés 2021 (77 437 287,94 euros).

Chapitre 908	**Transports**	**100 101 330,26**
Sous-Fonction	**82 Transports publics de voyageurs**	**67 571 515,00**
Rubrique	**822 Transport ferroviaire**	**67 571 515,00**
Convention TER		1 271 515,00
Acquisition, rénovation matériel TET et ateliers		66 300 000,00
Sous-Fonction	**85 Infrastructures**	**31 641 477,06**
Rubrique	**852 Gares et Autres Infrastructures ferroviaires**	**11 781 943,06**
Plan de relance - DRI dotation régionale d'investissement		11 781 943,06
Rubrique	**853 Haltes fluviales et autres infrastructures fluviales**	**4 180 075,50**
Aménagement infrastructures fluviales		4 180 075,50
Rubrique	**854 Ports et autres infrastructures portuaires**	**15 679 458,50**
Plan de relance - DRI dotation régionale d'investissement		37 758,50
Aménagement des ports		350 000,00
Calais port 2015 - DDP90805-1		15 291 700,00
Sous-Fonction	**87- Circulation douce**	**888 338,20**
Plan de relance - DRI dotation régionale d'investissement		888 338,20

Les recettes d'investissement relatives aux transports sont en hausse de 29 400 603,26 euros de BP à BP et de 22 664 042,32 euros au regard des crédits votés 2021 dont -1 994 757 euros sur la rubrique « transport sur route »; +29 571 515 euros sur la rubrique « transport ferroviaire ; + 11 781 943,06 sur la rubrique « gares et infrastructures ferroviaires » ; + 3 924 105,50 euros sur la rubrique « haltes fluviales et autres infrastructures fluviales » ; -14 768 541,50 euros sur la rubrique « ports et autres infrastructures portuaires » et +888 338,20 sur la sous-fonction « circulation douce » de BP à BP).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Total des recettes ventilées	**576 539 740,76€**	**408 837 084,80€**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

PARTIE 2 : DEPENSES

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

La synthèse du budget en dépenses réelles par chapitres et par politiques sectorielles est la suivante :

En fonctionnement

BP 2022 - Dépenses réelles	
Chapitres / Politiques sectorielles	**Montant**
930 - Services généraux	**231 738 807**
Administration générale	16 874 053,00
Affaires Juridiques	478 000,00
Assemblées et CESER	11 570 200,00
Communication	5 550 000,00
Contrôle de gestion et évaluation	515 000,00
Europe	1 737 776,32
Finances	450 000,00
Prospective	1 743 000,00
Relations internationales	1 259 957,72
Ressources humaines	188 263 500,00
Systèmes d'information	3 297 320,00
9305 - Gestion des fonds européens	**113 813 099**
Fonds Européens	113 813 098,73
932 - Enseign.,form. professionnelle, apprent.	**945 141 477**
Administration générale	299 200,00
Affaires Juridiques	1 332 000,00
Apprentissage	27 165 413,24
Enseignement supérieur	7 730 000,00
Formation professionnelle	388 647 000,00
Formations sanitaires et sociales	139 549 527,56
Industrilab	80 000,00
Lycées	169 767 936,46
Ressources humaines	210 570 400,00
933 - Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	**114 437 693**
Communication sportive	1 836 000,00
Culture	87 606 200,00
Jeunesse	2 740 000,00
Parc de matériel	10 000,00
Solidarité	1 800 000,00
Sports	14 940 160,00
Vie associative	5 505 333,00
934 - Santé et action sociale (hors RSA)	**4 520 000**
Santé	4 520 000,00

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

935 - Aménagement des territoires et habitat	**16 519 181**
Aménagement du territoire	1 086 000,00
Aménagement numérique du territoire	4 665 899,90
Innovation numérique	1 399 424,20
Mer et littoral	732 889,62
Politique de la ville et logement	8 634 967,00
936 - Action économique	**101 972 978**
Agriculture et pêche	12 103 270,00
Artisanat, commerce et ESS	5 462 354,00
Culture	197 500,00
Développement économique	43 655 920,78
Industrilab	510 500,00
Innovation numérique	948 000,00
Recherche	18 010 970,27
Solidarité	11 100 000,00
Tourisme	9 434 463,30
Troisième révolution industrielle	550 000,00
937 - Environnement	**18 986 302**
Aménagement du territoire	9 483 000,00
Biodiversité	4 553 302,42
Troisième révolution industrielle	4 950 000,00
938 - Transports	**910 849 632**
Administration générale	407 000,00
Affaires Juridiques	250 000,00
Ports	11 617 140,00
Transport [Transfert de compétence]	363 066 640,00
Transports	535 508 852,00
941 - Autres impôts et taxes	**1 648 595**
Finances	1 648 595,00
943 - Opérations financières	**61 884 242**
Finances	3 325 398,31
Finances (Frais financiers et dette)	58 558 843,88
944 - Frais de fonctionnement groupes d'élus	**1 737 405**
Assemblées et CESER	1 737 405,00
945 - Provisions et autres opérations mixtes	**5 000 000**
Finances	5 000 000,00
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**2 528 249 412**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

En investissement

BP 2022 - Dépenses réelles	
Chapitres / Politiques sectorielles	**Montant**
900 - Services généraux	**11 817 030**
Administration générale	5 404 010,00
Communication	70 000,00
Relations internationales	617 448,27
Ressources humaines	102 000,00
Systèmes d'information	5 623 572,00
9005 - Gestion des fonds européens	**305 620 473**
Fonds Européens	305 620 473,31
902 - Enseign.,form. professionnelle, apprent.	**235 083 393**
Administration générale	144 990,00
Apprentissage	26 279 498,00
Enseignement supérieur	12 943 720,00
Formation professionnelle	4 060 000,00
Formations sanitaires et sociales	1 600 000,00
Industrilab	100 000,00
Lycées	189 787 185,43
Ressources humaines	168 000,00
903 - Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	**46 940 483**
Culture	27 600 483,09
Parc de matériel	10 000,00
Sports	19 330 000,00
904 - Santé et action sociale (hors RSA)	**4 000 001**
Santé	4 000 000,80
905 - Aménagement des territoires et habitat	**89 288 793**
Aménagement du territoire	68 300 000,20
Aménagement numérique du territoire	6 800 000,00
Innovation numérique	335 000,00
Mer et littoral	1 269 193,17
Politique de la ville et logement	12 584 600,00
906 - Action économique	**147 595 838**
Agriculture et pêche	14 855 658,00
Artisanat, commerce et ESS	15 221 683,00
Culture	387 516,80
Développement économique	90 058 791,42
Industrilab	500 000,00
Innovation numérique	7 800 000,00
Recherche	15 995 697,87
Solidarité	35 000,00
Tourisme	2 641 491,07
Troisième révolution industrielle	100 000,00

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

907 - Environnement	**17 386 236**
Aménagement du territoire	700 000,00
Biodiversité	4 070 836,20
Politique de la ville et logement	6 715 400,00
Troisième révolution industrielle	5 900 000,00
908 - Transports	**283 065 538**
Administration générale	535 000,00
Ports	33 884 865,83
Transport [Transfert de compétence]	2 010 500,00
Transports	246 635 171,68
923 - Dettes et autres opérations financières *	**181 075 180**
Finances	1 000 000,00
Finances (Frais financiers et dette)	180 075 179,78
TOTAL DEPENSES REELLES INVESTISSEMENT	**1 321 872 966**

* hors mouvements neutres de gestion active de la dette (compte 16449)

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

Xavier BERTRAND

TROISIEME REVOLUTION INDUSTRIELLE (TRI)
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE,
TOURISME

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**68 875 000**	**75 655 282**	**30 945 000**		**106 600 282**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	100 000		100 000		100 000
906 - Action économique	61 925 000	72 205 282	28 395 000		100 600 282
907 - Environnement	6 850 000	3 450 000	2 450 000		5 900 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**61 078 216**	**24 831 059**	**30 363 922**		**55 194 981**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	80 000		80 000		80 000
936 - Action économique	55 998 216	21 711 059	28 453 922		50 164 981
937 - Environnement	5 000 000	3 120 000	1 830 000		4 950 000

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Troisième Révolution Industrielle

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**7 000 000**	**3 450 000**	**2 550 000**		**6 000 000**
906 - Action économique	150 000		100 000		100 000
907 - Environnement	6 850 000	3 450 000	2 450 000		5 900 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 500 000**	**3 470 000**	**2 030 000**		**5 500 000**
936 - Action économique	500 000	350 000	200 000		550 000
937 - Environnement	5 000 000	3 120 000	1 830 000		4 950 000

La dynamique Troisième Révolution Industrielle en Hauts-de-France est devenue un marqueur régional sous le précédent mandat. Une vision, un récit, mais surtout une dynamique opérationnelle de plus de 1200 projets, vers une région décarbonée.

L'institution s'est dotée avec la TRI d'une première stratégie d'adaptation aux transitions (économiques, énergétiques, ressources) afin de permettre l'organisation de notre tissu économique face aux transitions en cours. Il s'agit d'apporter des solutions sur nos territoires et ainsi transformer des contraintes en opportunité de développement et de résilience économique, en mieux vivre pour les habitants. Réconcilier l'économie et l'environnement en quelque sorte. Cette stratégie est partagée aujourd'hui avec de nombreux acteurs :

- Entreprises pour des questions de compétitivité, de RSE.
- Académiques avec un réseau de 33 Universités et grandes écoles, 60 lycées impliqués
- Territoriales avec un réseau de 20 territoires démonstrateurs
- Filières avec des comités opérationnels dédiés sur l'hydrogène, le bâtiment durable, le solaire, l'économie circulaire, la méthanisation, la bio économie, le bois,..
- Financiers : Ademe (co gestion du FRATRI), livret rev3, rev3 capital, BPI

Elle accompagne enfin des démarches citoyennes pour leur offrir des outils, solutions pour affronter les mutations en cours et renforcer les collectifs d'actions : co voiturage, repair café, ressourceries, défi zéro déchet, famille à énergie positive, projets de lycéens, économie collaborative, financement participatif et citoyen d'ENR...

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Une nouvelle direction au sein du Conseil Régional a été créée en 2019 pour amplifier cette stratégie (la DTRI).

Lors de ce nouveau mandat, l'institution régionale doit accompagner à court terme un éco système propice à la relance de l'activité après la crise sanitaire, mais elle doit aussi sur le moyen long terme accompagner le développement d'un modèle économique plus résilient et orienté vers la décarbonation et le durable. En s'appuyant notamment sur le modèle de la TRI, il s'agit de positionner la direction comme une direction pivot à l'interne (expertise) et référente à l'externe sur ce modèle économique et territorial via son chef de filât sur les questions énergétiques, d'économie circulaire, et sa capacité à accompagner les transitions citoyennes et territoriales. Dès lors il conviendra de combiner une logique de dispositif technique et financier avec une logique de stratégie et d'agencements des parties prenantes au sein notamment de collectifs (comités thématiques, groupes de travail sur la chaine de valeurs, coopération territoriale..) opérationnels situés et calibrés. L'ensemble s'inscrit dans la stratégie du pôle Soutien au travail en lien avec les autres pôles et les partenaires référents de la direction.

Le budget de la DTRI s'inscrit presque exclusivement dans le cadre de la convention pluri annuelle avec l'ETAT (l'ADEME) annexée au CPER.

La maquette financière négociée entre l'Etat et la Région sur le prochain CPER fait part d'un engagement de l'ADEME de 13,5 millions d'euros par an sur la période 21-27. Le principe étant un euro Etat pour un euro Région la somme de 12 millions d'euros pour la Région a été acté dans la maquette financière du prochain CPER.

La convention FRATRI (Fonds régional pour l'amplification de la TRI) fixe également les modalités de co gestion ADEME/Région de la convention.

Ce fonds est dédié à l'innovation, aux premiers démonstrateurs et à l'appui des structures relais de l'action publique régionale. Il est indispensable et complémentaire aux fonds européens.

En effet, il est à distinguer de la mobilisation du FEDER (PO 21 27, React Eu, FTJ) qui se concentre, lui, sur de la massification ou des projets d'envergure financière importante.

Le bilan du précédent mandat est de 1266 projets accompagnés par l'Ademe et la Région pour 135 millions d'euros mobilisés. On note qu'un euro FRATRI appelle 3 euros de financement autres (fonds propres, prêts ou autres subventions). La consommation est de plus de 100 pour cent chaque année tant le dispositif est sollicité.

Le complément du budget (hors fratri donc) est dédié à la promotion, qualification et diffusion sur le territoire régional, national, européen et international de la dynamique et de ses projets. En effet, la dynamique lancée représente désormais un signe distinctif, un marqueur régional qu'il faut renforcer en qualité et en promotion.

Il s'agit désormais d'amplifier cette ambition pour faire de la TRI la stratégie d'économie décarbonée à fort impact emploi et à faible impact climat des Hauts-de-France.

INVESTISSEMENT

Programme 71000011 : Energies renouvelées, stockées et partagées :

AP 2 915 000 € - CP 1 975 000 €

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le budget permet d'accompagner l'investissement dans des démonstrateurs des énergies alternatives (solaire, méthanisation, géothermie, bois..) et partagées (réseaux intelligents, bâtiment producteur d'énergie..), d'accompagner le développement de l'hydrogène en région et les premiers pas d'efficacité énergétique en entreprise ou sur la mobilité décarbonée (bio gnv par exemple) dans une logique de filières et d'emplois locaux. Le déploiement massif des ENR étant renvoyé sur des instruments financiers (Sem énergies HDF) ou partenariats avec des structures type Syndicats d'énergie.

Programme 71000005 : Nouveaux modèles économiques et de consommation :

AP 3 115 000 € - CP 2 025 000 €

Il s'agit d'accompagner la feuille de route économie circulaire votée fin 2020. Ce programme porte l'ambition d'accompagner une nouvelle économie régionale basée sur des boucles de valeurs circulaires, de nouveaux modes de production et de consommation et des nouveaux modèles économiques (fonctionnalité). L'attention et le bon usage des ressources ont une garantie de compétitivité durable pour nos entreprises et nos territoires qui seront de ce fait moins dépendantes de ressources extérieures mais aussi plus en coopération pour se renforcer mutuellement. L'investissement est priorisé sur certaines filières stratégiques : plastiques, textile, métaux rares et stratégiques, bâtiment durable (déconstruction et réutilisation).

Programme 71000006 : Stratégies régionales et territoriales :

AP 470 000 € – CP 300 000 €

Le programme se centre sur l'accompagnement des transitions citoyennes et territoriales pour apporter du mieux vivre aux habitants et à leur territoire face aux transitons en cours et permettre aux plus fragiles de trouver les solutions adéquates. Il s'agit donc d'investir dans des projets de territoires (mobilité partagée, alimentation durable,) ou de structures (lycées par exemple) facilitant l'appropriation des enjeux mais aussi la mise en actions et bénéfices pour les territoires et les citoyens.

Programme 78000001 : Prévention des risques technologiques :

AP 50 000 €-CP 50 000 €

Il s'agit d'un financement réglementaire à mobiliser aux côtés de l'ETAT dans le cas d'une enquête sur la prévention des risques technologiques (site SEVESO par exemple).

Programme 77000002 : **Dispositif régional d'aide à la conversion au bioéthanol des véhicules roulant à l'essence :**

AP 300 000 € - CP 300 000 €

Dans un contexte de hausse importante des prix des carburants, il s'agit de poursuivre le plan d'aide, lancé depuis le 1er février 2019, visant à accompagner des habitants de la Région à convertir leur véhicule à essence en bioéthanol, en soutenant la mise en place de boîtiers de conversion.

Programme 94000081 : Projets démonstrateurs TRI :

AP 150 000 €- CP 100 000 €

Le budget permet d'accompagner l'investissement dans une approche transversale des enjeux, qu'ils soient environnementaux, énergétiques, portant sur l'économie circulaire, le numérique, le développement des filières.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

FONCTIONNEMENT

Programme 71000011 : Energies renouvelées, stockées et partagées :

AE 1 600 000 € CP 1 130 000 €

Il s'agit d'appuyer des structures relais de l'action publique régionale sur les ENR partagées notamment les pôles d'excellence et ou de compétitivité en lien avec les programmes d'actions d'autres directions régionales, les collectifs opérationnels (méthanisation, REI, hydrogène, solaire, bois...). Mais aussi la réalisation d'étude ou d'animation territoriale à partir des collectivités et/ou de groupements d'entreprises.

Programme 71000005 : Nouveaux modèles économiques et de consommation :

AE 2 400 000 € CP 2 100 000 €

Il s'agit d'appuyer des structures relais de l'action publique régionale sur l'économie circulaire notamment dans l'appui à la feuille de route régionale votée en 2019. Par exemple les pôles d'excellence, de compétitivité, structures d'animation en lien avec les programmes d'actions d'autres directions régionales (Fibois, team2, cd2E, club noe et l'apes sur l'économie de la fonctionnalité.) mais aussi des acteurs académiques, des collectifs opérationnels ressources. Enfin le programme appuiera aussi la réalisation d'étude ou des volets d'animation territoriale sur les sujets à partir des collectivités et ou de groupements d'entreprises.

Programme 71000006 : Stratégies régionales et territoriales :

AP 1 000 000 € – CP 800 000 €

Il s'agit d'appuyer des structures relais de l'action publique régionale sur les stratégies territoriales et citoyennes en transition (Par exemple le CERDD, la MRES..) mais aussi des acteurs académiques, des collectifs opérationnels. Enfin le programme appuiera aussi la réalisation d'études ou des volets d'animation territoriale sur les sujets à partir des collectivités et ou de groupements d'entreprises (zones d'activités, emploi et compétences par exemple).

Programme 94000081 : Promotion et qualification des projets:

AP 500 000 €-CP 500 000 €

En 2022, ce programme sera centré sur la promotion de la démarche et de ses projets dans une perspective attractivité (évènements, coopération européenne, diplomatie économique) ainsi que sur des actions d'appropriation citoyenne notamment pour les jeunes (engagement des lycées et lycéens)

Il convient enfin, à côté de l'expertise des agents, de s'appuyer sur une expertise externe tant les sujets sont nouveaux et spécifiques (hydrogène, terres rares et métaux stratégiques, décarbonation de l'industrie), complexes et souvent globaux (nouvelles coopérations d'acteurs). Ces Assistances à Maîtrise d'Ouvrage sont mises à disposition de porteurs de projets de toutes tailles et de tout type (collectivités, entreprises...) avec une typologie d'intervention large : appui à la stratégie, ingénierie technique et ou financière…Le budget permettra l'accompagnement d'environ 15 projets emblématiques.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

B) Développement économique

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**58 045 000**	**70 368 791**	**27 590 000**		**97 958 791**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	100 000		100 000		100 000
906 - Action économique	57 945 000	70 368 791	27 490 000		97 858 791

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**46 152 136**	**17 823 635**	**22 436 882**		**40 260 517**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	80 000		80 000		80 000
936 - Action économique	46 072 136	17 823 635	22 356 882		40 180 517

Agence des Entreprises

Les aides directes économiques octroyées par la Région génèrent des effets leviers très importants sur d'autres interventions financières : celles des autres collectivités, celles du système bancaire et des organismes de financement, celles des fonds propres des entreprises. Il convient donc d'avoir à l'esprit que l'effet d'entrainement du budget régional des aides économiques dépasse largement son calibrage initial, le tout au profit de l'emploi et des territoires.

De plus, il faut souligner qu'une partie des aides accordées par l'Agence des Entreprises se fait sous forme de prêts, dont les remboursements du capital et des intérêts perçus, représentent environ 16 M€ dans le projet de BP 2022.

Par ailleurs, certains dispositifs engendrent également des recettes FEDER ou des contributions de partenaires extérieurs, comme la CCIR pour Hauts-de-France Prévention, l'Etat pour les Pôles de compétitivité ou le financement des diagnostics Industrie du Futur ou Cybersécurité….

La politique « Appui aux entreprises » mise en œuvre par l'Agence des entreprises engendre des recettes totales prévues de 20,4 M € pour l'année 2022, et inscrites dans le BP 2022.

Concernant la compétence « développement économique », l'année 2017 a été charnière pour la Région Hauts de France avec l'adoption d'un Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation *(SRDEII)*, de nouveaux cadres d'intervention en matière d'aides directes, ou dispositifs d'appui (Cadre dédié aux Parcs d'Innovation).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

L'année 2018 a vu les nouveaux cadres d'intervention monter en puissance, et d'autres apparaitre pour compléter la boite à outils. C'est ainsi que, début 2018, les programmes Hauts de France Prévention et appui RH aux entreprises ont vu le jour, tandis que fin 2018, les derniers dispositifs, soutien régional au commerce et transition numérique, ont été adoptés.

Par ailleurs, le contexte de la crise sanitaire a conduit à l'évolution de certains d'entre eux afin de toujours apporter les réponses d'accompagnement au plus près des besoins des entreprises. Le BP 2022 tient compte de la réalisation effective de ces divers programmes, dont certains rencontrent de très grands succès.

Comme pour les années précédentes, la répartition des crédits par programme est ajustée, en fonction du réalisé constaté sur les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021. A noter, toutefois, que d'importants engagements pris en 2020 ont un impact considérable sur le budget 2022. Le projet ACC (usine des batteries à Douvrin) adopté en 2020, d'un montant de 80 M € pour le budget de la Région, engendrera un mandatement de 35 M € sur 2022.

A signaler également, en section de fonctionnement, la régionalisation des pôles de compétitivité, voulue par l'Etat, et adoptée fin 2020 par la Région, qui entraine une affectation supplémentaire de 1,125 M € d'AE sur le budget régional, mais qui fera toutefois l'objet d'une recette équivalente venant de l'Etat. Il en est de même pour le projet du CSIRT qui donnera lieu à un financement par l'Etat en 2022 de 1M€ pour 3 ans ou encore la participation attendue de l'Etat pour le financement des diagnostics Industrie du Futur ou Cybersécurité.

De plus, 2021 a vu émerger le programme de relance sur financements européens, le programme REACT EU, auquel participe activement la Région, et dont une partie importante de l'enveloppe a été consacrée aux projets d'investissements des entreprises.

Il convient de préciser, enfin, que l'intervention globale de la Région, en matière de développement économique, doit être appréciée à l'aune de ce présent budget, mais aussi en intégrant celui du budget « Artisanat et TPE » porté par le Vice-Président Arnaud Decagny, orienté vers les TPE, artisans, commerçants.

INVESTISSEMENT

Avec un SRDEII prescriptif et des régimes d'aides qui servent de support obligatoire à l'accompagnement économique du bloc communal, l'exercice de la compétence régionale économique confirme le virage qu'elle a engagé en 2017/2018.
L'interventionnisme économique régional sert de point d'entrée obligatoire à l'adossement des autres concours apportés par des collectivités ou leurs groupements.

Dans ce cadre, la Région s'est dotée d'une « boite à outils » avec une offre simplifiée et souple permettant de répondre à toutes les tailles d'entreprises (TPE, PME et groupes) et à tous les cycles de leur vie (création, implantation, développement et consolidation) afin de favoriser l'emploi et les investissements dans la région.

Les années 2020 et 2021 ont été des années particulièrement atypiques du fait de l'effet conjugué de la crise sanitaire et de ses répercussions en matière économique, de l'arrivée de très importants dossiers, tant en consolidation financière (ARC, AGECO…..) que d'implantation (ACC) et de développement (ARCELOR MITAL), puis du plan de Relance économique, tant national que régional, qui permettent de faire redémarrer vigoureusement l'économie régionale

Ces années spéciales 2020/2021 se sont traduites par plusieurs phénomènes :

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- suite directe et immédiate de la crise sanitaire, par le ralentissement, voire l'arrêt immédiat, en 2020, de toutes les opérations engagées par les entreprises, tant en investissement qu'en fonctionnement (plan de formation des salariés) qui avaient été décidées et engagées. Ce qui a eu comme conséquence directe des paiements en berne, faute de réalisation, paiements qui se sont reportés sur 2021 et 2022,

- conséquence de la crise sanitaire également, par le lancement, dès 2020, et la dotation de nouveaux outils de soutien au tissu économique : Fonds 1er secours et HDF Prévention spécial COVID, le fonds de prêts « Rebond », ainsi que l'abondement spécial des outils existants, suivis par un plan de relance régional volontariste avec la mise en place d'aides particulièrement attractives, notamment en faveur de l'artisanat et des TPE,

- par la décision d'implantation de l'usine de batteries ACC à Douvrin, pour laquelle la Région mobilise 80 M € d'AP, payable en 3 tranches : 35 M € dès 2020, 35 M€ en 2022 et 10 M € en 2023.

Mais parallèlement existent également des projets importants d'implantation, dont les décisions devraient intervenir en 2022, signe que notre région attire toujours et encore, ce qui est une bonne nouvelle pour l'avenir, d'autant que l'économie repart maintenant avec vigueur.

Parallèlement, le souci de gérer au mieux le budget régional, par le souci de faire face aux conséquences de la crise sanitaire et de participer activement à la relance de l'activité économique, impose toutefois de contenir le budget et de cibler le plus efficacement possible les crédits disponibles.

Relations avec les entreprises

Les dispositifs courants, qui constituent l'ossature du budget sont les suivants :

1) ***Aides à la création*** d'entreprises innovantes et industrielles, dotées de 2,8 M € d'autorisations de programme (AP)
   L'objectif de ce dispositif est de soutenir financièrement les projets de création d'activités économiques à potentiel, génératrices d'emplois, et de leur faciliter l'accès à d'autres financements.

2) ***Aides au développement*** qui se répartissent en deux catégories :

   Aides au développement des grandes entreprises**,** dotées de 7 M € d'AP
   Il s'agit ici d'aider les grandes entreprises à franchir une étape cruciale dans leur développement ou leur évolution économique, et faciliter la prise de décision d'investissement en région Hauts de France au sein de groupes nationaux et internationaux.

   Aides au développement des PME industrielles et de services à haute valeur ajoutée**,** dotées de 2.2 M € d'AP
   L'objectif des aides accordées dans le cadre du présent dispositif est d'aider les PME à franchir une étape cruciale de leur développement en répondant à leur besoin de ressources stables pour le financement de leurs projets d'investissement.
   Le projet de développement de l'entreprise doit s'inscrire dans une stratégie globale de développement, permettant à l'entreprise de passer un cap : développement d'un nouveau produit, acquisition de nouveaux marchés, développement à l'international, etc.
   Ces aides se font aujourd'hui sous forme d'avances remboursables.

3) ***Aides à l'implantation*** d'entreprises, dotées de 10 M € d'AP

   L'objectif des aides accordées dans le cadre du présent dispositif est de favoriser, dans la région Hauts-de-France, la décision d'implantation de projets stratégiques d'entreprises géographiquement mobiles et créateurs d'emplois. Ce dispositif doit avoir un rôle incitatif auprès

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

de l'entreprise, notamment dans son choix de site d'implantation lorsqu'il existe une concurrence forte avec d'autres régions ou d'autres pays.
Ces aides se font sous forme de subventions. Des projets importants, justifiant la hausse des crédits prévus, sont d'ores et déjà connus et devraient voir le jour en 2022

4) ***Aides à la consolidation financière*** qui se répartissent en trois catégories :

***Aides aux entreprises en consolidation financière*, dotées de 3 M € d'AP**
Via ce dispositif, la Région Hauts-de-France souhaite accompagner les entreprises confrontées à des difficultés financières ponctuelles afin qu'elles puissent mettre en œuvre leur stratégie économique de retournement et assurer leur pérennité sur le long terme.

***Fonds 1er secours*, doté de 2 M €**
Afin de mieux répondre à l'enjeu majeur de la prévention des difficultés, la Région Hauts-de-France et les Tribunaux de Commerce du territoire ont souhaité proposer un outil prenant en compte les situations non couvertes par les dispositifs existants.
L'objectif de ce partenariat est d'accompagner les entreprises lorsqu'elles subissent un accident de la vie économique et prend la forme d'un prêt, d'un montant inférieur à 50 000 €, pour aider l'entreprise à reconstituer son fonds de roulement et ainsi l'aider à passer un cap difficile.
Ce dispositif vise à traiter des situations d'entreprises dans le cadre de la prévention des entreprises en difficultés.

***Hauts-de-France Prévention*, dispositif créé en partenariat avec la CCIR**

Afin de mieux répondre à l'enjeu majeur de la prévention des difficultés, la Région Hauts-de-France et la CCI de Région (CCIR) ont souhaité proposer un outil prenant en compte les situations non couvertes par les dispositifs existants.
L'objectif de ce partenariat Région – CCIR est d'accompagner les entreprises lorsqu'elles subissent un accident de la vie économique et prend la forme d'un prêt pour aider l'entreprise à reconstituer son fonds de roulement. Il est complémentaire au Fonds de 1er secours en termes de montant accordé (ici, de 50 000 à 300 000 €)

A noter que les dispositifs F1PS et HDF Prévention bénéficient d'enveloppes financières votées en 2020 et 2021, qui permettent de limiter les affectations de cette année 2022

A noter également que les variantes F1PS COVID et HDF Prévention COVID, aux caractéristiques adaptées à la crise sanitaire, ont été éteints, comme prévu, fin 2021.

Outils financiers

Hauts-de-France Financement est amené à apporter des solutions de financement aux entreprises à chaque étape de leur vie (amorçage, création, développement, transmission…) et quel que soit le besoin (investissement, innovation, trésorerie…).

Les fonds qui interviennent auprès des entreprises sont dotés par la Région aux côtés de partenaires privés. Ces fonds se recyclent ou génèrent des recettes pour la Région. De plus ils permettent un effet levier systématique. Les budgets affectés concernent des créations de fonds, des augmentations de besoin ou, dans une moindre mesure l'érosion, liée aux pertes. A noter que certains dispositifs mis en œuvre par Hauts de France Financement, selon les années, génèrent des recettes FEDER.

Le budget de la Mission Hauts-de-France Financement fluctue, traditionnellement, d'une année sur l'autre, en fonction de la redotation de fonds existants et/ou de lancement de nouveaux outils.

Cette année 2022 sera, pour la Mission Hauts-de-France Financement, une année d'étiage.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

1) ***Le soutien en capital des entreprises,*** *doté globalement de 10 M € d'AP*

La Région est actionnaire ou souscripteur de fonds qui interviennent en fonds propres auprès des entreprises (en capital ou en obligations convertibles). Les entreprises sont ainsi particulièrement soutenues dès l'amorçage des projets, pour leur création, leur développement, leur transmission ou encore pour soutenir les projets innovants. .

Pour les outils de Capital (prg 94000036), il s'agit ici d'assurer les dotations prévues des outils existants comme le fonds Reboost, FAST, FINNOVAM2, FIRA 2, FE2T….ainsi que de souscrire aux Fonds de « petit capital investissement » et « REV3 ».

2) ***Le soutien en garantie,*** *doté globalement de 4 M €*

La Région dispose d'outils performants de garantie pour faciliter l'accès des entreprises aux emprunts bancaires. Le Fonds Régional de Garantie des Hauts de France, unique en France, permet de garantir les financements accordés aux TPE/PME comme aux ETI. Ce fonds nécessitera de nouvelles dotations en 2022 pour déployer son activité sur l'ensemble du territoire régional et agir sur les segments non couverts par Bpifrance.

Pour ces outils de Garantie (prg 94000035), l'année 2022 verra la reconduite des chiffres de 2021, qui représentent la redotation, régulière, des Fonds de garantie, d'autant que la crise sanitaire a, et/ou aura un effet sur la mise en œuvre des garanties.

- **Fonds Régional de Garantie (FRG Hauts-de-France): 3M€**

Le FRG est le seul outil de garantie sur les 3 qui permet d'accompagner les projets des ETI, une priorité a aussi été donnée aux entreprises en consolidation financière. Compte tenu des segments risqués couverts par le FRG, il convient de reconstituer la capacité d'engagement du FRG sur le volet développement (16 M€ de garanties accordées par an)

- **Fonds de garantie BPI : 1 M€**

Le fonds de garantie permet de couvrir des encours de risques bancaires en création, transmission, structure financière, développement. Bpi et la Région interviennent à parité pour porter la garantie à 70% soit 35% Région et 35% Bpi.
En 2015, le nouveau fonds de garantie Bpi Hauts-de France a été créé à partir des dotations et recyclages des 2 fonds des ex Régions. Depuis la mi 2019, il s'est avéré nécessaire de doter le fonds (lissage des dotations : 1 M€ / an sur 3 ans)

3) ***Le soutien en prêts,*** *doté globalement de 2 M € d'AP*

Les fonds de prêts destinés aux entreprises couvrent également de nombreux besoins (innovation, international, création, transmission…). Chaque année, en fonction de la consommation, la Région abonde les fonds de prêts d'honneur destinés aux créateurs d'entreprise. En 2022, les dotations de fonds permettront également de financer les entreprises en primo développement et celles, plus matures, en croissance.
Les fonds de prêts dédiés à l'innovation seront également dotés par la mobilisation de fonds européens.

Les fonds de prêts destinés aux entreprises couvrent également de nombreux besoins (innovation, international, création, transmission…). Chaque année, en fonction de la consommation, la Région abonde les fonds de prêts ainsi que les fonds de prêts d'honneur.

Pour 2022, seuls les fonds de prêts d'honneur feront l'objet de redotations.

- **Prêts d'honneur : 2 M€** *(création : 0.6 M€, jeunes : 06 M€, développement 0.8 M€)*

Le prêt d'honneur est un prêt personnel au porteur de projet, celui-ci a un effet levier sur l'emprunt bancaire et des dispositifs tels que le Prêt croissance TPE. Prêt de 8 à 100 K€ selon la phase de vie. Les prêts d'honneur Jeunes et Développement sont 2 dispositifs mis en place en 2018 en application de la convention CDC Région.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Innovation et Performance Industrielle

Concernant l'actualité susceptible d'impacter l'action régionale en matière d'innovation et de développement industriel, et donc de besoins en crédits correspondants, il est à signaler plusieurs éléments de contexte trouvant déclinaison dans les propositions faites, à savoir :

- **la poursuite du déploiement sur 2022 des annonces faites dans le cadre du plan de relance régional adopté en Séance Plénière le 30 juin 2020** et actant notamment :
  - l'intensification de l'action de soutien aux entreprises en termes d'accompagnement à l'investissement et à la modernisation de leur appareil productif et à l'intensification de l'action Cybersécurité
  - le doublement des crédits dédiés à l'enveloppe de l'appel à projets Industrie du futur,

- **la décision prise par la Région de reconduire le partenariat engagé avec l'Etat sur un soutien opérationnel à l'innovation au travers d'une mise en commun de moyens via le PIA4 régionalisé (Volet Projets d'innovation, volet I-Demo et volet Filières).**

Parallèlement et dans une logique de recherche toujours plus efficace du ratio moyens / résultats, tous les leviers potentiels visant à économiser l'utilisation des crédits régionaux et optimiser la mobilisation de financements tiers (Fonds Européens, soutien privé, autres collectivités, …) sont recherchés.

PIA4 régionalisé - volets Filières, PME et I-DEMO – lancement du nouveau programme qui prend la suite du PIA3 qui s'est achevé en 2020 - 6 000 000 € d'AP
2020 a été la troisième et dernière année du déploiement en région de l'initiative décentralisée PIA 3 via le partenariat Etat-Région portant sur 2018-2020. A noter que ce partenariat induit de la part de l'Etat un co-financement à parité avec la Région permettant de décupler notre action d'appui aux projets innovants en Hauts-de-France, et 2021 l'année du solde de ces programmes PIA3.

Les PIA4, sont maintenant approuvés et il y a donc lieu de prévoir, en 2022, 6 M € d'AP

▪ **AAP Innovation Collaboratif – process Industriel : 2 000 000 € AP**
Poursuite de l'initiative visant à favoriser l'émergence de projets d'innovation associant plusieurs entreprises, laboratoires académiques de recherche et centres techniques. Proposition de renouveler l'opération afin d'accompagner une vingtaine de projets collaboratifs structurants destinés à dessiner l'Usine de demain en Hauts-de-France et de mobiliser par ailleurs du FEDER en complément.

▪ **Soutien aux plateformes de transfert de technologie : 545 000 € AP**
Provision relative au déploiement du projet de plateforme Accélérateur Industrie du Futur porté par le CETIM et au développement du showroom et laboratoire d'intégration porté par le CEATECH.

Le programme « Déploiement des plans » couvre diverses actions entreprises au titre de l'accompagnement des entreprises concernant la démarche globale « Industrie du Futur » (robotique, cybersécurité, robot numérique, IA, fabrication additive….) **– 6 400 000 € d'AP**

▪ Accompagnement des Entreprises vers l'Industrie du Futur (intégrant les diag Cybersécurité) :

Poursuite de la participation de la Région dans le cadre du programme national DEFI 10 000 PME signé avec l'Etat en avril 2020 et devant aboutir.à un doublement des accompagnements d'entreprises (PME et ETI – 2000) sur le thème de l'Industrie du Futur.

2 dispositifs sont concernés :
- **le Diagnostic Industrie du Futur** : accompagner les entreprises (industrielles et services à l'industrie) dans leur ambition de Transformation (organisationnelle dont diversification et approvisionnement, technologique dont digital ou robotique, environnementale).
- **Le diagnostic Cyber Sécurité** : accompagner les entreprises dans la prévention des risques liés à la cybercriminalité, via la formalisation de recommandations de mesure de sécurité.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

L'effort budgétaire au titre de 2022 correspond aux crédits Région à mobiliser pour abonder ces 2 dispositifs mais aussi aux crédits Etat mobilisés en contrepartie des crédits Région qui seront versés directement à l'Institution.

▪ Investissement Performance Industrielle (IPIN) - aide individuelle à l'investissement pour les PME et ETI industrielles (dont services à l'industrie) régionales

Cette action s'intègre pleinement dans le Plan de Relance voté le 30 juin 2020, dans lequel cette ambition de renforcement à l'investissement productif a été annoncée.
La compétitivité industrielle en région, les aspirations à la relocalisation sont synonymes de besoin pour les entreprises à réinvestir l'outil productif en le modernisant et le flexibilisant.
Action visant à accompagner l'investissement productif et la modernisation de l'outil de production des PME et ETI régionales pour conserver et/ou développer leur compétitivité.
Aide à l'investissement sous forme de subvention pour les PME et d'avance remboursable sur les ETI.
Ce dispositif connait une très forte accélération (54 dossiers décidés pour plus de 4M€ sur 2021)

FONCTIONNEMENT

Relations avec les entreprises

Dispositifs d'appui aux ressources humaines des entreprises, dotés globalement de 3,8 M € d'Autorisations d'Engagement Pluriannuelles

Ces dispositifs ont pour objectif de mieux répondre aux attentes et besoins des entreprises en matière de ressources humaines, quelle que soit la phase de vie de l'entreprise (développement, réorganisation, restructuration).
Il s'agit ici d'accompagner les entreprises dont les projets de développement ont une incidence sur leur plan de formation, le reclassement du personnel ou encore nécessitant une expertise RH (dans le cas de réorganisation par exemple).
De même, il est également prévu d'accompagner, sur le plan RH, les reprises d'entreprises ainsi que les restructurations voire les fermetures ou cessions de sites.
Enfin, l'implantation d'entreprises, outre l'aide directe que la Région leur accorderait, pourrait également nécessiter une démarche d'accompagnement destinée à faciliter au mieux leur arrivée et leur intégration dans le territoire régional.
A noter le lancement, en 2021, d'un nouveau dispositif de formation des dirigeants et un programme d'accélérateur mené conjointement avec la BPI, reconduit en 2022

Tous ces accompagnements seront adossés aux dispositifs suivants :
Appui au développement RH des entreprises doté de 3,2 M € d'AE
Fonds d'appui aux implantations d'entreprises, doté de 0,4 M € d'AE
Nouveau programme : appui au développement de compétences des dirigeants, doté de 0,2M € d'AE
Pass médiation, doté de 50 000 € d'AE

Outils financiers

Études et accompagnements, *dotés de 100 000 € d'AE*

- Expertise entreprises fonds de consolidation :

L'accompagnement des bénéficiaires du fonds de consolidation dans la préparation de leur projet et dans sa réalisation, tant au sens technique que financier, est un élément clé de la réussite des instruments financiers. Cet accompagnement, en amont, aidera les bénéficiaires : à soumettre des dossiers complets et pertinents pour lever des fonds propres et de la dette, à la mise en œuvre du projet et au suivi de la réalisation.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- Etudes et frais d'appels d'offres pour la sélection des instruments financiers

Innovation et Performance Industrielle

Cette année 2022 voit se continuer le soutien de la Région aux opérateurs de l'écosystème régional d'innovation, même si ce soutien accordera une priorité croissante à l'optimisation des crédits accordés.

Animation et appui à l'écosystème d'innovation : AE = 1 828 229 €

- **Poursuite du soutien à l'Agence Hauts-de-France Innovation Développement HDFID** sur sa dimension appui aux entreprises et actions innovation et entrepreneuriat notamment en réponse à la charge croissante qui restera liée à un objectif ambitieux d'accompagnement des entreprises, d'une part, du déploiement des outils Portail PlugInLabs et Plateforme ResHauts-de-France Business, d'autre part, et la poursuite de l'accompagnement de la montée en puissance des parcs d'innovation.
- **Poursuite du soutien à l'Aract,** opérateur mobilisé dans la mise en place du plan de relance via l'organisation de sessions de formation en collectif ou via un accompagnement individuel des entreprises pour la mise en place du télétravail ou pour accompagner le management.
- **Promotion de l'innovation régionale (Salon Vivatech,…) :**

Reprogrammation de l'action VIVATECHNOLOGY en 2022 dont le principe de reconduction a été validé mais avec l'objectif d'apporter d'ores et déjà quelques ajustements suite à la participation de la Région en 2019 : ergonomie du Stand à revoir, qualifier davantage les entreprises présentes, préparer en amont les co-exposants à la prospection commerciale.

Booster Innovation : AE = 9 461 550 €

- **PIA4 régionalisé - volets Filières, Entreprises, I-Demo et AAP Industrie du Futur : dotation frais de gestion**

BPI est l'opérateur en région du dispositif Etat – Région dénommée PIA4 régionalisé, qui démarre cette année 2022. A ce titre, des frais de gestion sont à prévoir annuellement.

- **Soutien aux 7 Pôles de compétitivité pour l'accompagnement à l'innovation et à la R&D des entreprises régionales**

Poursuivre le soutien aux pôles de compétitivité labellisés afin d'accompagner au mieux les entreprises régionales dans une logique de sensibilisation et d'appui à l'innovation et à la R&D.

- **Compétitivité et diffusion de technologique au sein des entreprises via le soutien aux centres techniques et plateformes de transfert de technologie**

- Conforter le réseau de centres techniques et de plateformes de transfert de technologie présents sur le territoire des Hauts-de-France afin de diffuser au sein du tissu économique régional (et plus particulièrement les entreprises) les technologies d'avenir.

- **Incubation et accélération d'entreprises innovantes - Soutien au réseau régional des Parcs d'innovation**

- **Incubation et accélération d'entreprises innovantes : Soutien à l'ingénierie des porteurs et des projets innovants : HODEFI, RESEAU ENTREPRENDRE, Invest'Innov, FrenchTech Capital Lille, Allocations porteurs,**

Soutien aux opérateurs complémentaires visant à appuyer les parcs d'innovation et les entreprises en matière de coaching, de recherche de financements et de partenariats (HODEFI, Réseau Entreprendre, Invest'Innov) et soutien aux porteurs de projets via les allocations.

- **Appui au Territoires d'Industrie – poursuite du déploiement du Volontariat Territorial d'Entreprise (VTE) dans le cadre d'une enveloppe votée en 2021.** Seuls des crédits de paiement seront donc mobilisés cette année.

Crédits destinés à soutenir l'action VTE en Hauts-de-France. Ticket modérateur destiné (4000 € / contrat) à favoriser l'intégration professionnelle de jeunes diplômés des Hauts-de-France (Enseignement supérieur) pour une première expérience professionnelle dans les PME localisées sur les territoires d'Industrie.
Lancé à titre expérimental mi 2020, le dispositif est bien monté en charge et peut s'avérer précieux pour relancer l'embauche des jeunes diplômés, mise à mal par la crise sanitaire.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Direction des partenariats économiques, de l'artisanat et de la pêche

L'action économique de la Région ne se déploie pas uniquement à travers les différents régimes d'aide financiers aux entreprises.

Elle passe également par l'accompagnement des entrepreneurs : porteurs de projets de création d'entreprise ou chef d'entreprise ayant un projet de développement.

Ces accompagnements sont prodigués par des partenanires de la Région, financés à ce titre.

Par ailleurs la Région a la responsabilité d'élaborer et de piloter différentes stratégies pour le développement économique, l'innovation, l'attractivité…

Plan Starter

Programme 94000005 Sensibilisation : 1 280 000 € en AE.

En 2021, la Région a poursuivi le déploiement de ses actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat à l'attention des jeunes en milieu scolaire et des étudiants. Malgré la difficulté d'intervenir dans les établissements scolaires en raison des contraintes sanitaires, les partenaires de la politique régionale ont fait évoluer leurs outils en vue de poursuivre, en distanciel, la mobilisation des jeunes.

L'action des partenaires et de la Région se traduit dans les chiffres : près de 60 000 jeunes sensibilisés sur la période 2020 – 2021.

En 2022, il s'agira de poursuivre le développement des actions et surtout d'accompagner la montée en charge sur le versant Sud.

S'agissant d'actions au sein des établissements scolaires, ce programme est mis en œuvre dans le cadre d'une convention avec l'Etat qui court jusque fin 2023.

Programme 94000006 Chéquier Starter : 10 590 000 € en AE.

Avec près de 30 000 accompagnements de porteurs de projets de création d'entreprise, réalisés en 2021, le Chéquier Starter est pleinement déployé sur les Hauts de France. Une réflexion avec les partenaires a été initiée pour aboutir à la structuration d'une nouvelle politique régionale de soutien à l'entrepreneuriat pour 2022 et au-delà.

Le projet Maison des Entrepreneurs nécessite de déployer des actions de communication, des développements dans le parcours d'accompagnement à la création d'entreprises et le lancement de nouveaux dispositifs (bourse entrepreneuriat).

Programme 94000007 Animation, émergence et évènements : 450 000 € en AE

Créé en 2019, ce cadre d'intervention permet de soutenir des actions complémentaires au dispositif Starter (Accompagnement renforcé de personnes éloignées de l'emploi dans un parcours de création de la Fondation Y Croire, Actions de prévention du GPA à l'attention des TPE en difficultés, actions de l'association 60 000 Rebonds). Ces initiatives interviennent principalement dans les territoires fragiles (Pacte SAT, ERBM) ou pour des publics spécifiques (femmes, demandeurs d'emploi de longue durée).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Booster Filière

Programme 940000017 Programme d'actions des pôles et des clusters : 9 000 000 € en AE

Le contexte économique nécessite un accompagnement accru des entreprises. Ainsi une trentaine de clusters, pôles d'excellence sectoriel est soutenue pour déployer des programmes d'accompagnement des entreprises sur les besoins exprimés par les entreprises elles-mêmes. Plus de 1 800 entreprises sont accompagnées chaque année par l'écosystème filières.

Ce cadre aura à s'adapter selon les politiques régionales définies et les priorités d'intervention futures.

Programme 940000019 Nouveaux clusters : 300 000 € en AE

Le tissu économique régional est en évolution perpétuelle et de nouveaux sujets stratégiques pour la Région peuvent émerger (exemple de l'intelligence artificielle ou la cybersécurité ces dernières années). Il est donc nécessaire de disposer d'une ligne dédiée permettant d'accompagner l'émergence de nouveaux acteurs et d'accélérer ainsi le développement de nouveaux projets basés sur les « marchés émergents ».

Booster Export

Programme 94000026 Détection et accompagnement individuel des entreprises : 800 000 € en AE.

Le dispositif CIE (Compte Individuel Export) permet aux entreprises de suivre un parcours individualisé de préparation à l'export mis en œuvre par CCI International et financé à 50 % par la Région.

Il est proposé de maintenir le C.I.E. en 2022, alors que l'Etat vient de prolonger son plan de relance Export (financements exceptionnels pour ce type de parcours individualisé).

Programme 94000027 Accompagnement des entreprises à l'export – VIE : 600 000 € en AE

Programme Hauts-de-France Export (PHFE) : une fois préparées, les entreprises sont accompagnées pour se projeter à l'international grâce à des opérations collectives de prospection et de ventes (rencontres acheteurs, missions de prospection, salons)
Le Dispositif VIE (Volontaire nternational en Entreprise) : les entreprises peuvent également se renforcer en compétence Export par l'embauche d'un VIE grâce à une subvention régionale comprise entre 6.000 et 9.000 € par VIE.

Programme 94000029 Internationalisation des filières d'avenir : 240 000 € en AE

La crise Covid-19 a montré la nécessité de s'appuyer sur les partenaires des filières régionales pour optimiser nos modalités d'accompagnement Export et améliorer l'information, la sensibilisation et l'accompagnement des entreprises, dont les primo-exportatrices : connaissance du tissu entrepreneurial, compétences spécifiques des structures d'animation des filières régionales.

Programme 94000031 Communication: 50 000 € AE

Prise en charge au sein du service de certains besoins spécifiques en communication (kakemonos, kit de com pour les opérateurs, pour les stands des Salons professionnels notamment).

Plan Emploi

Programme 94000047 Plans Locaux d'Insertion par l'Economique : 1 400 000 € en AE

La Région poursuivra son soutien aux PLIE et à l'IAE au titre de l'année 2022 dans un cadre revisité et plus limité (actions orientées vers les entreprises, Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Plan Territoire

Programme 94000050 Prospection et accueil d'investisseurs : 2 300 000 en AE

Financement annuel de Nord France Invest pour faire la promotion économique du territoire et favoriser les investissements étrangers : accueil et accompagnement des investisseurs (implantation et développement).

Programme 94000054 Contractualisation territoire : 360 000 € en AE

Accompagnement des initiatives territoriales repérées et engagées dans le cadre du conventionnement SRDEII avec les Intercommunalités.

Animation SRDEII et des dynamiques

Programme 94000073 Animation SRISI/SRDEII : 722 357 € en AE

Dotation régionale pour le fonctionnement de l'agence HdFID, en contrepartie des fonds FEDER. Cette dotation sera utilisée pour l'animation de la SRISI (Stratégie Régionale d'Innovation de Spécialisation Intelligente) ou S3 (Smart Spécialisation Stratégy), stratégie économique demandée par la Commission Européenne pour l'orientation des fonds FEDER et votée en Séance Plénière régionale le 04 février 2021.

Nouveau Plan – Booster PME

Programme 94000077 Accompagnement à la transformation des entreprises : 890 000 € en AE

L'objectif de cet outil initié pendant le plan de relance régional est de créer un tronc commun d'actions homogènes de formation des dirigeants et d'appui à la transformation des entreprises, apportant un service ainsi « normalisé » aux PME quel que soit le secteur d'activité en mobilisant les meilleures expertises régionales au service de l'ensemble des entreprises.

Les thématiques identifiées : Stratégie, Design, REV3 (ACV, énergie...), logistique et supply chain, digitalisation, coopérations inter-entreprises…

Programme 94000008 ARDAN : 250 000 € en AE

Le dispositif ARDAN permet d'accompagner les projets de développement des TPE et PME. Il apporte également des solutions aux entreprises en difficulté de recrutement. Une AE de 250 000 € est proposé pour poursuivre le soutien de la Région à ce dispositif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

C) Tourisme

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**3 830 000**	**1 836 491**	**805 000**		**2 641 491**
906 - Action économique	3 830 000	1 836 491	805 000		2 641 491

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**9 426 080**	**3 537 423**	**5 897 040**		**9 434 463**
936 - Action économique	9 426 080	3 537 423	5 897 040		9 434 463

Avec une moyenne de près de 24 millions de visiteurs recensés dans les sites de visite et 6,22 milliards d'euros de retombées économiques (4% du PIB régional), le tourisme, outre d'être un vecteur d'attractivité régionale, est une économie source de revenus et d'emplois non délocalisables.

Le tourisme en région Hauts-de-France représente près de 70 000 emplois soit 3,4% de l'emploi total en région. Les enjeux sont donc fondamentaux pour l'attractivité de notre région en termes d'emploi et de développement économique, de formation, d'aménagement du territoire et d'innovation.

La Région Hauts-de-France dispose d'atouts majeurs qu'il faut valoriser pour renforcer l'attractivité de son territoire tels que la mémoire de la 1ère Guerre Mondiale, la découverte de nos patrimoines, le tourisme d'affaires ou encore le littoral et les grands sites et équipements de la Région.

Elle dispose également d'une réelle richesse dans la diversité des territoires composant la région, révélée par le portrait des Hauts-de-France, qu'il faut préserver et faire connaître auprès des habitants et des visiteurs.

Par ailleurs, le tourisme est en pleine révolution : il doit faire face à de nouveaux modes de consommations, de nouvelles tendances sociétales, marquées par le numérique et l'ubérisation de l'économie touristique et a par ailleurs été fortement impacté par la crise sanitaire.

La **stratégie de développement touristique au service de l'attractivité** votée en juin 2017 répond à 5 objectifs :

- Optimiser les retombées économiques
- Adapter l'offre touristique à la demande et aux nouvelles tendances de consommation
- Développer le sentiment d'appartenance et de fierté des habitants
- Faire des Hauts-de-France une région attractive
- Accueillir les visiteurs comme des amis et leur faire vivre une expérience

Elle se déploie par 3 moyens d'actions :

- La territorialisation de la politique de développement touristique mis en œuvre via un appel à manifestation d'intérêt engagé auprès des intercommunalités à fiscalité propre en juillet 2017

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- Le soutien aux projets prioritaires d'investissement touristique mis en œuvre via un appel à projets engagé en février 2018
- L'attractivité et le marketing touristique au service de la stratégie régionale mis en œuvre avec la création de la mission attractivité - comité régional du tourisme et des congrès (CRTC) en juillet 2018 via la fusion des deux comités régionaux de tourisme et du bureau régional des congrès.

Cette stratégie intègre également un axe « marketing » porté par le CRTC et la Plateforme des Organismes de Tourisme (POT') avec la création en 2021 du portail www.tourisme-en-hautsdefrance.com et la mise en convergence des actions des organismes gestionnaires de destination au service de l'attractivité des Hauts-de-France.

Au regard du bilan des actions engagées depuis 2017, du contexte et des perspectives d'évolution de la demande, une nouvelle stratégie sera proposée en 2022 pour poursuivre l'action de la Région sur les marqueurs de l'attractivité et du rayonnement que sont l'identité régionale, la notoriété, la visibilité et l'image.

1) La territorialisation de la politique de développement touristique

Le tourisme, compétence régionale partagée avec les Départements et le bloc local est également un vecteur de développement du territoire. Le dialogue avec les territoires joue ici un rôle fondamental pour développer le potentiel touristique de la région en adaptant l'offre aux attentes et besoins des visiteurs en valorisant l'identité et les atouts des territoires.

Cet axe est mis en œuvre dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) devant aboutir à des partenariats contractuels Région/Territoires pour développer et stimuler l'offre au regard des potentialités du territoire et des attentes des clientèles.

A la clôture de l'AMI au 30 juin 2019, 20 candidatures ont été labellisées pour élaborer un contrat de rayonnement touristique. 18 territoires ont finalisé leur contrat qui a été présenté à la décision de la Commission permanente. Ces contrats, arrivant à échéance fin 2022, seront réinterrogés dans le cadre de la nouvelle stratégie précitée.

Une AE de 500 000 € est donc proposée pour engager ce nouveau dialogue avec **les territoires** en cohérence avec le dispositif régional d'aménagement et d'équilibre des territoires voté le 8 juillet 2016. Cette AE est complétée par des CP 2022 d'un montant de 505 015€.

Une AP de 2 000 000 € est donc proposée avec des CP 2022 d'un montant de 1 049 999 €.

2) Le soutien aux projets prioritaires d'investissement touristique

Cet axe concerne directement **les professionnels et les acteurs** du tourisme avec un objectif de développement d'une offre nouvelle et de renforcement de la performance économique de l'offre existante au regard des attentes des clientèles en lien avec le SRDEII et les aides économiques adoptées en 2017 ainsi qu'avec le CPRDFOP et le contrat de branche relatif au tourisme.

Plus spécifiquement sur les priorités régionales d'intervention touristique, un appel à projets permanent a été lancé en février 2018. 85 projets ont été accompagnés à ce jour dans ce cadre.

Une AE de 200 000 € est donc proposée pour répondre à cet objectif, AE complétée par des CP 2022 d'un montant de 142 521 €.

Ce soutien sera également doté d'une AP d'investissement de 1 000 000 € pour accompagner des projets répondant aux priorités régionales d'investissement touristiques sur les territoires et les filières (mémoire, affaires, nature/bien être, patrimoines/culture). AP complétée par des CP nouveaux d'un montant de 1 160 674 €.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Cette dynamique de soutien à la transformation de l'offre sera renforcée dans le cadre de la nouvelle stratégie pour plus de visibilité pour les acteurs et les visiteurs en lien avec l'axe « marketing ».

3) Le marketing territorial

Pour accroître sa puissance d'attractivité et valoriser son image en Europe et dans le monde, la Région Hauts-de-France doit construire une stratégie globale de marketing territorial qui intègre toutes les forces, à la fois économiques, touristiques, culturelles, sportives, associatives et institutionnelles autour d'une marque de territoire dont il faudra assurer le déploiement et l'animation.

Dans cette perspective, la Région doit se doter d'une stratégie capable de créer une dynamique mutualisée, fédérant les compétences et savoir-faire des acteurs régionaux, terreau d'un écosystème régional performant.

Outil de mise en œuvre de la politique globale de marketing territorial et de rayonnement de la Région, le **comité régional du tourisme et des congrès Hauts-de-France** a été créée, suite à la fusion des deux comités régionaux de tourisme du Nord-Pas de Calais et de Picardie et du Bureau régional des congrès, afin de mettre en œuvre la stratégie de marketing touristique des Hauts-de-France.

En appui sur les filières d'excellence et les facteurs-clés d'attractivité régionale, le comité régional du tourisme et des congrès contribue ainsi à améliorer l'image concurrentielle de la région en s'appuyant notamment sur une stratégie de marketing territorial issue du portrait des Hauts-de-France réalisé en 2017 dont une des concrétisations est le portail www.tourisme-en-hautsdefrance.com qui est une des composantes de l'écosystème digital construit par le CRTC pour capter et fidéliser les clientèles.

En complément, la Région a accompagné en 2019 la réorganisation du réseau régional des offices de tourisme et syndicat d'initiative fortement impacté au niveau local par la loi MAPTAM. Cette action s'est traduite par la création de la **plateforme des organismes de tourisme Hauts-de-France**.

Cette plateforme, fédérant les 72 offices de tourisme de la région est un acteur incontournable notamment dans la territorialisation de la politique régionale et dans la mise en œuvre des process de personnalisation de l'offre déployés par le comité régional du tourisme et des congrès.

Pour permettre le déploiement de la **stratégie de marketing territorial auprès des clientèles internationales, de voisinage et de proximité**, une AE est proposée pour un montant de 7 684 080 € avec une enveloppe de CP 2022 de 7 694 080 €. Une AP de 150 000 € avec une enveloppe de CP de 150 000 € est également proposée.

4) L'attractivité touristique régionale

Il s'agit d'accompagner les filières touristiques, les aider à se structurer et se professionnaliser notamment en accompagnant les formations.

Dans ce cadre, la Région a délibéré en 2018 sur la structuration de la filière « nautisme et plaisance », la valorisation du tourisme gourmand en Hauts-de-France et sur le développement touristique des véloroutes et voies vertes.

6 projets seront ainsi menés en 2022 :

- **Les Hauts-de-France seront ainsi la 1ère région française à obtenir ce label européen « Région Européenne de la Gastronomie 2023 »**. 2022 sera consacrée à la préparation des animations et événements qui jalonneront l'année 2023,
- Le projet « Cité de la bière »,
- La route d'Artagnan dans le cadre du programme européen Eqwos**« Hauts-de-France, terre équine d'excellence »,**
- La feuille de route « innovation touristique sous toutes ses formes »,

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- L'accompagnement à l'organisation de congrès et séminaires,
- La mise en tourisme des grands événements sportifs internationaux

Une AE de 1 042 000 € est donc proposée pour répondre à cet objectif, AE complétée par des CP 2022 d'un montant de 1 093 848 €.

Une AP de 680 000 € est donc proposée, AP complétée par des CP 2022 d'un montant de 254 002 €.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

1ère VICE-PRESIDENCE

ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE, PERSONNEL ET DIALOGUE AVEC LES SYNDICATS

Madame Brigitte FOURE

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**15 798 064**	**1 981 008**	**6 623 064**	**3 964 000**	**12 568 072**
900 - Services généraux	15 277 564	1 921 008	6 152 564	3 126 010	11 199 582
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage				312 990	312 990
905 - Aménagement des territoires et habitat	350 000	50 000	300 000		350 000
908 - Transports	170 500	10 000	170 500	525 000	705 500

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**6 010 230**	**2 259 724**	**4 291 806**	**438 380 058**	**444 931 588**
930 - Services généraux	2 087 020	1 678 624	1 085 396	223 784 053	226 548 073
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage				212 201 600	212 201 600
935 - Aménagement des territoires et habitat	3 836 600	581 100	3 119 800		3 700 900
938 - Transports	86 610		86 610	657 000	743 610
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus				1 737 405	1 737 405

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Administration générale

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**10 000 000**	**1 460 000**	**1 000 000**	**3 624 000**	**6 084 000**
900 - Services généraux	10 000 000	1 450 000	1 000 000	2 954 010	5 404 010
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage				144 990	144 990
908 - Transports		10 000		525 000	535 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**17 580 253**	**17 580 253**
930 - Services généraux				16 874 053	16 874 053
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage				299 200	299 200
938 - Transports				407 000	407 000

1) Le pôle supports techniques

Les dépenses en gestion annuelle du pôle supports techniques en faveur de l'administration générale s'élèvent à 3 321 500 € en investissement et à 16 397 753 € en fonctionnement.

Elles ont pour objet :

- les déplacements à savoir : la gestion du parc de véhicules (l'acquisition de véhicules et les charges d'exploitation), la billetterie et l'hébergement pour un montant de 567 000 € en investissement et 3 037 200 € en fonctionnement ;
- la gestion de la documentation pour un montant de 264 000 € en fonctionnement ;
- la logistique à savoir : l'achat de matériel et fournitures, l'entretien des locaux, la gestion des déchets et les travaux de reprographie pour un montant de 180 000 € en investissement et 3 021 500 € en fonctionnement ;
- l'accueil des usagers et la gestion technique des manifestations pour un montant de 760 000 € en fonctionnement.
- la gestion des bâtiments administratifs à savoir : les études, les travaux d'aménagement, les travaux de maintenance, de sûreté et sécurité, d'urgence et les charges d'exploitation (y compris le gardiennage) pour un montant de 2 574 500 € en investissement et 9 315 053 € en fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le pôle supports techniques déploie également la procédure de gestion en autorisations de programme et en crédits de paiement dans le cadre d'opérations pluriannuelles. Il s'agit, de travaux d'amélioration, d'aménagement et de grosses réparations sur certains bâtiments administratifs. Les besoins sont estimés à :

- 10 000 000 € d'AP 2022 et 1 000 000 € de CP au titre du plan décret tertiaire (rénovation thermique) ;
- 1 460 000 € de CP au titre des opérations déjà votées.

Le budget du Nouveau Siècle est reconduit à l'identique du budget 2021 à hauteur de 810 000€. Il a vocation à poursuivre la valorisation de l'équipement régional, lieu emblématique. Les dépenses majeures de fonctionnement correspondent à des charges incompressibles liées à l'exploitation du lieu s'élèvent à 660 000 €. Les dépenses en investissement de 150 000 € sont quant à elles, destinées principalement à la poursuite de la modernisation du site, à la réalisation de travaux, à l'intégration de nouvelles technologies. Il s'agit notamment de l'acquisition d'un système intercommunication voué à assurer les liaisons dans l'ensemble du bâtiment et d'équipements de sonorisation et de vidéo projection pour la salle Québec et les deux salles attenantes.

2) La direction de la cohésion et de la communication interne

Le budget de la Direction de la Cohésion et de la Communication Interne (DCCI) est reconduit à hauteur de 390 000 € en dépenses de fonctionnement. Les conditions sanitaires devraient permettre cette année la reprise des évènements de cohésion comme la cérémonie des vœux ou la journée « Hauts détours ». Par ailleurs, les cérémonies annuelles de remise des médailles d'honneur, d'accueil des nouveaux arrivants ainsi que des départs en retraite seront dorénavant organisées deux fois par an (contre une fois jusqu'à présent).

En parallèle, la DCCI poursuivra sa communication permanente vis-à-vis des agents avec ses différents supports : le nouvel intranet Leo, la newsletter (dorénavant bimensuelle) et le journal interne HDF Mag.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de vie au travail, la réflexion liée à la « modernisation des espaces collectifs » de la collectivité sera poursuivie. Pour 2022, il est prévu un budget de 20 000 € en investissement pour accompagner les aménagements qui seront réalisés notamment par de la signalétique.

3) La direction de l'achat public

Pour 2022, le budget de la Direction de l'Achat Public s'élève à 132 500 € en fonctionnement et à 132 500 € en investissement. Il correspond essentiellement aux prestations des publicités des marchés publics dans le cadre des obligations règlementaires et des annonces locales arbitrées par l'institution.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

B) Affaires juridiques

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**2 060 000**	**2 060 000**
930 - Services généraux				478 000	478 000
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage				1 332 000	1 332 000
938 - Transports				250 000	250 000

Le budget 2022 s'élève à 2 060 000 €, soit +1% par rapport au BP 2021.

Ce budget intègre les frais d'assurance (1 480 K€), les frais de contentieux (150 K€), l'assistance juridique (385 K€) permettant d'avoir recours à des cabinets d'experts afin d'accompagner la Région sur les problématiques juridiques complexes, notamment en matière de transports, et enfin les frais études et recherches (45 K€).

C) Assemblées et CESER

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**13 307 605**	**13 307 605**
930 - Services généraux				11 570 200	11 570 200
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus				1 737 405	1 737 405

Le budget 2022 consacré aux assemblées s'inscrit dans le respect des obligations légales et le prolongement des efforts initiés depuis 2016.

Cette dynamique se traduit concrètement par une démarche d'exemplarité des élus illustrée notamment avec :

- le maintien d'un montant minoré des indemnités des élus
- la baisse de l'enveloppe dédiée aux formations des élus (en vertu de la baisse du forfait de 3 000 € à 2 000 € actée par voie délibérative en 2021)
- la diminution des dépenses liées aux moyens matériels des groupes d'élus à hauteur de 41 000 €

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Les dépenses d'expédition des courriers diminuent également à hauteur de 100 000 €.

Le budget 2022 du CESER de 2,53 M€ s'inscrit dans la poursuite de la maîtrise des dépenses de l'institution tout en respectant les dépenses réglementaires ainsi que celles liées au fonctionnement du CESER.

D) Communication

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**70 000**	**70 000**
900 - Services généraux				70 000	70 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**5 550 000**	**5 550 000**
930 - Services généraux				5 550 000	5 550 000

La communication institutionnelle est un véritable lien entre l'institution régionale et les habitants des Hauts-de-France. Pour permettre à tous, grand-public, entrepreneurs, lycéens, étudiants, apprentis, collectivités, etc. de mieux comprendre l'action de la Région et de s'approprier les dispositifs mis en place à leur intention, la communication mobilise :

- Des supports imprimés (magazine, presse, flyers, plaquettes…),
- Des supports numériques (web, réseaux sociaux, vidéos, podcasts...)
- Une stratégie événementielle (partenariats, présence institutionnelle lors d'événements, goodies…).

Ainsi, les aides aux particuliers, telles que les aides au transport ou à la garde d'enfants, les aides aux entreprises pour créer, se développer, se transformer, ou recruter sont aujourd'hui bien connues et profitent au plus grand nombre. Les dispositifs relatifs à l'emploi, la formation ou à l'orientation trouvent également leur public, notamment grâce à la communication physique et digitale effectuée au sujet de Proch'Emploi, Proch'Info Formation ou encore Proch'Orientation.

La refonte des sites Proch'orientation, Génération#HDF ainsi que la création d'une application mobile permettent d'être d'autant plus efficace dans la communication auprès de la jeunesse.

Après les mois de confinement successifs, le secteur événementiel reprend son activité. Emploi, orientation, culture, sport, agriculture, rev3… pour être au plus proche des habitants, la Région maintient/renforce sa présence sur les salons, forums et foires. À titre d'exemple, la Région est présente

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

au Salon international de l'agriculture, au salon des entrepreneurs, et est partenaire de manifestations culturelles populaires comme le Main Square, le Touquet Music Beach festival ou encore la Fête de la bière.

Enfin, 70 000 euros sont inscrits en section Investissement pour permettre l'achat de matériel nécessaire à la réalisation de nouveaux modes de communication : matériels photographique, audio et vidéo.

E) Contrôle de gestion et évaluation

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**515 000**	**515 000**
930 - Services généraux				515 000	515 000

Le budget 2022 consacré au contrôle de gestion et à l'évaluation des politiques publiques ainsi qu'aux actions ou démarches expérimentales de transformation et d'innovation publiques, s'élève à 515 000 €.

Il permet de poursuivre les évaluations obligatoires au titre des fonds européens (poursuite de l'évaluation Axe 3 des PO transport et report modal ; lancement de l'évaluation Axe 4 des PO attractivité et résilience des territoires), d'accompagner la mise en œuvre du système d'information décisionnel de la collectivité, d'engager quelques actions ou démarches expérimentales de transformation et d'innovation publiques, visant in fine l'amélioration du service délivré aux usagers, et de poursuivre notamment le développement des startups internes, validées au titre du programme d'intrapreneuriat, pour lequel la Région a obtenu un cofinancement de France relance (50 %).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

F) Ressources humaines

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**270 000**	**270 000**
900 - Services généraux				102 000	102 000
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage				168 000	168 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**398 833 900**	**398 833 900**
930 - Services généraux				188 263 500	188 263 500
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage				210 570 400	210 570 400

a) L'enveloppe budgétaire proposée au titre des chapitres 930 (siège + transports scolaires et interurbains) et 932 (lycée)

Il est à noter qu'à compter de 2022, le chapitre 938 d'un montant de 4 815 300€ est désormais intégré au chapitre 930 dans le cadre de ce budget primitif.

1/ Mesures structurelles obligatoires (15 791 509€)

- **Glissement Vieillesse technicité (GVT) : 4 022 847 € soit 1.0% de la masse salariale**

On recense les effets mécaniques résultant des mesures relatives à ***:***

- l'effet report de la CAP 2021 effective au 01/12/2021 et de la CAP 2022 pour un montant évalué à **539 437€**
- l'impact des avancements d'échelon du second semestre 2021 et au titre de l'année 2022 pour un montant estimé à **3 483 410€**

- **Hausse prévisionnelle du SMIC : 1 086 390€**

La hausse du SMIC de 2.2% à partir d'octobre 2021 implique un effet report sur 2022. Cette hausse s'applique aux agents rémunérés sur les 6 premiers indices de la grille indiciaire (332 – 338) ainsi qu'aux apprentis.

- **Effet report des recrutements sur le second semestre 2021 : 2 861 080 €**

- effet report de 14 postes REACT'EU sur les 43 inscrits au BP 2021 pour 587 380€
- effet report de 35 recrutements initiés sur le second semestre 2021 pour 1 790 320€

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- effet report de 14 recrutements EPLE initiés sur le second semestre 2021 pour 483 380€

- **Effet report de 125 déprécarisations réalisées sur le second semestre 2021 dans les services et les EPLE : 4 107 917€**

- **Effet report de la revalorisation du RI dans les services en 2021 : 1 427 776 €**

- **La prime de précarité : 2 285 500€**

La prime de précarité instituée par la loi Dussopt est effective à compter du 1er janvier 2021 et devra être versée pour tout contrat d'une durée inférieure ou égale à 1 an sur la base de 10% du salaire versé. Elle concerne essentiellement les agents temporaires dans les EPLE.

2/ Nouvelles mesures (7 688 672€)

- ***Recrutements externes SIEGE : 2 140 405€***

- 57 postes sont proposés à l'externe dont 38 résultant des 3 dernières conférences RH (2020-2021) et 19 postes résultant de départs identifiés sur le 1er semestre 2021

- ***Recrutements externes EPLE : 932 715€***

L'attractivité de la Région s'est améliorée depuis la revalorisation du régime indemnitaire et les premiers effets se sont fait sentir dès 2021. Il est alors proposé l'ouverture à l'externe de 35 ETP principalement sur des postes d'encadrement et d'agent technique du bâtiment.

- ***Déprécarisation : 1 585 000€***

EPLE : 1 319 000€
SIEGE : 265 000€

- ***Revalorisation du régime indemnitaire : 811 327€***

Au 1er janvier 2022, les cuisiniers et responsables d'équipe (426 agents potentiels) verront leur RI revalorisé à hauteur d'environ 154€ mensuel soit une enveloppe annuelle de 811 327€ brut chargé.

- ***Réforme Montchalin sur la revalorisation des salaires des catégories C : 1 935 325€***

Sur la base des éléments connus à ce jour, et de la corrélation avec la revalorisation du SMIC suite à l'inflation, une enveloppe de 1.9M€ a été intégrée au budget primitif.

- ***Médecine préventive : 283 900 €***

- recours à des médecins dans le cadre de vacation sur la base 1000 heures par an pour le suivi des agents du Siège :
- impact de la territorialisation du suivi médical des agents des services
- transfert du suivi médical entre les CDG et les services de médecine inter-entreprise
- augmentation des cotisations annuelles des CDG 59 et 62

3/ Information complémentaire concernant l'apprentissage pour l'année scolaire 2021-2022 : 2 598 086€

- Cible de 180 apprentis dans les EPLE pour **1 945 000€**
- Cible de 54 apprentis au Siège pour **653 086€**

4/ Le budget de la DRH comprend également les dépenses suivantes :

- ***Programme « Frais de déplacement »*** : il est alloué un crédit de **813 500€** afin de prendre en charge les frais de missions des agents.

- ***Programme « Formation du personnel »*** *:* Une enveloppe globale de **1 820 500€** prenant en compte
  - les crédits alloués à la formation, pour un montant de 1 130 000€ (hors cotisation CNFPT compris dans la masse salariale).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- les crédits concernant la prise en charge des coûts de formation des apprentis auprès des CFA pour un montant de 690 500€

- ***Programme « Honoraires médicaux »*** (dont mesures nouvelles): il est alloué un crédit de **1 407 500€** afin de prendre en charge les frais relatifs à la médecine préventive, les coûts induits par les accidents du travail et les maladies professionnelles et les expertises réalisées auprès des médecins agréés.

- ***Programme « Prestations de services et conseil en RH »*** : il est proposé un crédit de **314 000€** afin de permettre la publication d'annonces pour les recrutements à l'externe, développer la marque employeur, d'assurer le financement récurrent de plateformes de test RH, de la plateforme d'écoute RPS, développer le recours au coaching, de prendre en charge la supervision des professionnels RH, de financer l'adhésion au label AFNOR et d'assurer une provision dans le cadre des procédures contentieuses.

- ***Programme « Prestation d'action sociale et autres services »*** : afin de maintenir les dispositifs existants relatifs au remboursement domicile-travail, les titres restaurants, les services proposés par le CNAS, le COS, l'AGOS, l'ASCPDR et l'ASPDR, la protection sociale complémentaire, il est proposé un crédit de **14 518 200€.**

- ***Programme « Exploitation de la crèche »*** pour un montant de **983 100€** en lien avec le marché effectif depuis 2020, tenant compte de la révision des prix et des primes potentielles liées au fonctionnement de la crèche à Amiens.

b) La section investissement

La section investissement comprend les inscriptions suivantes pour un coût global de **270 000€** (102 00€ au titre du chapitre 932 et 168 000€ au titre du chapitre 930) :

- l'acquisition de matériel destiné à l'aménagement de postes de travail pour les agents en situation de handicap pour un coût estimé à 187 500€.
- des prêts sociaux accordés aux agents connaissant des difficultés financières occasionnelles pour un coût estimé à 82 500€.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

G) Systèmes d'information

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 798 064**	**521 008**	**5 623 064**		**6 144 072**
900 - Services généraux	5 277 564	471 008	5 152 564		5 623 572
905 - Aménagement des territoires et habitat	350 000	50 000	300 000		350 000
908 - Transports	170 500		170 500		170 500

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**6 010 230**	**2 259 724**	**4 291 806**	**533 300**	**7 084 830**
930 - Services généraux	2 087 020	1 678 624	1 085 396	533 300	3 297 320
935 - Aménagement des territoires et habitat	3 836 600	581 100	3 119 800		3 700 900
938 - Transports	86 610		86 610		86 610

Le budget 2022 de la Direction des Systèmes d'information (hors RRT, SI Transport scolaire et Projet Informatique de la formation professionnelle) s'établit à 3,297 M€ en fonctionnement et à 5,623 M€ en investissement.

Le budget de fonctionnement comprend principalement les dépenses de photocopieurs, les marchés Télécom, la maintenance des équipements, le recours à des prestations de service visant à accompagner des projets d'envergure ainsi que les audits de sécurité (en raison du développement du télétravail et de la dématérialisation) et le financement des applications en mode Saas (logiciel en tant que service).

Ce budget est maîtrisé comme le démontre la baisse de 2 % par rapport au BP 21 dont il fait l'objet.

En investissement, le budget, en légère hausse de 1%, permet l'acquisition de nouveaux matériels et de licences (visant à terme, le remplacement des PC fixes par des PC portables), la prise en charge de projets complexes afin de pérenniser le télétravail et de renforcer la cyber sécurité tout en permettant le renouvellement de la téléphonie IP (en raison de l'obsolescence de la technologie actuellement utilisée) et la poursuite du développement des projets tels le remplacement du logiciel des fonds européens agricoles ou le lancement d'un outil de Gestion Relation Citoyen (GRC).

A ce budget propre au fonctionnement des services, s'ajoutent les dépenses informatiques liées au Réseau Régional de Télécommunication permettant l'accès des établissements d'enseignement supérieur et des lycées à un réseau très haut débit, les dépenses liées au système d'information des Transports Scolaires et Interurbains ainsi que les dépenses liées au système d'information de la formation professionnelle.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

2ème VICE-PRESIDENCE

RURALITE, SECURITE

Monsieur Christophe COULON

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**54 703 546**	**29 512 185**	**12 801 773**		**42 313 958**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	7 000 000	6 500 000	500 000		7 000 000
905 - Aménagement des territoires et habitat	45 203 546	23 012 185	9 801 773		32 813 958
908 - Transports	2 500 000		2 500 000		2 500 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**79 590 000**	**2 551 627**	**78 099 430**		**80 651 057**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 510 000	937 000	585 000		1 522 000
935 - Aménagement des territoires et habitat	2 180 000	1 614 627	1 614 430		3 229 057
938 - Transports	75 900 000		75 900 000		75 900 000

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Aménagement du territoire

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**33 000 000**	**22 559 765**	**2 200 000**		**24 759 765**
905 - Aménagement des territoires et habitat	33 000 000	22 559 765	2 200 000		24 759 765

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**100 000**	**420 570**	**79 430**		**500 000**
935 - Aménagement des territoires et habitat	100 000	420 570	79 430		500 000

Soutien aux collectivités locales

La Région Hauts-de-France a engagé un dialogue avec les communes et leurs groupements dans l'objectif de redéfinir ses dispositifs d'aide aux collectivités. En effet, les politiques mises en œuvre lors du précédent mandat arrivent pour la plupart à échéance soit fin 2021 (pour la PRADET), soit fin 2022. L'année 2022 sera en partie consacrée à poursuivre ce dialogue avec les élus locaux.

En tant que chef de file de la compétence d'aménagement du territoire et en s'appuyant sur les orientations du SRADDET, la Région engagera également une concertation avec les cinq Départements dans la perspective d'élaborer une **« convention territoriale d'exercice concerté des compétences »**(CTEC). L'objectif est d'articuler au mieux les politiques respectives de soutien aux communes et à leurs groupements.

Sur cette base, et en tenant compte des engagements inscrits dans le Contrat de plan Etat-Région en cours de finalisation, une nouvelle politique régionale d'aide aux territoires sera proposée au début du 2nd semestre 2022. Elle s'adressera à la fois aux intercommunalités, porteuses de projets structurants que la Région continuera à soutenir dès lors qu'ils s'inscrivent dans les priorités régionales, et aux communes, qu'il convient d'accompagner dans leur développement, dans le respect des compétences de la Région, et d'aider à engager les transitions qui s'imposent à l'ensemble du territoire régional.

En attendant la définition de cette nouvelle politique, le budget 2022 permettra, s'agissant des aides aux communes :

- de poursuivre la politique engagée par la Région au titre de la **redynamisation des centres-villes** : soutien aux 23 communes relevant du plan **« Action Cœur de Ville »** et aux 114 communes relevant du dispositif régional spécifique visant la redynamisation des **centres-villes et centres-bourgs** (délibérations du 18 octobre 2018 et du 28 mars 2019). Ces politiques ont été prolongées jusqu'à fin 2022 (délibération du 25 mars 2021). Les modalités de reconduction de ces aides à la redynamisation seront examinées dans le cadre de la refonte globale des politiques d'aménagement et de soutien aux territoires ;

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- d'accompagner les **communes rurales** dans le maintien de leurs commerces de proximité (délibération du 24 septembre 2019) ;
- d'aider les collectivités touchées par des évènements climatiques exceptionnels à réparer les dégâts occasionnés sur les espaces ou équipements publics, au titre du fonds d'intervention **« inondations-tempêtes »** (délibération du 1er février 2018).

B) Aménagement et innovation numérique du territoire

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**6 450 000**	**335 000**	**6 450 000**		**6 785 000**
905 - Aménagement des territoires et habitat	6 450 000	335 000	6 450 000		6 785 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**1 025 000**	**1 151 167**	**845 000**		**1 996 167**
935 - Aménagement des territoires et habitat	1 025 000	1 151 167	845 000		1 996 167

L'aménagement numérique du territoire recouvre les enjeux liés :

- Aux infrastructures, principalement pour soutenir le déploiement de réseaux de fibres optiques dans les zones péri-urbaines et rurales, comme permis par la loi, en soutenant des opérateurs publics (des syndicats mixtes) qui réalisent cette couverture via des délégations de services publics,
- Au développement des usages et innovations numériques dans les territoires, en lien avec les stratégies numériques des collectivités, notamment les intercommunalités, et avec les structures régionales d'appui aux collectivités.

Une part importante des moyens mobilisés sur ces sujets proviendra des crédits FEDER 2021-2027 (volet numérique), notamment pour des projets mutualisés à l'échelle régionale ou en appui aux stratégies numériques des territoires intercommunaux.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

1) Infrastructures numériques

Les infrastructures constituent le socle indispensable à même de répondre aux enjeux de besoins de débits (nouveaux usages dans nos quotidiens professionnels et personnels) et d'équité territoriale (les débits sont équivalents tant en centre de métropole qu'en zone rurale).

Le remplacement des réseaux de fils de cuivre (hérités du téléphone et utilisés ensuite pour le démarrage d'internet) par des fibres optiques est proche de son achèvement en Hauts-de-France (avant l'objectif national de 2025). Les zones urbaines sont à la seule charge des opérateurs privés, les zones péri-urbaines et rurales sont à la charge d'opérateurs publics. Ces opérateurs publics sont quatre en Hauts-de-France :

- Le Syndicat mixte de l'Oise a fini le déploiement de son réseau en 2021, il n'appelle plus de fonds régionaux sur le budget 2022,
- L'USEDA, pour l'Aisne finira ses travaux en 2022, les crédits qu'il sollicite permettent de parachever le réseau vers les bâtiments isolés,
- Somme Numérique ayant développé son réseau en deux temps (amélioration du réseau ancien puis substitution par de la fibre optique), sollicitera encore la Région jusqu'à 2024, date de l'achèvement de son réseau de fibres,
- Le territoire du Nord et du Pas de Calais est couvert par le syndicat mixte La Fibre numérique 5962 qui achèvera son réseau fin 2021, mais dont la relation contractuelle avec la Région est forte, induisant des soutiens liés à l'emprunt réalisé, jusqu'en 2044.

2) Tiers-lieux numériques

Articulés avec les feuilles de routes numériques des territoires intercommunaux, les tiers-lieux numériques sont des lieux multifonctions qui ont été très sollicités durant la crise et ont vocation à renforcer leurs rôles de « vitrine du numérique ». Ils incarnent les potentialités du numérique, en termes de développement des services et innovations grâce à leurs capacités d'accueil, de conseil en présentiel, et d'animation des écosystèmes numériques locaux.
Une trentaine d'intercommunalités ont été soutenues pour un tiers-lieu numérique ou un réseau de tiers-lieux déconcentrés (soit 58 lieux au total). Le budget prévu permettra de tenir les engagements pris au cours des années précédentes relatifs à leur financement pluriannuel.

Pour la suite, le soutien aux tiers-lieux s'inscrira dans le cadre de la nouvelle politique territoriale, en cours de définition.

3) Usages et Innovations numériques dans les territoires, en appui aux collectivités

Les technologies numériques se renouvellent sans cesse, ouvrant des possibilités de services nouveaux, mais induisant une technicité croissante. Il est envisagé de soutenir des actions d'usages de technologies, comme les capteurs (internet des objets, avec exploitation de leurs données ; soutien direct ou via des structures d'appui) notamment dans des zones rurales les plus dépourvues d'ingénierie, a fortiori à ce niveau de technicité. Une éventuelle extension ou généralisation de ces expérimentations trouverait sa réponse via les fonds européens (soutien à des opérateurs publics mutualisés, appels à projets ou dans le cadre du soutien aux feuilles de routes des intercommunalités).

L'aide aux communes pour se doter d'équipements de vidéoprotection donnera lieu à des propositions en cours d'année 2022, après expertise des solutions les plus adaptées aux besoins, et en privilégiant la mutualisation.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

C) Sécurité / Sureté dans les lycées

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**7 000 000**	**6 500 000**	**500 000**		**7 000 000**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	7 000 000	6 500 000	500 000		7 000 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**1 510 000**	**937 000**	**585 000**		**1 522 000**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 510 000	937 000	585 000		1 522 000

Faire des lycées des lieux de vie sécurisés pour les élèves, les agents de la Région et les personnels de l'Education Nationale est une priorité institutionnelle.

1) Sûreté

Le Conseil Régional réuni en séance plénière le 18 mai 2017 a décidé d'adopter un Plan de sûreté au sein des EPLE (Délibération n° 20170468 du 18 mai 2017).

22 millions d'euros ont depuis été affectés à cette politique et une Autorisation de Programme de **4 000 000 €** est proposée dans le cadre de la préparation du Budget Primitif 2022.

La mise en œuvre de ce plan a permis de mener une expérimentation au sein de 20 sites pilotes qui se poursuit aujourd'hui par la fourniture et pose de serveurs informatiques permettant l'activation des caméras de vidéo-protection placées aux entrées et sorties des établissements.

Après l'avoir évalué, le programme correspondant est désormais généralisé à l'ensemble du patrimoine éducatif et permet ainsi d'apporter une réponse technique et économique adaptée à la situation de chaque établissement.

Lorsque des événements particuliers sont portés à la connaissance des services régionaux, ces derniers accompagnent le Chef d'établissement pour solliciter la Police Nationale ou la Gendarmerie Nationale afin de programmer un audit de sécurité conformément aux dispositions des Circulaires de l'Education Nationale relatives à la sécurité aux abords des établissements scolaires ainsi qu'à la réalisation et l'actualisation du « diagnostic de sécurité ». Comme le prévoit la procédure, ce travail est ensuite présenté au Conseil d'Administration de l'EPLE et la Région est alors en mesure de mettre en œuvre les dispositions techniques permettant l'amélioration du niveau de sécurité des lycéens et des personnels de la Communauté éducative.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

2) Sécurité incendie

S'agissant de la sécurité contre les risques d'incendie et de panique, le maintien auprès des Commissions de sécurité des « Avis favorables » à l'exploitation de nos lycées constitue également une priorité politique de l'Institution régionale.

Ce qui se traduit pour 2022 par l'inscription d'une Autorisation de Programme de **3 000 000 €** en investissement et d'une Autorisation d'Engagement de **760 000 €** en section de fonctionnement.

Pour ce qui concerne les actions de formation dans le cadre du partenariat avec les SDIS et comme le précise le contenu des conventions correspondantes, la sensibilisation aux gestes qui sauvent est, dès cette année, étendue aux lycéens.

Les exercices d'évacuation incendie se poursuivent et prioritairement au sein des internats.

Le budget annuel correspondant est de 750 000 €.

A noter une recette pour 2022 de 70 000€ au titre du Fonds Interministériel de prévention de la délinquance.

D) Sécurité / Sureté dans les transports

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**2 500 000**		**2 500 000**		**2 500 000**
908 - Transports	2 500 000		2 500 000		2 500 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**75 900 000**		**75 900 000**		**75 900 000**
938 - Transports	75 900 000		75 900 000		75 900 000

Au titre de la convention TER en fonctionnement, une enveloppe de 75,9 M€ est consacrée :

- d'une part au dispositif de sureté en lien avec la gendarmerie et la SUGE. La Sûreté ferroviaire composée essentiellement de la Surveillance générale est la police ferroviaire de la SNCF dont la mission est de protéger, assister et sécuriser tant les voyageurs que le personnel et les biens sur l'ensemble du réseau SNCF. (5,9 M€)
- D'autre part à l'accompagnement des agents ASCT (70 M€). les Agents du service commercial train (ASCT) ont pour missions principales la sécurité et la sûreté des usagers à bord des trains.

Au titre des services interurbains, une enveloppe de 0,6 M€ en investissement est consacrée :

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- A la sécurisation des points d'arrêts du réseau interurbain régional des Hauts-de-France. Ce dispositif consiste à la mise en place de la signalisation de l'emplacement par un zigzag jaune, la stabilisation de l'aire d'attente, l'implantation de panneaux de signalisation de l'arrêt et la mise en place d'un passage piéton.

Au titre des infrastructures, une enveloppe de 1,9 M€ en investissement est consacrée :

- Au financement d'études et de travaux d'installation de vidéoprotection dans les pôles d'échange multimodal (PEM) dans les gares et aux abords de celles-ci.

E) Mer et littoral

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 753 546**	**117 420**	**1 151 773**		**1 269 193**
905 - Aménagement des territoires et habitat	5 753 546	117 420	1 151 773		1 269 193

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**1 055 000**	**42 890**	**690 000**		**732 890**
935 - Aménagement des territoires et habitat	1 055 000	42 890	690 000		732 890

1) Investissement

La Région assure une politique littorale et maritime qui a trait à la gestion des risques littoraux qui s'accentuent sous l'effet du changement climatique, à la gestion et l'aménagement durable du littoral. La Région accompagne les projets des collectivités en matière de prévention des risques naturels littoraux, notamment par le financement d'études et de travaux dans le cadre d'une convention cadre portant sur la stratégie littorale Bresle Somme Authie (BSA).

La Région s'engage également aux côtés des intercommunalités pour des interventions ponctuelles sur les communes comme Le Portel, Ambleteuse, Merlimont… au titre de la gestion du trait de côte et de la protection économique du territoire du fait de la mise en évidence du mauvais état des ouvrages de protection et de l'exposition des territoires aux risques d'érosion et de submersion.

2) Fonctionnement

La Région participe à une série d'études portant sur la connaissance des phénomènes d'érosion et de submersion sur la façade maritime, et ponctuellement sur des études portant sur l'économie maritime et les énergies marines renouvelables.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

La Région contribue annuellement au fonctionnement du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Réseau d'Observation du Littoral Normandie Hauts de France (ROL NHDF) qui assure l'acquisition et la mise à disposition de données sur l'évolution du trait de côte de la façade maritime Manche est – Mer du Nord à l'attention des collectivités afin de leur apporter une aide à la gestion du littoral.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

3ème VICE-PRESIDENCE

SOLIDARITES

Madame Natacha BOUCHART

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (a)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /		**35 000**			**35 000**
906 - Action économique		35 000			35 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**17 966 000**	**5 147 377**	**8 437 880**		**13 585 257**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 466 000	684 000	1 433 000		2 117 000
935 - Aménagement des territoires et habitat	100 000	298 257	70 000		368 257
936 - Action économique	14 400 000	4 165 120	6 934 880		11 100 000

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Solidarité

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /		**35 000**			**35 000**
906 - Action économique		35 000			35 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**17 400 000**	**4 765 120**	**8 134 880**		**12 900 000**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 000 000	600 000	1 200 000		1 800 000
936 - Action économique	14 400 000	4 165 120	6 934 880		11 100 000

1) Aide au permis de conduire

En juillet 2021, la Région a décidé de mettre fin au dispositif d'aide au permis de conduire sous forme de prêt et de créer à titre expérimental une aide individuelle afin de favoriser davantage la mobilité des jeunes et de maximiser les chances de trouver un emploi.

Ainsi, le budget en section d'investissement permettra d'assurer la gestion des derniers dossiers de prêt.

Suite à la phase d'expérimentation réalisée en 2021, et après analyse et évaluation des premiers mois d'instruction, le dispositif d'aides individuelles va évoluer vers une version définitive qui permettra de cibler plus de jeunes encore.

2) Aide à la garde d'enfants

Le budget correspond aux crédits dédiés à l'aide individuelle « aide à la garde d'enfants » (AGE).

Ce dispositif a pour but d'aider les familles (en activité ou en formation professionnelle qualifiante) dans la prise en charge des frais de garde de leurs enfants. Il s'agit de faciliter l'accès aux services de garde d'enfants de moins de 3 ans non scolarisés, voire jusqu'au mois d'entrée à l'école. Les objectifs de cette aide sont d'améliorer les conditions de vie des habitants des Hauts-de-France par son effet positif sur les ressources financières des ménages et d'intervenir en faveur du travail dans l'arbitrage « travail-garde d'enfants » notamment pour les bas salaires.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Pour la campagne 09/2020-07/2021, 5 876 familles ont été aidées pour 6 000 enfants.

Afin d'instruire l'ensemble des dossiers déposés pendant la campagne actuelle et engager la campagne suivante, une autorisation d'engagement 2022 d'un montant de 1 300 000 € est prévue au budget.

3) Aide aux transports de particuliers

Depuis le 1er mars 2016, la Région a mis en place un dispositif d'Aide au Transport aux Particuliers. Cette aide régionale de 20€/mois soutient les salariés contraints de prendre leur véhicule pour se rendre sur leur lieu de travail. En 2018, ce dispositif a été élargi : covoiturage, enfants-familles, et abaissement du seuil kilométrique. A ce jour, plus 51 000 aides ont été accordées pour 2021. Pour 2022, il est proposé d'inscrire 13.1M€ en AE et 9.8M€ en CP.

B) Vie associative

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**466 000**	**84 000**	**233 000**		**317 000**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	466 000	84 000	233 000		317 000

Violences faites aux femmes et lutte contre l'illettrisme:

La région Hauts-de-France se caractérise par un tissu associatif dynamique. Quelque 97 600 associations actives sont référencées sur le territoire. Elles sont composées de plus de 197 000 salariés (soit 10,5% du total de l'emploi privé de la région) et près d'1 million de bénévoles y sont engagés.

Les habitants de notre territoire sont notamment confrontés à deux problématiques : les violences faites aux femmes et l'illettrisme.

Or, les associations, sur notre territoire, sont particulièrement investies dans ces deux domaines de lutte contre les violences faites aux femmes (ce sont pour mémoire 10 acteurs œuvrant localement contre les violences faites aux femmes qui ont été accompagnés en 2021 ainsi que l'Union Régionale des CIDFF) et de lutte contre l'illettrisme (7 acteurs soutenus).

La Région confirmera donc en 2022 sa volonté d'agir, au travers d'un budget dédié, auprès des acteurs associatifs qui œuvrent, au plus près des habitants, contre ces fléaux.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

C) Illectronisme

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**100 000**	**298 257**	**70 000**		**368 257**
935 - Aménagement des territoires et habitat	100 000	298 257	70 000		368 257

L'illectronisme est la situation d'une personne qui, par non accès à un ordinateur (ou tablette...), ou par manque des savoirs de base pour en faire usage, se retrouve en incapacité d'avoir une vie "normale", dans une société désormais très dématérialisée (démarches administratives, amélioration du pouvoir d'achat grâce à l'économie collaborative ou e-commerce, formation à distance, recherche d'emplois, accès aux soins…).

Nous sommes tous en incomplète maîtrise des outils numériques. Cependant, ne pas avoir le "socle de base" (savoir utiliser un ordinateur) et les "briques de compétences" (savoir utiliser CAF.fr, son espace numérique de travail, ...) peuvent être considérés comme bloquants pour être des citoyens de plein droit.

Environ 14 % de la population française, soit près de 800.000 personnes en Hauts-de-France sont en situation d'illectronisme (chiffres 2020 de l'enquête régionale INSEE et de l'indice régional de fragilité numérique 2021).

Face à ces constats, la Région a mis en place progressivement quatre niveaux de réponse qui lui permettent d'agir en direct et d'insuffler une dynamique régionale :

- le soutien à des structures de coordination et d'animation régionale des lieux et acteurs de la médiation numérique, afin de créer un effet d'entrainement,
- la distribution fin 2021 puis en 2022 de Pass Numériques (remis à des personnes rencontrant des difficultés avec le numérique, afin de leur permettre de s'initier dans des lieux de médiation numérique labellisés),
- la création d'un observatoire pour mieux cibler l'action publique (avec notamment un indice de fragilité numérique et une enquête de terrain à venir auprès des publics fragiles),
- le soutien à des tiers-lieux numériques, dont la plupart développent des actions en faveur de l'inclusion numérique dans les territoires.

En parallèle, portée par Emmaüs Connect, grâce à un soutien FEDER, s'esquisse l'expérimentation d'une filière de réemploi des ordinateurs, la Collecte.Tech, destinée à équiper les publics fragiles.

Le Pass Numérique est une aide directe issue d'une initiative nationale. Il se présente sous la forme d'un chéquier de 5 ou 10 Pass, d'une valeur unitaire de 10€, qui donnent accès à des ateliers d'initiation au numérique, dans des lieux labellisés Pass Numérique.
Le public ciblé par la Région (délibération 2020-00263) est constitué de demandeurs d'emploi, de jeunes de 18 à 25 ans, en insertion ou en recherche d'emploi et de seniors de 60 ans et plus.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

4ème VICE-PRESIDENCE

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, EUROPE

Monsieur Daniel LECA

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**14 310 000**	**25 363 418**	**3 576 000**	**500 000**	**29 439 418**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	8 500 000	11 363 720	1 580 000		12 943 720
906 - Action économique	5 810 000	13 999 698	1 996 000	500 000	16 495 698

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**35 524 000**	**18 839 322**	**8 302 425**	**847 500**	**27 989 247**
930 - Services généraux	1 180 000	446 776	954 000	337 000	1 737 776
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	12 219 000	4 274 500	3 455 500		7 730 000
936 - Action économique	22 125 000	14 118 046	3 892 925	510 500	18 521 470

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

L'article 3 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi « MAPTAM ») a désigné la Région comme chef de file du soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche.

La Région Hauts-de-France dispose d'atouts indéniables dans ce domaine :

- un vivier de près de 240 000 étudiants (4ème région de France) ;

- un véritable maillage territorial avec plus de 160 sites d'enseignement supérieur et de recherche ;

- des laboratoires de recherche reconnus au niveau national et international porteurs de 65 projets d'excellence labellisés PIA, dont l'I Site Université de Lille Nord Europe ;

- un écosystème dynamique stimulant l'innovation des acteurs en favorisant le cercle vertueux recherche-formation-transfert-innovation ;

- une position de carrefour européen, enjeu d'attractivité des territoires et de rayonnement à l'international.

L'exécutif régional entend conjuguer ces atouts et faire connaître les trois grandes ambitions partagées du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) 2017-2021 Hauts-de-France, adopté le 23 novembre 2017 ; la finalité étant de renforcer, par l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, le rayonnement et le développement économique, de favoriser l'emploi dans les différents territoires des Hauts-de-France pour :

- Une région des excellences qui rayonne et qui attire.
- L'enseignement supérieur pour les emplois d'aujourd'hui et de demain.
- La Recherche et l'Innovation pour une région créatrice de valeurs.

Le lancement officiel du SRESRI s'est déroulé en février 2018 dans l'hémicycle et conclu par la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Les années 2019 à 2021 ont été consacrées à la mise en œuvre de la gouvernance du SRESRI des Hauts-de-France installée en 2018, ainsi que la concrétisation d'actions proposées dans les différentes mesures du SRESRI constituant la feuille de route de ce schéma.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Enseignement supérieur

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**8 500 000**	**11 363 720**	**1 580 000**		**12 943 720**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	8 500 000	11 363 720	1 580 000		12 943 720

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**12 219 000**	**4 274 500**	**3 455 500**		**7 730 000**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	12 219 000	4 274 500	3 455 500		7 730 000

La région Hauts-de-France compte 7 universités et 22 grandes écoles, réparties sur plusieurs pôles universitaires reconnus, dans lesquels près de 240 000 étudiants suivent une formation d'enseignement supérieur.

Ces atouts formidables pour l'avenir de la région doivent s'appréhender au regard de constats à prendre en compte comme un taux d'accès aux études longues inférieur à la moyenne nationale, un taux de boursiers supérieur à la moyenne française, et des jeunes moins mobiles.

Dans ce cadre, le Budget Primitif 2022 doit répondre à des enjeux cruciaux à la fois pour les établissements d'enseignement supérieur et pour les étudiants qu'ils accueillent. Pour la politique Enseignement supérieur, le Budget Primitif 2022 vise donc cinq objectifs principaux inscrits dans le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) :

- Orientation et accès, vers une ambition active des jeunes
- Mobiliser toutes les ressources pour bâtir des parcours de réussite
- Insertion et employabilité : un nouvel élan collectif
- L'ouverture au transfrontalier et à l'international : un impératif catégorique
- L'enseignement supérieur au cœur de l'identité et du développement des territoires

1. Soutenir les établissements d'enseignement supérieur et les projets numériques des universités (3,869 M€ soit 2,369 M€ AE + 1,5 M€ AP)

Ces programmes concernent plus particulièrement le soutien aux universités et écoles d'enseignement supérieur pour favoriser leur développement, leur rayonnement et leur attractivité au niveau national et international.

Ils consistent à financer de l'équipement pédagogique, scientifique et informatique, le développement du numérique dans les campus (notion de campus virtuels) et l'innovation pédagogique au service de la réussite et de l'excellence, besoins qui ont été particulièrement criants et nécessaires lors de la

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

période de confinement et encore aujourd'hui où les modalités pédagogiques doivent s'adapter à distance. Il s'agit également de soutenir l'internationalisation, accroître la lisibilité et la visibilité de l'appareil de formation supérieure, et favoriser l'insertion professionnelle, notamment celle des doctorants.

A cette fin :

- Ces programmes permettent la poursuite de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Structuration et développement de l'enseignement supérieur en Hauts-de-France » (1,5 M€ en AP et 2,049 M€ en AE). Lancé en fin de mandat, il vise à apporter une réponse aux demandes de soutien des établissements dans la réalisation d'actions visant à renforcer l'attractivité des campus déconcentrés, l'ouverture au monde économique pour favoriser l'insertion professionnelle des étudiants, l'innovation pédagogique.

- Des AE de 160 K€ seront consacrées aux actions des ex-Learning Centers (dénommés « les Sciences infusent » et « LILLIAD) . L'objectif est la promotion et la sensibilisation à la poursuite d'études en enseignement supérieur. Leurs actions contribuent également à la promotion des travaux de recherche des laboratoires régionaux auprès du grand public et des entreprises du territoire ;

- Des AE de 160 K€ seront consacrées au soutien aux missions d'intérêt régional portées par l'Université de Lille suite à la dissolution de la ComUE Nord de France. Un travail d'harmonisation régionale de ces actions doit être finalisé d'ici le printemps 2022.

2. Soutenir les constructions universitaires (7 M€ AP)

Dans le cadre du SRESRI, l'objectif est d'équiper, de mutualiser les investissements en Enseignement supérieur et de les transformer en campus décarbonés, compte tenu de l'implication forte de la Région dans la démarche innovante de la Troisième Révolution Industrielle. Dans le cadre de la prochaine contractualisation CPER 2021-2027, qui devrait être effective au début de l'année 2022, ces AP permettront de suivre les engagements budgétaires inscrits dans le volet campus et contribueront au lancement de plusieurs projets de rénovation, réhabilitation et modernisation du parc immobilier universitaire.

3. Accompagner les étudiants (9,85 M€ AE)

a) Contrats étudiants et Etudiants relais santé (1,92 M€ AE)

La réussite des parcours de formation, l'insertion et l'employabilité des étudiants passent nécessairement par le renforcement de leurs compétences et expériences, à la fois transversales et adaptables, contribuant ainsi à leur professionnalisation. A cette fin, la Région a mis en place les dispositifs Contrats Etudiants Région et Etudiants Relais Santé qui donnent aux étudiants l'opportunité d'un emploi qui, au-delà d'être une source de revenu, offre une expérience professionnelle dans le cadre d'une mission d'intérêt général pouvant être valorisée par la suite. Les Etudiants Relais Santé accompagnent des actions de prévention santé, d'accès aux droits et de détection des situations à risque au sein de la population étudiante, notamment la détresse psychologique.

Dans le cadre de la crise, 1 000 contrats étudiants et 600 étudiants relais santé supplémentaires ont été financés au titre de l'année universitaire 2020/2021. La crise sanitaire a mis en évidence l'importance de ce dispositif dans la lutte contre la précarité étudiante.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

b) Oser et réussir en enseignement supérieur (1,5 M€ AE)

Au titre de sa compétence relative au Service Public Régional de l'Orientation, la Région accompagne les étudiants dans leur parcours de formation et leur projet professionnel vers la Licence et les études longues, en favorisant activement leur orientation, en luttant contre le décrochage et en visant la réussite dans l'enseignement supérieur. Pour ce faire, les trois volets du Programme Régional de Réussite en Etudes Longues (PRREL) et le Programme d'Etudes Intégré (PEI) reposent sur un partenariat étroit avec les établissements universitaires et les grandes écoles, ainsi que sur l'implication des pairs (étudiants tuteurs).

c) Mobilité internationale - Bourses MERMOZ (3 M€ AE)

Afin d'aider les étudiants à se préparer au contexte européen et international de leur future activité professionnelle, de répondre aux exigences de l'organisation des études dans le continuum « L.M.D », la Région accompagne la mobilité internationale des jeunes pour en faire un levier de développement du territoire régional, via les bourses Mermoz. Suite à l'évaluation du dispositif en 2018, un cadre d'intervention du dispositif MERMOZ a permis de renforcer l'impact du dispositif sur la mobilité internationale des jeunes en Hauts-de-France.

Après des années 2020 et 2021 où les mobilités ont été affectées par la crise COVID-19, un retour progressif à la normale est envisagé en 2022 en étroite collaboration avec les établissements de l'enseignement supérieur et leur service des relations internationales.

30 K € seront affectés au dispositif Bourse d'excellence qui permet d'accorder des bourses à des étudiants de la région poursuivant un cursus de formation au sein d'un établissement d'enseignement supérieur de renommé internationale.

d) Aides aux étudiants (3,28 M€ AE)

En lien avec les orientations du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), ce budget est consacré à l'amélioration des conditions de vie des étudiants en formation sur le territoire régional, tout particulièrement en matière de restauration et d'hébergement universitaire.

La Région a étendu le dispositif aide à la restauration et l'aide sociale d'urgence à l'ensemble du territoire régional (AE de 2,28). Ces dispositifs ont respectivement bénéficié à plus de 12 900 et 2 500 étudiants. Il est à noter que la période de confinement et la mise en œuvre des formations à distance ont logiquement impacté le déploiement de l'aide à la restauration et explique la sous-réalisation observée.

La reconduction par l'Etat du prix du repas pour les boursiers à 1 € est acquise pour la rentrée 2022. Elle permettra à la Région de toucher trois fois plus d'étudiants et de répondre à la hausse de fréquentation des restaurants universitaires qui est à prévoir.

L'aide sociale d'urgence a montré toute sa pertinence durant la crise sanitaire permettant d'apporter une solution individualisée à des étudiants en grande difficulté.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

e) Animer la vie étudiante (0,15 M€ AE)

Le soutien de la Région à la vie étudiante contribue à renforcer le tissu associatif étudiant, à faciliter la concrétisation de leurs projets et leur accès à la vie culturelle et sportive.

Il s'agit par ailleurs de dynamiser les campus pour en développer l'attractivité. L'action régionale, en s'appuyant sur la capacité à innover des associations étudiantes,

Enfin l'action régionale a pour vocation à faire émerger de nouvelles réponses aux enjeux de l'amélioration des conditions de vie étudiante et à la résorption de la précarité. Par exemple, le dispositif régional Epicerie Solidaire s'inscrit dans ce cadre.

B) Recherche

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 810 000**	**13 999 698**	**1 996 000**	**500 000**	**16 495 698**
906 - Action économique	5 810 000	13 999 698	1 996 000	500 000	16 495 698

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**22 125 000**	**14 118 046**	**3 892 925**	**510 500**	**18 521 470**
936 - Action économique	22 125 000	14 118 046	3 892 925	510 500	18 521 470

Pour favoriser l'attractivité et le rayonnement scientifique des Hauts-de-France tout en préparant l'avenir de son économie, la Région entend promouvoir sur l'ensemble de son territoire une dynamique d'excellences, un écosystème de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation structuré et visible, ainsi que la spécialisation de ses territoires. Ainsi, le soutien à la recherche et à l'innovation doit contribuer au déploiement de l'excellence scientifique, par l'accompagnement de projets, tout en stimulant la chaîne de valeurs de la recherche fondamentale jusqu'à l'innovation.

Pour la politique Recherche, le Budget Primitif 2022 vise 5 des objectifs principaux inscrits dans le SRESRI :

- L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation un moteur d'excellences régionales
- De l'audace scientifique pour explorer de nouveaux horizons et innover
- Une volonté collective d'amplifier la communauté scientifique
- Le partage des savoirs, condition essentielle pour la création de valeurs
- L'ouverture au transfrontalier et à l'international : un impératif catégorique

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Les politiques régionales en faveur de la recherche et de l'innovation s'inscrivent dans la stratégie recherche innovation pour une spécialisation intelligence (SRI-SI) ou smart specialisation strategy (S3), actuellement en cours de révision en vue de l'adoption du Programme Opérationnel 2021-2027. Elles appuient également la dynamique de la Troisième Révolution Industrielle Rev3, à la croisée entre transition énergétique, innovation numérique et nouveaux modèles économiques.

1. Renforcer la structuration et le capital humain de la recherche (17,73 M€ soit 13,8 M€ AE + 3,93 M€ AP)

a) Grands projets structurants - CPER (8,9 M€ soit 5,35 M€ AE + 3,55 M€ AP)

Afin d'accompagner des projets partenariaux associant acteurs académiques et acteurs socio-économiques, de soutenir des projets de recherche interdisciplinaires et/ou exploratoires, de compléter les équipements scientifiques en région, de développer des plateformes technologiques et des structures d'appui, de contribuer au renforcement des infrastructures nationales de recherche, la Région Hauts-de-France et l'Etat travaillent à l'élaboration d'un nouveau CPER 2021-2027.

Les grands projets relevant des CPER feront ainsi l'objet d'une programmation en 2022, après la signature du CPER *(un protocole d'accord est toutefois déjà en vigueur pour ces projets de recherche, et certains projets ont fait l'objet d'une 1ère programmation en 2021 en avance de phase).*

b) Partenariats et contractualisations avec les acteurs de la recherche (2,18 M€ soit 1,8 M€ AE + 0,38 M€ AP)

La contractualisation avec les universités publiques et privées du territoire ainsi qu'avec les organismes de recherche permettent à la Région de poser les bases de partenariats pérennes et équilibrés. Il s'agit ici de mettre en avant des projets ciblés correspondant aux spécificités et besoins de notre territoire, avec des retombées attendues à court et moyen terme.

La Région entend plus généralement contribuer à la structuration de la recherche et amplifier son attractivité, en aidant à l'ancrage et à l'implication des organismes nationaux de recherche en Hauts-de-France et leur mobilisation autour d'objectifs répondant aux ambitions régionales inscrites dans le SRESRI.

Le BP 2022 prévoit la prise en charge des coûts induits par la déclinaison opérationnelle de protocoles signés, en cours de négociation ou à construire avec : la FUPL, le CNRS, le CNES, l'Université Gustave Eiffel, l'INRIA, l'ANSES, l'INSERM, l'ONERA, l'INRAe, l'IFREMER.

c) Soutien au capital humain de la recherche (8,65 M€ AE)

Afin de renforcer le capital humain des laboratoires régionaux et de favoriser la montée en compétences des étudiants au travers de la poursuite d'études longues, la Région attribue jusqu'à 180 allocations de recherche en faveur des doctorants chaque année dans le cadre d'un appel à projets sur fonds régionaux.

Il convient de souligner la possibilité de mobiliser les fonds européens au titre du PO FEDER 2021-2027 (sous réserve de sa mise en œuvre en 2022) pour les thèses menées avec des entreprises.

Le budget doit également permettre de couvrir une réévaluation du salaire des doctorants fixée par décret et la volonté de l'exécutif régional d'augmenter le nombre de thèses soutenues (objectif de 1200 thèses cofinancées durant le mandat).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

2. Soutenir des projets de Recherche Développement Innovation (RDI) en lien avec les enjeux régionaux (5,385 M€ soit 3,625 M€ AE + 1,76 M€ AP)

a) Soutien aux projets de recherche en lien avec les acteurs économiques (2,725 M€ soit 1,225 M€ AE +1,5 M€ AP)

Une des ambitions portées par le SRESRI est de favoriser la création de valeurs via la RDI et de renforcer les collaborations public-privé. Cela se traduit par le financement, via le FRRI (Fonds Régional Recherche Innovation) de projets collaboratifs de R&D impliquant des laboratoires de recherche, (appel à projets national décliné en région) et le financement de projets portés par les établissements et les organismes de recherche dans le cadre du dispositif « Start-AIRR », qui a pour objectif l'accompagnement de projets de recherche académique dont les résultats pourraient présenter un potentiel de maturation en vue de leur transfert vers le monde socio-économique.

Depuis 2020, un volet Recherche a été spécifiquement créé au sein du Fonds Régional pour l'industrie du futur géré par la BPI pour soutenir les laboratoires académiques impliqués dans des projets collaboratifs avec des entreprises, après sélection dans le cadre de l'appel à projets régional Industrie du futur.

Un volet ressourcement figure par ailleurs dans la convention liant la Région et la plateforme de transfert de technologie CEA tech.

Au-delà des programmes contractualisés et de ses dispositifs ou appels à projets, la Région entend pouvoir soutenir des projets majeurs en lien avec ses priorités : dans les domaines stratégiques de Rev3 (transition environnementale : économie circulaire, mobilité, énergie ; transition numérique), dans le domaine de la santé (notamment sur le diabète…).

b) Soutien aux projets thématiques ou structurants (2,66 M€ soit 2,4 M€ AE + 0,26 M€ AP)

La Région contribue à la RDI indispensable au développement économique, ainsi qu'au rayonnement international de sa recherche et de ses établissements par la production de connaissances nouvelles et l'émergence de nouvelles voies de recherche.
Pour ce faire, elle accompagne la recherche non seulement fondamentale (dispositif STIMulE volet exploratoire), mais aussi partenariale (STIMulE volet partenarial), en veillant à rapprocher les acteurs de l'ESR autour de projets multidisciplinaires et/ou collaboratifs, qui pourront associer un laboratoire académique et une entreprise. La structuration de collectifs de recherche est également encouragée (dispositif SACRe).

Des appels à projets thématiques pourraient être mis en place dans des domaines stratégiques, notamment sur certains champs de Rev3.

3. Renforcer l'attractivité et le rayonnement de la recherche au niveau européen et international (2,55 M€ soit 2,4 M€ AE + 0,12 M€ AP)

Par son soutien à des manifestations et éditions scientifiques, la Région contribue à la visibilité et au rayonnement de la recherche.

L'action en faveur de l'accueil de talents de la recherche scientifique, qui vise à inciter des scientifiques prometteurs, confirmés et/ou de grande renommée, à s'installer en région et à favoriser l'insertion des équipes de recherche des Hauts-de-France dans les réseaux européens et internationaux (dispositifs STaRS et Fulbright), sera poursuivie.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

4. Valoriser la recherche par l'animation et la communication via des missions d'expertises de projets de recherche (0,3 € AE)

L'accompagnement de la Région sera poursuivi pour le déploiement et l'animation du portail de la recherche, afin que non seulement toutes les forces de recherche régionales y soient bien référencées, mais aussi que l'outil soit bien connu et utilisé par les publics visés (entreprises, académiques, acteurs de l'innovation…).

Pour augmenter les taux de dépôts et de succès des projets de recherche aux dispositifs européens, un accompagnement des acteurs que ce soit par la mise en réseau ou l'aide à la rédaction des dossiers de candidatures sera mis en œuvre sous la forme d'un guichet mutualisé.

5. Une subvention de 500 000 € en investissement et 510 500 € en fonctionnement vient équilibrer le budget annexe IndustriLab.

C) Europe

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**1 180 000**	**446 776**	**954 000**	**337 000**	**1 737 776**
930 - Services généraux	1 180 000	446 776	954 000	337 000	1 737 776

Seules des propositions en section de fonctionnement sont formulées.

Le budget en dépenses est composé de deux parties :
➥ L'une consacrée aux initiatives locales et participations
➥ L'autre consacrée aux programmes opérationnels

1. Initiatives locales et participations – AE de 680 K€

a- Soutien aux réseaux d'information – AE de 425 K€

Parmi les opérations couvertes figurent :

- l'adhésion aux ***Groupements Européens de Coopération Territoriale (GECT***) « Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai et « West-Vlaanderen-Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale » ; le montant de l'adhésion constitue une obligation statutaire : coût total 165 K€.

- le financement du programme d'activité des ***maisons de l'Europe*** (Dunkerque et Littoral, INTERPHAZ et maison Douaisienne, maison de l'Artois et Grande Thiérache à Fourmies), accueil partenaires et de l'info point Europe d'Amiens : coût total : 235 K€.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- le financement du ***concours Demain J'Europe*** en complément de l'activité du CIED d'Amiens (25 K€)

b- Accompagnement des programmes INTERREG – AE de 15 K€

Sur la période de programmation 2014-2020 qui sera clôturée en 2023/2024, la Région endosse des responsabilités dans la gouvernance de programmes de coopération européenne et doit contractuellement honorer une participation :

- en tant qu'autorité de gestion des 3 programmes de coopération territoriale européenne : INTERREG Europe du Nord, INTERREG Europe et INTERREG des 2 Mers,
- en tant qu'autorité nationale des 4 programmes INTERREG Flandre-Wallonie-France, Europe du Nord-Ouest, INTERREG Europe et INTERREG des 2 Mers,
- en tant que partenaire du programme France (Manche)-Angleterre,
- en tant qu'entité mandatée des actions innovatrices urbaines,
- en tant que membre fondateur de la structure porteuse des équipes techniques.

A noter que le besoin en CP est de 462 K€, car il comprend les engagements pluriannuels antérieurs (notamment entre autres Europ'Act, les contributions aux Programmes, et la participation aux loyers du Gecotti en HAE).

c- Soutien aux projets européens – préparation (AE de 192 K€) et réalisation (AE de 48 K€)

Il s'agit d'assurer le financement :
- de l'ingénierie des projets européens grâce au FRAPPE (Fonds régional d'aide aux porteurs de projets européens) sous forme de mise à disposition de journées de consultants auprès des porteurs de projets européens de la région avec des recettes européennes très importantes pour le territoire,
- de l'accueil des partenaires.

Ce dispositif est complété par le dispositif d'appui aux projets qui consiste en l'attribution d'une subvention pour les porteurs de projet n'ayant aucune expérience dans les programmes européens, pour les aider à constituer le partenariat ou pour leur apporter une contrepartie.

2. Programmes opérationnels (PO) – AE de 500 K€

Ce programme vise à permettre la mise œuvre d'actions en matière de communication et de représentation et les frais de comitologie dans le cadre de l'assistance technique des PO Nord-Pas de Calais et Picardie FEDER-FSE/IEJ. Ce programme pourra aussi être mobilisé pour une action d'envergure annonçant le lancement du futur PO unifié Hauts-de-France.

Ces dépenses encourues constituent une obligation des règlements européens et permettent de générer des recettes à hauteur de 100 %.

3. Représentation de la Région à Bruxelles – Hors AE de 55 k€

Le budget est à iso-périmètre constant depuis plusieurs années.

Seuls des besoins en section de fonctionnement et en hors-AP (car crédits annuels utiles au fonctionnement) sont exprimés.

Le budget 2022 doit permettre de couvrir les besoins induits par :

a- une régie de dépenses permettant de couvrir les dépenses courantes de la MUE (15 K€),
b- la rémunération annuelle d'un jeune inscrit dans le dispositif « volontariat international en entreprise » affecté à la MUE (30 K€),
c- l'organisation de manifestations concourant à valoriser la marque Hauts-de-France à Bruxelles (10 K€).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

5ème VICE-PRESIDENCE

EDUCATION, LYCEE ET ORIENTATION

Madame Manoëlle MARTIN

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**150 692 790**	**138 046 257**	**44 740 928**		**182 787 185**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	150 692 790	138 046 257	44 740 928		182 787 185

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**173 817 344**	**142 753 398**	**24 292 538**	**1 200 000**	**168 245 936**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	173 817 344	142 753 398	24 292 538	1 200 000	168 245 936

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le projet de budget 2022 s'inscrit dans le cadre d'un projet régional pour les lycées :

- Créer les dynamiques entre formation, emploi et innovation,
- Les lycées agricoles et l'approvisionnement local,
- Faire le lien entre lycées, entreprises et territoires,
- Faire des lycées des lieux de vie sécurisés, modernes et connectés répondant aux exigences actuelles de limitation de l'impact carbone et en capacité de répondre aux nouvelles manières d'enseigner,
- Faire des lycées des campus de la transition écologique,
- Donner aux lycées les moyens de leur autonomie,
- Etre aux côtés des familles,
- Faire baisser le chômage des jeunes en endiguant le décrochage et en aidant au choix d'orientation en les informant sur les métiers d'avenir et les formations qui y mènent,
- Miser sur l'ouverture culturelle et citoyenne pour la « génération lycée »

A noter que les crédits « Sûreté Sécurité lycées » sont intégrés dans la fiche relative à la 2ème Vice-Présidence.

A/ Assurer le fonctionnement des EPLE

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	86 173 500	84 998 162	2 307 500	1 200 000	88 505 662

Cette politique recouvre l'ensemble des contributions de la Région qui visent à la prise en charge du fonctionnement général des établissements publics locaux d'enseignement.

Cela concerne principalement (1) la dotation globale de fonctionnement, (2) les dépenses de fonctionnement prises en charge directement par la Région, (3) Le Service de Restauration et d'Hébergement

La rémunération des contrats aidés au vu de sa spécificité est vue dans un autre paragraphe.

1. la dotation globale de fonctionnement

La région assure le fonctionnement des lycées publics par une participation dite « dotation globale de fonctionnement » qui vise, aux termes de l'article L214-6 du code de l'éducation, à assurer le fonctionnement des lycées, à l'exception des dépenses pédagogiques restant à la charge de l'Etat.

Pour 2022, La philosophie du mode de calcul reste globalement inchangée. La dotation de fonctionnement reste calculée sur la base de la réalité des charges et de produits de chaque établissement sur les 3 dernières années, avec l'application d'un mécanisme de correction, minorant ou majorant le montant de la dotation pour minorer ou pour renforcer le niveau des fonds de roulement mobilisables des établissements.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- Le niveau des dotations globales de fonctionnement initiales sera de 77 M€ en 2022.

Il est calculé sur la moyenne des dépenses et recettes des 3 dernières années.

- La fin de la compensation de la taxe d'apprentissage :

Pour rappel, la DGF initiale 2021 intégrait une compensation de la taxe d'apprentissage globale de 1,9M€. Cette disposition transitoire liée à la réforme de l'apprentissage, limitée dans le temps n'est plus effective pour 2022.

- Les ajustements à la hausse de la dotation en raison de fonds propres fragiles :

A travers le mécanisme de la DGF, la Région garantit aux établissements un niveau minimal de fonds de roulement, c'est-à-dire de liquidités dont les établissements doivent disposer afin de pallier à toute rupture de trésorerie.

Il est apprécié en nombre de jours de fonctionnement selon les filières proposées par les établissements : enseignement général, technologique et tertiaire / technique et industriel / agricole.

Grâce à ce mécanisme, le montant de la DGF des établissements aux fonds propres fragiles est revu à la hausse, permettant à ces derniers de retrouver une capacité financière suffisante.

- La dotation complémentaire

L'enveloppe consacrée au mécanisme des dotations complémentaires permet de revoir à la hausse la DGF initiale après étude des comptes et autres éléments transmis par les établissements.

Cette enveloppe permet d'intervenir au plus juste de la situation financière des établissements d'une année sur l'autre (évolution du besoin de financement et des fonds propres des établissements, dépenses exceptionnelles, etc.).

Le dialogue et le suivi resserré avec les établissements doit permettre le cas échéant d'abonder l'enveloppe de dotations complémentaires.

Par ailleurs, il faut ajouter à cette dotation globale de fonctionnement « stricto sensu » d'autres contributions financières du conseil régional tel que le dispositif « Transports des internes et demi-pensionnaires dont l'enveloppe 2022 s'élèvera à 0.7 M€ comme en 2021.

De même dans le cadre des politiques éducatives et du développement du numérique un certain nombre de dépenses assurées par les établissements dans ce cadre de la DGF sont progressivement repris en maitrise d'ouvrage régionale.

Ainsi des outils bureautiques seront déployés au cours du premier trimestre dans plus de 150 lycées, ainsi que de nombreuses ressources numériques utiles à la continuité pédagogique et au distanciel.

2. Les dépenses de fonctionnement prises en charge directement par la Région

Cette enveloppe prend en compte la mise en œuvre des marchés d'exploitation du chauffage dans la moitié des lycées de la Région, la gestion des déchets et des équipements de protection individuelle pour les agents des lycées. Le montant proposé s'élève en crédits de paiements pour 2022 à 5,8 M€.

3. Le Service de Restauration et d'Hébergement (SRH)

L'assemblée régionale a voté en avril 2021 les tarifs de restauration et d'hébergement applicables à l'année scolaire 2021-2022 et décidé de maintenir les tarifs 2019-2020. La crise sanitaire qui a fortement pesé sur les familles et leur pouvoir d'achat légitime cette décision. La restauration ayant été au cœur de l'enjeu de continuité pédagogique et revêt évidemment une dimension sociale très forte.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le SRH faisant l'objet d'une comptabilité distincte, la région s'est dotée d'un instrument financier spécifique permettant d'apporter un financement aux lycées dont le SRH est en difficulté. Ces crédits sont, comme pour les dotations complémentaires de fonctionnement, activés après un contrôle approfondi de la situation de l'établissement, et notamment après s'être assuré qu'aucun autre levier (amélioration des approvisionnements, meilleure maîtrise des quantités…) n'était susceptible de permettre un rééquilibrage des comptes.

Ce fonds a été revu à la hausse pour pouvoir honorer les sollicitations des lycées qui ne peuvent plus faire face aux augmentations importantes des dépenses imputées au SRH et notamment liées à l'inflation des prix des produits alimentaires, de l'énergie et aux mesures sanitaires qui restent en place pour accueillir les élèves à la restauration et à l'internat (gel hydro-alcoolique,….). Cette situation est accentuée pour les lycées disposant de tarifs faibles au niveau de la demi-pension, mais surtout au niveau de l'internat, les empêchant ainsi d'équilibrer le SRH. Par ailleurs, il convient de rappeler que la crise sanitaire a déstabilisé bon nombre de SRH.

A côté de cette évolution, l'action « je mange local en lycée » largement impactée par la crise, et par les dispositions de la loi Egalim sera relancée et visera à poursuivre les efforts faits pour développer le manger sain et le manger local. En 2022, le montant proposé est d'1 M€ d'AE et CP.

Globalement, cette enveloppe SRH 2022 s'élève à **1,9 M€ de crédits de paiements.**

B/ Equiper les EPLE en matière de restauration

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	7 700 000	4 400 000	4 650 000		9 050 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 050 000	560 000	640 000		1 200 000

L'enveloppe de fonctionnement sur ce segment est consacrée à accompagner les demi pensions sur le matériel : FURECR (Fonds d'Urgence de Réparation) et la GPAO (Gestion de la Production Assistée par Ordinateur)

Cet engagement important de la région doit permettre de poursuivre les opérations de réparation d'équipements dans les restaurations scolaires des établissements sur la région, et généraliser l'utilisation de la GPAO dans les cuisines et permettre ainsi un pilotage plus resserré du nombre de repas, des approvisionnements, en particulier locaux mais également de suivre les menus et la qualité nutritionnelle des repas.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

L'enveloppe en investissement 8.9 M€ en 2022 intègre :

- La ligne de remplacement des équipements de restauration
- La ligne d'investissements sur les laveries,
- La gestion des systèmes de contrôle d'accès aux restaurants scolaires (bornes de réservation, distributeurs de plateaux).

C/ Participer au financement et à l'accompagnement des Parcours Emplois Compétences dans les lycées

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	4 241 419	1 191 611	2 908 993		4 100 604

Dans le cadre de cet engagement la collectivité :

- Contribue au financement des Parcours Emplois Compétences recrutés par les lycées sur les missions d'entretien, de restauration ou de maintenance informatique.
- Déploie un dispositif d'accompagnement visant au retour à l'emploi pérenne de ces personnes, qui a été étendu à l'ensemble du territoire régional.

D/ Participer au financement des lycées privés sous contrat

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	10 241 290	7 334 565	1 100 000		8 434 565

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	47 000 000	46 000 000			46 000 000

L'intervention du Conseil régional, juridiquement encadrée, vise les mêmes objectifs que le financement des lycées publics.

Ces protocoles signés en 2017 avec les fédérations de l'enseignement privé permettent pour certaines fédérations une modulation par année de l'enveloppe subventions travaux, tout en restant sur la durée du mandat sur une enveloppe totale fixée, avec une logique de « PPI » des lycées privés grâce à une

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

priorisation par les fédérations des dossiers déposés dans le cadre des appels à projets annuels par les établissements privés.

Afin de tenir compte du calendrier institutionnel ces protocoles seront prolongés d'une année, permettant à l'ensemble des parties prenantes de reposer les bases de la prochaine génération de protocoles.

1. Les forfaits régionaux d'externat

Les « Forfaits régionaux d'Externat » représentent 47 M € d'AE en 2022 pour 46 M € de CP.

Ces forfaits sont calculés sur la base des dépenses supportées par la collectivité pour l'externat des lycées publics au cours de l'année n-2

Ces dépenses sont ramenées à l'élève de l'enseignement public et multipliées par le nombre d'élèves accueillis dans l'enseignement privé.

2. Le soutien aux investissements des lycées privés

Ce soutien aux investissements des lycées privés **représente 8,4 M€ en 2022.**

La Région attribue des subventions versées aux établissements privés pour la réalisation de travaux ou l'acquisition d'équipements, relevant du Comité Régional de l'Enseignement Catholique (CREC), du Conseil Régional de l'Enseignement Agricole Privé (CREAP) et des Maisons Familiales et Rurales (MFR).

Les crédits proposés s'inscrivent dans le cadre des enveloppes fixées l'an dernier dans le cadre des protocoles d'accord avec les différentes fédérations de l'enseignement privé.

E/ La Région aux côtés des jeunes et des familles

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	8 840 000	6 750 658	7 754 200		14 504 858

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	26 209 000	6 930 500	14 297 620		21 228 120

La Région poursuit ses efforts sur l'accompagnement financier et matériel des jeunes et des familles et veille à l'amélioration régulière des conditions de réussite éducative des lycéens.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

La Région est aux côtés des familles et des jeunes des Hauts de France, qu'ils soient scolarisés dans l'enseignement public ou dans l'enseignement privé.

1. Aider financièrement les familles pour faire face aux frais liés à la scolarité et soutenir les dispositifs d'intégration scolaire et de réussite éducative

La **carte génération HDF** permet d'apporter une aide universelle à cette rentrée à des dizaines de milliers de jeunes de 100 euros pour ceux qui entrent dans un cycle d'études et 55 euros pour ceux qui abordent les années suivantes.

Elle conforte également le dispositif carte Génération HDF en développant les services offerts (outre les aides financières, développement des bons plans facilitant l'ouverture à la culture, l'accès aux locaux, à la restauration dans certains lycées …) 13,5M€ de CP seront mobilisés en 2022.

A cela, il faut aussi ajouter, l'aide complémentaire aux lycéens en grande difficulté (AE de 500 000 €). Ces crédits permettront également de mener l'expérimentation sur les manuels numériques avec la possibilité d'accompagner l'achat de tablettes ou ordinateurs portables dans une limite de 50% plafonnée à 200€.

2. Favoriser l'ouverture culturelle, sportive, citoyenne

L'ouverture des lycéens à la culture constitue également un axe prioritaire pour la collectivité. Outre **l'enveloppe forfaitaire** (3 000 000€ en AE et 2140 000€ en CP) permettant aux établissements scolaires de réaliser les projets éducatifs en lien avec leur projet d'établissement. La Région développe **de multiples dispositifs** tels que la prévention contre la radicalisation et le planning familial, le travail de mémoire, la journée défense, la participation aux olympiades de la chimie, la participation au FIGRA et festival d'Arras. Elle expérimente une aide à l'apprentissage du code la route dans les lycées de la Thiérache… Ce programme représente 1 249 000€ d'AE et 1 058 620 € de CP.

Une recette de 30 000€ est attendue au titre de l'expérimentation sur le code de la route issue du Pacte Sambre Avesnois Thiérache et du co-financement Etat dans le cadre du FNADT.

3. Développer les usages numériques et doter les lycées d'équipements numériques adaptés

Depuis la crise sanitaire, **l'espace numérique de travail** (ENT) est devenu le premier vecteur d'information et de collaboration pour la communauté éducative répondant aux besoins d'enseignement à distance et d'hybridation et s'inscrivant dans les nouveaux usages développés par les enseignants.

Durant l'année scolaire 2021/2022, l'objectif est de poursuivre et d'accompagner le développement des usages de l'environnement numérique HDF mis à disposition de la communauté éducative. Cet ENT HDF assure un accompagnement des élèves continue et cohérent du 1er au 2nd degré tout au long de leur parcours scolaire, facilite les échanges et réponde aux nouveaux défis de l'enseignement hybride. Pour sa mise en œuvre un groupement de commandes porté par la Région et composé des 5 Départements, des syndicats mixtes et des autorités académiques a été constitué.

Cette ligne budgétaire (1 610 000 € en AE) concerne à la fois le fonctionnement, la maintenance et le développement de **l'ENT HDF NEO /ONE,** la mise à disposition d'un bouquet de **ressources éducatives** en ligne conséquent au profit des membres de la communauté éducative et des élèves et un **partenariat avec Canopé** portant notamment sur l'accompagnement des familles dans la prise en main du nouvel ENT et l'acculturation au numérique

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Elle a également vocation à fournir de nouveaux services et développer de nouvelles applications sur l'ENT destinées à outiller la communauté éducative et permettre l'enseignement à distance ou hybride telles que la web-conférence, des modules de captation vidéo et de diffusion, des outils de suivi de parcours pédagogique à distance, l'utilisation sur smartphone de nouvelles applications etc…qui répondent pleinement aux nouvelles exigences de l'hybridation de l'enseignement.

Cette politique consiste également à veiller à une qualité de service liée au développement des usages au sein des établissements, notamment par l'achat de licences informatiques, la sécurisation des outils et la sauvegarde de données. **Ce programme correspond à 1 600 000€ en AE et en CP 2022.**

Enfin en investissement, un effort conséquent est fait pour l'équipement numérique des lycées afin de poursuivre le rééquilibrage des **dotations informatiques** et de tenir compte des spécificités de certaines formations et du besoin de cours à distance. **Pour 2022, il s'agit de 8 840 000€ en AP et 14 504 858€ en CP**.

4. Accompagner les projets innovants et expérimentaux

Créé en 2013 par la loi de refondation de l'école, le label « **Campus des Métiers et des Qualifications** » a pour objectif de valoriser l'enseignement professionnel et de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes autour de pôles de compétences clés soutenus par les collectivités et les milieux économiques. Cet objectif a reçu un accueil très favorable en Hauts-de-France puisque la Région compte désormais 13 CMQ répartis sur l'ensemble du territoire dont 4 labellisés « Excellence ».

Les crédits régionaux permettent de cofinancer à la fois le fonctionnement et l'accompagnement des actions des campus des métiers et des qualifications et l'animation des **Espaces d'Innovation Partagée** (EIP).

Les EIP constituent également un élément central de la stratégie d'innovation et de sensibilisation à l'entreprenariat au sein des lycées. Depuis octobre 2016, la Région a mis en place un réseau de près de 70 Espaces d'Innovation Partagés (EIP), qui s'inspirent du concept des « FabLabs » tout en les adaptant au milieu éducatif. L'effort d'investissement sera poursuivi par l'acquisition d'équipements et de mobiliers spécifiques (imprimantes 3D, scanners 3D, machines de découpe (jet d'eau, laser, vinyl , équipements d'usinage, matériel holographique…). La poursuite d' un déploiement équilibré sur le territoire est en cours et s'articule avec les projets des EPLE, des Campus des Métiers et des Qualifications et des territoires. Il convient dorénavant de conforter l' animation de ce dispositif et de le constituer en réseau.

Les EIP sont devenus une composante de la stratégie des Campus d'Excellence. En fonction des partenariats noués avec les acteurs locaux, les EIP montrent déjà qu'ils sont à l'origine d'une dynamique territoriale ayant pour objectifs l'innovation et à la création d'activités à forte valeur ajoutée.

Pour les campus des métiers, une inscription de 290 000€ de crédits de paiement pour prendre en charge les dossiers engagés.

Soit au total pour le programme AE 2022 :100 000€ et CP 2022 /AE : 400 000€.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

F/ Placer le patrimoine des lycées au cœur des dynamiques régionales

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	123 911 500	119 561 034	31 236 728		150 797 762

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	8 440 000	2 958 229	3 635 000		6 593 229

Le Plan Pluriannuel d'Investissement doit répondre aux objectifs suivants :

1. Favoriser l'amélioration des niveaux de qualification en accompagnant l'acquisition des compétences par les élèves par la mise à disposition des plateaux et d'équipements pédagogiques performants et adaptés, en ciblant davantage les investissements sur des pôles de formation lisibles et en prise avec les pôles de compétitivité et d'excellence de notre Région.

2. Faciliter l'accès aux formations, encourager la mobilité et prévenir le décrochage par la création de places d'internat dédiées aux formations à recrutement large et l'aménagement de locaux attractifs, sensibilisant les jeunes aux pratiques citoyennes (maisons des lycéens…), apportant un cadre de vie convivial et adapté à l'ensemble de la communauté éducative.

3. Inscrire les lycées dans le « REV3 » en faisant des bâtiments régionaux des outils exemplaires en matière d'économie d'énergie, en ajustant le parc immobilier des lycées, en investissant pour regrouper des sites de formation en entités de taille critique et en les dotant d'infrastructures informatiques performantes.

4. Assurer le respect des normes et de la sécurité des usagers, qu'il s'agisse de l'accessibilité de la sécurité incendie, de la sécurité des machines-outils ou encore de la sécurité alimentaire. Il s'agit également de préserver le patrimoine en état normal de fonctionnement par la maintenance efficiente des bâtiments permettant d'éviter une dégradation qui occasionnerait à terme des travaux plus lourds de remise en état.

Ce budget d'investissement est complété par un budget de fonctionnement, représentant un peu plus de 6 millions d'euros cette année.

Le budget Sécurité, Sûreté dans les lycées est présenté dans la fiche BP 2022 du 2ème Vice-Président.

Les programmes d'intervention consacrés aux lycées publics ont été répartis selon 8 typologies :

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

1. Les opérations lourdes de restructuration ou « grosses opérations » (GOP)

De nombreuses opérations, initiées sur le précédent mandat restent à réaliser dans les années à venir dont parmi elles :

- 24 opérations pour lesquelles les travaux sont en cours et les crédits déjà engagés. Les crédits de paiement 2022 pour ces opérations à hauteur de 34,2 M € ont été prévus dans le cadre du BP 2022,

- 10 opérations pour lesquelles les crédits ont déjà été affectés mais pour la plupart non encore engagés. Des crédits de paiement 2022 ont été inscrits à hauteur de 20.8 M € :

    - La construction de l'école européenne Lille Métropole pour un coût global d'opération estimé à 30 M €,
    - Les 4 internats d'excellence (ERPD de Douai, LP Robert et Nelly De Rothschild à Saint-Maximin, lycée André Malraux à Béthune et la cité mixte Manessier à Flixecourt),
    - Les opérations financées dans le cadre du plan de relance et plus particulièrement la dotation régionale d'investissement,
    - L'aménagement des espaces extérieurs et notamment des entrées de la cité scolaire sud d'Amiens,
    - Les travaux de réalisation d'un parking enseignants-élèves au lycée Lavezzari à Berck-sur-mer,
    - La construction d'un bâtiment modulaire pour le lycée Louis Pasteur à Lille.

Les crédits de paiement 2022, à hauteur de 55,8 M € (y compris la réalisation d'études pré-opérationnelles) vont permettre de poursuivre en partie le programme des travaux engagés au sein de nos lycées.

2. Les opérations de rénovation et de maintenance (dont le Programme Annuel de rénovation et de maintenance (PARM))

Les travaux menés dans le cadre des opérations lourdes de restructuration sont complétés par d'autres dispositifs de rénovation et de maintenance, représentant un montant total de 60,6 M € de crédits de paiement 2022 :

- Le Programme Annuel de Rénovation et de Maintenance (PARM) pour un montant de 43,6 M € de crédits de paiement 2022. L'intervention dans le cadre du PARM demeure un volet très important dans la rénovation du patrimoine et notamment la remise en état des clos et couvert des bâtiments régionaux.
- Ces interventions sont complétées par des chantiers menés en régie, soit par le biais des équipes mobiles ou des agents des lycées répartis sur tout le territoire des Hauts-de-France. Un montant total de 3 M € en fonctionnement et 129 600 € en investissement sont prévus pour l'acquisition de fournitures, matières d'œuvre et équipements spécifiques nécessaires à leurs activités.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

3. Les subventions gérées en maîtrise d'ouvrage communale

Ce programme concerne plus spécifiquement des participations régionales sous forme de subventions d'investissement sur des projets gérés en maîtrise d'ouvrage communale ou d'EPCI. Pour ce faire, ce programme prévoit la participation à hauteur de 2,8 M € pour l'année 2022.

4. Les travaux liés aux installations thermiques

Le budget 2022 prévoit en investissement 8,5 M € pour les travaux effectués dans le cadre des installations de chauffage et la rénovation des installations thermiques, dont 2,6 M € au titre de la participation « P3 » (grosses opérations) intégré aux contrats globaux couvrant une partie des lycées du territoire.

5. Les charges d'exploitation des bâtiments

La gestion du patrimoine immobilier des lycées recouvre parallèlement l'ensemble des charges d'exploitation des bâtiments telles que la vérification périodique des ascenseurs, le respect des normes liées à la qualité de l'air ou encore la mise à jour des diagnostics techniques amiante...etc.

La collectivité travaille en partenariat avec un cabinet sur un plan d'action afin de répondre aux obligations qui s'imposent à la Région selon 3 axes : La sensibilisation du personnel en place sur la qualité de l'air, l'action sur le patrimoine de manière ciblée et adaptée aux enjeux, l'évolution des comportements dans les locaux pour améliorer la qualité de l'air.

Le budget 2022 prévoit en fonctionnement un montant de 2 193 100 € en crédits de paiement pour financer ces interventions.

6. La prise en charge des travaux urgents non programmables

Afin de faire face aux multiples demandes urgentes de réparation et d'aménagements dans les lycées, une enveloppe de 5,8 M € est prévue au BP 2022 (4,8 M € en investissement et 963 300 € en fonctionnement).

7. Les travaux de restauration dans les lycées (équipements et travaux) :

Ce programme permet de financer les travaux de restauration et d'équipements dans les laveries pour l'ensemble des établissements concernés.

Il est proposé d'inscrire au budget 2022, 1,4 M € de crédits de paiement, contre 2,4 M € en 2021.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

8. L'acquisition d'équipements (pédagogiques, mobiliers, fonctionnement général)

Les équipements sont également au cœur de l'action régionale. Les nouvelles politiques régionales viseront à renouveler et valoriser l'équipement des filières générales, professionnelles et technologiques et à moderniser le cadre de vie des apprenants.

Le budget d'investissement prévoit une enveloppe d'un peu plus de 17 millions d'euros de crédits de paiement en 2022, afin de renouveler les équipements des lycées, tant en ce qui concerne la pédagogie, le mobilier ou encore les outils de travail des agents.

9. Travaux sur la thématique du numérique

Afin d'accompagner le développement des usages numériques dans les lycées des travaux sont prévus pour 2022 comme la prise en charge de l'installation de climatiseurs dans les locaux serveurs.

A ce titre un crédit de 4 M d'euros est prévu en AP 2022 et en CP.

G /Aider au choix d'orientation des jeunes des Hauts-de-France

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	703 425	114 897	503 425		618 322

Depuis mars 2020, la compétence régionale liée aux missions d'information sur les formations et les métiers est exercée au travers du dispositif **Proch'Orientation,** en lien transversal avec les autres directions concernées au sein de la collectivité et s'appuie sur un réseau d'ambassadeurs métiers et sur une plateforme numérique permettant la rencontre directe de ces derniers avec les jeunes dans les établissements de formation et autre structure d'accueil.

Proch'Orientation, doit pouvoir amplifier son action en ce début de mandat dans une situation sanitaire améliorée et mailler davantage les territoires composant les Hauts-de-France pour rendre accessible l'information sur les métiers et secteurs en tension ou émergents.

Le budget prévisionnel 2022 proposé doit ainsi permettre de consolider certains outils existants et d'animer auprès du public conséquent visé (collégiens, lycéens, décrocheurs, étudiants ou futurs apprentis mais aussi parents et responsables légaux) une politique d'information vivante et pédagogique, ancrée dans la réalité économique de la région.

Le budget prévisionnel 2022 s'organise pour cela autour **des priorités suivantes** :

1 **Développer et optimiser les outils numériques permettant de diffuser largement l'offre de services régionale** (Plateforme PO, salons virtuels, outil collaboratif...) il s'agit aussi de rendre visibles et lisibles pour les usagers les données socioéconomiques des Hauts-de-France (secteurs en mutations, en tension, métiers de niches, besoins liés aux grands projets régionaux, etc.) ainsi que les offres de stages et d'emplois saisonniers. Au travers des outils et

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

démarches engagées, seront mis en relief en vue de mieux éclairer les familles et les jeunes, les taux d'insertion par grand domaine professionnel, en sortie de formation et selon les voies de formation empruntées (on peut utilement rappeler ainsi que le taux d'insertion 6 mois après l'obtention d'un diplôme par apprentissage peut s'échelonner de 80 à 95 % selon les niveaux et filières)

- *Une inscription budgétaire de **120 000€ d'AE** et **de 138 000 € de CP** est proposée sur cette priorité*

2 Développer les outils et relais locaux et partenariaux d'appui à l'information sur les métiers et formations, en priorisant les zones à risque d'échec scolaire et les zones de concentration des difficultés (sociales, sanitaires, géographiques) (Appel à projets à destination des établissements de formation, des structures locales en capacité de délivrer une aide à l'orientation, cofinancement de forums / salons de l'orientation en proximité avec les usagers et leurs besoins..) :

Au travers de différents dispositifs (soutien aux associations et organismes apportant une plus-value à l'action régionale) , il s'agit de matérialiser la compétence régionale en matière d'information sur les métiers et d'aide à l'orientation à terme pour tous les publics (prioritairement collégiens, lycéens et apprentis) dans les territoires des HDF et de construire une relation directe avec les usagers dans une logique de proximité humaine et géographique (notamment contribuer à réduire la "fracture d'orientation" auprès des publics les plus fragiles ou éloignés en REP, REP+, ZRR, petites villes...)

Pour promouvoir, valoriser la diversité des métiers, des voies de formation tout au long de la vie et proposer une aide de service public dans l'ensemble des territoires, il sera proposé que Proch'Orientation contribue, cofinance ou organise en lien avec les directions associées de la région (DCRP,DIRAA, DDPE) un nouveau format d'événements sur l'orientation, en proximité avec les publics ciblés.

- *Une inscription budgétaire de **280 000€ d'AE** et de **226 897 € de CP** est proposée pour la mise en œuvre de ces dispositifs d'appui.*

3 La mobilisation de fonds européens (FSE +) pour animer au plus près des besoins et des territoires la stratégie régionale d'orientation scolaire et à terme tout au long de la vie : afin de démultiplier les actions de terrain, de faire converger l'investissement régional et celui de ses partenaires sur ce champ de l'information sur les métiers et les formations, il est nécessaire de renforcer les moyens existants en développant des partenariats cofinancés et en s'appuyant sur les priorités du FSE, cela permettra de soutenir des actions d'orientation des jeunes facilitant leur accès à la formation et à l'employabilité.

- *Une inscription budgétaire de **100 000 € d'AE et de 50 000 € de CP** est proposée pour le cofinancement d'actions partenariales dans le champ de l'information sur les métiers et les formations*

4 Assurer une production éditoriale renouvelée et en phase avec les attentes des jeunes et de leurs parents :

Des guides à l'usage des équipes éducatives, des familles et des jeunes doivent aujourd'hui s'insérer dans la stratégie globale définie par la Région en matière éditoriale. Les niveaux charnières d'orientation que sont la classe de 3ème et celle de terminale en matière d'orientation nécessitent que

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

des outils soient adaptés et diffusés largement dans un calendrier précis permettant aux familles et jeunes de conforter leurs vœux définitifs d'orientation.

Afin de donner une identité régionale forte et nouvelle à ces futurs supports d'information sur les métiers et les formations et d'assurer le transfert, la compilation et l'actualisation des données régionales de formation et métiers en lien avec l'ONISEP et le CARIF OREF, l'Etat a prévu une compensation annuelle de 103 425 € pour les Hauts-de-France

- *Une inscription budgétaire **de 103 425 € d'AE** et de **103 425 € de CP** est proposée pour assurer la création d'une nouvelle ligne éditoriale régionale relative à l'information sur les métiers et les formations et sécuriser la production, l'impression et la diffusion des supports qui auront été décidés et priorisés par les élus régionaux.*

5 Soutenir l'action des lycées et des organismes de formation sur les volets lutte contre le décrochage scolaire et information sur les métiers et les formations:

La Région Hauts-de-France souhaite apporter un soutien aux actions réalisées dans les établissements d'enseignement qui favorisent l'insertion professionnelle des élèves et la lutte contre le décrochage scolaire ainsi qu'aux actions portant sur l'information des métiers et des formations.

- *Une inscription budgétaire **de 100 000 € d'AE** et de **100 000 € de CP** est proposée pour assurer les actions dans le cadre de l'appel à projets Proch'Orientation : un jeune, des informations, une qualification, un emploi.*

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

6ème VICE-PRESIDENCE

EMPLOI, FORMATION ET CREFOP

Monsieur Laurent RIGAUD

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**6 060 000**	**1 532 800**	**2 527 200**		**4 060 000**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	6 060 000	1 532 800	2 527 200		4 060 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**470 576 006**	**230 694 202**	**162 076 202**	**300 000**	**393 070 404**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	466 002 000	228 075 000	160 272 000	300 000	388 647 000
936 - Action économique	4 574 006	2 619 202	1 804 202		4 423 404

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Développement économique

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**4 574 006**	**2 619 202**	**1 804 202**		**4 423 404**
936 - Action économique	4 574 006	2 619 202	1 804 202		4 423 404

Proch'Emploi est un dispositif lancé en janvier 2016 par la Région Hauts-de-France qui se définit par deux axes :

- L'un visant l'accueil et le suivi des demandeurs d'emploi via une équipe dédiée, agents de la Région en lien avec les différents acteurs et ressources présents sur les territoires et les directions internes de la formation, de l'apprentissage et l'action économique,
- L'autre visant l'accompagnement des entreprises via les plateformes territoriales Proch'emploi en lien avec les entreprises auxquelles par ailleurs elles proposent des candidats sélectionnées pour les offres repérées.

1) *Les plateformes Proch'emploi en lien avec les entreprises*

23 plateformes territoriales Proch'Emploi en lien avec les entreprises sont présentes en Hauts-de-France. Elles sont les interlocutrices privilégiées des entrepreneurs des Hauts-de-France, pour l'emploi et la formation.

3 missions sont dévolues à la plateforme Proch'emploi en lien avec les entreprises :

- Favoriser la prospection mutualisée des entreprises pour recueillir les offres d'emploi. La plateforme territoriale mutualise la prospection des entreprises TPE/PME (sur le marché caché) et propose un interlocuteur unique qui devient le référent. Les plans de prospection mutualisés s'articulent par secteur, par type d'entreprise, par type de métier…

- **mobiliser des "chefs de file métier", dirigeants d'entreprise ou DRH,** afin qu'ils soient les ambassadeurs de Proch'Emploi, qu'ils promeuvent leurs métiers et créent une synergie en faveur de l'emploi dans leur territoire.

- **animer les "circuits-courts" Proch'Emploi :** chaque circuit-court réunit une douzaine de jeunes face à 4 ou 5 acteurs économiques : chacun se présente et lors des échanges, des conseils, des informations, des mises en relation sont formulés à l'encontre des jeunes. A l'issue des rencontres, la plateforme Proch'emploi en lien avec les entreprises a pour objectif de proposer aux jeunes des rencontres en bilatéral avec un chef d'entreprise qui n'est pas forcément celui qui a assisté au circuit-court. Ces rencontres en bilatéral permettent aux jeunes de pouvoir présenter plus en détail leur projet professionnel et leurs aspirations qui par ailleurs sont en lien avec le secteur d'activité du chef d'entreprise qui le reçoit

Le rôle majeur des structures porteuses qui sont financées par la Région.

A ce jour 23 plateformes sont déployées sur l'ensemble de la Région Hauts-de-France : 14 plateformes versant Nord et 9 plateformes versant Sud. Cette organisation permet une intervention en proximité avec les entreprises à l'échelle du bassin d'emploi.

21 plateformes sont portées par des organismes extérieurs à la Région. L'action des structures

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

porteuses a une importance non négligeable dans la réussite du projet. A noter que la nature des structures porteuses est variable : CCI – agglomération - association – Maison de l'emploi.
2 plateformes (Soissons – St Quentin) sont directement gérées par la Région avec du personnel Région Hauts-de-France.

2) Les espaces Proch'info formation

Proch'info-Formation est un dispositif voté en 2020 dont l'objectif est d'informer les actifs et les entreprises de l'offre de formation sur le territoire (conditions d'accès, certifications présentes sur le territoire…), de sensibiliser les demandeurs d'emploi sur les métiers qui recrutent, sur les évolutions des compétences.
En région, les 24 espaces Proch'Info-Formation répartis sur les zones d'emploi de la région proposent un suivi personnalisé et collaborent activement avec les opérateurs de formation ainsi que les conseillers en évolution professionnelle. Outre le suivi individualisé, Proch'Info-Formation organise des animations collectives sur des thématiques ciblées répondant à des besoins identifiés sur chaque territoire (information VAE, compte personnel de formation, etc).

3) Le dispositif Pass étudiant entreprise

Dans le cadre du dispositif Proch'Emploi, la Région Hauts-de-France, mène différentes actions pour l'emploi des jeunes au côté des partenaires tels que Pôle Emploi, Missions locales, Maison de l'emploi…. Paradoxalement, malgré un nombre important de demandeurs d'emploi sur la région, des offres d'emploi ne sont pas pourvues et certains jeunes qui décrochent un emploi interrompent rapidement leur contrat faute d'intégration accompagnée. C'est pourquoi, la Région Hauts-de-France a souhaité proposer un outil qui permette aux entreprises d'intégrer des jeunes de la Région Hauts-de-France sortis du système scolaire en 2019 ou en 2020 ou d'une action de formation et qui n'ont pas encore bénéficié d'une première expérience professionnelle.

Dans ce contexte actuel, l'objectif de ce dispositif est d'accompagner les entreprises lorsqu'elles ont un besoin en main d'œuvre et que ce besoin peut être pourvu par un jeune demandeur d'emploi **sorti du système scolaire sans expérience professionnelle** (hors contrats en alternance) ou sorti du ou d'une action de formation du Programme Régional de Formation (PRF). L'aide doit permettre à l'entreprise de proposer un parcours d'accompagnement sur les deux premiers mois du contrat de travail qui :

- Facilite l'intégration des jeunes dans les entreprises de la Région
- Donne du temps au jeune pour s'adapter à son nouveau poste de travail
- Développe les compétences professionnelles du jeune attendues sur ce poste de travail.
- Pérennise le contrat de travail et évite des ruptures pendant la période d'essai.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

B) Formation professionnelle

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**6 060 000**	**1 532 800**	**2 527 200**		**4 060 000**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	6 060 000	1 532 800	2 527 200		4 060 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**466 002 000**	**228 075 000**	**160 272 000**	**300 000**	**388 647 000**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	466 002 000	228 075 000	160 272 000	300 000	388 647 000

La politique de formation professionnelle, inscrite dans les orientations du Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) est déclinée dans le cadre de contrats de branche permettant de coordonner les efforts pour l'ensemble des voies de formation professionnelle et en phase avec le SRDEII. Ce lien très fort établi depuis 2016, renforcé en 2017 et 2018, entre le développement économique et la formation, a pris sa pleine ampleur ces deux dernières années. Un travail de concertation sera engagé dès le début de l'année 2022 pour parvenir à un nouveau schéma en octobre de la même année.

Le budget 2022 marque la continuité du fort engagement de la Région dans le Plan d'investissement dans les Compétences (PIC) afin d'appuyer les évolutions engagées depuis le début du mandat à savoir former plus de personnes, former mieux, afin de favoriser l'accès à l'emploi durable pour répondre de manière plus efficace aux besoins structurels de l'économie régionale et aux besoins en compétences des entreprises.

Le Pacte 2019-2022 qui marque cet engagement dans le PIC doit contribuer à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi ayant accès à la formation et à améliorer de manière significative l'employabilité des personnes en répondant aux besoins des entreprises. Il permet également d'accompagner le secteur économique de la formation professionnelle dans une transformation lui permettant de répondre aux enjeux à venir : digitalisation, formation en situation de travail, rénovation de l'ingénierie pédagogique, etc.

Depuis mars 2014, la Région est pleinement compétente sur le champ de la formation professionnelle.

Cette compétence est organisée autour du triptyque information-orientation-formation. La Région a, avec d'autres partenaires, la mission d'animer un certain nombre de fonctions (orientation professionnelle) et dispositifs (validation des acquis de l'expérience) permettant à tout citoyen, jeune ou adulte, demandeur d'emploi, de bénéficier de mesures permettant de construire son parcours professionnel tout au long de sa vie.

En plus des publics dont elle a la charge, l'intervention de la Région et sa mobilisation sur certains sujets ou problématiques doit permettre de fluidifier et simplifier le champ de la formation professionnelle et l'accès à l'emploi. La politique de formation professionnelle se situe donc à la croisée de plusieurs politiques : développement économique, développement équilibré des territoires et développement de l'emploi.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

1) Orienter et aider aux choix professionnels, financer les réseaux d'accueil

Les 42 missions locales réparties sur le territoire régional ont pour mission l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes de moins de 26 ans. La Région leur assigne notamment, en plus de leurs missions habituelles, des objectifs d'orientation vers l'apprentissage mais aussi vers le retour en formation initiale. Ces partenaires sont également parties prenantes dans le déploiement de « Proch'emploi ».

Un partenariat avec l'AREFIE permet d'accompagner le réseau dans ces profondes mutations du mode d'intervention régionale.

Au titre de l'année 2022, la Région maintiendra son engagement auprès des Missions locales à la même hauteur que les années précédentes.

2) Développer les savoirs et compétences de bases

En septembre 2018, la mise en convergence des divers dispositifs relatifs aux compétences de base a permis d'aboutir à un dispositif unique Hauts-de-France dans le cadre d'un SIEG. Ainsi, le CLéA (certification interprofessionnelle) permet aux personnes d'accéder à une première certification reconnue par les entreprises et les partenaires économiques.

Ce SIEG intègre également les actions de lutte contre l'illettrisme qui sont elles aussi concentrées sur les formations adossées à des référentiels reconnus au niveau national. Il en est de même pour le volet relatif à l'apprentissage des langues étrangères (anglais, néerlandais et français langue étrangère).

La fin de ce SIEG étant programmée au 31/12/2022, un travail est en cours pour repenser ce dispositif.

Enfin, le soutien aux Ecoles de la deuxième chance sera poursuivi.

3) Mettre en place les parcours d'accès à la qualification et à l'emploi

La Région Hauts-de-France est dotée d'un programme régional de formation comprenant les dispositifs suivants :

- Programme qualifiant sous forme de marchés publics destinés à se former ou se spécialiser pour un métier. Il s'agit de formations qualifiantes, modulaires, permettant un accès rapide à l'emploi tout en ne négligeant pas la nécessité d'augmenter son niveau de qualification. Ce programme intègre un volet spécifique pour les personnes détenues ainsi que des modalités particulières d'accompagnement de la validation des acquis de l'expérience professionnelle. Des dispositifs d'aide à la création et à la reprise d'entreprises sont également proposés.
- Les Pass emploi et les Pass formation destinés à accompagner des projets de recrutement d'entreprise ou des projets individuels qui ne trouvent pas de réponse dans l'offre qualifiante régionale. Ces programmes doivent s'inscrire en complémentarité des actions présentes dans les marchés de formation.
- Un programme de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur qui a lui aussi bénéficié d'un travail d'harmonisation visant à concentrer l'effort de la collectivité sur des formations professionnelles engagées par des personnes ayant la nécessité de réorienter leur carrière professionnelle en accédant à un niveau de formation plus élevé.
- La Région a également lancé en 2018 un appel d'offres pour des formations tout à distance dont le déploiement devra s'accentuer dans le courant de l'année 2022.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Tenant compte des impacts de la crise sanitaire sur ses partenaires et les stagiaires, la Région avec ses différents partenaires a engagé une réflexion autour de la création de « Tiers-lieux de formation » sur l'ensemble du territoire régional. Ces tiers-lieux ont vocation à permettre un déploiement plus important de l'offre de service de formation, donnant ainsi un accès beaucoup plus large à la formation à distance pour tous les demandeurs d'emplois sur l'ensemble du territoire. Ainsi, des centres AFPA mais également des agences Pôle emploi autorisent l'accès de stagiaires de la formation professionnelle à leurs locaux pour offrir un environnement de travail adapté.

L'ambition de la Région est de mobiliser cet ensemble de dispositifs au plus près des besoins des territoires et de celui des entreprises afin de maintenir un nombre de demandeurs d'emploi formés d'environ 30 000.

Les moyens supplémentaires accordés par le Pacte 2019-2022 permettront toutefois d'augmenter cette cible, en mobilisant l'ensemble de ces dispositifs. Ainsi, le nombre de personnes supplémentaires formées pourrait atteindre 30 000 à 35 000 par an, portant ainsi l'effort global de formation à environ 60 000 à 65 0000 demandeurs d'emploi par an jusqu'à fin 2022.

Le Pacte permet également d'initier de nouveaux dispositifs de formation innovants depuis 2019.

4) Accompagner les stagiaires de la formation professionnelle

Les mesures destinées à accompagner les publics et à sécuriser leur parcours, notamment les aides à la mobilité et la rémunération, sont confortées pour permettre à celles et ceux qui en ont le plus besoin de poursuivre leur projet de formation dans les meilleures conditions.

Il est à noter que l'Etat a décidé de revaloriser les barèmes de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle à partir de mai 2021 et que cette dépense supplémentaire au titre de ce budget devrait être compensée par l'Etat dans le cadre de la Dotation Globale de Décentralisation.

5) Valider et reconnaitre les acquis de l'expérience

La validation des acquis de l'expérience rénovée dans le cadre de la loi Travail offre au territoire la possibilité de permettre à un nombre important de personnes d'accéder à une certification sur la base de l'expérience acquise. La Région propose une politique offensive en matière de VAE et inscrit de manière plus systématique la possibilité de la VAE en démarrage de processus de formation. Cette réforme constitue une opportunité pour les personnes d'obtenir une certification reconnue sur le marché du travail basée sur l'expérientiel et sans forcément passer par l'étape formation.

La modalité de soutien à la validation des acquis de l'expérience est intégrée au cadre des aides individuelles à la formation via le « Pass formation ».

6) Innovation et expérimentation

Le numérique, mais aussi les changements importants dans le champ de la formation professionnelle, donnent la possibilité de tester de nouvelles approches pédagogiques, de nouvelles manières de former ou de transmettre le savoir. La Région souvent à l'avant-garde, souhaite créer les conditions d'un véritable laboratoire de recherche et développement au service de la formation. Il permet, dans le cadre d'un appel à manifestations d'intérêt, d'accompagner des projets portés par des opérateurs de formation, ou des structures désireuses de proposer des nouvelles manières de faire.

A l'instar du soutien qu'elle apporte aux filières économiques et aux entreprises de son territoire, la Région souhaite accompagner le développement des acteurs de l'emploi et de la formation professionnelle, encourager la coopération entre organismes en soutenant des projets novateurs,

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

ingénieries innovantes susceptibles de renforcer la qualité des prestations proposées et de renforcer l'accès à l'emploi des personnes. Les conditions d'éligibilité et les critères sont proposés dans un cadre d'intervention régionale.

Dans le cadre du budget 2022, la Région reconduit au travers des crédits d'investissement prévus au titre de la politique de formation professionnelle, la possibilité de financer des équipements en lien avec des projets d'innovation, mais également des plateaux techniques mobiles. Ces plateaux techniques mobiles, développés en partenariat avec les branches professionnelles, seront non seulement des outils de formation déconcentrés au service des territoires les plus pauvres en offre de formation, mais également des outils d'orientation et de démonstration pour des filières et des métiers stratégiques pour l'économie régionale. Ainsi, deux premières opérations d'envergure ont été financées en 2021, la création d'un centre de perfectionnement à l'usinage à Jeumont ainsi que l'équipement du Pôle d'excellence dans le domaine de la sécurité à Lille.

Là aussi, le Pacte 2019-2022 permettra d'appuyer cette politique forte de la Région et d'encourager les innovations afin de mieux répondre aux besoins des entreprises, mais également d'accompagner les organismes de formation régionaux dans une transformation leur permettant de répondre aux nouveaux enjeux de la formation professionnelle et de proposer une offre concurrentielle de qualité.

Enfin la Direction des Systèmes d'Information de la Région inscrit de nouveaux crédits budgétaires liés à l'amélioration et à la modernisation des outils utiles à la gestion et au développement de la politique de formation. Ainsi, ces crédits viendront financer la mise en œuvre et/ou la maintenance de « Compétences HDF », (pour la mise en relation des demandeurs d'emploi et recruteurs), de NIVO (évaluation des compétences en entrée et fin de formation ainsi que la qualité de la formation à travers des questionnaires de satisfactions envoyés aux stagiaires), d'un outil portant sur la dématérialisation des émargements des stagiaires de la formation professionnelle, et la refonte de l'outil de gestion et de suivi des actions de formation. Ces différents outils et projets bénéficient du financement de l'Etat dans le cadre du PACTE.

7) *Appui aux contrats de branche*

Les crédits mobilisés permettront de répondre aux besoins identifiés dans le cadre des comités de pilotage :

- Identification des besoins, prospective métiers, outils d'observation, études.
- Appui à des événements d'information sur les métiers et la formation, animation de l'articulation économie-innovation-formation.
- Mise en relation des acteurs de la formation, de l'entreprise et de l'accompagnement au bénéfice des demandeurs d'emploi.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

7ème VICE-PRESIDENCE

AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE, PECHE

Madame Marie-Sophie LESNE

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**14 853 600**	**10 724 023**	**4 131 635**		**14 855 658**
906 - Action économique	14 853 600	10 724 023	4 131 635		14 855 658

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**12 650 416**	**8 021 984**	**4 081 286**		**12 103 270**
936 - Action économique	12 650 416	8 021 984	4 081 286		12 103 270

A) Agriculture

Dans la continuité d'une année de mobilisation pour consolider le rôle économique et social de premier rang qu'occupe l'agriculture, la Région Hauts-de-France poursuit sa mobilisation sur le long terme, avec et pour les agriculteurs et tous les acteurs des filières.

Le budget présenté permettra la mise en œuvre des priorités et actions répondant à 5 enjeux de la stratégie agricole régionale :

- soutenir le développement des exploitations et la professionnalisation des agriculteurs ;
- valoriser les productions agricoles des Hauts-de-France ;
- développer la qualité et la diversification des productions ;
- favoriser l''innovation ;
- valoriser le métier d'agriculteur et l'image de l'agriculture des Hauts-de-France.

1. Faciliter la création et la transmission des exploitations

Le renouvellement des générations est un enjeu clé pour l'agriculture régionale, confrontée au vieillissement de la population des chefs d'exploitation et à une perte de vitesse du nombre de candidats à l'installation. Ainsi, 57% des dirigeants d'exploitation agricole de la région ont plus de 50 ans, 35% ont moins de 40 ans, et 8% moins de 30 ans.

Par ailleurs, le coût du foncier agricole est globalement plus élevé que la moyenne nationale située à 6000€/ha, atteignant plus de 13000€/ha dans les territoires les plus urbanisés de la région comme le Nord et le Pas-de-Calais.

Or, le renouvellement des générations est essentiel pour préserver le modèle d'exploitation familial à la française et les liens de proximité entre agriculteurs et citoyens.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Cette politique est dédiée au renouvellement des générations en agriculture, enjeu majeur pour le maintien de l'agriculture régionale. Elle permet d'apporter un soutien aux nouveaux installés via :

- des aides directes aux jeunes non éligibles à la dotation jeunes agriculteurs, ainsi que des prêts d'honneur ;

- un soutien aux structures qui les accompagnent, forment et conseillent les candidats à l'installation et à la transmission des exploitations, aux travers 3 dispositifs : *« ACTIV'ton installation, prépares ta transmission »,* le Point Accueil Installation Transmission et le PRCTA.

AE : 1 079 101 €

AP : 700 000 €

2. Soutenir les agriculteurs en difficulté

Ce budget permettra de soutenir les programmes d'actions de 4 associations qui accompagnent les agriculteurs en situation difficile : Arcade ruraux solidaires, Solidarité Paysans Picardie, Réagir Oise et Réagir Aisne.

AE : 434 000 €

3. Encourager les nouvelles pratiques agricoles

Cette politique, a pour objectif d'accompagner la transition de l'agriculture régionale pour répondre aux attentes sociales et environnementales des citoyens et des consommateurs. Elle vise à faire des agriculteurs des acteurs de la protection de l'environnement et à accompagner l'évolution des exploitations vers la triple performance (économique, sociale et environnementale). Elle bénéficie d'un nouvel élan avec le plan régional agro-écologie adopté en 2020. Le budget 2022 permettra :

- La poursuite du soutien aux programmes d'expérimentation et de diffusion de pratiques nouvelles, notamment en matière de réduction des intrants et économes en ressources naturelles, pour répondre aux enjeux de préservation de la ressource en eau, la biodiversité et les sols (programme Déphy Expé, Agrotransfert, stations de recherches…) ;
- la mise en place d'actions nouvelles du Plan Agroécologie : Clim3agir, diagnostics agro-écologiques des exploitations, projets protéïnes végétales, Hub de référence agro-écologie.

AE : 2 372 282 €

4. Soutenir le développement du Bio

La Région est copilote du plan régional de développement de l'agriculture biologique adopté en mars 2018. Il prévoit de soutenir et encourager les actions d'animations auprès des filières et des agriculteurs, conduites via les programmes d'actions des associations A Pro Bio, Bio HDF et de la Chambre régionale d'agriculture.

Dans le cadre de ce plan, des appels à initiatives ont été lancés en 2020 et en 2021, et les projets suffisamment mûrs et structurants pourront faire l'objet d'un accompagnement financier.

AE : 1 021 694 €

5. Soutenir les filières à forte valeur ajoutée

La Région soutient la promotion de la gastronomie et de la filière alimentaire locale, le développement de circuits courts dans les territoires, et la création de valeur ajoutée à la ferme via des aides directes aux agriculteurs ou aux structures d'animation. Ces politiques améliorent de manière significative la résilience des exploitations et le revenu des agricultures. Ce soutien se décline au travers des dispositifs suivants.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- Soutien Valorisation Production Agricole et Approvisionnement local :

Lancé en 2018 et révisé l'an dernier, ce dispositif monte progressivement en puissance et permet désormais de soutenir des projets structurants portés par des filières, des territoires et d'autres types d'entités. Il peut cofinancer des projets soutenus par LEADER et soutenir des projets dans les PAT. Les besoins du terrain et le succès du dispositif ont conduit à le compléter fin 2020 par un volet « structuration de filières locales ».

Cette politique soutient également les programmes d'actions qui animent le développement de l'approvisionnement local (chambre d'agriculture, ELVEA 60, Initiatives Paysannes du blé au pain).

AE : 1 194 010 €

AP : 460 000 €

- Accompagnement de la diversification :

Le plan *Activ'ta diversification* permet de conseiller et d'accompagner les investissements des agriculteurs pour la création de valeur ajoutée à la ferme (transformation, commercialisation, accueil à la ferme…). Les programmes d'activités de plusieurs partenaires qui accompagnent et conseillent les agriculteurs dans le montage de leurs projets de diversification, au travers du Point Info Diversification, sont soutenus par ce dispositif (Chambre d'agriculture, AMAP HDF, Campus Vert, CIVAM, Accueil paysan, Savoir Vert…).

Les crédits investissement permettent d'alimenter le Pass'Agri Filières, dispositif d'aide directe aux projets des agriculteurs en matière de transformation, commercialisation, accueil à la ferme ou le développement de productions nouvelles (élevages ovins, caprins, culture du houblon…).

AE : 719 000 €

AP : 1 400 000 €

- Promotion des produits de qualité et aide à la certification SIQO :

Cette politique a pour objectif de développer et de promouvoir les produits sous signe officiel de qualité, plus rémunérateurs pour l'agriculteur et gage de qualité pour les consommateurs.

Ce budget soutient les programmes d'activité du GRQA et le volet « grand public » du programme du comité de promotion des produits régionaux porté par la chambre régionale d'agriculture. Il alimente également l'aide directe « information et promotion des produits de qualité » qui permet aux producteurs sous SIQO de mettre en place des actions de promotion des produits du terroir. Ce dernier dispositif bascule en aide régionale dans sa globalité, alors que jusqu'à présent, il était cofinancé par le FEADER sur le versant Nord.

AE : 1 115 882 €

Sous-total sur cette Politique:

AE : 3 028 892 €

AP : 1 860 000 €

6. Maintenir l'élevage et les herbages

Le maintien de l'élevage et la valorisation des prairies herbagères constituent une des principales priorités de la stratégie agricole régionale. Cette filière fragile, qui rend des services à l'environnement et contribue à la préservation des paysages, mérite d'être soutenue de manière significative. Ce soutien se décline au travers des dispositifs suivants.

- Animation et accompagnement des filières d'élevage

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Cette politique se traduit par le Plan régional pour l'élevage (Pré). Il s'agit de favoriser la résilience des systèmes d'élevage des Hauts-de-France afin de mettre en place un élevage rentable et intégré socialement.

Elle permet d'apporter un soutien spécifique aux filières en déficit d'éleveurs pour reconquérir des parts de marchés infra régionales : ovins, lapins, porcins, volailles, cuniculture, apiculture....

L'attractivité de l'élevage à l'herbe par la démonstration de ses performances économiques, écologiques et techniques est aussi soutenue. Il s'agit notamment d'accompagner la diffusion des techniques et des indicateurs et d'encourager la valorisation des filières à l'herbe auprès des industriels, des distributeurs et des consommateurs.

AE : 695 947 €

AP : 250 000 €

- Initiatives bas carbone

La mesure de l'économie des crédits carbone par les éleveurs laitiers les incite à contribuer au stockage du carbone dans les sols et constitue une opportunité de promotion des produits de ces élevages auprès du grand public. En parallèle, ils peuvent revendre ces crédits carbone via des appels à projets organisés par le ministère de la transition écologique. La démarche est portée par l'organisation de producteurs AOPEN Dairy, pionnière dans la démarche, et depuis 2020 par le CRIEL. Inscrite dans le plan agro-écologie, elle est appelée à s'amplifier et à fournir un revenu à terme aux éleveurs engagés.

AE : 318 000 €

- Plan cheval

La filière équine régionale représente près de 7 730 emplois directs dans les zones rurales comme aux abords des villes, 3 100 entreprises et plus de 60 000 licenciés pratiquant dans des équipements de renommée internationale. Par ses dimensions sportives, historiques et culturelles, elle contribue au rayonnement de tous les territoires de la région, et plus globalement de la Région au niveau international.

En adoptant en 2019 le plan stratégique triennal de développement et rayonnement du cheval et de ses usages, la Région a souhaité aller plus loin et accompagner la croissance de la filière équine dans sa globalité. L'ambition du plan de développement est de renforcer l'impact sur notre économie et l'emploi du cheval, tant il représente un important levier de développement.

Les principales actions de ce plan portées par le budget agriculture sont :

- Le programme d'activités du Conseil des chevaux HdF & projet Interreg EQWOS ;
- Les dispositifs d'aides directes à la filière : aides aux investissements, concours d'élevage ; amélioration génétique et débourrage, acquisition de matériel de vidéo surveillance ;
- Le plan de sauvegarde et de valorisation du cheval Boulonnais et du cheval Trait du Nord n°3 ;
- Etudes territoriales et acquisition et diffusion de références économiques.

AE : 850 500 €

AP : 450 000 €

Sous-total sur cette Politique :

AE : 1 864 447 €

AP : 700 000 €

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

7. Aider à la modernisation et l'innovation agricole

- Soutien à l'investissement agricole

Cette enveloppe permettra d'alimenter le dispositif « avance remboursable », afin de soutenir les projets des agriculteurs qui investissent pour développer, diversifier ou commercialiser leur production, en complément des dispositifs sur fonds européens et du *Pass'Agri filières.*

AP : 790 000 €

8. Communiquer sur l'agriculture et ses métiers au travers du soutien aux manifestations à caractère agricole

La Région soutient les manifestations qui permettent de valoriser l'image de l'agriculture, des agriculteurs, des produits agricoles et agroalimentaires. Elles constituent un levier pour rétablir le lien avec le consommateur et le citoyen, et la confiance dans la qualité et la sécurité sanitaire des productions régionales.

AE : 200 000 €

9. Encourager la gestion durable de la forêt

La filière bois-forêt des Hauts-de-France représente 8 800 entreprises et 42 000 emplois, 428 000 ha de forêts, 4 millions de m3 de bois produits par an et 120 000 propriétaires se partageant les 72 % de forêt privée.

La filière forêt-bois est un enjeu économique, mais aussi un régulateur déterminant des effets du changement climatique et un pourvoyeur d'aménités sociales et environnementales. L'amont de la filière, et notamment la forêt privée, a donc pour responsabilité d'alimenter en matière première durable toute une filière régionale.

Les aides à la filière forêt-bois s'inscrivent dans un partenariat de long terme avec les pouvoirs publics. Le soutien de la Région incite à une gestion durable des forêts, pour en concilier les fonctions économiques, sociales et environnementales.

Ce budget permettra à la fois de soutenir les actions d'animation et d'ingénierie au profit de la filière et d'aider directement les propriétaires forestiers privés dans leurs projets.

Sous-total Politique Budget :

AE : 650 000 €

AP : 50 000 €

10. Soutien à l'ingénierie des territoires ruraux pour la mise en œuvre de la mesure LEADER

Dans le cadre de l'animation des actions LEADER, la Région s'est engagée à financer ½ poste de gestionnaire par an et par Groupement d'Actions Locales sur le versant Nord – Pas-de-Calais, soit un budget annuel de 150 000 €.

AE : 150 000 €

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

11. Contreparties FEADER

Ces crédits permettent de mobiliser des crédits du FEADER via des appels à projets principalement en matière d'innovation, de modernisation et de développement des exploitations agricoles (PCAE) et forestières, ainsi que la diversification des activités à la ferme, créatrice de valeur ajoutée et donc de résilience des exploitations.

AE : 350 000 €

AP : 7 900 000 €

B) Pêche

Le budget pêche et aquaculture est dédié à l'accompagnement de l'ensemble des acteurs de cette filière. Dans le cadre du BP 2022, la Région affiche une volonté forte de conforter l'ensemble des maillons de la filière qui sont fragilisés par le BREXIT.

L'action de la Région Hauts-de-France en 2022 se traduira notamment par :

-un accompagnement renforcé des entreprises du secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture dont le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche et de l'Aquacullture (FEAMPA) est le principal outil. A ce jour pour la période 2014-2020, 224 projets ont été accompagnés financièrement pour 5,9 M€ de contreparties régionales. Il s'agira également d'accompagner de manière individualisée les acteurs confrontés aux conséquences du BREXIT à travers la diversification des activités et une meilleure valorisation des produits.

-le soutien aux organisations professionnelles et structures qui agissent dans une dimension d'intérêt régional. Ce soutien permet notamment d'accompagner les mutations et les évolutions réglementaires qui impactent la filière.

-le financement de projets innovants pour préparer l'avenir via notamment l'enveloppe innovation dont la Région va assurer l'animation dans le cadre du FEAMPA 2021-2027.

Ces trois types d'action se traduisent par 1,5 M€ d'autorisations d'engagement en fonctionnement et 2,85 M€ en investissement

1. Aides aux entreprises du secteur de la pêche maritime et de l'aquaculture :

Ce programme permet de financer les projets d'investissement portés par les entreprises de la filière via les contreparties du Fonds européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP). L'année 2022 devrait être rythmée par un volume de paiements conséquent au titre des engagements pris dans le cadre du FEAMP. Le nouveau programme FEAMPA devrait également être opérationnel au cours de l'année avec l'instruction des premiers dossiers au cours du second semestre.

Dans le contexte actuel marqué par les conséquences du BREXIT, il est primordial de pouvoir offrir des perspectives à la filière via l'élaboration d'un plan d'action à 5 ans. Il s'agira notamment d'accompagner la filière via des investissements structurants : aide à la diversification des navires, investissement à bord de navires, investissements productifs en aquaculture, meilleure valorisation des produits, accompagnement des démarches collectives (marques, labels)…

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

En fonctionnement, ce programme vise à accompagner les entreprises de la filière pêche et aquaculture de manière individualisée selon leurs besoins.

Il permet également de financer les frais de fonctionnement des groupes d'action local pêche et aquaculture (GALPA). L'objectif est de pouvoir sélectionner 3 GALPA pour la programmation FEAMPA. Cette sélection se déroulera au cours de l'année 2022.

2. Fonds d'urgence pêche

Cette enveloppe vise notamment à anticiper d'éventuelles mesures de court terme visant à amortir les conséquences du BREXIT. En effet, compte-tenu de la situation de blocage concernant l'attribution des licences de pêche pour accéder aux eaux britanniques, de nombreux navires vont être confrontés à des difficultés de trésorerie importantes. Face aux incertitudes liées au déploiement du fond d'ajustement Brexit, la Région pourrait mobiliser des aides dans le cadre du régime « de minimis », notamment pour les navires qui ne pourraient pas bénéficier des mesures d'arrêt temporaire prévues en cas de BREXIT.

3. Financement de projet et d'évènement

En investissement, ce programme est destiné au financement de projets innovants pour la filière dont notamment :

- l'hybridation et l'exploitation des énergies renouvelables à bord des navires

- les expérimentations dans le domaine de l'aquaculture : ostréiculture sur le littoral, algoculture

- la valorisation des co-produits, sous-produits de la pêche et de l'aquaculture.

En fonctionnement, ce programme permet de financer l'organisation d'évènements sur le territoire à destination des professionnels de la filière et de financer le matériel associé (réalisation de kakemonos, supports de communication etc).

4. Recherche Développement halieutique

Cette enveloppe vise à financer :

- en investissement, des projets destinés à améliorer la connaissance de la ressource sur le littoral régional (études liées aux mortalités de coquillage par exemple).
- en fonctionnement, ce programme vise à financer notamment des études, visant à mieux comprendre les interactions avec le milieu, a notamment pour objectif d'améliorer la durabilité des activités sur le territoire et à faire évoluer les pratiques.

5. Animation des filières halieutiques

L'accompagnement des structures d'intérêt régional pour la pêche et l'aquaculture sera poursuivi :

- Comité régional des pêches (CRPMEM)

- Comité régional de la Conchyliculture (CRC)

- Groupe d'Etudes des Milieux Estuariens et Littoraux (GEMEL)

- autre structure d'animation de l'écosystème le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

8ème VICE-PRESIDENCE

TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES ET PORTS

Monsieur Franck DHERSIN

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**370 857 499**	**201 364 699**	**66 359 339**	**12 136 000**	**279 860 038**
908 - Transports	370 857 499	201 364 699	66 359 339	12 136 000	279 860 038

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**483 114 890**	**3 057 683**	**468 158 309**	**362 990 030**	**834 206 022**
938 - Transports	483 114 890	3 057 683	468 158 309	362 990 030	834 206 022

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Ports

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**22 531 000**	**14 119 866**	**7 629 000**	**12 136 000**	**33 884 866**
908 - Transports	22 531 000	14 119 866	7 629 000	12 136 000	33 884 866

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**11 664 140**	**123 000**	**11 494 140**		**11 617 140**
938 - Transports	11 664 140	123 000	11 494 140		11 617 140

I) Investissement

Afin de définir son budget en investissement, la DMPL établit chaque année l'état patrimonial des ouvrages portuaires. Cet état respecte une méthode reconnue au niveau mondial et donne lieu à un atlas des ouvrages portuaires. Cela permet de définir les priorités des travaux à mener afin de sécuriser ces ouvrages et est ensuite décliné en Plan Pluriannuel des Travaux.

- **Site portuaire de Calais :**

18 opérations (dont 10 mesures nouvelles) sont prévues pour un total de 8,028 M€ de CP prévus en 2022. On peut citer entre autres : la poursuite du carénage du pont Vétillart, la fin des travaux de STM, la rénovation du poste de commande d'écluse ouest, l'acquisition du terrain d'Umicore…

- **Site portuaire de Boulogne-sur-Mer :**

18 opérations (dont 8 opérations nouvelles) sont prévues pour un total de 4,971M€ de CP prévus en 2022. Il s'agit de travaux par exemple de carénage des portes et de génie civil de l'écluse Sanson, du franchissement de l'écluse Loubet, de travaux de confortement de cale de réparation navale ou encore du financement des ateliers de mareyage…

- **Opérations communes aux deux sites portuaires**

La présente programmation est enfin complétée par des opérations communes aux 2 sites portuaires, en particulier la remise à niveau des infrastructures et acquisition de matériels. Ces opérations représentent un total de 3,639 M€ de CP en 2022 pour 13 opérations dont 4 opérations nouvelles. On peut citer par exemple : la maintenance et la sécurisation des infrastructures portuaires, la remise à niveau des infrastructures, des études préalables à des opérations d'investissement…

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- **Opérations gérées spécifiquement par le pôle support technique de la Région**

Deux opérations en investissement et relevant de l'immobilier portuaire spécifique sont portées par le pôle supports techniques. Il s'agit de la construction de la nouvelle capitainerie de Calais et de la construction de bâtiments portuaires sur le site Huguet à Boulogne-sur-Mer. Il est proposé à ce titre, l'inscription de CP22 pour 5 200 000 € répartis à concurrence de 5 100 000 € en gestion pluriannuelle et 100 000 € en gestion annuelle.

- **Opérations gérées annuellement pour l'exploitation et la maintenance des ports de Boulogne sur Mer et Calais pour 12,036 M€.**

II) Fonctionnement

Concernant le budget en fonctionnement, il recouvre principalement des dépenses de dragage, de travaux et suivis imposés par les arrêtés d'autorisation et de taxes foncières. Ces dépenses sont incompressibles.
La mise en service de Calais Port 2015 va engendrer des dépenses supplémentaires obligatoires liées au dragage et à la taxe foncière du nouveau terrain.

Il est proposé à ce titre l'inscription de CP 2022 pour un montant de 11,617 M€, dont 8,338 M€ pour l'exploitation et la maintenance courante.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

B) Transports

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**348 326 499**	**187 244 833**	**58 730 339**		**245 975 172**
908 - Transports	348 326 499	187 244 833	58 730 339		245 975 172

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**471 450 750**	**2 934 683**	**456 664 169**	**362 990 030**	**822 588 882**
938 - Transports	471 450 750	2 934 683	456 664 169	362 990 030	822 588 882

1) Services de Transports

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**101 513 714**	**100 152 158**	**49 141 714**		**149 293 872**
908 - Transports	101 513 714	100 152 158	49 141 714		149 293 872

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**469 595 100**	**567 865**	**455 890 644**	**362 980 030**	**819 438 539**
938 - Transports	469 595 100	567 865	455 890 644	362 980 030	819 438 539

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

I) Dépenses consacrées pour la compétence Transports Interurbains et Scolaires (TIS)

a) Exploitation du transport scolaire

Les contrats d'exploitation dédiés exclusivement aux usagers scolaires, la Somme et l'Aisne, sont budgétés à hauteur de 42,13 M€.

A ceci s'ajoutent des services connexes spécifiques :

- Transport des élèves en classes spécialisées ou ne pouvant utiliser un transport collectif

La Région organise certains transports en petits véhicules, à destination des usagers ne disposant pas d'une solution en transport collectif, de par les spécificités des trajets effectués ou dans les zones les moins denses. Il est inscrit un budget de 2,7 M€ pour cette politique.

- Conventions de second rang AO2 - Conventions avec intercommunalités et communes qui assurent le transport des élèves

Certains territoires ont choisi d'assurer les transports scolaires par leurs propres moyens et bénéficient à ce titre d'une délégation de compétence de la Région. 4,2 M€ sont inscrits pour faire face à ces dépenses.

- Accompagnement des élèves de maternelles du règlement régional de transport scolaire. Ce dispositif repose sur un partenariat avec les communes et/ou les communautés de communes. 2 M€ sont inscrits pour faire face à ces dépenses.

- Allocations individuelles – Frais kilométriques

Le règlement de transports scolaires prévoit la mise en place d'une allocation individuelle de transport (A.I.T) pour les élèves externes, demi-pensionnaires ou internes ayants droit, en l'absence d'un transport collectif existant au départ de leur domicile. Il est inscrit un budget de 1,2 M€ pour ce dispositif.

- Prise en charge des transports organisés par les Régions limitrophes

La Région est liée par conventions à Ile-de-France Mobilités, et aux Régions Normandie et Grand Est ainsi qu'avec la communauté urbaine Grand Reims, pour l'organisation conjointe de circuits de transport frontaliers. Ces conventions impliquent une dépense de 0,98 M€.

b) Exploitation du réseau interurbain - Exploitation du réseau interurbain et scolaire (dit réseau mixte)

L'exploitation du réseau uniquement dédié à l'interurbain d'une part, et mixte d'autre part, engendre respectivement une dépense estimée à 27,9 M€ et 163,4 M€. Ces montants sont conformes aux contrats passés entre la Région et les transporteurs : en régie, en marchés et/ou en délégations de service public.

Pour mettre en place le transport de certains de ses usagers devant faire des compléments de parcours sur les réseaux urbains, la Région conventionne avec les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM). Par ailleurs, lors de chaque création ou extension du périmètre d'une AOM, les services précédemment interurbains sont transférés à l'AOM. Dans ce cas, la Région compense financièrement l'AOM. La dépense correspondante est estimée à 41 M€.

Le budget 2022 présente également les dépenses suivantes :

- Une enveloppe de 50 000 € en Assistance juridique, financière, fiscale,

- Une enveloppe de 0,2 M€ pour la maintenance de poteaux point d'arrêt, appuis ischiatiques.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

En investissement, une enveloppe de 1,84 M€ en crédits de paiement est prévue pour le dispositif de mise en sécurité des points d'arrêt, l'installation de poteaux voyageurs ainsi que l'achat du matériel, la réparation et l'entretien des applications et équipements billettiques « 2School » et «2Place », propriété de la Région depuis 2021.

Le dispositif de sécurisation des points d'arrêts du réseau interurbain régional des Hauts-de-France consiste à la mise en place de la signalisation de l'emplacement par un zigzag jaune, la stabilisation de l'aire d'attente, l'implantation de panneaux de signalisation de l'arrêt et la mise en place d'un passage piéton. Ce dispositif est présenté dans le rapport de Monsieur Christophe COULON. L'enveloppe consacrée pour 2022 est de 600 000 €.

- Prestations de service pour le contrôle

Pour contrôler la bonne exécution des contrats d'exploitation par les transporteurs (qualité de service, respect des horaires…), les départements ont internalisé ou externalisé la prestation. Il est inscrit un budget de 0,29 M€ pour la poursuite de cette politique.

- Autres prestations de service

Les prestations liées à la communication autour du réseau de transport (pelliculage des autocars, grilles horaires, cartographie, catalogues, imprimés, publications, et diffusion…) ainsi que les frais de maintenance pour le matériel billettique sont regroupés en prestations de service et représentent un montant de 0,53 M€.

- Cotisations

Le budget prévoit la cotisation de la Région à l'association AGIR, pour un budget de 15 000 €. Cette association offre un support spécialisé, technique et juridique dans le domaine du transport. Elle a été particulièrement mobilisée depuis 2020 sur les problématiques consécutives à la crise sanitaire et sur l'écriture des marchés sur la reprise du matériel billettique en 2021.

c) Compensation de charges du transfert aux Départements

Conformément aux arrêtés préfectoraux constatant les charges transférées entre les Départements et la Région, la Région s'acquitte d'un montant de 75,3 M€ aux Départements du Nord et du Pas-de-Calais pour compenser les transferts de compétences et celui de la ressource fiscale.

d) <u>Exploitation des Lignes routières régionales</u>

La Région est autorité organisatrice de 7 lignes routières régionales sur les territoires de l'Oise, la Somme et l'Aisne. Ces lignes, utilisées par plus de 3 000 usagers par jour, sont intégrées aux contrats du réseau interurbain depuis leur renouvellement.

II) Organisation du Transport Ferroviaire Régional (TER)

La partie **TER** comprend les charges de capital des investissements relatifs au matériel roulant, installations fixes et gares de la convention d'exploitation TER Hauts-de-France 2019-2024, et la participation régionale à la Région Grand Est pour la gestion de la desserte ferroviaire interrégionale TER Vallée de la Marne, plus spécifiquement la partie matériel roulant.
S'ajoute à ces dépenses cette année, l'étude pour la création d'un système régional de distribution et d'information voyageur pour les réseaux régionaux de transport.
Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, il est prévu dans un premier temps, la libération et l'acquisition des terrains ainsi que l'adaptation d'ateliers sur les 3 lots déjà ouverts.
Pour l'année 2022 les besoins s'élèvent à 27,4 M€ en AP et 22,2 M€ de CP.

Pour le **matériel roulant ferroviaire** nécessaire au service TER, il est proposé d'inscrire 69,4 M€ de CP. Cela concerne principalement les dépenses pour le changement des organes majeurs des trains

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

(nouvelle convention tri-annuelle 2022 : 24,6 M€ de CP), la révision à mi-vie et les nouvelles acquisitions de matériels des séries AGC, XGC et TER 2N NG, la fin de l'expérimentation bi-mode (41,3 M€)
Des AP/CP à hauteur de 2 M€ sont nécessaires pour le Schéma Directeur de Maintenance. Une enveloppe de 5 M€ en AP et des CP de 1,5 M€ sont destinés à la nouvelle opération de 2 rames pour l'étoile d'Amiens.

Enfin en section d'investissement, 56,2 M€ de CP sont inscrits au titre de l'échéancier d'acquisition des 19 rames Régio 2N pour le renouvellement du matériel roulant des lignes ferroviaires dites **TET**. Cette opération est financée en partie par l'Etat (250M€ au total), il est inscrit, en parallèle, 66,3 M€ en recettes.

L'exploitation TER s'élève à 529,1 M€ pour 2022. Cette contribution financière résulte d'un équilibre entre les charges nécessaires à l'exécution du service et les recettes attendues selon les prévisions de l'objectif de recettes contractualisé. Elle comprend entre autre le Devis 2022 (522 M€) de la convention TER ainsi que les 6,3 M€ de la convention Grand Est.

Au titre de la convention TER, une enveloppe de 75,9 M€ est consacrée d'une part au dispositif de sureté en lien avec la gendarmerie et la SUGE. La Sûreté ferroviaire composée essentiellement de la Surveillance générale est la police ferroviaire de la SNCF dont la mission est de protéger, assister et sécuriser tant les voyageurs que le personnel et les biens sur l'ensemble du réseau SNCF. (5,9 M€), d'autre part à l'accompagnement des agents ASCT (70 M€). Les Agents du service commercial train (ASCT) ont pour missions principales la sécurité et la sûreté des usagers à bord des trains. Ces sommes sont reprises dans le rapport de Monsieur Christophe COULON.

Une recette de 15 M€ venant de l'Etat est inscrite pour financer l'exploitation des anciens services Paris-St Quentin Maubeuge et Paris-Amiens-Calais désormais inclus dans le périmètre du TER Hauts de France conformément à la convention formalisant les engagements de l'Etat et de la Région suite au protocole d'accord sur la gouvernance des services de TET.

Un montant de 160 000 € de CP permet de financer le dispositif éTER. Ce montant sert au financement des cars et aux renforcements de lignes de bus mis en place pour amener les usagers aux plages et aux activités Nature, éloignées des gares.

Les substitutions routières, sont inscrites pour un montant de 0,68 M€ de CP 2022. Elles sont gérées par la Régie Régionale de Transports du Pas-de-Calais, Les lignes ferroviaires de St Pol-Etaples et de St Pol-Béthune seront réouvertes fin 2021, il reste maintenant le dernier tronçon de la ligne 608 pour Saint-Pol sur Ternoise/Arras. La réouverture est prévue en août 2022.

Dans le cadre des **compensations tarifaires** (Mon Abo TER Plus) versées par la Région pour la mise en place de tarifications combinées (TER et abonnement urbain) sur certaines agglomérations, il est prévu, 410 000 € (AE/CP) pour 2022.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

2) Infrastructures et mobilité

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**246 812 785**	**87 092 675**	**9 588 625**		**96 681 300**
908 - Transports	246 812 785	87 092 675	9 588 625		96 681 300

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**1 855 650**	**2 366 818**	**773 525**	**10 000**	**3 150 343**
938 - Transports	1 855 650	2 366 818	773 525	10 000	3 150 343

La partie fonctionnement comprend de façon traditionnelle les crédits correspondants aux contributions statutaires des syndicats mixtes et à l'entretien/exploitation de sa voie ferrée fret St Quentin/Origny. Sont introduits cette année de premiers crédits pour que la Région puisse exercer les missions que lui ont confiées la Loi d'orientation des mobilités (LOM) et assurer son rôle de chef de file des mobilités. Ces crédits, notamment pour des études/contre-expertises/assistance au travers de marchés, vise notamment à produire les Contrats opérationnels de mobilité (COM) et Plan d'action en matière de mobilité solidaire (PAMS).

En complément, la Région intervient directement auprès des habitants pour faciliter leurs déplacements hors TER via le dispositif Aide aux Transports des Particuliers (ATP).

La partie investissement comprend les participations régionales pour des études et des travaux afin de faciliter dans la Région le transport des voyageurs ou de marchandises selon plusieurs modes ferroviaires, routiers, fluviaux. L'engagement majeur de cette année 2022 sera la convention de réalisation de la liaison nouvelle Roissy-Picardie. Par ailleurs, la Région soutient aussi ses partenaires dans la réalisation de leurs investissements pour les réseaux de transport urbain à haut niveau de service, la réalisation de véloroutes et voies vertes.

I) Investissement

La section d'investissement comprend différents secteurs d'interventions dont une partie TER et matériel roulant, les infrastructures ferroviaires, routières, fluviales, cyclables (ou secteur urbain), et également les gares et leurs pôles d'échanges.

Concernant **les infrastructures ferroviaires**, il est inscrit 176M€ d'AP et 5,8M€ de CP pour les nouvelles opérations 2022. Cette enveloppe de 176 M€ concerne notamment le conventionnement de la phase travaux du barreau Roissy-Picardie, la partie travaux des ouvrages d'art de l'axe Abancourt/Le

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Tréport. Sur les capillaires frets, il est prévu de participer aux conventions des GIC (Gestionnaires d'Infrastructures Conventionnés) des lignes Compiègne/Lamotte et Mézy/Artonges. La Région continue également de participer aux études d'amélioration du réseau ferroviaire inscrites au CPER.
De plus, 31,3M€ de CP sont inscrits pour les opérations déjà engagées notamment les soldes des travaux de l'Etoile de St Pol, Beauvais/Abancourt/Le Tréport, Valenciennes/Lourches et la poursuite des travaux sur l'axe Fismes/la Ferté-Milon ; la suite des études des lignes Abbeville/Le Tréport, Laon/Hirson, Boves/Compiègne…

Sur les **gares et pôles d'échanges multimodaux (PEM), 55,7**M€ d'AP et 5,6M€ de CP sont inscrits afin de conventionner de nouveaux projets, dont 36,6M€ pour des opérations inscrites au Schéma D'Accessibilité Programmé (SDAP), notamment les gares de Cambrai, Aulnoye-Aymeries, Maubeuge, Hénin-Beaumont. De plus, 17,2M€ de CP sont inscrits sur les opérations en cours de réalisation dont notamment la rénovation (mises aux normes) des quais et des bâtiments voyageurs avec la poursuite des travaux des gares de Tourcoing, St Quentin, Valenciennes, Hazebrouck, St Amand, Albert, St Omer, Béthune. Des projets de PEM et la poursuite du déploiement de la vidéosurveillance sont également inscrits à hauteur de 1,9 M€. Cette somme est inscrite dans le rapport de Monsieur Christophe COULON.

2,1M€ sont inscrits sur une opération en cours concernant les Transports Collectifs en Site Propre (TCSP).Sur les des **infrastructures routières**, 10,8M€ de CP et 2,3M€ d'AP sont inscrits afin de cofinancer les études et travaux des opérations inscrites dans les 2 CPER (Nord-Pas-de-Calais et Picardie) notamment la poursuite des travaux sur la RN2. En particulier, le contournement de Maubeuge et d'Avesnes-sur-Helpes, la poursuite des travaux entre Laon/Avesnes-sur-Helpe et la sécurisation de la forêt de Retz. 0,2M€ d'AP sont inscrits afin de cofinancer des aires de covoiturage.

Pour les **Véloroutes - voies vertes**, 2M€ en AP comme les années précédentes sont inscrits pour de nouveaux projets et 1,5M€ de CP permettront le règlement des projets déjà conventionnés.

11,4M€ d'AP et 23,5M€ de CP sont inscrits au titre du **fluvial, portuaire et Canal Seine Nord Europe.** 5,9M€ d'AP sont prévus pour engager la phase 2 de l'écluse du Quesnoy. 1,7M€ de CP sont prévus afin de poursuivre les études des 4 ports intérieurs du Canal dont 50% sont financés par l'Europe au titre du Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe – Transports dit "reflow 1" et environ 25% par les 4 communautés de communes concernées. 3 M€ sont inscrits en AP pour permettre l'approbation du 1er Contrat territorial de développement, qui est celui concernant le secteur du Compiégnois et du Noyonnais.

Enfin 0,17 M€ sont prévus afin de financer les frais de maitrise d'œuvre des futurs travaux des ouvrages d'art sur la voie ferrée régionale Fret St Quentin Origny.

II) Fonctionnement

Les crédits de fonctionnement sont principalement consacrés à l'exploitation du TER, aux tarifications transports, au règlement des dotations statutaires des syndicats mixtes, aux subventions pour la mobilité inclusive et à l'entretien de la voie ferrée St Quentin/Origny.

Pour exercer sa compétence Transports, la Région doit réaliser des **études** sous forme de contre-expertises (par exemple, état des voies capillaires fret ou régénération d'axes ferroviaires), études opérationnelles, conseils stratégiques, audit financier, analyses juridiques. Pour l'année 2022, la majorité des études porte sur la préparation de la mise en concurrence du TER, comme en 2021.
1,6 M€ de CP sont inscrits en prévision de ces besoins.
Pour mémoire, des accords-cadres permettant en cas de besoin ponctuel et inopiné, de mettre en concurrence les prestataires, et donc de s'assurer en particulier de leur indépendance par rapport à la SNCF. Ces accords-cadres prennent mi 2022 et il est prévu de les renouveler (300 000€ en AE) ; ils seront nécessaires pour une assistance dans la rédaction des **contrats opérationnels de mobilité** et des **plans d'action en matière de mobilité solidaire**.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Par ailleurs, dans le cadre de l'ORT, la Région pourrait être maître d'ouvrage de certaines études pour lesquelles sont inscrits 100 000 € en AE. De plus, des appuis aux enquêtes de mobilités pourraient être octroyés, 200 000 € sont inscrits en AE.

Une participation au **comité d'itinéraire de l'EuroVélo 4** et l'EuroVélo 3 est prévue. 23 500 € d'AP et 30 125€ de CP sont inscrits dont 23 250 € pour le règlement des opérations en cours.

Les **participations statutaires** régionales aux syndicats mixtes aéroportuaires et multimodaux sont inscrites pour le Syndicat Mixte de l'aéroport de Beauvais Tillé (SMABT) (128 400 €), le Syndicat mixte pour la réalisation de la plate-forme multimodale de Dourges (175 000 €) et le Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités (350 000 €).

50 000€ de CP sont inscrits pour la préparation du volet 2 (schéma directeur) de la Directive régionale d'aménagement du CSNE.

Concernant la gestion des **voies ferrées d'intérêt local** (VFIL) St Quentin/Origny-Ste-Benoîte et Berry-au-Bac/Guignicourt, 0.560M€ sont inscrits pour l'entretien et la maintenance en 2022.
En recettes, il est inscrit 3 000€ pour la redevance annuelle de raccordement de la société TEREOS à la voie ferrée St Quentin/Origny-Sainte-Benoite et 3 000€ pour la redevance de circulation.

0,219 M€ d'AP et de CP sont inscrits afin de subventionner des **plates-formes de la mobilité** sur le territoire des Hauts-de-France au titre de la loi LOM. En 2022, une nouvelle enveloppe pour le financement de 10 plates-formes est inscrit pour 279 000 € d'AP et il est également prévu 0,3M€ d'AP pour des appels à projets sur le territoire en faveur de la mobilité inclusive.

Enfin, 10 000 € de CP hors AE sont prévus afin de pouvoir verser la **cotisation** de la Région Hauts-de-France à l'association Vélo et Territoires.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

9ème VICE-PRESIDENCE

POLITIQUE DE LA VILLE ET LOGEMENT

Madame Amel GACQUERRE

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**78 270 000**	**10 348 500**	**8 951 500**		**19 300 000**
905 - Aménagement des territoires et habitat	72 270 000	9 193 100	3 391 500		12 584 600
907 - Environnement	6 000 000	1 155 400	5 560 000		6 715 400

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 410 000**	**6 249 857**	**2 385 110**		**8 634 967**
935 - Aménagement des territoires et habitat	5 410 000	6 249 857	2 385 110		8 634 967

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Rénovation urbaine, Logement, Politique de la ville

A noter que sont proposées des autorisations de programmes pluriannuelles sur 3 ans (2022-2024) pour mettre en œuvre le budget investissement dans les champs :

- de la Rénovation urbaine
- du Logement (ERBM).

1. Nouveau Programme de Renouvellement Urbain

Dans le cadre de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) porté par l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) vise en priorité les quartiers de la Politique de la ville qui présentent les dysfonctionnements les plus importants.

En Hauts-de-France, l'ANRU a retenu 25 quartiers d'intérêt national en plus des 32 quartiers d'intérêt régional sélectionnés dans le cadre des Contrats de Plan Etat-Région.

Au regard des enjeux de ce programme, la Région Hauts-de-France se positionne comme un partenaire majeur actant le principe de soutenir les 57 quartiers d'intérêt national et régional identifiés sur son territoire et de mobiliser à cet effet un budget spécifique calculé sur la base d'un euro Région pour trois euros ANRU, dans la limite d'un plafond de 240 M€ sur une période de 10 ans. La Région a confirmé les modalités techniques et financières de son intervention et approuvé des enveloppes pluriannuelles prévisionnelles mobilisables sur la période 2014 - 2024 par EPCI par délibération du 29 juin 2017.

En termes de priorités d'intervention, les crédits « Renouvellement urbain » peuvent être mobilisés sur les priorités régionales suivantes :

- Le développement économique et l'accès à la formation, à l'apprentissage et à l'emploi des habitants des quartiers
- La mise en œuvre de la Troisième Révolution Industrielle (TRI) – Rev3
- L'amélioration de l'attractivité des quartiers.

L'année 2021 a été marquée par la fin des études de préfigurations et l'aboutissement des négociations entre partenaires (ANRU, les EPCI et la Région). Les différentes conventions territoriales ont été signées et quelques Agglomérations ont sollicité en 2021 le financement des premières opérations d'investissement de ce programme.
En 2022, la programmation va poursuivre sa montée en puissance progressivement.

Par ailleurs, ce budget permettra de tenir les engagements concernant le premier programme de Renouvellement Urbain ainsi que ceux du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés.

2. Politique de la Ville (Hauts-de-France)

La même Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui a revu en profondeur les instruments de la politique de la ville a instauré un contrat de ville unique porté par les Agglomérations concernées dont l'objectif est de mobiliser l'ensemble des politiques publiques concernées dans les quartiers prioritaires. La Région qui en est obligatoirement signataire a, par délibérations cadres des 13 octobre et 14 décembre 2016, fixé les modalités de son engagement en matière de politique de la ville sur les 40 contrats de ville élaborés en Hauts-de-France et qui concernent 199 quartiers prioritaires et de veille touchant près de 900 000 habitants.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Outre les politiques de droit commun, l'engagement régional s'appuie sur des crédits spécifiques adossés à trois priorités :

- *Renforcer le développement économique et l'accès à l'emploi des habitants des quartiers*
- *Contribuer à la mise en œuvre de la Troisième Révolution Industrielle (TRI) – Rev3*
- *Améliorer le cadre de vie pour une meilleure appropriation des habitants de leur quartier et de leur habitat*

et trois leviers d'actions : *le numérique, l'innovation sociale et la participation des habitants*.

Trois dispositifs sont mis en place :

1. Le dispositif « Nos Quartiers d'Eté »
2. Le Soutien régional à l'emploi et l'innovation dans les quartiers
3. Le Soutien régional aux quartiers des contrats de ville dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain évoqués précédemment.

Les contrats de ville arrivant à échéance à fin 2022, l'année prochaine sera l'occasion de redéfinir les priorités et modalités du soutien régional aux quartiers de la politique de la ville et à leurs habitants.

3. Politique Habitat / Logement

Dans le cadre législatif posé par la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) qui confère aux Régions la compétence « soutien à l'accès au logement et à l'amélioration de l'habitat », la Région Hauts-de-France a défini sa stratégie d'intervention en faveur de l'habitat et du logement via la délibération cadre du 18 mai 2017. Il s'agit de mettre en œuvre une politique transversale au travers des différentes compétences régionales, en s**outenant la réhabilitation du parc existant et donc l'emploi par le renforcement des filières (notamment celle de l'éco-rénovation).**

Cette politique s'appuie principalement sur trois axes :

- **les dispositifs expérimentaux et innovants « logements »** : le budget permettra le lancement en 2022 d'une expérimentation au titre du PACTE Sambre-Avesnois-Thiérache. Il s'agit de soutenir l'innovation de bailleurs sociaux pour inventer de nouveaux modèles en territoire « détendu ».

- **l'accompagnement des bailleurs sociaux dans le cadre de l'Engagement Régional pour le Renouveau du Bassin Minier du Nord - Pas de Calais** (ERBM) avec pour objectif de réhabiliter 12 000 logements miniers sur 10 ans. Le bilan du premier triennal 2019-2021 aura permis d'accompagner la réhabilitation de 1 830 logements pour 12,73 M€ de subventions. Le budget proposé, une AP pluriannuelle de 14 M€ permettra de poursuivre et d'amplifier cette dynamique ambitieuse afin d'honorer les engagements sur la période 2022-2024.

- **la mise en œuvre du PREE (Programme Régional pour l'Efficacité Energétique)** signé avec l'Etat et l'ADEME le 12 février 2020. Il constitue la feuille de route de la stratégie régionale dans un objectif de massification de la rénovation énergétique des logements et se décline au travers des actions suivantes :

    - L'AREL, aide directe aux ménages modestes et très modestes pour les travaux de rénovation énergétique, qui sera poursuivie
    - Le déploiement des Guichets Uniques de l'Habitat (GUH), en vue d'assurer une couverture homogène du territoire des Hauts-de-France

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

- Le Passeport énergétique du logement (PEL), dispositif d'audit prescrit par les guichets uniques et financé par la collectivité pour faciliter le passage à l'acte, lancé en septembre 2020. Le budget 2022 permettra d'amplifier cette dynamique.

Par ailleurs, l'année 2022 verra la montée en puissance du Service d'Amélioration de la Rénovation Energétique (programme SARE) adopté à la Séance plénière du 24 septembre 2020, via notamment la mobilisation des crédits délégués à la Région dans ce cadre (Certificats Economie Energie).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

10ème VICE-PRESIDENCE

CULTURE, PATRIMOINE, LANGUES REGIONALES

Monsieur François DECOSTER

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**24 630 000**	**19 989 248**	**7 228 200**	**1 398 000**	**28 615 448**
900 - Services généraux	630 000	302 448	315 000		617 448
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	23 135 000	19 399 283	6 813 200	1 398 000	27 610 483
906 - Action économique	865 000	287 517	100 000		387 517

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**89 010 250**	**32 722 530**	**55 809 928**	**541 200**	**89 073 658**
930 - Services généraux	1 460 250	574 708	627 750	57 500	1 259 958
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	87 285 000	32 132 822	54 999 678	483 700	87 616 200
936 - Action économique	265 000	15 000	182 500		197 500

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Culture

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**24 000 000**	**19 686 800**	**6 913 200**	**1 388 000**	**27 988 000**
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	23 135 000	19 399 283	6 813 200	1 388 000	27 600 483
906 - Action économique	865 000	287 517	100 000		387 517

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**87 550 000**	**32 147 822**	**55 182 178**	**473 700**	**87 803 700**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	87 285 000	32 132 822	54 999 678	473 700	87 606 200
936 - Action économique	265 000	15 000	182 500		197 500

I) Culture

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	23 135 000	14 734 145	6 813 200		21 547 345

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	87 285 000	32 132 822	54 999 678	10 000	87 142 500

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

L'année 2021 a permis de poursuivre la mise en œuvre des orientations de la politique culturelle et des axes d'intervention autour de :

- La création et la créativité
- L'éducation et les métiers de la culture
- La vitalité des territoires en lien avec les habitants
- Le rayonnement et le développement culturel international

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par des mesures exceptionnelles en réponse à la crise COVID afin de maintenir un soutien sans faille aux artistes et aux acteurs culturels des Hauts-de-France, d'adapter les modalités d'accompagnement des projets et des programmes d'activités et de mettre en place un fonds de soutien aux artistes et aux acteurs les plus précaires.

L'année 2022 va permettre de poursuivre nos ambitions en matière de politique culturelle en renforçant le lien avec les besoins et les dynamiques des territoires. Dans l'esprit de la vaste concertation menée en 2016, ce nouveau mandat sera l'occasion de travailler conjointement avec les acteurs culturels afin de :

- prendre le pouls de la situation des acteurs culturels après la crise COVID et en particulier la question du retour du public dans les lieux culturels,
- repérer les dynamiques culturelles sur les territoires structurantes, émergentes comme les freins, et mesurer l'adéquation de la politique culturelle régionale,
- entendre la perception qu'ont les acteurs culturels des interventions des différents acteurs publics et des articulations nécessaires.

L'année 2022 sera mise à profit pour finaliser la réflexion sur l'évolution de la politique culturelle régionale, d'une part, et d'autre part, pour engager un dialogue avec les autres collectivités.

Ce dialogue constructif que nous entretiendrons durant tout le mandat participera à questionner la place de l'intervention régionale et à améliorer nos cadres d'intervention.

Le travail mené pour sécuriser et contractualiser les structures culturelles sera poursuivi afin de donner de la perspective aux acteurs culturels et de travailler à des objectifs communs.

Enfin, les enjeux importants d'accessibilité de tous les publics, de transition énergétique et d'équilibre homme/femme, déjà pris en compte par la Région dans le cadre de sa politique culturelle seront systématiquement intégrés à nos dispositifs.

1 – Création et créativité :

- Création Libre

Pendant la crise COVID les moyens alloués aux fonds de soutien à la création ont été renforcés pour soutenir les artistes et les équipes artistiques alors privés de toute possibilité de diffusion. En 2022, dans le cadre d'un dialogue avec les acteurs culturels, les modalités de soutien seront revues pour mieux prendre en compte la question de la rémunération des artistes-auteurs et la notion de parcours artistique et culturel. Une meilleure articulation des aides devra permettre de renforcer cette notion de parcours professionnel à partir de l'émergence ou de l'expérimentation. Une évolution du dispositif « création libre » sera proposée dans ce cadre.

- Novaction

Pour accompagner le développement et la structuration des filières les moyens seront reconduits en direction des Agences et Pôles régionaux. Le fonds de soutien au Cinéma et à l'Audiovisuel sera reconduit, ayant atteint un montant digne des ambitions régionales en la matière.

2 – Education et métiers :

- Génération Culture

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Dès 2022, le dispositif PEPS, qui permet chaque année à des milliers de lycéens et apprentis des Hauts-de-France de bénéficier de parcours d'éducation artistique et culturelle, sera adapté pour répondre aux objectifs et aux besoins de simplification des acteurs culturels ainsi que pour qualifier encore les projets en direction des jeunes des Hauts-de-France.

- Enseignement et Formation

Dans un souci de meilleure articulation, un travail sera engagé avec les autres collectivités pour préciser le cadre d'intervention de la Région dans le domaine des enseignements artistiques et de l'éducation artistique et culturelle, et évoquer l'hypothèse d'un schéma régional en la matière.

3 – Territoires en lien avec les habitants

La restauration du Patrimoine rural non protégé ou au titre des monuments historiques est un enjeu majeur de développement des territoires. Les moyens alloués en 2022 seront reconduits pour permettre de soutenir les projets portés par des collectivités et des propriétaires privés, de façon équilibrée et équitable sur la répartition territoriale.

En complément du soutien des structures de diffusion et d'action culturelle dans les domaines du spectacle vivant, des musiques, des arts visuels, de la CSTI, du patrimoine…, le fonds d'aide aux projets permettra l'accompagnement de nombreuses initiatives portées par des associations ou des collectivités pour compléter l'offre et l'action culturelle dans les territoires, en particulier les territoires ruraux ou moins dotés de structures permanentes.

De même, le dispositif des résidences longues de territoires vient également renforcer la présence artistique dans les territoires pour un travail avec les habitants.

4 – Rayonnement et développement international

- Haute-Culture

La Région poursuivra ses actions afin d'accompagner «la promotion et l'exportation de la créativité régionale » au travers du projet « Hauts-de-France en Avignon », mais également dans des festivals de renommée nationale ou internationale ainsi qu'au travers de son partenariat avec l'Institut Français et de son accord de coopération avec la région flamande.

- Temps Forts

Dans ce cadre, la Région soutient de très nombreux événements, festivals, expositions dans toutes les disciplines (Musique, Spectacle Vivant, Cinéma et Audiovisuel, Patrimoine, Arts Visuels,…).

Les temps forts contribuent à la fois au rayonnement de la Région Hauts-de-France, à la structuration des différentes filières et apportent, en complément de l'offre permanente de diffusion et d'action culturelle dans les territoires, des points de rencontres « exceptionnels » entre habitants et création et vitalité artistiques et culturelles.

Le dispositif Haute-Fréquence, quant à lui, sera adapté dès 2022 pour remettre les territoires au cœur du dispositif afin de privilégier ceux dépourvus d'une offre permanente en matière de musiques actuelles, au service d'une démarche de développement culturel des territoires.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

II) La coordination technique de la stratégie « devoir de mémoire »

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs		65 138			65 138
906 - Action économique	865 000	287 517	100 000		387 517

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
936 - Action économique	265 000	15 000	182 500		197 500

Malgré un contexte de crise sanitaire, économique et sociale qui impacte fortement la tenue d'événements et la fréquentation des sites mémoriels, la Région poursuivra avec détermination la mise en œuvre des orientations politiques définies au titre du Devoir de Mémoire.

En fonctionnement, il est ainsi proposé une AE de 265 000 € et 197 500 € de CP dont 182 500 € de CP pour les actions nouvelles à mettre en œuvre dans le cadre de la stratégie régionale tant sur la valorisation des sites et équipements et leur mise en réseau au travers des chemins de mémoire que sur leur promotion au travers d'outils digitaux et de magazine dédiés.

La politique d'investissement dans le domaine du devoir de mémoire, se traduira également :

- Par la poursuite des dispositifs en faveur de la rénovation des monuments aux morts et des drapeaux pour les associations d'anciens combattants,
- La mise en œuvre du projet « Chemins de mémoire en HDF »,

- Les travaux d'aménagements de Notre-Dame de Lorette (parkings et sanitaires).

L'accompagnement des projets de modernisation et d'amélioration de la qualité de l'accueil et des services des équipements et sites mémoriaux emblématiques des HDF pour concrétiser l'image de la Région en tant que région de la 1ère Guerre Mondiale. 4 projets sont à ce jour identifiés mais le réseau constitué pour le projet précité travaille sur une dizaine de projets, vivier sur lequel nous effectuerons une priorisation.
A ce titre, est donc inscrite au budget 2022 en investissement la somme de 865 000 € en AP et 452 655 € en CP, dont 100 000 € de CP pour les mesures nouvelles.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

III) Grands projets culturels et Gestion Patrimoniale en Culture

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs		4 600 000		1 388 000	5 988 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs				463 700	463 700

La politique patrimoniale dans le domaine de la culture, se traduira également :

- par la poursuite des opérations immobilières, en gestion pluriannuelle, pour un montant de 4 600 000 € de CP 2022 réparti à titre indicatif comme suit :
  - 4 000 000 € au titre de l'opération « implantation de l'Institut pour la Photographie à Lille » ;
  - 150 000 € au titre des travaux de reprise du parc suite à sinistre au musée du Louvre à Lens ;
  - 450 000 € dans le cadre de la convention de mandat pour le Centre de conservation du Louvre à Liévin (travaux et subvention).

- par la réalisation, en gestion annuelle, du programme annuel de grosses réparations, de sûreté et sécurité, et de maintien en état et en exploitation du patrimoine bâti culturel de la Région pour un montant de 1 388 000 € en investissement et 463 700 € en fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

IV) Parc de matériel scénique (Gestion annuelle)

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs				10 000	10 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs				10 000	10 000

Le Parc de Matériel Scénique et Evènementiel propose la location de matériels scéniques, y compris scène mobile, à tarifs préférentiels votés par les élus, aux associations, collectivités et établissements publics, dont le siège social est situé dans les Hauts-de-France.

Les dépenses d'investissement correspondent au renouvellement régulier du matériel loué pour un montant de 10 000 €.

Les dépenses de fonctionnement correspondent à l'entretien, la réparation et à la maintenance du matériel pour un montant de 10 000 €.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

B) Relations internationales

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**630 000**	**302 448**	**315 000**		**617 448**
900 - Services généraux	630 000	302 448	315 000		617 448

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**1 460 250**	**574 708**	**627 750**	**57 500**	**1 259 958**
930 - Services généraux	1 460 250	574 708	627 750	57 500	1 259 958

L'année 2021 a permis de poursuivre la mise en œuvre des orientations de la politique internationale et des axes d'intervention autour de :

- Energie pour l'Afrique,
- Mobilité européenne et internationale,
- Diplomatie économique.

auxquels s'ajoutent un volet d'intervention territoriale en appui aux actions publiques et privées du territoire de la région à l'international.

La crise sanitaire et économique provoquée par l'épidémie de COVID-19 en 2020 a bouleversé la politique internationale de la Région sur la fin de la mandature précédente, au moment même où la stratégie adoptée par l'assemblée régionale le 29 juin 2017 connaissait une très forte dynamique.

Dans cette nouvelle proposition de budget 2022, les CP 2022 de 1.25 M€ sont couvertes par des recettes qui s'élèvent à 355 K€ soit 28 % des AE 2022.

Les pratiques en matière de diplomatie économique, les mobilités ainsi que les projets portés par les acteurs régionaux s'en sont trouvés impactés. L'action régionale s'est adaptée à ce nouveau contexte notamment via la digitalisation de ses actions.

L'année 2022 va permettre de poursuivre et d'adapter nos ambitions en matière de politique internationale en renforçant le lien avec les besoins et les dynamiques des territoires.

1. Programme Energie pour l'Afrique - AP de 630 K€ et AE de 472 K€

Il est proposé la reconduction de l'appel à projets 2021/2022 afin de poursuivre l'accompagnement de la Région auprès des acteurs publics et privés qui soumettent un projet en consortium multi acteur (associations, universités, entreprises) mobilisant au moins une entreprise de la Région Hauts-de France.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le programme démarré avec le pôle de compétitivité MEDEE dès 2017 sera poursuivi.

Les propositions en section d'investissement concernent exclusivement le volet Energies pour l'Afrique et pourront permettre une intervention complémentaire à celle au titre du fonctionnement.

Pour rappel, le MEAE offre la possibilité de financer des projets de coopération des collectivités locales à travers ses appels à projets annuels ou triennaux, financés à hauteur de 50, ou de 70% selon les pays éligibles.

2. Programme Mobilité européenne et internationale AE de 657 K€

En 2022, il s'agira notamment :

- de poursuivre le soutien à l'information des jeunes sur les opportunités et bénéfices d'une mobilité internationale dans leur parcours vers l'emploi, notamment au travers de la « quinzaine de la mobilité internationale » et du forum « Cap sur le Monde » (AE de 50 K€).
- de poursuivre les dispositifs de soutien à la mobilité, au travers de l'appel à projets Génération + mobilité (AE de 300 K€) et du dispositif MOBINOV Erasmus 2020-2022 (AE de 483 K€ affectés en 2021 portant sur les mobilités jusque fin septembre 2022).D'inciter les établissements à mettre en place des mobilités hybrides (visioconférences).
- A l'automne 2022, mise en place du nouveau programme « Erasmus + », dans la continuité des précédentes éditions et intégrant la priorité que constitue l'inclusion des publics a priori les plus éloignés de la mobilité internationale et européenne.

3. Programme Diplomatie Economique une AE de 111 K€ et HAE 0.57 K€

Dans ce cadre, il s'agit :

- D'accompagner et de renforcer l'internationalisation des acteurs du territoire régional
- De favoriser la création d'emploi en Hauts de France
- De contribuer au rayonnement international de la Région Hauts de France

Dans ce cadre, 6 grands partenariats européens et internationaux à dimension économique (USA, Maroc, Pologne et Allemagne (RNW/Thuringe) et Chine) ont été développés ces dernières années, en lien avec les réseaux diplomatiques français. Des actions ou missions économiques seront poursuivies sur la Namibie, l'Inde, le Canada et la Corée du Sud.

4. Programme Intervention territoriale AE 220 K€

Ce volet vise à soutenir des acteurs publics et privés impliqués dans les relations internationales, (à contribuer au développement et au fonctionnement d'outils (plateformes, labels) ou encore à animer les partenariats.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

11ème VICE-PRESIDENCE

SANTE, FORMATION SANITAIRES ET SOCIALES

Madame Anne PINON

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**7 900 000**	**1 994 927**	**3 605 074**		**5 600 001**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	2 900 000	840 000	760 000		1 600 000
904 - Santé et action sociale (hors RSA)	5 000 000	1 154 927	2 845 074		4 000 001

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**151 708 106**	**30 493 463**	**113 576 065**		**144 069 528**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	147 188 106	28 870 450	110 679 078		139 549 528
934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	4 520 000	1 623 013	2 896 987		4 520 000

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Formations sanitaires et sociales

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**2 900 000**	**840 000**	**760 000**		**1 600 000**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	2 900 000	840 000	760 000		1 600 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**147 188 106**	**28 870 450**	**110 679 078**		**139 549 528**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	147 188 106	28 870 450	110 679 078		139 549 528

Le secteur sanitaire et social représente plus de 13 % de l'emploi régional, 320 000 actifs, et la qualification de ces personnels, au-delà des enjeux de santé et de cohésion sociale, participe à la performance des structures publiques, associatives et privées, comme au tissu économique régional et au développement de l'emploi.

Fin 2016, le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales intégré au CPRDFOP a été adopté. Au travers du Schéma, la Région Hauts-de-France a inscrit son action autour de 4 ambitions :

- L'exigence de travailler ensemble
- La recherche de l'équité pour l'ensemble des apprenants
- Le souci de la concertation avec l'ensemble des partenaires dont les étudiants
- La détermination d'une action régionale réaliste et évaluable.

Chaque année, ce sont plus de 23 000 étudiants qui sont inscrits dans ces formations, très souvent en promotion sociale, dont de très nombreux salariés en reprise d'études. 59% de ces apprenants se préparent aux métiers du soin, 17% aux professions de la filière éducative. L'accompagnement social vient, avec 10% des effectifs, en 3e position.

Ces futurs professionnels sont au cœur des enjeux de santé publique et des défis de notre territoire : vieillissement, maladies chroniques, numérique, médecine personnalisée, handicap, pauvreté... et plus récemment en tant de crise sanitaire majeure. Les formations sanitaires et sociales se conçoivent en articulation avec les grandes orientations régionales en matière de santé publique ainsi qu'en fonction de la répartition des professionnels de santé dans les différents territoires des Hauts-de-France selon les besoins identifiés.

Dans ce cadre, le budget primitif 2022 vise à permettre l'accès à des formations de qualité, sur l'ensemble du territoire, dans un secteur professionnel. En section de fonctionnement, ce budget est couvert à plus de 80% par des recettes provenant de l'Etat, parmi lesquelles une participation de Pôle emploi à hauteur de de 2,5 M€ pour le financement des demandeurs d'emploi pour l'accès aux formations d'ambulancier, aide-soignant et auxiliaire de puériculture.

Ce budget vise à faciliter l'accès des publics à ces formations de proximité, qui conduisent elles-mêmes à des embauches de proximité fidélisant ainsi ces professionnels de santé dans les territoires.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

1) Soutien au fonctionnement et à l'investissement des instituts et écoles de formation aux métiers du sanitaire et social (116,28 M€ soit 113,38 M€ d'AE + 2,9 M€ d'AP)

La loi n°2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 a confié aux Régions des compétences nouvelles en matière de formations sociales, paramédicales et de sages-femmes. Ces compétences ont été réaffirmées dans la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 avec notamment l'inscription de ces formations dans le Service Public Régional de Formation (SPRF) et le transfert aux Régions de la compétence de délivrance des agréments des formations sociales par décret n° 2017-537 du 13 avril 2017.

Le budget proposé finance les quelques 55 établissements support des formations sanitaires et sociales pour l'organisation des études et de l'alternance des étudiants et élèves en formation initiale ou en formation continue (demandeurs d'emploi), avec des partenariats très forts entre les milieux professionnels et les instituts de formation.

Le budget primitif 2022 intègre les mesures du Ségur de la santé qui s'est tenu conséquemment aux impacts de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19. Parmi ces mesures figurent :

- l'augmentation du nombre de places en instituts de formations en soins infirmiers et en formation d'aide-soignant ;
- les modalités de sélection pour les aides-soignants et les auxiliaires de puériculture (suppression des frais de sélection, allongement de la durée de la formation) ;
- l'augmentation des frais de déplacements et indemnités de stages pour plusieurs diplômes du secteur sanitaire ;
- l'augmentation des barèmes des bourses d'études sanitaires et sociales de 1 % suite à parution de l'arrêté du 27 juillet 2021 ;
- l'augmentation du nombre de boursiers liée à l'augmentation du nombre de places et des difficultés financières des élèves-étudiants,
- le déploiement de la démarche qualité QUALIOPI qui deviendra obligatoire pour tous les établissements à compter du 1er janvier 2022.

a) *Pour les instituts et écoles de formation sanitaire publics et privés (92,1 M€ soit 90,8 € d'AE +1,3 M€ d'AP)*

La Région a la charge du fonctionnement et de l'équipement des écoles et instituts mentionnés à l'article L.4383-3 de la loi du 13 août 2004, lorsqu'ils sont publics. Elle peut participer au financement du fonctionnement et de l'équipement de ces établissements lorsqu'ils sont privés.

C'est dans ce cadre que la participation financière de la Région s'inscrit, et vise à :

- contribuer aux charges d'exploitation relatives au personnel,
- couvrir les indemnités de stages et frais de déplacement dans le cadre de certaines formations,
- participer aux autres charges d'exploitations courantes,
- participer aux charges financières relatives aux emprunts contractés pour les investissements et les charges exceptionnelles,

et, le cas échéant, de contribuer aux dotations des comptes d'amortissements des meubles ou immeubles nécessaires à la réalisation de ces activités, et aux dotations des comptes de provisions.

Dans le cadre de travaux d'harmonisation et dans un souci de bonne gestion des fonds publics, les modalités de calcul des subventions régionales ont été révisées en 2019 et se poursuivront sur 2022 pour répondre à ces besoins.

Le soutien de la Région aux instituts et écoles représente près de 60% des crédits de paiement de la politique des formations sanitaires et sociales.

Au titre de cette compétence obligatoire exercée par la Région, les dépenses encourues font à ce jour l'objet d'une compensation partielle de la part de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Enfin, le budget d'investissement permet de contribuer aux dépenses d'équipements pédagogiques et numériques. Au regard de la crise sanitaire, ces formations seront de plus en plus amenées à se dérouler aussi en distanciel et s'appuyer sur des logiciels de simulation, des classes virtuelles et le prêt d'équipements informatiques pour éviter la fracture numérique.

b) ***Pour les établissements de formation en travail social (24,181 M€ soit 22,581 M€ d'AE +1,6 M€ d'AP)***

La Région définit et met en œuvre la politique de formation des travailleurs sociaux. Depuis 2017, la Région est compétente pour délivrer les agréments aux établissements dispensant ces formations. Elle assure enfin le financement des formations initiales et continues (demandeurs d'emploi), dans la limite du nombre de places financées qui est précisé dans les arrêtés d'agrément.

Les établissements dispensant des formations initiales sont ainsi financés par la Région. L'aide financière à ces établissements est constituée d'une subvention annuelle couvrant les dépenses administratives et celles liées à leur activité pédagogique.

Dans ce cadre, la Région participe notamment à :

- contribuer au financement du fonctionnement des établissements de formation en travail social,
- prendre en compte les évolutions réglementaires des diplômes du travail social.

Dans le cadre de travaux d'harmonisation et dans un souci de bonne gestion des fonds publics, les modalités de calcul des subventions régionales de fonctionnement ont été harmonisées depuis 2020 pour répondre à ces besoins.

Le budget d'investissement permet de contribuer aux dépenses d'équipement pédagogiques et numériques.

2) Le soutien aux étudiants dans leur parcours de formation par l'attribution de bourses sur critères sociaux et autres aides individuelles (33,808 M€ d'AE)

Concernant le soutien de la Région auprès des apprenants concernés par la politique des formations sanitaires et sociales, le dispositif des bourses régionales des formations sanitaires et sociales (33,163 M€) a été décentralisé concomitamment à celui sur les formations. La principale aide versée aux étudiants de ce secteur est constituée par la bourse attribuée sur critères sociaux en fonction de barèmes et de taux minimaux fixés par différents décrets. Ce dispositif concerne plus de 10 500 bénéficiaires.

Le budget primitif intègre définitivement l'harmonisation des aides à la restauration (645 K€).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

B) Santé

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 000 000**	**1 154 927**	**2 845 074**		**4 000 001**
904 - Santé et action sociale (hors RSA)	5 000 000	1 154 927	2 845 074		4 000 001

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**4 520 000**	**1 623 013**	**2 896 987**		**4 520 000**
934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	4 520 000	1 623 013	2 896 987		4 520 000

Les différents diagnostics en matière de Santé et notamment celui du Projet Régional de Santé (PRS) montrent que l'état sanitaire des habitants des Hauts-de-France reste préoccupant ; la crise liée à la Covid-19 n'a fait malheureusement que confirmer cette situation.

Face à ce constat, le Conseil régional entend agir, dans le cadre de ses compétences, en partenariat avec les grands acteurs de la santé publique que sont l'État, l'Agence régionale de santé (ARS), les Conseils départementaux et les territoires.

Les crédits spécifiques en matière de santé s'inscrivent en cohérence et en complémentarité avec les autres politiques régionales qui contribuent également à l'amélioration de la santé des habitants (aménagement du territoire, politique de la ville, environnement, réhabilitation des logements, sport, formations sanitaires et sociales, recherche, transport, agriculture/alimentation, économie, numérique, …)

L'engagement de la Région s'organise autour de trois objectifs :

- Améliorer la qualité et les conditions de vie pour une (ré)insertion sociale et professionnelle réussie en agissant sur la prévention et l'éducation pour la santé, en suscitant les comportements favorables à la santé et en accompagnant les malades et leur entourage...
- Favoriser l'égalité d'accès à des soins de qualité en luttant contre la désertification médicale et en développant une offre de santé de proximité ;
- Promouvoir l'excellence et l'innovation en santé au service des habitants de la région.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

1) Mettre l'accent sur la prévention : 2 956 000 €

La prévention en matière de santé repose autant sur la sensibilisation et l'implication individuelle que sur la promotion des conditions de vie et de travail propices à un bon état de santé de la population.

A ce sujet, le Conseil régional cible son action sur les principales causes de surmortalité et de décès anticipés que sont les cancers, les maladies cardio-vasculaires (obésité - diabète) et sur certaines conduites addictives en menant des actions de prévention auprès des publics les plus sensibles.
Une approche collective priorisée sera recherchée vers les jeunes, les lycéens, les apprentis qui constituent pour le Conseil régional des publics prioritaires. Les thématiques développées concerneront : la santé-sport, la santé-alimentation, la santé travail pour favoriser la qualité de vie au travail et le maintien dans l'emploi, et la santé environnement (qualité de l'air, lutte contre les perturbateurs endocriniens…) dans le cadre du plan régional de santé environnement que la Région copilote avec l'ARS et la DREAL.

Concernant plus spécifiquement les pathologies liées aux cancers, la Région poursuivra son engagement dans la régionalisation des Espaces Resource Cancer aux côtés de l'ARS. Ces lieux, uniques en France, permettent aux patients atteints de cancer de se ressourcer et d'avoir les moyens de reprendre une vie sociale et professionnelle.

Des actions innovantes seront également encouragées pour toucher les publics les plus éloignés et les plus captifs (favoriser le déploiement d'unités mobiles de prévention pour « aller vers » et toucher les publics les plus éloignés du soin).

La Région continuera de s'impliquer au plan « Hauts-de-France sans nouvelle contamination VIH-SIDA » au travers d'actions de sensibilisation et de promotion de la santé en complémentarité de celles menées par les partenaires que sont l'ARS et les Conseils départementaux.

Enfin, pour 2022, compte tenu du contexte sanitaire, la Région pourra soutenir des actions expérimentales ou spécifiques en matière de prévention ainsi que des travaux précurseurs en matière de recherche santé.

2) Conforter l'observation et l'évaluation : 400 000 €

La Région s'appuie sur un réseau d'acteurs et de partenaires pour disposer de diagnostics territorialisés, de données générales ou thématiques, d'expertises particulières nécessaires à la définition et à la mise en œuvre d'une politique au plus proche des problématiques rencontrées en Hauts-de-France et notamment par ses habitants les plus fragiles.

En l'espèce, il s'agit de développer les outils d'appui et d'accompagnement de la politique Santé dans le domaine sanitaire et social au plan régional et infra régional tels que l'Observatoire Régional de la Santé et du Social (l'OR2S) et la plateforme sanitaire et sociale sur la santé prévention.

3) Soutenir le développement de la démographie médicale, les inégalités d'accès à l'offre de soin et l'innovation en santé : 6 164 000 €

La question de l'accès à l'offre de soins est cruciale, notamment dans certains territoires marqués par une démographie médicale déjà insuffisante et/ou en voie de dégradation. Elle implique à la fois de conforter les hôpitaux locaux pour garantir un maillage territorial suffisant et faciliter l'accès à l'expertise médicale, y compris pour les populations situées dans ces territoires sous dotés en offre médicale.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

En termes de démographie médicale et d'offre de soins, la Région poursuivra :

- Le soutien aux postes d'assistants en temps partagés dans les hôpitaux éloignés des centres hospitaliers de Lille et Amiens,
- Le soutien aux postes de chefs de cliniques favorisant l'attractivité des hôpitaux universitaires de la région en lien avec les centres hospitaliers universitaire d'Amiens et de Lille,
- Le déploiement d'unités mobiles, de façon à toucher les publics les plus éloignés,
- Le déploiement en cas de succès des expérimentations territoriales dans le domaine de la télémédecine.
- Le soutien à l'installation des professionnels de santé dans les maisons pluri professionnelles de santé (MSP) et les centres de santé polyvalents en portage public par une aide dédiée à la construction/réhabilitation et à l'acquisition des équipements nécessaires à ces professionnels de santé pour les projets inscrits en territoires sous dotés.

Pour accompagner la prise en charge de qualité du quotidien, la Région accompagnera les acquisitions ou renouvellement d'équipements proposant des examens de dépistage ou de diagnostic (IRM, scanner, TEP scan, mammographe numérique) apportant une plus-value médicale, technique et organisationnelle ayant reçu une autorisation de l'ARS. Seront privilégiés pour cette année les projets visant à lutter contre le cancer dans les territoires prioritaires (Bassin minier, Sambre-Avesnois-Thiérache)

Pour préserver la performance de ses centres hospitaliers universitaires (Lille, Amiens et le centre Oscar Lambret) la Région accentuera son accompagnement dans l'investissement d'équipements spécifiques et de pointe ; elle entend poursuivre son partenariat dans le développement d'outils numériques innovants et sécurisés facilitant la prise en charge et le suivi des patients en lien avec la stratégie régionale de e-santé.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

12ième VICE-PRESIDENCE

Arnaud DECAGNY

APPRENTISSAGE, ARTISANAT, NUMERIQUE

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**37 500 000**	**32 815 317**	**8 195 864**	**490 000**	**41 501 181**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	26 000 000	23 521 942	2 267 556	490 000	26 279 498
906 - Action économique	11 500 000	9 293 375	5 928 308		15 221 683

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**34 808 303**	**11 148 045**	**21 379 723**	**100 000**	**32 627 767**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	26 130 100	8 381 482	18 683 932	100 000	27 165 413
936 - Action économique	8 678 203	2 766 563	2 695 791		5 462 354

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Apprentissage

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**26 000 000**	**23 521 942**	**2 267 556**	**490 000**	**26 279 498**
902 - Enseignement, Formation Professionnelle, Apprentissage	26 000 000	23 521 942	2 267 556	490 000	26 279 498

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**26 130 100**	**8 381 482**	**18 683 932**	**100 000**	**27 165 413**
932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	26 130 100	8 381 482	18 683 932	100 000	27 165 413

Le budget proposé pour 2022 est de 53 444 911,24 euros de crédits de paiements composé :

- d'une section de fonctionnement de 27 165 413,24 euros consacrés au financement des CFA notamment par le biais du fonds de soutien, au versement des aides aux apprentis et au financement de politiques en faveur du développement et de la promotion de l'apprentissage,
- d'une section d'investissement de 26 279 498,00 euros consacrés au versement des subventions antérieurement votées et aux nouveaux projets d'investissement des CFA au titre de l'aménagement et du développement du territoire.

En fonctionnement

1/ Maintenir le pouvoir d'achat des apprentis

Conformément à l'engagement n°1 du Plan « Ambition 2020 : l'Apprentissage et l'Alternance pour l'emploi dans les Hauts-de-France », la Région a maintenu ses aides aux apprentis : Aide à l'achat de matériel scolaire et professionnel via la carte génération ; Aides au transport, à l'hébergement, à la restauration ; Dispositif « Reprise des apprentis » ; Fonds de Solidarité des Apprentis (FSA) mobilisable, sous conditions, en cas de difficulté financière de l'apprenti mettant en péril la poursuite de sa formation. 13 125 000 euros sont inscrits au budget 2022 pour ces différents dispositifs à destination des apprentis.

2/ Soutenir une offre de formation de proximité et équilibrée sur le territoire des Hauts-de-France

Conformément à l'engagement n°2 du Plan « Ambition 2020 : l'Apprentissage et l'Alternance pour l'emploi dans les Hauts-de-France », la Région Hauts-de-France a adopté le 10 avril 2021 un cadre

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

d'intervention régionale en matière de fonctionnement au titre du fonds de soutien pour le développement de l'apprentissage en Hauts-de-France.

Trois axes d'intervention sont proposés :

- Le soutien à l'appareil de formation existant en apprentissage,
- Le développement de nouvelles formations en apprentissage,
- L'expérimentation et l'innovation en apprentissage.

12 305 100 euros sont inscrits au budget 2022 pour ce fonds de soutien, une recette d'Etat correspondant à ce montant sera versée à la Région dans le cadre d'une convention avec France Compétences.

3/ Promouvoir l'apprentissage

➢ L'appui à la création / reprise d'entreprise, à l'innovation

Par ses actions en faveur de l'apprentissage, la Région souhaite également encourager l'emploi et le développement économique : la sensibilisation à la création, la reprise d'entreprises, ou l'entreprenariat auprès des publics apprentis sera poursuivie en 2022, de même que le soutien à des initiatives en faveur des TPE-PME tels que le dispositif INOPME-recherche qui met à disposition des PME, des apprentis chercheurs leur permettant de bénéficier d'une cellule d'innovation et de recherche propice au développement de leur activité.

163 000 euros seront dédiés à ces mesures.

➢ La valorisation de l'apprentissage et le rapprochement offre / demande

La Région poursuit ses efforts concernant la valorisation de l'apprentissage. Les objectifs sont les suivants :

- Valoriser l'apprentissage et les métiers par le soutien d'actions emblématiques telles que les Wordskills. Soutenir des initiatives territoriales de rapprochement de l'offre et de la demande de contrat en alternance (financement de jobs-dating, salons emplois-formation, forums, etc…).
- Soutenir toute action d'accompagnement vers l'alternance et d'insertion dans l'emploi en contrepartie de fonds européens,
- Apporter un soutien financier et développer des partenariats territoriaux pour favoriser le développement et maintenir la qualité de l'apprentissage (ex : ANAF, GIP Réussir en Sambre Avesnois, etc.).

1 115 856 euros sont dédiés à ces mesures.

➢ Le soutien à l'apprentissage dans le secteur public

Suite à la loi n°2019-828 du 06 août 2019 portant transformation de la fonction publique, complété par le décret du 27 juin 2020, le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) prend en charge une partie du coût de la formation des apprentis du secteur public pour les contrats signés à partir du 2 janvier 2020. Ce financement de la formation des apprentis employés par les collectivités territoriales est à hauteur de 50% du montant plafonné du coût de la formation annuelle (plafonds définis entre le CNFPT et France Compétences).

Suite au constat des freins que représente le reste à charge du recrutement d'un apprenti pour une collectivité locale, la Région soutient le développement de l'apprentissage dans le secteur public.

356 457 euros sont dédiés à ce dispositif pour les dossiers historiques. Les nouveaux dossiers seront financés par le biais du fonds de soutien.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Opérations gérées en maîtrise d'ouvrage régionale

En fonctionnement, 100 000 euros sont inscrits au budget pour des dépenses de réparations courantes (petites interventions nécessaires à l'entretien courant des bâtiments) sur des biens immobiliers hébergeant des activités de formation par apprentissage et dont la Région est propriétaire.

En investissement

La loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » maintient aux Régions la possibilité de financer les CFA en matière d'investissement « quand des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique le justifient ». La Région Hauts-de-France consacre chaque année un budget conséquent aux opérations de construction, d'extension, de rénovation, de mise aux normes et de financement d'équipements des centres de formation afin de permettre aux apprentis de bénéficier de conditions d'accueil adaptés.

En 2022, le budget dédié à cet effort de modernisation d'un montant total de 29 279 498 euros permettra d'honorer les engagements antérieurs et d'affecter des crédits à de nouvelles opérations afin de poursuivre cette mission d'accompagnement aux investissements maintenue par la loi.

Opérations gérées en maîtrise d'ouvrage régionale

Sur le patrimoine immobilier dont la Région est propriétaire, se rapportant à l'apprentissage, 740 599 euros de crédits de paiement en gestion pluriannuelle sont inscrits au budget pour la réalisation de travaux de couverture au CEFMA de Tourcoing (opération délibérée en 2018 pour 1,5M€) et la somme de 490 000 euros de crédits de paiement en gestion annuelle (80 000 euros de travaux d'urgence, 380 000 euros de programme annuel de grosses réparations et 30 000 euros de travaux de sûreté et sécurité). Ces montants sont compris dans le montant total de 29 279 498 euros cités précédemment.

B) Artisanat commerce et économie sociale et solidaire

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**11 500 000**	**9 293 375**	**5 928 308**		**15 221 683**
906 - Action économique	11 500 000	9 293 375	5 928 308		15 221 683

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**8 678 203**	**2 766 563**	**2 695 791**		**5 462 354**
936 - Action économique	8 678 203	2 766 563	2 695 791		5 462 354

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

I) Artisanat commerce

En investissement

L'artisanat constitue un enjeu du SRDEII adopté le 30 mars 2017. Il s'intègre notamment dans la dynamique des industries créatives et de l'accueil. Il est mis en œuvre à travers les plans : STARTER et BOOSTER. Il entre également dans le plan TERRITOIRE dans la mesure où le soutien à l'artisanat est un enjeu d'équilibre des territoires et comporte un volet d'aides directes aux entreprises.

Le monde artisanal doit prendre pleinement sa part dans la relance du tissu économique régional mis à mal par la crise sanitaire. A cet effet, et dans le cadre du Plan de relance mis en œuvre par la Région, les cadres d'interventions ont été modifiés pour les rendre bien plus attractifs, et ainsi participer à un retour de l'optimisme et la croyance à un avenir meilleur. Le succès a été grandement au rendez-vous et les dossiers de demande affluent, massivement.

C'est pourquoi, le budget « Artisanat » connait une hausse très significative, en doublement par rapport à 2021.

1) *Aides au développement dotées de 2,5 M € d'AP:*

Aides au développement des TPE artisanales
Nombre de TPE sont de statut artisanal. C'est pourquoi cette aide au développement leur est tout naturellement dédiée.

3 objectifs sont particulièrement recherchés ici:

- Accompagner les entreprises artisanales dans leurs projets de développement situés dans les territoires urbains et ruraux
- Favoriser la création d'emplois sur le territoire régional.
- Aider les TPE à franchir une étape cruciale de leur développement en répondant à leur besoin de ressources stables pour le financement de leurs projets d'investissement.

Cette aide, qui se faisait jusqu'alors sous forme d'avance remboursable, prend désormais la forme de subventions, suite à la modification du dispositif intervenue en commission permanente d'octobre 2020, dans le cadre du plan de Relance. Ce qui a provoqué un intérêt accru de la part des TPE

2) *Soutien régional au commerce et à l'artisanat, doté de 4 M € d'AP,*

Dispositif adopté en octobre 2018, Ce nouveau programme est destiné à aider l'artisanat des villes de moins de 10 000 habitants, dès lors que l'activité artisanale est conjuguée avec un point de vente, avec 2 volets :

- le volet amélioration des points de vente fixe, pour 2 000 000 € d'AP, subvention plafonnée à 12 000 €, représentant initialement 20% d'une dépense subventionnable, 40 % désormais.
- le volet amélioration des points de vente mobile (camions de tournées), également pour 2 000 000 € AP, subvention plafonnée à 20 000 €, représentant initialement 20 % de la dépense subventionnable, 40 % désormais.

Ce dispositif vise tout naturellement les entreprises artisanales dont on connait l'importance pour la vie des bourgs et du milieu rural, pour ce qui concerne les camions de tournées.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

3) ***Soutien régional à la transition numérique des artisans commerçants, doté de 2 M € d'AP***

Le numérique représente aujourd'hui une très forte opportunité de croissance pour les entreprises. Le rapport « Accélérer la mutation numérique des entreprises : un gisement de croissance et de compétitivité pour la France », (McKinsey, 2015) estime à 40% l'augmentation du chiffre d'affaire d'une entreprise digitalisée. Alors que près de 70% des Français achètent sur internet, 11 % des TPE-PME des Hauts-de-France vendent en ligne (CCI Hauts-de-France, mars 2017). Parmi les facteurs qui freinent aujourd'hui la transition numérique, les entreprises mettent en avant l'absence de financement et d'aide dans ce domaine.
L'objectif de cette aide est donc de soutenir financièrement les artisans et commerçants qui souhaitent investir dans un projet de transformation numérique de leur activité : mise en place d'un site de e-commerce, caisse ou terminaux de paiement connectés, solutions de collecte ou de gestion de données.
Ce dispositif est un outil opérationnel au service du plan artisanat-commerce et de l'enjeu de redynamisation des centres villes et centres-bourgs des territoires. Il s'articule par ailleurs aux accompagnements proposés via le plan Booster TPE et vise à proposer aux petites entreprises un parcours complet d'accompagnement par la Région et ses partenaires pour réussir de bout en bout leur transition numérique.

L'enjeu est donc de concourir à la valorisation de la capacité d'innovation, de l'organisation de l'entreprise et de l'adaptation à la transition numérique visant une compétitivité toujours plus performante.

La crise sanitaire 2020/2021 a montré tout l'intérêt, pour les artisans-commerçants, de s'ouvrir une lisibilité sur le Web et les réseaux numériques. C'est pourquoi, le dispositif a été également modifié : la subvention antérieurement de 20 % des investissements éligibles, plafonnée à 6 000 €, passe désormais à 40 %.

4) ***Plan Cybersécurité - aide individuelle à l'investissement – 500 000 € d'AP***

Il s'agit ici d'accompagner, sous forme de subventions, les entreprises qui s'engagent dans un plan d'investissement en matière de Cyber sécurité (investissements matériels et incorporels), telles que, par exemple, les mesures de protection réseau, la mise en conformité aux règlements RGPD, RGS et NIS, la mise en œuvre de solutions de cyber veille…..

Financement à hauteur de 30% des investissements éligibles dans la limite d'un plafond de 4 800 € HT.

En fonctionnement

1) ***BOOSTER TPE***

Au titre de sa feuille de route en matière d'artisanat et de commerce de proximité, la Région déploie plusieurs dispositifs d'accompagnement des TPE.

Le Booster TPE est l'outil principal d'intervention de la Région pour l'accompagnement des artisans et commerçants (financement CMA et CCI), mais la Région soutient aussi quelques actions spécifiques proposées par la CMAR (artimarchés, métiers d'art, artisans de qualité…). Le soutien aux TPE dans des démarches de digitalisation est également repris dans ce cadre (aides « Commerce en ligne Entreprises » et « Commerce en Ligne Territoires »).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

2) CENTRE VILLE CENTRE BOURG

Ce programme permet d'accompagner les 114 communes labellisées par la Région dans le cadre du dispositif Centre Ville Centre Bourg au titre du développement économique. La Région apporte ainsi un soutien en matière d'ingénierie (poste de Manager de centre ville, études) ou de financement d'actions d'animation commerciale.

3) BOOSTER EXPORTATION

Ce programme correspond au financement du dispositif PARI (Programme Artisanal Régional International) qui permet un accompagnement individualisé des entreprises artisanales dans leur développement international

Un programme dédié au soutien aux Métiers d'art permettra de soutenir la politique régionale à la suite d'un travail effectué en 2020 et 2021 avec l'Institut National des Métiers d'Art.

II) Economie sociale et solidaire

En investissement

Les crédits inscrits permettent le financement des aides à la création et au développement, ainsi que les Dispositifs d'Appui aux Structures de l'ESS (DASESS), les Fonds d'Investissement pour le Développement de l'ESS (FIDESS) et les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA). Cette ligne permet également de financer l'aide créée dans le cadre du plan de relance 2021 pour accompagner les structures de l'ESS dans la digitalisation de leurs activités. (Investissement Numérique ESS).

En fonctionnement

1) PLAN STARTER

Les principaux outils du plan Starter ESS permettent de garantir un accompagnement des porteurs de projet et des jeunes entreprises de l'ESS sur différents volets (ingénierie d'accompagnement, financement via les aides directes de la Région ou les outils financiers).

2) PLAN BOOSTER

A l'image du Booster TPE, ce dispositif d'accompagnement a été créé en fin 2020 à destination des entreprises de l'ESS en développement.

Ce dispositif repose sur des modules d'accompagnement ciblés (RH, gestion, commande publique, stratégie commerciale, digitalisation) proposés aux entreprises en développement ayant un potentiel en matière de création d'emploi. C'est un outil important pour permettre le changement d'échelle de l'ESS.

3) PLAN TERRITOIRE

Le dispositif ACTE (Accélerateur de Coopérations Territoriales) a vocation à accompagner les initiatives d'acteurs de l'ESS souhaitant se regrouper et mutualiser en vue de développer de nouvelles activités.

Le dispositif a été créé fin 2018. Une dizaine d'initiatives est accompagnée à ce jour. Plusieurs projets devraient faire l'objet d'une demande d'appui auprès de la Région en 2022.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

L’année 2022 sera l’occasion d’encadrer les modalités de soutien régional aux initiatives « Territoire Zéro Chômeur » de longue durée.

Des réseaux tels que l’APES, la CRESS, l’URSCOOP, et l’IRIAE participent activement à la promotion de l’ESS. Ils accompagnent également leurs membres dans leurs projets et leur développement

Ces réseaux ont été fortement mobilisés durant la crise sanitaire en 2020 pour accompagner les entreprises de l’ESS. En phase de sortie de crise, le conventionnement devra être ajusté et les modalités de soutien seront ajustées en 2022.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

13EME VICE-PRESIDENCE

BIODIVERSITE

Madame Véronique TEINTENIER

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**3 325 000**	**3 368 836**	**702 000**		**4 070 836**
907 - Environnement	3 325 000	3 368 836	702 000		4 070 836

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 460 000**	**2 642 302**	**1 911 000**		**4 553 302**
937 - Environnement	5 460 000	2 642 302	1 911 000		4 553 302

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Biodiversité

La région Hauts-de-France est la deuxième région française la plus artificialisée (après l'Ile-de-France), avec un taux d'artificialisation de 12 % de sa superficie ; les espaces plus favorables à la biodiversité couvrent une surface relativement faible et la situation des espèces est préoccupante pour un certain nombre d'entre elles.

On peut par ailleurs craindre des impacts du changement climatique sur le fonctionnement des écosystèmes, la modification des aires de répartition des espèces, ou encore le développement d'espèces exotiques envahissantes…

Mais la Région présente également une diversité de milieux naturels, et un ensemble de milieux remarquables qu'il est d'autant plus important de préserver pour la biodiversité qui représente un véritable enjeu à l'échelle du territoire régional (comme à l'échelle nationale et internationale). La biodiversité fournit des biens irremplaçables tels que l'oxygène, les denrées alimentaires, de nombreuses matières premières... Les milieux naturels et les espèces animales et végétales associées rendent de nombreux services : pollinisation, qualité de l'air, épuration de l'eau, prévention des risques naturels, amélioration du cadre de vie, impacts sur la santé…

Une meilleure appréhension des phénomènes et des conséquences à court, moyen et long termes nécessite par ailleurs de conforter et d'affiner la connaissance en matière de biodiversité.

La Stratégie Régionale pour la Biodiversité (SRB, adossée au SRADDET) identifie ainsi les enjeux majeurs pour le territoire régional :

- Affirmer la place de la biodiversité dans le développement local et l'aménagement régional pour les territoires et les projets locaux ;
- Renforcer l'utilisation et la gestion rationnelle des services écosystémiques, en lien avec les activités utilisatrices et leur nécessaire performance ;
- Préserver et mettre en valeur les milieux naturels remarquables de la région ;
- Assurer une place durable de la biodiversité avec l'action touristique et les activités de nature ;
- Assurer une meilleure connaissance scientifique pour aider les prises de décision et favoriser une prise de conscience des habitants des enjeux liés à la biodiversité ;
- Renforcer la gouvernance, l'échange et l'implication de chacun autour des questions de biodiversité.

La Région s'est engagée à agir en faveur de la biodiversité en axant prioritairement son action sur la nature dite ordinaire, sans pour autant négliger la gestion conservatoire des milieux plus remarquables. Il s'agit d'œuvrer concrètement en faveur des écosystèmes, notamment pour la faune et la flore des milieux dits ordinaires qui représentent la plus grande part des espaces régionaux. L'éducation et une écocitoyenneté active pour la nature est favorisée par la mise en cohérence et le soutien aux réseaux d'acteurs en contact avec les habitants, par le développement des actions de mobilisation d'envergure régionale et la sensibilisation des lycéens à la gestion durable des écosystèmes ; l'objectif étant de faire des lycées des lieux d'exemplarité pour la gestion de la biodiversité. Enfin, il s'agit également de structurer la connaissance sur la biodiversité et l'accès à cette connaissance.

Le territoire régional présente également des particularités et des enjeux forts autour des questions liées à l'eau. Il est concerné par deux grands bassins hydrographiques. Ses fleuves côtiers, ses grandes vallées, ses estuaires présentent des milieux naturels remarquables et des spécificités en matière de gestion hydrauliques. L'eau et ses milieux associés sont le support de nombreuses activités humaines. Mais ces milieux ont subi au cours du temps de nombreuses modifications ; les zones humides connaissent de fortes pressions et continuent de régresser ; l'état de la ressource est dégradé voire préoccupant dans certains secteurs. Les changements climatiques en cours devraient exacerber certaines tensions sur la ressource et les milieux aquatiques et humides.

Pour autant, des exemples de restauration de cours d'eau et de zones humides donnent des résultats convaincants quant à la capacité de résilience de ces écosystèmes. La préservation et la restauration

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

des milieux naturels sont également un moyen efficace de réduire les risques naturels. La gestion équilibrée et durable de la ressource en eau vise à la fois à assurer la préservation des écosystèmes et des zones humides et à contribuer à la prévention des risques naturels, tout en prenant en compte les adaptations nécessaires au changement climatique. Cette gestion permet de satisfaire ou de concilier au mieux les exigences de la vie biologique du milieu récepteur, le libre écoulement des eaux, la protection des biens et des personnes et les activités humaines.

Les réponses pour préserver et restaurer la biodiversité et la qualité de l'eau sont multiples : la protection et la restauration des habitats et des espèces, une gestion concertée de la nature, une meilleure connaissance, une évolution des modes de transport, de production, de consommation, des pratiques agricoles, de l'occupation du sol…Elles nécessitent d'impliquer un maximum d'acteurs des territoires : collectivités, industriels, agriculteurs, forestiers, aménageurs, associations de protection de l'environnement, usagers de la nature, habitants…

C'est dans ce sens que la Région, cheffe de file des collectivités pour la biodiversité souhaite poursuivre son action, en créant notamment, aux côtés de l'Office français de la biodiversité, de l'Etat et des Agences de l'eau, une Agence Régionale pour la Biodiversité (ARB).

En 2022, les crédits mobilisés permettront :

- de poursuivre les dispositifs existants et de mettre en œuvre de nouveaux dispositifs en direction des collectivités pour les accompagner dans le développement et la restauration des continuités écologiques (en particulier en s'appuyant sur les chemins ruraux), la restauration de milieux naturels (terrestres, aquatiques et humides, y compris en poursuivant l'expérimentation visant à développer l'éco pâturage), la plantation d'arbres et d'arbustes (dans le cadre du plan arbres), la prévention des inondations et la préservation de la ressource en eau ;

- de renforcer la stratégie d'acquisition de la connaissance sur la biodiversité et de l'accès à cette connaissance ;

- de développer un plan d'actions en faveur d'une écocitoyenneté active pour la nature : structuration du réseau d'acteurs, accompagnement des associations ;

- d'enrichir les actions d'envergure régionale visant à mobiliser les habitants, et en particulier Hauts-de-France Propres et le festival de l'Arbre et des chemins ruraux ;

- de mettre en œuvre le projet « lycée et nature », qui vise à faire des lycées des lieux d'exemplarité en matière de biodiversité ;

- d'accompagner la gestion conservatoire des milieux remarquables, les actions de sauvegarde des espèces et de lutte contre les espèces envahissantes ;

- de conforter la politique de prévention des inondations et de préservation de la ressource en eau.

La Région s'appuiera notamment sur les partenariats existants avec les conservatoires (espaces naturels et botaniques), les centres permanents d'initiative pour l'environnement (CPIE), les fédérations de pêche et des chasseurs, des associations ou structures de protection de l'environnement ou agissant dans le domaine de la gestion de l'eau, dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs à renouveler.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

14ième VICE-PRESIDENCE

Guislain CAMBIER

Stratégie Territoriale, Politiques Contractuelles

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**30 200 000**	**40 511 644**	**3 728 591**		**44 240 235**
905 - Aménagement des territoires et habitat	30 000 000	39 971 409	3 568 826		43 540 235
907 - Environnement	200 000	540 235	159 765		700 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**8 800 000**	**2 265 960**	**7 803 040**	**1 743 000**	**11 812 000**
930 - Services généraux				1 743 000	1 743 000
935 - Aménagement des territoires et habitat		586 000			586 000
937 - Environnement	8 800 000	1 679 960	7 803 040		9 483 000

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Prospective

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**1 743 000**	**1 743 000**
930 - Services généraux				1 743 000	1 743 000

Conformément à la Loi Notre, la Région Hauts-de-France a adopté le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) qui a été approuvé par le Préfet de région en août 2021.

La mise en œuvre du SRADDET, et ses potentielles modifications, induisent des besoins très importants en matière d'observation, de prospective et d'animation à l'échelle régionale et territoriale. Si les travaux sont en grande partie réalisés en régie par les équipes de l'Agence Hauts-de-France 2040, ils nécessitent néanmoins la mobilisation de moyens budgétaires inscrits au CPER : partenariat avec les agences d'urbanisme, l'INSEE, le CEREMA, la DREAL, le CERDD, les professionnels des déchets, les universités, des experts…

La Loi Notre a également confié aux Régions une compétence en matière d'animation et de valorisation de l'information géographique sur leur territoire. Dans ce cadre, des moyens sont mis en œuvre afin de construire et d'animer une seule plateforme régionale d'information géographique (Géo2France) à l'échelle des Hauts-de-France permettant la mutualisation des ressources et des analyses au bénéfice des acteurs des territoires, et la poursuite des projets internes à l'institution.

Les moyens budgétaires, qui accompagnent la production en régie, favorisent :

- l'établissement et la mise en oeuvre de stratégies régionales et de projets en lien direct et opérationnel avec les politiques publiques de la Région,

- l'accompagnement des directions dans la mise en œuvre des politiques publiques (dispositif centre-ville et centre-bourg, territoires-d' industrie, bassins de mobilité, Parlement de la mer…) et l'accompagnement des partenaires en charge du déploiement opérationnel des stratégies régionales (SCOTs, PCAET, ensemble des EPCI, ingénieries régionales et territoriales…),

- l'animation et l'outillage de la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP).

Par ailleurs, et pour la première année, c'est au titre de cette enveloppe que seront engagés les crédits nécessaires aux missions d'aménagement et de développement de la Mission Bassin minier.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

B) Stratégies et contractualisations territoriales

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**30 000 000**	**39 971 409**	**3 568 826**		**43 540 235**
905 - Aménagement des territoires et habitat	30 000 000	39 971 409	3 568 826		43 540 235

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /		**586 000**			**586 000**
935 - Aménagement des territoires et habitat		586 000			586 000

La Région Hauts-de-France est forte de 90 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dont une métropole européenne.

Elle a engagé un dialogue avec les communes et leurs groupements dans l'objectif de redéfinir ses dispositifs d'aide aux collectivités. En effet, les politiques mises en œuvre lors du précédent mandat arrivent pour la plupart à échéance soit fin 2021 (pour la PRADET), soit fin 2022. L'année 2022 sera en partie consacrée à poursuivre ce dialogue avec les élus locaux.

En tant que chef de file de la compétence d'aménagement du territoire et en s'appuyant sur les orientations du SRADDET, la Région engagera également une concertation avec les cinq Départements dans la perspective d'élaborer une **« convention territoriale d'exercice concerté des compétences »** (CTEC). L'objectif est d'articuler au mieux les politiques respectives de soutien aux communes et à leurs groupements.

Sur cette base, et en tenant compte des engagements inscrits dans le Contrat de plan Etat-Région en cours de finalisation, une nouvelle politique régionale d'aide aux territoires sera proposée au début du 2nd semestre 2022. Elle s'adressera à la fois aux communes et aux intercommunalités, porteuses de projets structurants que la Région continuera à soutenir dès lors qu'ils s'inscrivent dans les priorités régionales.

Cette nouvelle politique confirmera les engagements partenariaux pris dans le cadre du **Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache, de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier** (en particulier en ce qui concerne la requalification des espaces publics et urbains des cités minières priorisées) **et du Contrat de Calais et du Calaisis**.

Elle permettra de renouveler les coopérations stratégiques et opérationnelles avec les EPCI, dont la Métropole Européenne de Lille et Amiens Métropole.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

En attendant la définition de cette nouvelle politique, le budget 2022 permettra de mettre en œuvre les derniers engagements relevant de la précédente politique d'aménagement et d'équilibre des territoires (PRADET) : soutien aux projets structurants inscrits dans la programmation 2021, dont les dossiers déposés complets avant la fin de l'année 2021 n'auront pu être examinés avant le premier trimestre 2022.

C) Les Parcs Naturels Régionaux

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**200 000**	**540 235**	**159 765**		**700 000**
907 - Environnement	200 000	540 235	159 765		700 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**8 800 000**	**1 679 960**	**7 803 040**		**9 483 000**
937 - Environnement	8 800 000	1 679 960	7 803 040		9 483 000

La Région est compétente dans la mise en œuvre de la politique des Parcs Naturels Régionaux.

Le territoire des Hauts-de-France réunit **5 Parcs naturels régionaux** : deux dans le Nord (Avesnois et Scarpe-Escaut), un dans le Pas-de-Calais (Caps et Marais d'Opale), un dans l'Oise interrégional dont le classement a été renouvelé en 2020 (Parc interrégional Oise Pays de France) et un Parc récent dans la Somme (Baie de Somme Picardie Maritime).

Les enveloppes budgétaires dédiées à la politique régionale des Parcs comprennent à la fois les cotisations statutaires apportées par la Région aux cinq Syndicats mixtes de gestion des Parcs ainsi qu'au Syndicat mixte des Parcs Naturels Régionaux du Nord – Pas de Calais (ENRx) et des subventions complémentaires dédiées aux programmes d'actions des cinq Syndicats mixtes de gestion que compte la région. Les Parcs Avesnois et Scarpe-Escaut sont engagés dans une démarche de renouvellement de leur label et donc dans la révision de leur Charte.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

BUDGET PRIMITIF 2022

15ème VICE-PRESIDENCE

SPORTS, JEUNESSE, VIE ASSOCIATIVE

Madame Florence BARISEAU

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 119 401**	**18 120 000**	**1 000 000**	**210 000**	**19 330 000**
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	5 119 401	18 120 000	1 000 000	210 000	19 330 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**19 747 665**	**9 530 098**	**13 208 395**	**1 966 000**	**24 704 493**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	19 747 665	9 530 098	13 208 395	1 966 000	24 704 493

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A) Jeunesse

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**2 335 800**	**1 278 512**	**1 461 488**		**2 740 000**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 335 800	1 278 512	1 461 488		2 740 000

Avec près de 1,2 million de jeunes âgés de 15 à 29 ans, notre région compte la population de moins de trente ans la plus importante de France métropolitaine (40% de ses habitants). Les jeunes de 15 à 29 ans représentent 19,5% de la population résidant en Hauts-de-France, contre 18,3% en moyenne nationale. Mais ces jeunes ont comparativement un plus bas niveau de qualification et connaissent des conditions de vie précaires : plus de 30% des actifs de moins de 25 ans sont au chômage, ce chiffre peut atteindre jusqu'à 35% dans certains territoires ruraux et s'accroit encore dans le cadre de situations d'extrême pauvreté urbaine.

Sur le plan national, près d'un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et ce chiffre est supérieur dans notre région. Les jeunes sont également fortement impactés par la crise du logement : en 2012, les 18 – 30 ans représentaient un quart des personnes sans domicile fixe. 55% des jeunes hommes et 36% des jeunes femmes, sortis du système éducatif, vivaient toujours chez leurs parents, cette situation tend à se dégrader.

Soucieuse de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de ses jeunes, la Région agira donc, dans le cadre d'intervention défini en mai 2017, en faveur de leur accès au Travail, au Transport et à un Toit. Elle soutiendra par ailleurs les acteurs qui contribuent à l'acquisition, par les jeunes, des aptitudes (savoirs, savoir-faire et savoir être) qui constituent un Tremplin vers cette insertion sociale et professionnelle en faisant de chaque jeune un citoyen autonome et ayant accès à une information de qualité sur les opportunités qui lui sont ouvertes.

Enfin, la mobilité interne à la région (a minima), principal facteur d'insertion sociale et professionnelle des jeunes sur le territoire, n'est pas acquise. Limitée, d'une part, par le déficit d'autonomie, elle est remise en cause, d'autre part, par la grande précarité des jeunes.

1) Accès au Travail pour les jeunes

Il s'agira, pour la Région, d'encourager les jeunes à multiplier les expériences de « travail » en vue, in fine, de favoriser leur insertion professionnelle mais aussi de soutenir le Service civique sur l'ensemble du territoire régional, de manière coordonnée avec l'intervention de l'Etat.

La Région soutiendra ainsi l'envie d'entreprendre des jeunes, en accompagnant les projets des jeunes dans le cadre des CLAP (Comités Locaux d'Aide aux Projets).

Mais elle continuera également, à l'échelle du territoire régional, à encourager la création d'espaces, favorisant l'engagement des jeunes et la découverte des pratiques et métiers, au service du rayonnement du territoire régional (dispositif de soutien aux chantiers de jeunes bénévoles…).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

2) Accès au Transport pour les jeunes

La Région interviendra en faveur du développement, sur le territoire régional, de l'accès à un mode de transport pour chaque jeune. Elle valorisera par ailleurs davantage les aides régionales en matière de transports publics.

3) Accès à un Toit pour les jeunes

Compte tenu de la place du logement dans le processus d'accès à l'autonomie et au travail pour les jeunes et considérant par ailleurs la situation de précarité d'une part conséquente de cette population, il s'agira, pour la Région, de soutenir les projets innovants des acteurs, notamment les acteurs associatifs du territoire dans ce domaine.

4) Tremplin vers l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

Afin d'accompagner leur insertion sociale et professionnelle, il est proposé d'accompagner chaque jeune du territoire à devenir un citoyen actif et autonome, disposant d'une information de qualité sur tous les aspects relatifs à son parcours (santé, engagement, citoyenneté, travail, mobilité, transport, logement, droits…).

Il s'agira donc d'agir en faveur de l'autonomie des jeunes, en proposant des expériences de vie en autonomie pour les jeunes et en favorisant par ailleurs la découverte des sports, des loisirs, de la culture à l'échelle du territoire régional (Bons plans Génération Hauts-de-France…).

La Région interviendra par ailleurs en vue du développement de la citoyenneté active des jeunes. Elle soutiendra les projets des acteurs agissant dans ce domaine (appel à projets).

Elle agira en faveur de l'information des jeunes et de leur entourage en co-pilotant avec l'Etat l'élaboration d'une stratégie régionale de l'information des jeunes. Il s'agira également d'intervenir aux côtés de l'Etat en appui des interventions du CRIJ.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

B) Sports

INVESTISSEMENT

Chapitres	AP 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AP historique (a)	Sur AP 2022 (b)	hors AP (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**5 119 401**	**18 120 000**	**1 000 000**	**210 000**	**19 330 000**
903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	5 119 401	18 120 000	1 000 000	210 000	19 330 000

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**14 278 860**	**4 949 325**	**9 860 835**	**130 000**	**14 940 160**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	14 278 860	4 949 325	9 860 835	130 000	14 940 160

En 2022, la Région entend poursuivre son soutien en continuité avec le mandat précédent, pour respecter ses engagements et orientations et mettre en œuvre les compétences issues de la loi Notré, qui fait du sport une compétence partagée. Cette volonté en direction de l'ensemble des acteurs sportifs participe également à l'attractivité et au développement économique du territoire régional et à la reconnaissance d'un savoir-faire du monde associatif, majoritairement bénévole.

Cette ambition s'inscrit au service de :

- l'Excellence de nos clubs, des événements de haut niveau et de nos athlètes,
- l'Emergence pour accompagner nos structures de formation et les sportifs susceptibles d'accéder au haut niveau,
- l'Emploi afin de renforcer et maintenir les postes au sein des 13 000 associations sportives,
- l'Evolution du sport dans le 21ème siècle où le sport est reconnu comme un outil de bien-être, de santé, de rencontre mais aussi un secteur au potentiel économique.

Enfin, l'olympiade ouverte se dirige vers 2024 et les JOP de Paris. Des sportifs du territoire, encore plus nombreux qu'à Tokyo, y porteront les couleurs de la région. Notre territoire est déjà tourné vers cette échéance et la Région poursuivra le travail de rassembleur et de facilitateur. Les territoires et leurs équipements qui ont été retenus « Centres de préparation aux Jeux » sont en ordre de marche pour l'accueil de délégations internationales en vue des prochains JOP de 2024, dans le cadre du Label « Terre de Jeux » acquis en octobre 2019.

1) Rayonnement du sport

La Région soutiendra de nouveau l'organisation de manifestations sportives d'envergure nationale et internationale sur l'ensemble du territoire afin de participer au développement économique des territoires et à leur animation. Une priorité sera donnée aux disciplines olympiques et/ou reconnues de

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

haut niveau. 2022 sera aussi l'occasion de voir émerger un accompagnement spécifique des manifestations mises en place dans le cadre de la labélisation « Terre de Jeux ».

Elle confortera également les partenariats engagés avec les clubs des Hauts-de-France de niveau national. L'harmonisation de son intervention sur l'ensemble des clubs professionnels et de haut niveau amateurs (plus de 40 disciplines et 120 niveaux différents) a été achevée sur le précédent mandat.

Dans la cadre de la préparation de nos meilleurs sportifs en vue des JOP 2024, la Région, avec ses partenaires du mouvement sportif, de l'Etat et du monde économique, relancera sa Team Hauts-de-France dans l'optique d'un accompagnement spécifique et global des meilleurs sportifs qui vivront la plus grande fête sportive mondiale, en portant les couleurs de la Région.

2) Développement du sport

La Région accompagnera les projets portés par les instances régionales représentatives de la vie associative sportive sur l'ensemble du territoire régional. Elle réaffirmera et confortera son partenariat pour accompagner le mouvement sportif dans sa mutation vers un nouveau modèle économique lui permettant d'être plus autonome.

L'intervention de la Région permettra d'assurer le développement des disciplines majeures au plan régional et la mise en place d'actions prioritaires en termes de mixité des pratiques, de sport féminin, de santé par le sport, d'activités physiques dans les secteurs ruraux ou encore de pratiques adaptées aux publics en situations de handicaps, dans le respect des cœurs de mission de chacune des ligues et comités partenaires.

Enfin, les initiatives collectives transversales seront favorisées entre les acteurs du sport et d'autres secteurs d'activités comme la recherche, l'enseignement supérieur, le développement économique… Ainsi, l'action du Comité Régional Olympique et Sportif (CROS) Hauts-de-France en termes « d'incubateur du sport » cherchera de nouvelles ressources, de nouveaux projets au service de sport, de son innovation et de son développement.

3) Formation et emploi

L'intervention régionale s'articulera à plusieurs niveaux :

- par l'accompagnement des sportifs régionaux dans leur projet de formation sportive, scolaire et professionnelle à travers les structures s'inscrivant dans les projets de performances fédéraux (PPF), en particulier celles implantées au CREPS des Hauts-de-France et la participation à l'obtention de qualifications par nos jeunes athlètes. Il s'agira aussi de soutenir nos athlètes régionaux en formation dans les pôles sportifs au-delà du territoire régional,
- par le soutien des structures de formation d'accès au haut niveau, en lien avec les clubs sportifs régionaux et validés par leurs fédérations de rattachement,
- par le développement du soutien à l'emploi sportif à travers les structures d'accompagnement, de conseil voire de portage salarial,
- par le soutien des meilleurs sportifs régionaux, réunis dans la Team Hauts-de-France, dans leur projet d'insertion professionnelle et/ou de formation en s'appuyant sur le partenariat créé entre la Région, les entreprises, le mouvement sportif et l'Etat.

4) Fonctionnement des structures sportives

En 2022, la Région Hauts-de-France, propriétaire du Vélodrome Couvert Régional à Roubaix, actionnaire majoritaire de la Société Publique Locale d'Exploitation (SPL), avec laquelle elle a conclu un contrat de délégation de service public pour la période 2018-2022 et membre majoritaire du Syndicat Mixte pour l'exploitation de l'Aréna Stade Couvert Régional à Liévin maintiendra ses engagements

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

auprès de ces structures d'excellence dont les candidatures comme Centres de préparation aux Jeux de Paris 2024 ont été retenues.

Au-delà du concours financier contractuel en faveur de la SPL, de sa participation statutaire pour l'Aréna Stade Couvert Régional et de sa subvention pour la Maison régionale des Sports dont elle est aussi propriétaire, son intervention dans les différents organes de gouvernance de ces structures accompagnera leur développement, leur rayonnement régional, national et international.

5) Investissement

Au titre de l'exercice 2022, la Région continuera :

- d'accompagner les collectivités territoriales et leurs groupements, les fédérations, ligues et comités régionaux, ainsi que les clubs et associations dans l'accompagnement des Equipements Sportifs de Proximité (EQSP), sur la base du règlement d'intervention, voté le 24 mai 2018 et modifié le 27 juin 2019,
- à permettre aux Ligues de faire appel à des outils modernes concourant au développement des pratiques,
- de mutualiser les transports collectifs par l'aide à l'achat de minibus, en s'appuyant sur les fleurons de ce secteur, présents sur le territoire des Hauts-de-France.
- la mise en œuvre de son dispositif « Nager en Hauts-de-France » en faveur de l'apprentissage de la natation et de l'accessibilité des lignes d'eau au mouvement sportif régional en mobilisant les autorisations de programmes pluriannuelles antérieures.
- d'assurer ses engagements de propriétaire, pour Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) à Wattignies, pour le Vélodrome couvert régional à Roubaix et la Maison régionale des sports à Villeneuve d'Ascq.

2022 sera aussi l'année :

- de livraison, au premier semestre, de la résidence modulaire de 32 chambres menée dans le cadre du programme d'extension et de rénovation des hébergements du CREPS de Wattignies. Parallèlement à cette première phase opérationnelle, se poursuivra la seconde phase, concernant la rénovation de la résidence Bécart.
  Particulièrement attendus par les sportifs en pôle résidant au sein de cet établissement, ces ensembles immobiliers, conjugués aux efforts financiers consentis sur les installations sportives, renforceront sensiblement l'attractivité du CREPS parmi les différents centres de préparation aux Jeux de Paris 2024 retenus à l'échelle du territoire national,
- des premières concrétisations et des premiers engagements au profit des projets éligibles dans le cadre de l'appel à candidatures auprès des territoires pour la réalisation d'Equipements Sportifs d'Excellence (ESE) en Hauts-de-France. Destinés à doter la région d'équipements sportifs d'excellence au service de l'attractivité régionale et de contribuer au maillage territorial de grands équipements, dans une approche d'aménagement et d'équilibre des territoires, certaines candidatures sont arrivées à maturité, à l'instar de la Halle Sportive de CHAMBLY ou encore le Complexe sportif Léo Lagrange de TOURCOING.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

C) Communication sportive

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /				**1 836 000**	**1 836 000**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs				1 836 000	1 836 000

La Région Hauts-de-France a la volonté de valoriser l'image du territoire régional, de développer la notoriété de l'institution mais également de mettre en évidence l'implication de la politique sportive régionale auprès du grand public, par l'intermédiaire de clubs sportifs régionaux de haut niveau inscrits dans des compétitions nationales offrant un important retour médiatique.

Au titre de la saison 2021/2022 il a été décidé de mettre en place des marchés négociés de prestations de communication appelés plus communément « contrats d'image » à travers les clubs professionnels régionaux de sport collectif, dispensant des disciplines de haut niveau.

Les contrats d'image porteront également sur des manifestations sportives de grandes envergures comme Paris-Roubaix ou les 4 Jours de Dunkerque – Grand Prix des Hauts-de-France.

D) Vie associative

FONCTIONNEMENT

Chapitres	AE 2022	Crédits de Paiement 2022			
		Sur AE historique (a)	Sur AE 2022 (b)	hors AE (c)	TOTAL (a+b+c)
TOTAL /	**3 133 005**	**3 302 261**	**1 886 072**		**5 188 333**
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 133 005	3 302 261	1 886 072		5 188 333

La région Hauts-de-France se caractérise par un tissu associatif dynamique. Quelque 97 600 associations actives sont référencées sur le territoire. Elles sont composées de plus de 197 000 salariés (soit 10,5% du total de l'emploi privé de la région) et près d'1 million de bénévoles y sont engagés.

Le secteur crée en moyenne 4 814 emplois / an, des emplois précieux car fortement ancrés au territoire et ne pouvant pas être délocalisés. Les associations sont donc des acteurs et employeurs de l'économie sociale et solidaire. Les associations sont par ailleurs des acteurs incontournables de l'animation de la vie locale, levier de l'engagement bénévole. Conformément au cadrage adopté par le conseil régional en mars 2017, l'intervention de la collectivité en vue de l'accompagnement du développement de la vie associative, s'orientera autours de trois axes.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

1) Soutien à l'emploi associatif et accompagnement des employeurs associatifs

La Région confirmera en 2022 sa volonté d'agir en faveur de la structuration de l'emploi associatif. Elle veillera à s'assurer de la pérennisation des 534 emplois associatifs déjà aidés et créés depuis 2017. Elle dressera en 2022 le bilan du dispositif CREAP et renforcera les liens entre les différents réseaux d'accompagnateurs (CREAP, PIVA+, Tremplin, Dispositif Local d'Accompagnement) pour outiller aux mieux, durant cette période de reprise économique, les associations employeurs.

2) Soutien à la structuration du mouvement associatif, accompagnement et valorisation

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative régionale, la Région confirmera en 2022 son soutien aux Têtes de réseau et coordinations associatives régionales œuvrant à l'échelle des Hauts-de-France. La Région maintiendra par ailleurs les modalités de concertation permanente avec le Mouvement Associatif (LMA) et les têtes de réseau régionales.

Une attention particulière sera apportée par la Région à l'accompagnement des employeurs associatifs. La collectivité continuera donc d'intervenir dans le cadre des dispositifs d'accompagnement existants (Points d'Information à la Vie Associative - PIVA).

3) Animation territoriale et soutien aux projets

En 2022, la Région continuera d'apporter son soutien aux manifestations organisées sur le territoire régional. Elle poursuivra donc le dispositif « Hauts-de-France en Fête ». Elle soutiendra par ailleurs les projets associatifs ciblés contre le gaspillage alimentaire, la prévention de la radicalisation et la valorisation de l'engagement bénévole et favorisera le repérage des bonnes pratiques portées par des acteurs sur le territoire régional.

La Région portera la mise en œuvre de cette politique en assurant le dialogue et la concertation permanente avec le Mouvement Associatif et les acteurs associatifs du territoire (à travers la co-présidence avec l'Etat de la Commission Régionale Consultative de la Vie Associative notamment).

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

PARTIE 3 : FONDS EUROPEENS

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Rappel des maquettes financières par fonds pour la période 2014-2020

FONDS	NPDC	Picardie	Total Hauts-de-France
FEDER	819,02 M€	290,67 M€	1 109,69 M€
FSE	149,52 M€	72,57 M€	222,09 M€
IEJ	34,29 M€	11,46 M€	45,75 M€
FEADER	168,13 M€	196,46 M€	364,59 M€
FEAMP			16,84 M€
Total	**1 170,96 M€**	**571,16 M€**	**1 758,96 M€**

La Région Hauts-de-France est Autorité de Gestion de deux Programmes Opérationnels (PO) FEDER/FSE/IEJ sur la période 2014-2020. Représentant un peu plus de **1,38 Mds d'euros**, ces fonds participent au financement de projets en matière de recherche, de développement économique, de transition énergétique, d'aménagement urbain, de numérique ou encore d'enseignement et de formation.

Pour la nouvelle initiative **React-EU**, la Région va pouvoir bénéficier d'une enveloppe complémentaire globale de FEDER à hauteur de **270 M€** (sous réserve de validation de la seconde dotation) dont une première tranche validée à hauteur de **212,91 M€** pour les deux PO.
Le fonds React-EU est destiné à cofinancer des projets sur chaque PO pour la période 2021-2023 dans les domaines suivants :

- Le développement économique,
- La santé,
- La transition digitale, le soutien aux usages permettant de garder la distanciation,
- La transition écologique,
- La mobilité douce.

Ce volet régional s'ajoute au volet national du Plan de relance européen, estimé pour sa part à environ 40 Mds d'euros et mis en œuvre par l'Etat, dans le cadre de France relance.

La Région est également autorité de gestion de deux Programmes de Développement Rural (PDR) FEADER (Fonds européen pour l'agriculture et le développement rural). Les modalités de gestion sont exercées de manière partagée avec l'État.
En raison du retard du règlement relatif au Plan stratégique national (PSN) de la PAC, ces deux programmes sont prolongés de 2 ans, ainsi une enveloppe complémentaire FEADER et un fonds de relance FEADER ont été attribués pour un montant global de **111,32 M€** au titre des deux PDR (Picardie et Nord pas de Calais).
Ces deux programmes représentent une enveloppe de **364,59 M€** pour le territoire des hauts de France sur la période 2014-2020

Aussi, la Région Hauts-de-France s'est vue confier par l'Etat la gestion déléguée de certaines mesures du Fonds Européens pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP).
En raison de la bonne programmation et de la bonne certification, ce fonds a été abondé du niveau national vers notre maquette pour un montant de **0,99 M€**.
Le FEAMP représente une enveloppe de **16,84 M€** pour le territoire des Hauts-de-France sur la période 2014-2020.

La programmation de ces programmes pouvant s'étaler jusqu'en 2023 pour une exécution jusqu'en 2025.

Dans ce contexte de relance économique, les fonds européens constituent une opportunité de financement pour les projets du territoire et un levier de soutien à l'investissement en Région.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

A l'exception du FEAMP, les fonds européens mobilisables en Région Hauts-de-France restent territorialisés à l'échelle des deux anciens périmètres régionaux, l'accord de partenariat liant la France à l'Union Européenne pour la période 2014-2020 ayant été approuvé avant la loi de création des nouvelles Régions.

La mise en œuvre des fonds reste donc assurée par versant, seul le FEAMP disposant d'une enveloppe commune à l'échelle des Hauts-de-France.

Rappel des maquettes financières par fonds pour la période 2021-2027

Sur la programmation 2021-2027, l'ensemble des Fonds européens mobilisables ne seront plus territorialisés et sont contractualisés à l'échelle de la région des Hauts-de-France.

Sous réserve des enveloppes financières définitives qui seront confirmées à l'issue de l'adoption des programmes, la Région des Hauts de France aura de nouveau accès aux quatre fonds européens intervenant traditionnellement sur notre territoire :

- **FEDER FSE +** : A ce jour, **1,33 Md €** seront mobilisables à travers le Programme opérationnel Hauts-de-France 2021-2027 sur le FEDER, le FSE+ et le Fonds de transition juste.
-

FONDS	Hauts de France
FEDER	1 113,40 M€
FSE +	223,23 M€
Total	**1 336,63 M€**

Il est à noter que le **Fonds de transition juste (FTJ)** est un nouveau fonds, prévu pour la période 2021-2027, résultant de la communication de la Commission Européenne du 11 décembre 2019 sur le pacte vert européen (feuille de route ayant pour objectif de rendre l'économie de l'UE durable avec un objectif : l'amélioration de l'empreinte environnementale par la mutation industrielle des territoires).

Cet engagement politique est mis en œuvre à travers deux instruments, juridique (une législation européenne sur le climat) et économique (un Plan d'investissement pour une Europe durable). Le volet financier de ce dernier instrument prévoit un mécanisme de transition juste, assis sur trois piliers : un dispositif spécifique dans le cadre d'InvestEU (garantie destinée à dé-risquer l'investissement privé), une facilité de prêt au secteur public établie avec le groupe BEI, et un Fonds pour une transition juste (FTJ) mis en œuvre dans le cadre de la gestion partagée sous forme de subvention

Le Fonds de transition juste est un outil établi dans le cadre de la politique de cohésion, qui constitue le principal instrument politique de l'UE visant à réduire les disparités régionales et à accompagner les changements structurels dans les régions européennes, et mis en œuvre dans le cadre d'une gestion partagée.

Il s'adresse aux territoires les plus durement touchés par les incidences économiques et sociales résultant de la transition et peut être mobilisé sur la base d'un plan territorial de transition juste à établir, équivalent à un contrat de revitalisation économique (diagnostic et développement de la stratégie de décarbonations des territoires éligibles - défis sociaux,

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

économiques et environnementaux rencontrés et précisions sur les besoins en matière de diversification économique, de reconversion et de réhabilitation environnementale).

Pour la France, 10 départements sont concernés, dont le Nord et le Pas-de-Calais, pour une volumétrie nationale d'un milliard d'euros sur la période 2021/2027, dont 580 millions d'euros à engager avant la fin d'année 2023. L'enveloppe prévisionnelle pour notre région serait de **228 M d'euros**.

Ce fonds sera intégré au programme opérationnel 2021-2027. Sa programmation est encore provisoire. Elle évolue dans le cadre des négociations en cours avec la Commission européenne. Sa forme et son contenu évolueront également au regard des contraintes réglementaires et administratives. Des transferts définitifs seront opérés du FEDER en faveur du FTJ au sein de la maquette financière du PO HdF FEDER FSE+ 2021-2027.

- **le FEAMPA** qui s'inscrit également dans le calendrier 2021-2027 et qui, comme pour la période actuelle, devrait faire l'objet d'un programme national dont une part de l'enveloppe sera déléguée en gestion aux Conseils régionaux.
  La maquette est encore en cours de validation, cependant elle sera plus importante, ainsi le montant prévisionnel serait de **17,9 M€**. Elle devrait voir l'apparition de deux nouvelles mesures liées à l'innovation et la biodiversité pour cette programmation.
  Les AP/AE correspondantes seront proposées à l'ouverture durant le premier semestre 2022, puisque la Région sera désignée autorité de paiement du FEAMPA 2021-2027. La fonction de l'autorité de paiement reste exercée par l'agence de services et de paiement (ASP) sur la programmation actuelle.

- **Le FEADER** qui connaît une situation différente des trois autres fonds. Pour 2021 et 2022, le Programme actuel est prolongé, avec une dotation financière complémentaire, préemptée sur le budget 2021-2027 et complétée par des crédits européens de relance (Cf. Point 4.1 ci-dessus). Cela permet donc de poursuivre les dispositifs déjà en vigueur, dans un cadre de gestion similaire à celui en place. A compter de 2023, un nouveau cadre d'intervention pour la Politique Agricole Commune entrera en vigueur, avec la mise en place dans chaque Etat Membre d'un Plan stratégique national pour l'ensemble de la Politique Agricole Commune, au sein duquel sera répartie la gestion des mesures entre l'Etat et les Régions. Les éléments budgétaires à compter de 2023 ne sont pas stabilisés à date de rédaction de ce rapport.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Prévisions 2022 présentation croisée (dépenses/recettes)

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
FSE + IEJ	**24 474 629,31 €**	**24 474 629,31 €**	**- €**	**- €**
05100007 - PO 2021 2027 FSE	2 009 114,88 €	2 009 114,88 €	- €	
FSE HDF Programmation 2021/2027	**2 009 114,88 €**	**2 009 114,88 €**	**- €**	**- €**
61N00001 - Egalité accès apprentissage-N	3 750 000,00 €		- €	
61N00002 - Egalité accès à l'Ens Sup-N	2 500 000,00 €		- €	
61N00003 - Initiative Emploi Jeunes FSE-N	10 269 284,38 €	4 534 642,19 €	- €	
61N00004 - FSE (NORD)	- €	11 984 642,19 €	- €	
FSE PO NPDC Programmation 2014/2020	**16 519 284,38 €**	**16 519 284,38 €**	**- €**	**- €**
61S00001 - ESS (SUD)	128 692,76 €	1 436 043,29 €	- €	
61S00002 - Initiative Emploi Jeunes FSE-S	- €	4 510 186,76 €	- €	
61S00005 - SAS Apprentissage	3 552 537,29 €		- €	
61S00006 - Développeurs apprentissage	2 265 000,00 €		- €	
FSE PO PICARDIE Programmation 2014/2020	**5 946 230,05 €**	**5 946 230,05 €**	**- €**	**- €**
FEDER	**85 758 719,42 €**	**85 758 719,42 €**	**261 616 304,31 €**	**261 616 304,31 €**
05200030 - PO 2021 - 2027 - FEDER	7 796 277,68 €	7 796 277,68 €	18 191 314,58 €	18 191 314,58 €
FEDER HDF 2021/2027	**7 796 277,68 €**	**7 796 277,68 €**	**18 191 314,58 €**	**18 191 314,58 €**
052N0026 - React-EU (Nord)	17 107 200,00 €	17 107 200,00 €	39 916 800,00 €	39 916 800,00 €
FEDER REACT-UE NPDC	**17 107 200,00 €**	**17 107 200,00 €**	**39 916 800,00 €**	**39 916 800,00 €**
62N00001 - Infra développement R&I -N	12 093 866,00 €		7 563 664,00 €	
62N00002 - Invest entreprises R&I - N	6 000 000,00 €		3 600 000,00 €	
62N00003 - Favoriser esprit ent - N	6 400 000,00 €		450 000,00 €	
62N00005 - Croiss PME sur les marchés -N	1 658 500,00 €		2 075 000,00 €	
62N00007 - Applications TIC (NORD)	2 975 475,74 €		210 000,00 €	
62N00008 - Prod distrib énergie renouv -N	- €		16 405 000,00 €	
62N00009 - Eff énergétique, ENR ent -N	3 400 000,00 €		9 331 420,00 €	
62N00010 - Eff énergétique, ENR Bat pub-N	- €		3 340 000,00 €	
62N00011 - Eff énergétique,ENR lgt -N	305 445,00 €		7 289 350,00 €	
62N00014 - Strat faible Em carbo Trans -N	- €		46 887 064,00 €	
62N00015 - Strat fble Em carb Nat ville-N	- €		1 720 175,00 €	
62N00016 - Tech fble em carbo-Valo éco -N	- €		3 015 241,51 €	
62N00017 - Tech faible em carbone-REC -N	1 873 487,00 €		305 704,55 €	
62N00018 - Patrim naturel et culturel -N	- €		16 380 742,00 €	
62N00019 - Protect Biodiversité & sol -N	1 304 454,00 €		1 745 878,85 €	
62N00020 - Environn urbain et friches -N	- €		4 803 601,00 €	
62N00021 - Adaptation chgt climatique -N	- €		4 120 833,00 €	
62N00024 - FEDER (NORD)	- €	36 011 227,74 €	- €	129 243 673,91 €
62N00025 - Assistance technique FEDER -N	- €		- €	
FEDER PO NPDC Programmation 2014/2020	**36 011 227,74 €**	**36 011 227,74 €**	**129 243 673,91 €**	**129 243 673,91 €**
052S0026 - React-EU (Sud)	8 553 600,00 €	8 553 600,00 €	19 958 400,00 €	19 958 400,00 €
FEDER REACT-UE PICARDIE	**8 553 600,00 €**	**8 553 600,00 €**	**19 958 400,00 €**	**19 958 400,00 €**
62S00001 - Infra développement R&I - S	4 500 000,00 €		16 000 000,00 €	
62S00002 - Invest entreprises R&I - S	1 657 572,00 €		486 056,00 €	
62S00003 - Favoriser esprit entreprise-S	1 083 320,00 €		675 960,00 €	
62S00004 - Favo esprit ent : ESS - S	2 681 587,00 €		404 980,00 €	
62S00005 - Croissance PME marchés -S	1 573 132,00 €		1 325 000,00 €	
62S00006 - Très Haut Débit (SUD)	- €		744 000,00 €	
62S00007 - Applications TIC (SUD)	2 390 101,00 €		1 559 900,00 €	
62S00008 - Prod distri énergie renouv -S	- €		7 517 350,00 €	
62S00009 - Eff énergétique, ENR ds ent -S	- €		926 450,00 €	
62S00010 - Eff énergétique, ENR Bat pub-S	- €		959 741,00 €	
62S00011 - Eff énergétique,ENR lgt soc -S	- €		4 786 692,00 €	
62S00012 - Eff énergéti, ENR lgt priv -S	437 256,00 €		710 937,50 €	
62S00013 - Filiere Eco Batiment (SUD)	- €			
62S00014 - Strat faible Em carbo Trans -S	281 895,00 €		2 347 073,00 €	
62S00018 - Risques naturels (SUD)	238 491,00 €		930 000,00 €	
62S00019 - Protect Biodiversité & sol -S	1 447 060,00 €		737 150,00 €	
62S00020 - Environn urbain et friches -S	- €		2 131 961,00 €	
62S00022 - Service en milieu urbain (SUD)	- €		11 096 865,32 €	
62S00023 - Hebergement d urgence (SUD)	- €		966 000,00 €	
62S00024 - FEDER (SUD)	- €	16 290 414,00 €	- €	54 306 115,82 €
62S00025 - Assistance technique FEDER -S	- €		- €	
FEDER PO PICARDIE Programmation 2014/2020	**16 290 414,00 €**	**16 290 414,00 €**	**54 306 115,82 €**	**54 306 115,82 €**
FEADER	**3 500 000,00 €**	**3 500 000,00 €**	**42 500 000,00 €**	**42 500 000,00 €**
630N0001 - FEADER NORD	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	19 500 000,00 €	19 500 000,00 €
PDR NPDC	**1 500 000,00 €**	**1 500 000,00 €**	**19 500 000,00 €**	**19 500 000,00 €**
630S0001 - FEADER SUD	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	23 000 000,00 €	23 000 000,00 €
PDR PICARDIE	**2 000 000,00 €**	**2 000 000,00 €**	**23 000 000,00 €**	**23 000 000,00 €**
FEAMP	**79 750,00 €**	**79 750,00 €**	**1 504 169,00 €**	**1 504 169,00 €**
63100001 - FEAMP	79 750,00 €	79 750,00 €	1 504 169,00 €	1 504 169,00 €
TOTAL FEAMP	**79 750,00 €**	**79 750,00 €**	**1 504 169,00 €**	**1 504 169,00 €**
	113 813 098,73 €	**113 813 098,73 €**	**305 620 473,31 €**	**305 620 473,31 €**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Prévisions de dépenses pour l'année 2022

Les prévisions de dépenses en matière de fonds européens sur l'exercice 2022 s'élèvent à **419,43 M d'euros dont 305,62 M d'euros en investissement et 113,81 M d'euros en fonctionnement**, tous programmes opérationnels et tous fonds confondus.

FONDS	Investissement (chap. 9005)	Fonctionnement (chap. 9305)	Total Hauts-de- France
FEDER	261,62 M€	85,76 M€	347,38 M€
FSE/IEJ/FSE+	0 M€	24,47 M€	24,47 M€
FEADER	42,50 M€	3,50 M€	46,00 M€
FEAMP	1,5 M€	0,08 M€	1,58 M€
Total	**305,62 M€**	**113,81 M€**	**419,43 M€**

Pour 2022, les **347,38 M d'euros** de crédits européens **FEDER (Fonds Européen de Développement Régional)** prévus se répartiront à **75,31% sur de l'investissement (261,62 M d'euros)** et à **24,69% sur du fonctionnement (85,76 M d'euros)**.

La part du FEDER représentera à elle seule un peu plus de **80 % du soutien européen à l'investissement en région**.

A titre d'exemple :

- 85,53 M€ de crédit FEDER seront investis dans le plan de relance européen au titre de la nouvelle initiative React-Eu sur les deux versants,
- 49,23 M d'euros de crédits FEDER seront ainsi investis dans les infrastructures de transports et de mobilité,
- 12,15 M d'euros dans la croissance des PME ;
- 33,80 M d'euros dans la recherche et le développement de la R&I,
- 5,28 M d'euros seront consacrés au déploiement du très haut débit sur le versant sud,
- 23,92 M d'euros participeront à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments publics et des logements,
- 33,84 M d'euros financeront des actions visant à l'adaptation au changement climatique,

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le **FSE (Fonds Social Européen)** et l'**IEJ (Initiative Emploi des Jeunes)** participeront au financement de la politique régionale de formation professionnelle pour **24,47 M€** en fonctionnement.
Ainsi **14 M€** de crédits IEJ financeront les actions à destination des NEETS (Not in Education, Employment or Training qui signifie personnes sans emploi ne poursuivant pas d'études et ne suivant pas de formation).

Seuls le FSE et l'IEJ (initiative pour l'emploi des jeunes), au regard de la nature des actions qu'ils financent, ne portent que sur du fonctionnement.

Le **FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural)** consacrera **42,50 M€** en investissement pour soutenir l'agriculture biologique, l'installation des jeunes agriculteurs ainsi que la modernisation des exploitations agricoles qui s'engagent dans le développement de pratiques combinant performance économique et performance environnementale à travers les mesures agro-environnementales et climatiques. Tandis que les **3,5 M€** en fonctionnement permettront de soutenir l'animation des sites Natura 2000 et de cofinancer les moyens mis en œuvre par la région dans ses missions d'Autorité de gestion.

Les interventions des fonds sur l'investissement s'accompagneront d'un levier financier sur le fonctionnement visant notamment à soutenir l'ingénierie nécessaire au développement des filières d'avenir et à la création des emplois de demain.

Le **FEAMP (Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche)** consacrera **1,5 M€** en investissement en matière d'investissement productif dans l'aquaculture et la transformation des produits et 0,08 M€ en crédits de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Détail des dépenses d'investissement :

Programmes	Dépenses au CHAP 9005
052- FEDER	**261 616 304,31 €**
05200030 - PO 2021 - 2027 - FEDER	18 191 314,58 €
052N0026 - React-EU (Nord)	39 916 800,00 €
62N00001 - Infra développement R&I -N	7 563 664,00 €
62N00002 - Invest entreprises R&I - N	3 600 000,00 €
62N00003 - Favoriser esprit ent - N	450 000,00 €
62N00005 - Croiss PME sur les marchés -N	2 075 000,00 €
62N00007 - Applications TIC (NORD)	210 000,00 €
62N00008 - Prod distrib énergie renouv -N	16 405 000,00 €
62N00009 - Eff énergétique, ENR ent -N	9 331 420,00 €
62N00010 - Eff énergétique, ENR Bat pub-N	3 340 000,00 €
62N00011 - Eff énergétique,ENR lgt -N	7 289 350,00 €
62N00014 - Strat faible Em carbo Trans -N	46 887 064,00 €
62N00015 - Strat fble Em carb Nat ville-N	1 720 175,00 €
62N00016 - Tech fble em carbo-Valo éco -N	3 015 241,51 €
62N00017 - Tech faible em carbone-REC -N	305 704,55 €
62N00018 - Patrim naturel et culturel -N	16 380 742,00 €
62N00019 - Protect Biodiversité & sol -N	1 745 878,85 €
62N00020 - Environn urbain et friches -N	4 803 601,00 €
62N00021 - Adaptation chgt climatique -N	4 120 833,00 €
052S0026 - React-EU (Sud)	19 958 400,00 €
62S00001 - Infra développement R&I - S	16 000 000,00 €
62S00002 - Invest entreprises R&I - S	486 056,00 €
62S00003 - Favoriser esprit entreprise-S	675 960,00 €
62S00004 - Favo esprit ent : ESS - S	404 980,00 €
62S00005 - Croissance PME marchés -S	1 325 000,00 €
62S00006 - Très Haut Débit (SUD)	744 000,00 €
62S00007 - Applications TIC (SUD)	1 559 900,00 €
62S00008 - Prod distri énergie renouv -S	7 517 350,00 €
62S00009 - Eff énergétique, ENR ds ent -S	926 450,00 €
62S00010 - Eff énergétique, ENR Bat pub-S	959 741,00 €
62S00011 - Eff énergétique,ENR lgt soc -S	4 786 692,00 €
62S00012 - Eff énergéti, ENR lgt priv -S	710 937,50 €
62S00014 - Strat faible Em carbo Trans -S	2 347 073,00 €
62S00018 - Risques naturels (SUD)	930 000,00 €
62S00019 - Protect Biodiversité & sol -S	737 150,00 €
62S00020 - Environn urbain et friches -S	2 131 961,00 €
62S00022 - Service en milieu urbain (SUD)	11 096 865,32 €
62S00023 - Hebergement d urgence (SUD)	966 000,00 €
0580- FEADER	**42 500 000,00 €**
630N0001 - FEADER NORD	19 500 000,00 €
630S0001 - FEADER SUD	23 000 000,00 €
0581- FEAMP	**1 504 169,00 €**
63100001 - FEAMP	1 504 169,00 €
TOTAL	**305 620 473,31 €**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Détail des dépenses de fonctionnement :

Programmes	Dépenses au CHAP 9305
051 - FSE	**24 474 629,31 €**
05100007 - PO 2021 2027 FSE	2 009 114,88 €
61N00001 - Egalité accès apprentissage-N	3 750 000,00 €
61N00002 - Egalité accès à l'Ens Sup-N	2 500 000,00 €
61N00003 - Initiative Emploi Jeunes FSE-N	10 269 284,38 €
61S00001 - ESS (SUD)	128 692,76 €
61S00005 - SAS Apprentissage	3 552 537,29 €
61S00006 - Développeurs apprentissage	2 265 000,00 €
052- FEDER	**85 758 719,42 €**
05200030 - PO 2021 - 2027 - FEDER	7 796 277,68 €
052N0026 - React-EU (Nord)	17 107 200,00 €
62N00001 - Infra développement R&I -N	12 093 866,00 €
62N00002 - Invest entreprises R&I - N	6 000 000,00 €
62N00003 - Favoriser esprit ent - N	6 400 000,00 €
62N00005 - Croiss PME sur les marchés -N	1 658 500,00 €
62N00007 - Applications TIC (NORD)	2 975 475,74 €
62N00009 - Eff énergétique, ENR ent -N	3 400 000,00 €
62N00011 - Eff énergétique,ENR lgt -N	305 445,00 €
62N00017 - Tech faible em carbone-REC -N	1 873 487,00 €
62N00019 - Protect Biodiversité & sol -N	1 304 454,00 €
052S0026 - React-EU (Sud)	8 553 600,00 €
62S00001 - Infra développement R&I - S	4 500 000,00 €
62S00002 - Invest entreprises R&I - S	1 657 572,00 €
62S00003 - Favoriser esprit entreprise-S	1 083 320,00 €
62S00004 - Favo esprit ent : ESS - S	2 681 587,00 €
62S00005 - Croissance PME marchés -S	1 573 132,00 €
62S00007 - Applications TIC (SUD)	2 390 101,00 €
62S00012 - Eff énergéti, ENR lgt priv -S	437 256,00 €
62S00014 - Strat faible Em carbo Trans -S	281 895,00 €
62S00018 - Risques naturels (SUD)	238 491,00 €
62S00019 - Protect Biodiversité & sol -S	1 447 060,00 €
0580- FEADER	**3 500 000,00 €**
630N0001 - FEADER NORD	1 500 000,00 €
630S0001 - FEADER SUD	2 000 000,00 €
0581- FEAMP	**79 750,00 €**
63100001 - FEAMP	79 750,00 €
TOTAL	**113 813 098,73 €**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Prévisions de recettes pour l'année 2022

Les recettes européennes sont constituées des remboursements effectués par la Commission européenne sur la base des dépenses remontées par l'ensemble des bénéficiaires d'une aide au titre des fonds.

La Région, en tant qu'autorité de gestion du FEDER, du FSE et de l'IEJ, réalise ainsi plusieurs appels de fonds par an auprès de la Commission européenne. Les appels de fonds restent en revanche de la responsabilité de l'Etat pour le FEADER et le FEAMP.

Au stade de la préparation budgétaire, et comme le prévoit l'instruction interministérielle du 11 février 2015 relative au traitement budgétaire et comptable des fonds européens pour la période 2014 à 2020, « les recettes attendues de l'Union européenne en contrepartie des dépenses exposées au titre de la gestion des programmes européens sont à considérer comme des recettes certaines ». Les montants et la ventilation des recettes européennes prévues pour 2022 sur la fonction « Gestion des fonds européen » sont donc identiques aux montants et à la ventilation des dépenses, soit **419,43 M d'euros** dont **113,81 M d'euros** en fonctionnement et **305,62 M d'euros** en investissement.

Par ailleurs, la Région est bénéficiaire directe de recettes européennes pour les projets menés sous sa propre maîtrise d'ouvrage. Ces fonds européens cofinancent à titre d'exemple les dépenses de formation professionnelle portées par la Région ; recette prévue de **13 M€** sur le chapitre « enseignement, formation professionnelle, apprentissage » ou encore l'assistance technique de la Région, c'est-à-dire l'ingénierie mise en place pour la gestion et le suivi du fonds ESI ; recette prévue de **7,33 M€** sur le chapitre « services généraux ».

Détail des recettes d'investissement :

Programmes	Recettes au CHAP 9005
052- FEDER	**261 616 304,31 €**
05200030 - PO 2021 - 2027 - FEDER	18 191 314,58 €
052N0026 - React-EU (Nord)	39 916 800,00 €
62N00024 - FEDER (NORD)	129 243 673,91 €
052S0026 - React-EU (Sud)	19 958 400,00 €
62S00024 - FEDER (SUD)	54 306 115,82 €
0580- FEADER	**42 500 000,00 €**
630N0001 - FEADER NORD	19 500 000,00 €
630S0001 - FEADER SUD	23 000 000,00 €
0581- FEAMP	**1 504 169,00 €**
63100001 - FEAMP	1 504 169,00 €
TOTAL	**305 620 473,31 €**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Détail des recettes de fonctionnement :

Programmes	Recettes au CHAP 9305
051 - FSE	**24 474 629,31 €**
05100007 - PO 2021 2027 FSE	2 009 114,88 €
61N00003 - Initiative Emploi Jeunes FSE-N	4 534 642,19 €
61N00004 - FSE (NORD)	11 984 642,19 €
61S00001 - ESS (SUD)	1 436 043,29 €
61S00002 - Initiative Emploi Jeunes FSE-S	4 510 186,76 €
052- FEDER	**85 758 719,42 €**
05200030 - PO 2021 - 2027 - FEDER	7 796 277,68 €
052N0026 - React-EU (Nord)	17 107 200,00 €
62N00024 - FEDER (NORD)	36 011 227,74 €
052S0026 - React-EU (Sud)	8 553 600,00 €
62S00024 - FEDER (SUD)	16 290 414,00 €
0580- FEADER	**3 500 000,00 €**
630N0001 - FEADER NORD	1 500 000,00 €
630S0001 - FEADER SUD	2 000 000,00 €
0581- FEAMP	**79 750,00 €**
63100001 - FEAMP	79 750,00 €
TOTAL	**113 813 098,73 €**

Enfin, le règlement UE 1303/2013 prévoit le versement de préfinancements annuels destinés à couvrir les besoins de trésorerie des autorités de gestion. Ces préfinancements constituent des avances de trésorerie de la part de la Commission européenne et seront calculés au regard des demandes de paiement déjà formulées. Ils ne seront en revanche pas comptabilisés comme une recette budgétaire.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

PARTIE 4 : PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

Le provisionnement constitue l'une des applications du principe de prudence contenu dans le plan comptable général. Il permet de constater une dépréciation ou un risque, ou bien encore d'étaler une charge. La nomenclature M57 prévoit une évaluation du montant des provisions au regard de l'estimation de la sortie de ressources.

Les provisions pour risques et charges sont constituées lorsque la charge ou le risque envisagé est certain mais n'est pas connu dans son montant exact et doit par conséquent faire l'objet d'une évaluation.

Le montant total des provisions pour risques et charges s'élève en 2022 à **5 M d'euros** et reste stable de BP à BP.

Chapitre 945	Provisions et autres opérations mixtes		5 000 000,00
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Direction	5 000 000,00
Programme 01000015	Provisions	DIRFI	5 000 000,00

Provision pour litiges et contentieux

S'agissant des provisions pour litiges et contentieux, elles doivent être constituées dès la naissance du risque et maintenue tant qu'il subsiste.

Pour 2022, il est proposé de prévoir une provision complémentaire pour litiges et contentieux à hauteur de **500 000 euros.**

Un ajustement pourra être réalisé courant 2022 sur la base d'un suivi de l'évolution des contentieux en cours**.**

Autre Provision pour risques

S'agissant des provisions pour créances irrécouvrables, l'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit que lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, il y a lieu de constituer une provision à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la collectivité à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Afin de couvrir les risques liés à cette perte probable, il convient de prévoir en 2022 une provision à hauteur de **4 500 000 euros** au titre des créances douteuses.

Cette somme permettra de couvrir les montants restant à rembourser de la part de structures ayant bénéficié de prêts ou avances remboursables et pour lesquelles, dans la plupart des cas, des procédures collectives (sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire) ont été engagées au cours du remboursement. Elle permettra également de couvrir des cas plus marginaux pour lesquels un risque d'irrécouvrabilité existe. Ce niveau de provision sera ajusté à l'issue de la procédure par une recette qui couvrira, le cas échéant, la dépense induite par l'admission en non-valeur.

Un ajustement pourra être réalisé courant 2022 sur la base d'un suivi de l'évolution en cours des risques d'irrécouvrabilité en lien avec les services de la Paierie Régionale et l'agence des Entreprises**.**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

La reprise sur provision pour risques et charges

Chapitre 945	Provisions et autres opérations mixtes		2 183 333,00
Sous-Fonction	01 Opérations non ventilables	Direction	2 183 333,00
Programme 01000015	Reprises sur provisions	DIRFI	2 183 333,00

Programme 01000015- Provisions et reprises sur provisions

Le montant de la reprise sur provision 2022 s'élève à **2 183 333 euros** et est en baisse de 27,22% (3 000 000 euros BP 2021).

La reprise sur provision est réalisée lorsque la perte latente diminue ou disparait s'agissant :

-du risque de condamnation pour la Région concernant les litiges en cours en matière de subvention, marchés publics, ressources humaines et autres.

-des montants restants à rembourser à la collectivité de la part de structures ayant bénéficié de prêts et pour lesquelles des procédures collectives (plan de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire) ont été engagées.

Ce montant correspond à une première évaluation des créances éteintes qui s'enregistreront en 2022 suite aux procédure de liquidations judiciaires en cours de finalisation.

Un ajustement pourra être réalisé courant 2022 sur la base d'un suivi de l'évolution des contentieux en cours et des risques d'irrécouvrabilité en lien avec les services de la Paierie Régionale**.**

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

PARTIE 5 : SYNTHESE ET EMPRUNT

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

La balance générale du budget primitif 2022 de la Région Hauts-de-France s'établit comme suit :

Synthèse du Budget Primitif 2022 - Budget Principal

	Dépenses		Recettes	
Investissement	Dépenses réelles	1 387 151 586,65	Recettes réelles	677 920 401,49
	dont crédits liés à la gestion dynamique de la dette	*65 278 620,73*	*dont crédits liés à la gestion dynamique de la dette*	*65 278 620,73*
			Emprunt équilibre	472 445 852,57
	Dépenses d'ordre	600 178 000,00	Recettes d'ordre (hors virement de la section de fonctionnement)	592 417 000,00
			Virement de la section de fonctionnement	244 546 332,59
	Total investissement	**1 987 329 586,65**	**Total investissement**	**1 987 329 586,65**
Fonctionnement	Dépenses réelles	2 528 249 411,71	Recettes réelles	2 765 034 744,30
	Dépenses d'ordre (hors virement à la section d'investissement)	582 417 000,00	Recettes d'ordre	590 178 000,00
	Virement à la section d'investissement	244 546 332,59		
	Total fonctionnement	**3 355 212 744,30**	**Total fonctionnement**	**3 355 212 744,30**
	Total du budget	**5 342 542 330,95**	**Total budget**	**5 342 542 330,95**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

REGION : HAUTS DE FRANCE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20005374200017

POSTE COMPTABLE : PAIERIE REGIONALE DES HDF

M. 57

Budget primitif
voté par fonction

BUDGET : HDF PRINCIPAL (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 6
B - Modalités de vote 7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 11

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports 13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre 14
B1 - Présentation des AP votées 15
B2 - Présentation des AE votées 19
C - Récapitulation par groupes fonctionnels 26
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement 31
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 33
E1 - Balance générale - Dépenses 35
E2 - Balance générale - Recettes 37

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A.900 - Services généraux 42
A.900-5 - Gestion des fonds européens 45
A.901 - Sécurité 46
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 47
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 50
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA) 53
A.904-4 - RSA 56
A.905 - Aménagement des territoires et habitat 57
A.906 - Action économique 60
A.907 - Environnement 62
A.908 - Transports 65
A.921 - Taxes non affectées 69
A.922 - Dotations et participations 70
A.923 - Dettes et autres opérations financières 71
A.925 - Opérations patrimoniales 72
A.926 - Transferts entre les sections 73
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 76
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 77
B.930 - Services généraux 80
B.930-5 - Gestion des fonds européens 83
B.931 - Sécurité 84

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 85
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 88
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI) 91
B.934-3 - APA 94
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI 95
B.935 - Aménagement des territoires et habitat 96
B.936 - Action économique 99
B.937 - Environnement 101
B.938 - Transports 104
B.940 - Impositions directes 108
B.941 - Autres impôts et taxes 109
B.942 - Dotations et participations 110
B.943 - Opérations financières 111
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 112
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 113
B.946 - Transferts entre les sections 114
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 115
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 116

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 117
A1.01 - Opérations non ventilables 119
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 120
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 123
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 124
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 125
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 128
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 131
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 134
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 135
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 138
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 140
A1.908 - Fonction 8 - Transports 143
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 147
A2.01 - Opérations non ventilables 149
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 150
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 156
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 157
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 158
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 164
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 167
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 170

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 171
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 172
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 175
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 177
A2.938 - Fonction 8 - Transports 180

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 184
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 185
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 195
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 196
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 197
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 199
B3.1 - Etat des provisions constituées 200
B3.2 - Etalement des provisions 202
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 203
B6 - Prêts 210
B7.1 - Etat des emprunts garantis 224
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 230
B8.1 - Subventions versées Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés 231
B8.5 - Etat des engagements reçus 232
B9 - Etat du personnel 241
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 247
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 329
B11.2 - Liste des établissements publics créés 331
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 332

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses 333
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes 334

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 337
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 339
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 340
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 341
D4 - Décisions en matière de taux 343
D5.1- Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

344

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	6096682

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	414,20€
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	453,53€
3	Dépenses d'équipement brut / population	181,33€
4	Encours de dette / population (2)	527,39€
5	DGF / population	0,00€
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	15,36%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	97,84%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	39,98%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	116,28%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	8,56 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : 93032

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : 7.5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement et de la section d'investissement .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1	0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
900	Services généraux		0,00
900-5	Gestion des fonds européens		0,00
901	Sécurité		0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)		0,00
904-4	RSA		0,00
905	Aménagement des territoires et habitat		0,00
906	Action économique		0,00
907	Environnement		0,00
908	Transports		0,00
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
930	Services généraux		0,00
930-5	Gestion des fonds européens		0,00
931	Sécurité		0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)		0,00
934-3	APA		0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI		0,00
935	Aménagement des territoires et habitat		0,00
936	Action économique		0,00
937	Environnement		0,00
938	Transports		0,00
940	Impositions directes		0,00
941	Autres impôts et taxes		0,00
942	Dotations et participations		0,00
943	Opérations financières		0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	1 987 329 586,65	1 987 329 586,65
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	1 987 329 586,65	1 987 329 586,65

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 355 212 744,30	3 355 212 744,30
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	3 355 212 744,30	3 355 212 744,30

TOTAL DU BUDGET (4)	5 342 542 330,95	5 342 542 330,95

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

II

A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	1 387 151 586,65	600 178 000,00	1 987 329 586,65	1 150 366 254,06	836 963 332,59	1 987 329 586,65
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 528 249 411,71	826 963 332,59	3 355 212 744,30	2 765 034 744,30	590 178 000,00	3 355 212 744,30
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	3 915 400 998,36	1 427 141 332,59	5 342 542 330,95	3 915 400 998,36	1 427 141 332,59	5 342 542 330,95

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
02020008-2022	[02020008-2022] - DSI Environnement de travail	900	704 355,00
02020009-2022	[02020009-2022] - DSI Infrastructure	900	2 537 100,00
02020010-2022	[02020010-2022] - DSI Projets, applications, urbanisation	900	2 036 109,00
02020501-2022	[02020501-2022] - Opérations immobilières HDF - bâtiments administratifs	900	10 000 000,00
04400004-2022	[04400004-2022] - Energie pour l'Afrique - Partenariat	900	630 000,00
05200032-2022	[05200032-2022] - Fond de transition Juste	9005	152 000 000,00
11000042-2022	[11000042-2022] - Plateforme WinLab	902	100 000,00
11000045-2022	[11000045-2022] - Soutien à l’Equipement	902	5 000 000,00
11000048-2022	[11000048-2022] - Projets informatiques de la formation professionnelle	902	1 060 000,00
12000019-2022	[12000019-2022] - Contribution au titre de l'aménagement du terrritoire et du dév éco	902	26 000 000,00
13000003-2022	[13000003-2022] - Equipements des formations sanitaires	902	1 300 000,00
13000006-2022	[13000006-2022] - Equipements des formations sociales	902	300 000,00
13000007-2022	[13000007-2022] - Projets immobiliers des établissements f ilière sociale	902	1 300 000,00
22200004-2022	[22200004-2022] - Equipements fonctionnement général	902	850 000,00
22200010-2022	[22200010-2022] - Equipements informatiques des EPLE	902	8 140 000,00
22200011-2022	[22200011-2022] - Equipements mobiliers des EPLE	902	3 210 000,00
22200012-2022	[22200012-2022] - Equipements pédagogiques des EPLE	902	6 210 000,00
22200013-2022	[22200013-2022] - Equipements restauration scolaire	902	7 700 000,00
22200021-2022	[22200021-2022] - Maîtrise d’ouvrage communale	902	260 000,00
22200501-2022	[22200501-2022] - Opérations immobilières HDF - Lycées pub lics	902	30 000 000,00
22200502-2022	[22200502-2022] - Maintenance programmée - Lycées publics	902	65 270 000,00
22200503-2022	[22200503-2022] - Travaux urgents non programmables - Lycé es publics	902	4 500 000,00
22200504-2022	[22200504-2022] - Sureté - Lycées publics	902	5 000 000,00
22200505-2022	[22200505-2022] - Charges d'exploitation - Lycées publics	902	6 000 000,00
22200506-2022	[22200506-2022] - TRAVAUX RESTAURATION RENOVATION LAVERIE	902	400 000,00
22300002-2022	[22300002-2022] - Equipements informatiques des etablissem ents privés	902	920 000,00
22300003-2022	[22300003-2022] - Aide à la construction réhabilitation pr ivé	902	9 321 290,32
22400502-2022	[22400502-2022] - Maintenance programmée - Cités Mixtes	902	5 800 000,00
22400503-2022	[22400503-2022] - Travaux urgents non programmables - Cité s Mixtes	902	300 000,00
22400504-2022	[22400504-2022] - Sureté - Cités Mixtes	902	2 000 000,00
22400505-2022	[22400505-2022] - Charges d'exploitation - Cités Mixtes	902	1 000 000,00
22400506-2022	[22400506-2022] - TRAVAUX RESTAURATION RENOVATION LAVERIE	902	111 500,00
23000001-2022	[23000001-2022] - Soutien aux établissements d'enseignemen t supérieur	902	1 500 000,00
23000005-2022	[23000005-2022] - Constructions universitaires	902	7 000 000,00
28000014-2022	[28000014-2022] - Accompagnement aux usages des TIC	902	700 000,00
31100001-2022	[31100001-2022] - Opérateurs Labellisés - Enseignement art istique	903	250 000,00
31100002-2022	[31100002-2022] - Participations statutaires - Enseignemen t artistique	903	50 000,00
31200001-2022	[31200001-2022] - Opérateurs labellisés - Création Libre	903	300 000,00
31200006-2022	[31200006-2022] - Opérateurs labellisés - Novaction	903	9 290 000,00
31200007-2022	[31200007-2022] - Accompagnement à la structuration et à l 'économie des filières	903	300 000,00
31200017-2022	[31200017-2022] - Opérateurs Labellisés - Territoire - Art et Culture	903	2 200 000,00
31200018-2022	[31200018-2022] - Accomp. des projets de dév culturels por tés par un territoire ou des hbts	903	1 250 000,00
31200020-2022	[31200020-2022] - Opérateurs labellisés - Accompagnement c irculation en région de la création	903	400 000,00
31200024-2022	[31200024-2022] - Opérateurs labellisés- Accomp évts, tps forts et manif.et de leurs résonances	903	100 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
31200027-2022	[31200027-2022] - Participations statutaires - Territoire, Culture	903	700 000,00
31300001-2022	[31300001-2022] - Participations statutaires - Territoire, Patrimoine	903	60 000,00
31300003-2022	[31300003-2022] - Accomp. de la préservation et de la valo risation du patrimoine	903	8 205 000,00
31300004-2022	[31300004-2022] - Inventaire	903	30 000,00
32000009-2022	[32000009-2022] - Partenariats ligues et comités régionaix	903	500 000,00
32000012-2022	[32000012-2022] - Equipements sportifs de proximité	903	4 000 000,00
32000019-2022	[32000019-2022] - CREPS	903	619 401,00
41400001-2022	[41400001-2022] - Soutien aux maisons de sante pliridisciplinaires	904	2 500 000,00
41400002-2022	[41400002-2022] - Soutien aux équipements des centres hospitaliers	904	2 500 000,00
50000002-2022	[50000002-2022] - Action coeur de ville	905	6 000 000,00
50000004-2022	[50000004-2022] - INV centres villes centres bourgs	905	24 000 000,00
51000001-2022	[51000001-2022] - Renouvellement urbain	905	50 000 000,00
51000002-2019	[51000002-2019] - Politique de la ville	905	3 500 000,00
51000996-2022	[51000996-2022] - Quartiers anciens dégradés - AMT90509-1	905	2 770 000,00
52000001-2022	[52000001-2022] - Fd d'appui aux dynamiques métropolitaine s FADM Pole métropolitain	905	30 000 000,00
53000003-2022	[53000003-2022] - Parcs Naturels Régionaux	907	200 000,00
53000005-2022	[53000005-2022] - Dernier commerce de proximité	905	3 000 000,00
54000002-2022	[54000002-2022] - Aide à la Rénovation Energétique des Logement (AREL)	907	5 000 000,00
54000003-2022	[54000003-2022] - Projets innovants	905	2 000 000,00
54000004-2022	[54000004-2022] - Engagement pour le renouveau du bassin minier ERBM	905	14 000 000,00
54000006-2022	[54000006-2022] - Passeport Energétique Logement	907	1 000 000,00
55000001-2022	[55000001-2022] - Développement des ports - Littoral	905	5 753 545,86
56000014-2022	[56000014-2022] - Réseaux Régional Télécommunication	905	350 000,00
57000001-2022	[57000001-2022] - Infrastructures numériques	905	6 450 000,00
63120002-2022	[63120002-2022] - Contrepartie FEADER	906	7 900 000,00
63120003-2022	[63120003-2022] - Soutien à la filière équine	906	450 000,00
71000005-2022	[71000005-2022] - Nouveaux modèles économiques et de conso mmation	907	3 115 000,00
71000006-2022	[71000006-2022] - Stratégies régionales et territoriales	907	470 000,00
71000010-2022	[71000010-2022] - Favoriser écocitoyenneté active pour la nature	907	322 000,00
71000011-2022	[71000011-2022] - Energies renouvelées stockées partagées	907	2 915 000,00
76000005-2022	[76000005-2022] - Agir en faveur des écosystèmes	907	2 191 000,00
76000006-2022	[76000006-2022] - Structurer la connaissance sur la biodiv ersité	907	112 000,00
77000002-2022	[77000002-2022] - Aide à la Conversion au Bioéthanol (ACB)	907	300 000,00
78000001-2022	[78000001-2022] - Prévention des Risques technologiques	907	50 000,00
78000004-2022	[78000004-2022] - Prévention inondations et protection ressource eau	907	700 000,00
81100001-2022	[81100001-2022] - Convention TER	908	27 391 714,00
81100005-2022	[81100005-2022] - Acquisition, rénovation matériel TER et ateliers	908	74 022 000,00
81200001-2022	[81200001-2022] - Infrastructures Gares et PEM	908	221 119 734,00
81300002-2022	[81300002-2022] - Informatique - Transports scolaires	908	170 500,00
81500005-2022	[81500005-2022] - Points Arrêt (GPS,Poteaux IV)	908	300 000,00
81500012-2022	[81500012-2022] - Outils information voyageur	908	400 000,00
81800003-2022	[81800003-2022] - Transport en Commun en Site Propre (TCSP) et BHNS	908	400 000,00
82100001-2022	[82100001-2022] - Voirie nationale	908	2 325 000,00
82300001-2022	[82300001-2022] - Voirie départementale	908	200 000,00
82800001-2022	[82800001-2022] - Véloroutes Voies Vertes	908	2 000 000,00
85200001-2022	[85200001-2022] - Infrastructures fret	908	11 275 173,00
88300001-2022	[88300001-2022] - Aménagement infrastructures fluviales	908	11 392 878,00
88600001-2022	[88600001-2022] - Exploitation maintenance des ports	908	3 200 000,00
88600002-2022	[88600002-2022] - Développement des ports - Domaine	908	14 231 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
88600003-2022	[88600003-2022] - Aménagement des ports	908	5 100 000,00
92000001-2022	[92000001-2022] - Grand projets structurants recherche	906	3 550 000,00
92000002-2022	[92000002-2022] - Contractualisation universités et OR	906	380 000,00
92000005-2022	[92000005-2022] - Soutien aux projets de recherche	906	1 500 000,00
92000006-2022	[92000006-2022] - Soutien aux projets thématiques ou struc turants	906	260 000,00
92000009-2022	[92000009-2022] - Accueil chercheurs (STARS)	906	120 000,00
93000002-2022	[93000002-2022] - Aides aux entreprises du secteur de la p êche maritime et de l'aquaculture	906	2 003 600,00
93000003-2022	[93000003-2022] - Fonds d'urgence Pêche	906	300 000,00
93000004-2022	[93000004-2022] - Financement de projet	906	500 000,00
93000006-2022	[93000006-2022] - Recherche-Développement halieutique	906	50 000,00
93000007-2022	[93000007-2022] - Accueil, accompagnement et suivi des JA	906	700 000,00
93000016-2022	[93000016-2022] - Soutien Valorisation Production Agricole et Approvisionnement local	906	460 000,00
93000017-2022	[93000017-2022] - Accompagnement de la diversification	906	1 400 000,00
93000022-2022	[93000022-2022] - Animation et accompagnement des filières d'élevages	906	250 000,00
93000024-2022	[93000024-2022] - Investissement agricole	906	790 000,00
93000034-2022	[93000034-2022] - Aides forestières	906	50 000,00
94000004-2022	[94000004-2022] - Aide à la création d'entreprises innovan tes et industrielles	906	2 800 000,00
94000010-2022	[94000010-2022] - Aide au développement des TPE artisanale s commerciales et de services	906	2 500 000,00
94000011-2022	[94000011-2022] - Aide au développement des grandes entrep rises	906	7 000 000,00
94000012-2022	[94000012-2022] - Aide au développement des PME indus et d e services à haute valeur ajoutée	906	2 200 000,00
94000013-2022	[94000013-2022] - Aide à l'implantation d'entreprises	906	10 000 000,00
94000014-2022	[94000014-2022] - Aide aux entreprises en consolidation fi nancière (COFI)	906	3 000 000,00
94000015-2022	[94000015-2022] - Starter ESS	906	2 300 000,00
94000016-2022	[94000016-2022] - Innovation Sociale	906	200 000,00
94000022-2022	[94000022-2022] - Plateformes technologiques	906	545 000,00
94000023-2022	[94000023-2022] - Investissements au profit de l'innovatio n	906	6 000 000,00
94000034-2022	[94000034-2022] - Booster financement-Prêt	906	2 000 000,00
94000035-2022	[94000035-2022] - Booster financement-Garantie	906	4 000 000,00
94000036-2022	[94000036-2022] - Booster financement-Capital	906	10 000 000,00
94000042-2022	[94000042-2022] - Plans	906	6 400 000,00
94000056-2022	[94000056-2022] - Fonds premier secours F1PS	906	2 000 000,00
94000070-2022	[94000070-2022] - Soutien régional au commerce et à l'artisanat - volet amélioration	906	2 000 000,00
94000071-2022	[94000071-2022] - Soutien régional au commerce et à l'artisanat - volet mobilité	906	2 000 000,00
94000075-2022	[94000075-2022] - Aide à la digitalisation des entreprises	906	2 000 000,00
94000081-2022	[94000081-2022] - Promotion et qualification projets TRI	906	150 000,00
94000085-2022	[94000085-2022] - AAP innovation collaborative process industriel	906	2 000 000,00
94000089-2022	[94000089-2022] - Pass Cyber Investissement	906	500 000,00
95000001-2022	[95000001-2022] - FRIT - Destinations touristiques	906	2 000 000,00
95000002-2022	[95000002-2022] - FRIT - Economie touristique	906	1 000 000,00
95000003-2022	[95000003-2022] - Organismes Régionnaux Markéting territorial	906	150 000,00
95000004-2022	[95000004-2022] - ATTRACTIVITE	906	680 000,00
95000005-2022	[95000005-2022] - Devoir de mémoire	906	865 000,00
TOTAL			**1 035 094 900,18**

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	5 000 000,00

TOTAL GENERAL	**1 040 094 900,18**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
02020008-2022	[02020008-2022] - DSI Environnement de travail	930	458 500,00
02020009-2022	[02020009-2022] - DSI Infrastructure	930	1 308 300,00
02020010-2022	[02020010-2022] - DSI Projets, applications, urbanisation	930	320 220,00
04200001-2022	[04200001-2022] - Soutien aux reseaux d information	930	425 000,00
04200002-2022	[04200002-2022] - Accompagnement des programmes Interreg	930	15 000,00
04200003-2022	[04200003-2022] - Soutien aux projets europeens - Preparat ion	930	192 000,00
04200004-2022	[04200004-2022] - Soutien aux projets europeens - Realisat ion	930	48 000,00
04200006-2022	[04200006-2022] - Sensibilisation et communication prog et dispositifs europeens	930	500 000,00
04400004-2022	[04400004-2022] - Energie pour l'Afrique - Partenariat	930	472 250,00
04400005-2022	[04400005-2022] - Mobilité européenne et internationale	930	657 000,00
04400006-2022	[04400006-2022] - Diplomatie économique - Partenariat	930	111 000,00
04400007-2022	[04400007-2022] - Intervention territoriale	930	220 000,00
05200032-2022	[05200032-2022] - Fond de transition Juste	9305	76 000 000,00
11000001-2022	[11000001-2022] - Ecole de la deuxième chance (E2C)	932	3 810 000,00
11000003-2022	[11000003-2022] - Compétences Clés	932	61 000 000,00
11000005-2022	[11000005-2022] - Chèque Pass Formation (CHPF)	932	7 000 000,00
11000009-2022	[11000009-2022] - Pass Emploi Entreprise (PAEE)	932	5 150 000,00
11000016-2022	[11000016-2022] - Se former pour un métier	932	167 840 000,00
11000017-2022	[11000017-2022] - Se spécialiser pour un métier	932	26 000 000,00
11000018-2022	[11000018-2022] - Se former en milieu pénitentiaire	932	3 350 000,00
11000019-2022	[11000019-2022] - Formations du supérieur	932	7 750 000,00
11000020-2022	[11000020-2022] - Valider les acquis de l¿expérience	932	1 000 000,00
11000021-2022	[11000021-2022] - Se former pour créer, reprendre, gérer u ne entreprise	932	3 500 000,00
11000024-2022	[11000024-2022] - Rémunération, couverture sociale des sta giaires	932	152 100 000,00
11000025-2022	[11000025-2022] - Participation à l'hébergement, restaurat ion des stagiaires	932	1 600 000,00
11000033-2022	[11000033-2022] - Financement des ML MEF	932	9 860 000,00
11000034-2022	[11000034-2022] - Financement des structures de la FP	932	132 000,00
11000035-2022	[11000035-2022] - Participation statutaire FP	932	1 615 000,00
11000038-2022	[11000038-2022] - Innovation Expérimentation	932	10 000 000,00
11000042-2022	[11000042-2022] - Plateforme WinLab	932	80 000,00
11000046-2022	[11000046-2022] - Appui aux contrats de branche	932	3 000 000,00
11000047-2022	[11000047-2022] - Tiers lieux de formation	932	1 000 000,00
11000048-2022	[11000048-2022] - Projets informatiques de la formation professionnelle	932	295 000,00
12000006-2022	[12000006-2022] - Manifestation et information sur les métiers orientation	932	100 000,00
12000007-2022	[12000007-2022] - Création-reprise d'entreprises	932	120 000,00
12000008-2022	[12000008-2022] - Soutien à l’alternance dans les TPE PME	932	80 000,00
12000011-2022	[12000011-2022] - Soutien aux projets en lien avec le plan apprentissage et/ou aux fonds européens	932	200 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
12000013-2022	[12000013-2022] - Fond de solidarité des apprentis	932	500 000,00
12000017-2022	[12000017-2022] - Reprise des apprentis et jeunes sans con trat	932	625 000,00
12000019-2022	[12000019-2022] - Contribution au titre de l'aménagement du terrritoire et du dév éco	932	12 305 100,00
12000020-2022	[12000020-2022] - Soutien aux parcours des apprentis	932	12 000 000,00
12000022-2022	[12000022-2022] - Soutien aux partenariats développement de l’apprentissage	932	100 000,00
12000023-2022	[12000023-2022] - Communication dév apprentissag	932	100 000,00
13000001-2022	[13000001-2022] - Financement des établissements sanitaire s publics	932	73 438 980,00
13000002-2022	[13000002-2022] - Financement des établissements sanitaire s privés	932	17 359 895,00
13000005-2022	[13000005-2022] - Financement des établissements filière s ociale	932	22 581 000,00
13000008-2022	[13000008-2022] - Bourses étudiants filières sanitaire et social BESS	932	33 163 231,00
13000009-2022	[13000009-2022] - Autres aides individuelles	932	645 000,00
22200001-2022	[22200001-2022] - Dotation Globale de Fonctionnement	932	82 275 000,00
22200002-2022	[22200002-2022] - Transports des internes et demis pension naires	932	710 000,00
22200005-2022	[22200005-2022] - Contrats et marchés région pour le fonct ionnement des EPLE	932	1 170 000,00
22200006-2022	[22200006-2022] - Emploi aidés	932	3 941 419,00
22200007-2022	[22200007-2022] - Accompagnement des contrats aidés	932	300 000,00
22200009-2022	[22200009-2022] - Participer au service de restauration (j e mange local, petit déj,FPSHR)	932	2 018 500,00
22200012-2022	[22200012-2022] - Equipements pédagogiques des EPLE	932	400 000,00
22200013-2022	[22200013-2022] - Equipements restauration scolaire	932	1 050 000,00
22200501-2022	[22200501-2022] - Opérations immobilières HDF - Lycées pub lics	932	150 000,00
22200502-2022	[22200502-2022] - Maintenance programmée - Lycées publics	932	4 200 000,00
22200503-2022	[22200503-2022] - Travaux urgents non programmables - Lycé es publics	932	2 200 000,00
22200504-2022	[22200504-2022] - Sureté - Lycées publics	932	1 419 000,00
22200505-2022	[22200505-2022] - Charges d'exploitation - Lycées publics	932	1 490 000,00
22300001-2022	[22300001-2022] - Forfaits régionaux d'Externat	932	47 000 000,00
22400504-2022	[22400504-2022] - Sureté - Cités Mixtes	932	91 000,00
23000001-2022	[23000001-2022] - Soutien aux établissements d'enseignemen t supérieur	932	2 049 000,00
23000003-2022	[23000003-2022] - Learning center	932	320 000,00
23000006-2022	[23000006-2022] - Contrats étudiants	932	1 920 000,00
23000007-2022	[23000007-2022] - Initiatives étudiantes	932	150 000,00
23000009-2022	[23000009-2022] - Parcours et Réussite en Etudes Longues P REL +PEI	932	1 500 000,00
23000010-2022	[23000010-2022] - Bourse MERMOZ	932	3 000 000,00
23000012-2022	[23000012-2022] - Aide aux étudiants à définir	932	3 280 000,00
28000001-2022	[28000001-2022] - Dispositifs d'aide à la scolarité	932	150 000,00
28000003-2022	[28000003-2022] - Actions éducatives Forfait	932	3 000 000,00
28000004-2022	[28000004-2022] - Soutien aux projets d'éducation	932	1 249 000,00
28000007-2022	[28000007-2022] - Evénements Information et Orientation	932	603 425,00
28000010-2022	[28000010-2022] - Gestion carte génération Hauts de France	932	1 000 000,00
28000011-2022	[28000011-2022] - Aides individuelles carte génération HdF	932	17 000 000,00
28000012-2022	[28000012-2022] - Aides complémentaires aux lycéens	932	500 000,00
28000013-2022	[28000013-2022] - ENT	932	1 610 000,00
28000014-2022	[28000014-2022] - Accompagnement aux usages des TIC	932	1 600 000,00
28000015-2022	[28000015-2022] - Accompagnement projets innovants et expé rimentaux	932	100 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
28800001-2022	[28800001-2022] - Décrochage Appel à projet Proch’Orientation	932	100 000,00
31100001-2022	[31100001-2022] - Opérateurs Labellisés - Enseignement art istique	933	5 735 827,00
31100002-2022	[31100002-2022] - Participations statutaires - Enseignemen t artistique	933	524 000,00
31200001-2022	[31200001-2022] - Opérateurs labellisés - Création Libre	933	7 793 000,00
31200002-2022	[31200002-2022] - Fonds de création - Création Libre	933	1 103 500,00
31200003-2022	[31200003-2022] - Recherche et expérimentation	933	130 000,00
31200004-2022	[31200004-2022] - Emergence	933	388 000,00
31200005-2022	[31200005-2022] - Résidence de création	933	273 000,00
31200006-2022	[31200006-2022] - Opérateurs labellisés - Novaction	933	6 539 364,00
31200007-2022	[31200007-2022] - Accompagnement à la structuration et à l 'économie des filières	933	319 181,00
31200008-2022	[31200008-2022] - Accompagnement des projets participant à la rénovation des modèles économique	933	87 000,00
31200009-2022	[31200009-2022] - Opérateurs labellisés - Génération cultu re	933	1 245 500,00
31200010-2022	[31200010-2022] - Parcours Education, Pratique et Sensibilisation PEPS	933	1 500 000,00
31200011-2022	[31200011-2022] - Accompagnement éducation artistique et c ulturelle	933	1 367 000,00
31200013-2022	[31200013-2022] - Opérateurs Labellisés - Formation	933	263 880,00
31200014-2022	[31200014-2022] - Projets d'enseignement, de qualification et de professionnalisation	933	205 000,00
31200016-2022	[31200016-2022] - Sécurisation et pérennisation de l'emplo i culturel	933	465 000,00
31200017-2022	[31200017-2022] - Opérateurs Labellisés - Territoire - Art et Culture	933	13 868 940,00
31200018-2022	[31200018-2022] - Accomp. des projets de dév culturels por tés par un territoire ou des hbts	933	1 076 000,00
31200019-2022	[31200019-2022] - Résidence d'implantation	933	565 000,00
31200020-2022	[31200020-2022] - Opérateurs labellisés - Accompagnement c irculation en région de la création	933	12 586 520,00
31200021-2022	[31200021-2022] - A définir - Volet 7,2	933	101 800,00
31200022-2022	[31200022-2022] - Opérateurs labellisés -Haute Culture	933	252 500,00
31200023-2022	[31200023-2022] - Promotion, valorisation et export de la Créativité régionale	933	895 500,00
31200024-2022	[31200024-2022] - Opérateurs labellisés- Accomp évts, tps forts et manif.et de leurs résonances	933	6 695 000,00
31200025-2022	[31200025-2022] - Accompagnement des évènements, temps for ts et manifestations - Art et culture	933	4 051 148,00
31200027-2022	[31200027-2022] - Participations statutaires - Territoire, Culture	933	3 367 000,00
31300001-2022	[31300001-2022] - Participations statutaires - Territoire, Patrimoine	933	13 491 840,00
31300002-2022	[31300002-2022] - Opérateurs Labellisés - Territoire, Patr imoine	933	2 044 000,00
31300003-2022	[31300003-2022] - Accomp. de la préservation et de la valo risation du patrimoine	933	100 500,00
31300004-2022	[31300004-2022] - Inventaire	933	50 000,00
31300005-2022	[31300005-2022] - Accompagnement des évènements, temps for ts et manifestations - Patrimoine	933	200 000,00
32000001-2022	[32000001-2022] - Manifestations sportives	933	1 100 000,00
32000002-2022	[32000002-2022] - Clubs de haut niveau	933	7 970 160,00
32000005-2022	[32000005-2022] - Centres de formation clubs professionnel s	933	245 000,00
32000009-2022	[32000009-2022] - Partenariats ligues et comités régionaix	933	1 454 000,00
32000011-2022	[32000011-2022] - Sport Santé	933	60 000,00
32000013-2022	[32000013-2022] - Accompagnement des sportifs de haut nive au	933	300 000,00
32000015-2022	[32000015-2022] - Projets de performance fédéraux	933	700 000,00
32000016-2022	[32000016-2022] - Profession sport	933	90 000,00
32000018-2022	[32000018-2022] - Athlètes en pôle et en formation CREPS	933	300 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
32000020-2022	[32000020-2022] - Participation statutaire - Sports	933	1 580 000,00
32000021-2022	[32000021-2022] - Participation au fonctionnement des équi pements sportifs régionaux	933	479 700,00
33800001-2022	[33800001-2022] - Aide individuelle au permis de conduire	933	3 000 000,00
34800001-2022	[34800001-2022] - Actions lutte contre l’illettrisme	933	206 000,00
41200001-2022	[41200001-2022] - Prévention santé	934	2 956 000,00
41200002-2022	[41200002-2022] - Démographie médicale recherche	934	1 164 000,00
41200003-2022	[41200003-2022] - Observation santé	934	400 000,00
50000005-2022	[50000005-2022] - Ingénièrie action coeur de ville	935	100 000,00
51000002-2022	[51000002-2022] - Politique de la ville	935	3 260 000,00
51000003-2022	[51000003-2022] - Nos quartiers d'été	935	1 000 000,00
51000004-2022	[51000004-2022] - Animation des dispositifs PV RU Logement	935	50 000,00
53000003-2022	[53000003-2022] - Parcs Naturels Régionaux	937	1 600 000,00
53000004-2022	[53000004-2022] - Participation statutaire	937	7 200 000,00
54000007-2022	[54000007-2022] - CONSEILLERS FAIR	935	1 100 000,00
55000001-2022	[55000001-2022] - Développement des ports - Littoral	935	1 055 000,00
56000014-2022	[56000014-2022] - Réseaux Régional Télécommunication	935	3 836 600,00
57000001-2022	[57000001-2022] - Infrastructures numériques	935	725 000,00
57000003-2022	[57000003-2022] - Usages et innovations numériques dans les territoires	935	300 000,00
57000004-2022	[57000004-2022] - E inclusion	935	100 000,00
58000001-2022	[58000001-2022] - Information des jeunes	933	260 800,00
58000004-2022	[58000004-2022] - Aide régionale au Service Civique Volont aire (SCIV)	933	800 000,00
58000005-2022	[58000005-2022] - Chantier Jeune Bénévole (CJBE)	933	80 000,00
58000007-2022	[58000007-2022] - Soutien aux projets des jeunes (CLAP)	933	380 000,00
58000010-2022	[58000010-2022] - Appel à Projets Permanent 4T et actions de lutte contre l¿Illettrisme (4TIL)	933	800 000,00
58000016-2022	[58000016-2022] - Têtes de réseaux associatifs (COTR)	933	940 800,00
58000017-2022	[58000017-2022] - Structures d'accompagnement territorial	933	224 000,00
58000018-2022	[58000018-2022] - Formation des bénévoles (FOBE)	933	420 000,00
58000019-2022	[58000019-2022] - Soutien aux initiatives associatives inn ovantes (INOV)	933	109 067,00
58000020-2022	[58000020-2022] - Participation des Jeunes	933	15 000,00
58000021-2022	[58000021-2022] - Lutte contre les violences faites aux fe mmes	933	260 000,00
58000022-2022	[58000022-2022] - Soutien aux organisations syndicales	933	539 138,00
58000024-2022	[58000024-2022] - Hauts de France en fête (HDFF)	933	900 000,00
63120001-2022	[63120001-2022] - Initiatives bas carbone	936	318 000,00
63120002-2022	[63120002-2022] - Contrepartie FEADER	936	500 000,00
63120003-2022	[63120003-2022] - Soutien à la filière équine	936	850 500,00
71000005-2022	[71000005-2022] - Nouveaux modèles économiques et de conso mmation	937	2 400 000,00
71000006-2022	[71000006-2022] - Stratégies régionales et territoriales	937	1 000 000,00
71000010-2022	[71000010-2022] - Favoriser écocitoyenneté active pour la nature	937	1 478 000,00
71000011-2022	[71000011-2022] - Energies renouvelées stockées partagées	937	1 600 000,00
76000005-2022	[76000005-2022] - Agir en faveur des écosystèmes	937	2 730 000,00
76000006-2022	[76000006-2022] - Structurer la connaissance sur la biodiv ersité	937	1 020 000,00
78000004-2022	[78000004-2022] - Prévention inondations et protection ressource eau	937	232 000,00
80000001-2022	[80000001-2022] - Etudes Générales transports expertise	938	600 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
81100001-2022	[81100001-2022] - Convention TER	938	542 225 100,00
81100002-2022	[81100002-2022] - ETER	938	160 000,00
81300002-2022	[81300002-2022] - Informatique - Transports scolaires	938	86 610,00
81300010-2022	[81300010-2022] - Subventions AOM gratuité du transport de s lycéens	938	2 700 000,00
81800002-2022	[81800002-2022] - FidéliTER	938	410 000,00
82800001-2022	[82800001-2022] - Véloroutes Voies Vertes	938	23 250,00
88100001-2022	[88100001-2022] - Participation statutaire aéroport	938	128 400,00
88500001-2022	[88500001-2022] - Participation statutaire multimodal	938	525 000,00
88600001-2022	[88600001-2022] - Exploitation maintenance des ports	938	8 338 140,00
88600002-2022	[88600002-2022] - Développement des ports - Domaine	938	3 226 000,00
88600003-2022	[88600003-2022] - Aménagement des ports	938	100 000,00
88800002-2022	[88800002-2022] - Mobilité inclusive	938	579 000,00
92000001-2022	[92000001-2022] - Grand projets structurants recherche	936	5 350 000,00
92000002-2022	[92000002-2022] - Contractualisation universités et OR	936	1 800 000,00
92000003-2022	[92000003-2022] - Allocations Recherche	936	8 650 000,00
92000005-2022	[92000005-2022] - Soutien aux projets de recherche	936	1 225 000,00
92000006-2022	[92000006-2022] - Soutien aux projets thématiques ou struc turants	936	2 400 000,00
92000009-2022	[92000009-2022] - Accueil chercheurs (STARS)	936	2 200 000,00
92000010-2022	[92000010-2022] - Colloques et manifestations - Recherche	936	200 000,00
92000011-2022	[92000011-2022] - Expertise et communication - Recherche	936	300 000,00
93000001-2022	[93000001-2022] - Animation des filières halieutiques	936	600 000,00
93000002-2022	[93000002-2022] - Aides aux entreprises du secteur de la p êche maritime et de l'aquaculture	936	750 000,00
93000005-2022	[93000005-2022] - Financement d'évenement	936	50 000,00
93000006-2022	[93000006-2022] - Recherche-Développement halieutique	936	100 000,00
93000007-2022	[93000007-2022] - Accueil, accompagnement et suivi des JA	936	1 079 101,00
93000008-2022	[93000008-2022] - Accompagnement des agriculteurs en difficulté	936	434 000,00
93000010-2022	[93000010-2022] - Plan agro-écologie	936	2 372 282,00
93000013-2022	[93000013-2022] - Pôle d'accompagnement bio	936	1 021 694,00
93000016-2022	[93000016-2022] - Soutien Valorisation Production Agricole et Approvisionnement local	936	1 194 010,00
93000017-2022	[93000017-2022] - Accompagnement de la diversification	936	719 000,00
93000019-2022	[93000019-2022] - Promotion des produits de qualité	936	1 040 882,00
93000020-2022	[93000020-2022] - Aide à la certification SIQO	936	75 000,00
93000022-2022	[93000022-2022] - Animation et accompagnement des filières d'élevages	936	695 947,00
93000025-2022	[93000025-2022] - Manifestations, salons agricoles	936	200 000,00
93000033-2022	[93000033-2022] - Animation et accompagnement de la filièr e forestière	936	650 000,00
94000003-2022	[94000003-2022] - Plateformes Proch'emploi	936	2 899 380,00
94000005-2022	[94000005-2022] - Sensibilisation	936	1 280 000,00
94000006-2022	[94000006-2022] - Chéquier starter	936	10 590 000,00
94000007-2022	[94000007-2022] - Animation, émergence et évènements	936	450 000,00
94000008-2022	[94000008-2022] - ARDAN	936	250 000,00
94000015-2022	[94000015-2022] - Starter ESS	936	2 557 203,00
94000016-2022	[94000016-2022] - Innovation Sociale	936	460 000,00
94000017-2022	[94000017-2022] - Programme d'actions des pôles et des clu sters	936	9 000 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
94000018-2022	[94000018-2022] - Appel à projets PIA 3	936	150 000,00
94000019-2022	[94000019-2022] - Nouveaux clusters	936	300 000,00
94000020-2022	[94000020-2022] - Pôles de compétitivité	936	3 276 550,00
94000021-2022	[94000021-2022] - Plateformes de transfert technologiques	936	2 490 000,00
94000025-2022	[94000025-2022] - Parcs d¿innovation	936	1 992 000,00
94000026-2022	[94000026-2022] - Détection et accompagnement individuel d es entreprises	936	800 000,00
94000027-2022	[94000027-2022] - Accompagnement des entreprises à l'expor t	936	600 000,00
94000028-2022	[94000028-2022] - Accompagnement collectif des entreprises en missions et salons	936	400 000,00
94000029-2022	[94000029-2022] - Internationalisation des filières d'aven ir	936	240 000,00
94000031-2022	[94000031-2022] - Communication	936	50 000,00
94000032-2022	[94000032-2022] - Aide au transport au particulier (ATP)	936	13 100 000,00
94000033-2022	[94000033-2022] - Aide à la garde d'enfant (AGE)	936	1 300 000,00
94000034-2022	[94000034-2022] - Booster financement-Prêt	936	100 000,00
94000040-2022	[94000040-2022] - Salons numériques	936	880 000,00
94000042-2022	[94000042-2022] - Plans	936	70 000,00
94000045-2022	[94000045-2022] - Pass Médiation	936	50 000,00
94000046-2022	[94000046-2022] - Expertises	936	1 200 000,00
94000047-2022	[94000047-2022] - PLIE	936	1 400 000,00
94000050-2022	[94000050-2022] - Prospection et accueil d'investisseurs	936	2 300 000,00
94000053-2022	[94000053-2022] - Animation de l'éco-système innovation	936	1 465 829,00
94000054-2022	[94000054-2022] - Contractualisation territoire/AAP Territ oires	936	360 000,00
94000059-2022	[94000059-2022] - Fonds d'appui aux implantations d'entrep rises	936	400 000,00
94000060-2022	[94000060-2022] - Fonds d'aide aux plans de formation des entreprises DVRH	936	3 200 000,00
94000061-2022	[94000061-2022] - AAP ESS	936	500 000,00
94000064-2022	[94000064-2022] - Accompagnement à l'international des ent reprises artisanales	936	400 000,00
94000066-2022	[94000066-2022] - Animation des dynamiques -Innovation soc iale	936	696 000,00
94000069-2022	[94000069-2022] - Booster Artisans Commerçants Accompagnement conseil développement	936	1 790 000,00
94000073-2022	[94000073-2022] - Animation SRISI/SRDEII (entrepreneuriat, Filières, Recherche, Europe)	936	722 357,00
94000074-2022	[94000074-2022] - Booster-Digitalisation des entreprises	936	475 000,00
94000076-2022	[94000076-2022] - Espace Information Formation	936	1 624 626,00
94000077-2022	[94000077-2022] - Accompagnement à la transformation des entreprises	936	890 000,00
94000078-2022	[94000078-2022] - Dispositif Centre-ville Centre-Bourg	936	1 000 000,00
94000080-2022	[94000080-2022] - Booster ESS	936	300 000,00
94000081-2022	[94000081-2022] - Promotion et qualification projets TRI	936	500 000,00
94000082-2022	[94000082-2022] - Promotion de l'innovation régionale	936	160 000,00
94000083-2022	[94000083-2022] - Entrepreneuriat innovant	936	503 000,00
94000084-2022	[94000084-2022] - Transformation Soutien à la industrielle facteur humain	936	202 400,00
94000085-2022	[94000085-2022] - AAP innovation collaborative process industriel	936	100 000,00
94000088-2022	[94000088-2022] - Appui au développement des compétences des dirigeants	936	200 000,00
94000094-2022	[94000094-2022] - Evénements expertises	936	50 000,00
94000095-2022	[94000095-2022] - Soutien aux métiers d’art	936	500 000,00
95000001-2022	[95000001-2022] - FRIT - Destinations touristiques	936	500 000,00
95000002-2022	[95000002-2022] - FRIT - Economie touristique	936	200 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
95000003-2022	[95000003-2022] - Organismes Régionnaux Markéting territorial	936	7 684 080,00
95000004-2022	[95000004-2022] - ATTRACTIVITE	936	1 042 000,00
95000005-2022	[95000005-2022] - Devoir de mémoire	936	265 000,00
TOTAL			**1 731 271 426,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	5 000 000,00

TOTAL GENERAL	**1 736 271 426,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — C

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
AP VOTEES	**842 832 232,73**		**1 040 094 900,18**	**1 040 094 900,18**	**1 040 094 900,18**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**		**5 000 000,00**	**5 000 000,00**	**5 000 000,00**
AE VOTEES	**1 695 150 695,30**		**1 736 271 426,00**	**1 736 271 426,00**	**1 736 271 426,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**		**5 000 000,00**	**5 000 000,00**	**5 000 000,00**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 875 707 466,66**	**0,00**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**
90 Opérations ventilées	1 021 399 746,92	0,00	1 140 797 786,14	1 140 797 786,14	1 140 797 786,14
- en AP/CP (2)	964 300 186,92	0,00	1 078 095 617,14	1 078 095 617,14	1 078 095 617,14
- hors AP/CP (2)	57 099 560,00	0,00	62 702 169,00	62 702 169,00	62 702 169,00
Dont opérations pour comptes de tiers	4 751 801,16	0,00	14 600 000,00	14 600 000,00	14 600 000,00
92 Opérations non ventilées	854 307 719,74	0,00	846 531 800,51	846 531 800,51	846 531 800,51
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**1 875 707 466,66**	**0,00**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**
90 Opérations ventilées	429 461 710,14	0,00	576 539 740,76	576 539 740,76	576 539 740,76
- Recettes affectées	427 101 710,14	0,00	571 379 740,76	571 379 740,76	571 379 740,76
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	2 360 000,00	0,00	5 160 000,00	5 160 000,00	5 160 000,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	1 236 276 042,21	0,00	1 163 291 473,30	1 163 291 473,30	1 163 291 473,30
954 Produit des cessions d'immobilisations	2 451 000,00	0,00	2 952 040,00	2 952 040,00	2 952 040,00
951 Virement de la section de fonctionnement	*207 518 714,31*		*244 546 332,59*	*244 546 332,59*	*244 546 332,59*
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**3 255 576 176,42**	**0,00**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**
93 Services ventilés	2 414 273 074,38	0,00	2 457 979 169,52	2 457 979 169,52	2 457 979 169,52
- en AE/CP	1 602 316 706,82	0,00	1 647 619 036,52	1 647 619 036,52	1 647 619 036,52
- hors AE/CP	811 956 367,56	0,00	810 360 133,00	810 360 133,00	810 360 133,00
94 Services communs non ventilés	633 784 387,73	0,00	652 687 242,19	652 687 242,19	652 687 242,19
953 Virement à la section d'investissement	*207 518 714,31*		*244 546 332,59*	*244 546 332,59*	*244 546 332,59*
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**3 255 576 176,42**	**0,00**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**
93 Services ventilés	396 555 739,53	0,00	408 837 084,80	408 837 084,80	408 837 084,80
94 Services communs non ventilés	2 859 020 436,89	0,00	2 946 375 659,50	2 946 375 659,50	2 946 375 659,50
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1) — C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
AP VOTEES	**5 000 000,00**	**15 907 564,00**	**152 000 000,00**	**0,00**	**201 252 790,32**	**28 254 401,00**	**5 000 000,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**5 000 000,00**						
AE VOTEES	**5 000 000,00**	**4 727 270,00**	**76 000 000,00**	**0,00**	**826 946 550,00**	**110 498 665,00**	**4 520 000,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**5 000 000,00**						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**846 531 800,51**	**11 817 030,27**	**305 620 473,31**	**0,00**	**235 083 393,43**	**46 940 483,09**	**4 000 000,80**
90 Opérations ventilées		11 817 030,27	305 620 473,31	0,00	235 083 393,43	46 940 483,09	4 000 000,80
- en AP/CP (2)		8 691 020,27	261 616 304,31	0,00	234 280 403,43	45 332 483,09	4 000 000,80
- hors AP/CP (2)		3 126 010,00	44 004 169,00	0,00	802 990,00	1 608 000,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	7 650 000,00	450 000,00	0,00
92 Opérations non ventilées	846 531 800,51						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**1 410 789 845,89**	**1 689 255,68**	**305 620 473,31**	**0,00**	**148 006 109,44**	**2 524 179,68**	**0,00**
90 Opérations ventilées		1 689 255,68	305 620 473,31	0,00	148 006 109,44	2 524 179,68	0,00
- Recettes affectées		1 689 255,68	305 620 473,31	0,00	144 006 109,44	1 364 179,68	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	4 000 000,00	1 160 000,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	1 163 291 473,30						
954 Produit des cessions d'immobilisations	2 952 040,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	*244 546 332,59*						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**897 233 574,78**	**231 738 807,04**	**113 813 098,73**	**0,00**	**945 141 477,26**	**114 437 693,00**	**4 520 000,00**
93 Services ventilés		231 738 807,04	113 813 098,73	0,00	945 141 477,26	114 437 693,00	4 520 000,00
- en AE/CP		5 367 254,04	110 233 348,73	0,00	731 339 877,26	111 987 993,00	4 520 000,00
- hors AE/CP		226 371 553,00	3 579 750,00	0,00	213 801 600,00	2 449 700,00	0,00
94 Services communs non ventilés	**652 687 242,19**						

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
953 Virement à la section d'investissement	***244 546 332,59***						
002 Résultat de fonctionnement reporté	**0,00**						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**2 946 375 659,50**	**15 777 116,80**	**113 813 098,73**	**0,00**	**215 139 951,31**	**543 205,50**	**0,00**
93 Services ventilés		15 777 116,80	113 813 098,73	0,00	215 139 951,31	543 205,50	0,00
94 Services communs non ventilés	**2 946 375 659,50**						
002 Résultat de fonctionnement reporté	**0,00**						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2) — C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
AP VOTEES		**0,00**	**147 823 545,86**	**94 953 600,00**	**16 375 000,00**	**373 527 999,00**	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**11 526 600,00**	**118 690 841,00**	**19 260 000,00**	**559 101 500,00**	
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**89 288 793,37**	**147 595 838,16**	**17 386 236,20**	**283 065 537,51**	
90 Opérations ventilées		0,00	89 288 793,37	147 595 838,16	17 386 236,20	283 065 537,51	
- en AP/CP (2)		0,00	89 288 793,37	147 095 838,16	17 386 236,20	270 404 537,51	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	500 000,00	0,00	12 661 000,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	6 500 000,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**0,00**	**18 598 392,39**	**0,00**	**100 101 330,26**	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	18 598 392,39	0,00	100 101 330,26	
- Recettes affectées		0,00	0,00	18 598 392,39	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**16 519 180,72**	**101 972 978,35**	**18 986 302,42**	**910 849 632,00**	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	0,00	16 519 180,72	101 972 978,35	18 986 302,42	910 849 632,00	
- en AE/CP	0,00	0,00	16 519 180,72	101 462 478,35	18 986 302,42	547 202 602,00	
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	510 500,00	0,00	363 647 030,00	

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**	**5 137 884,00**	**3 362 778,25**	**0,00**	**55 063 050,21**	
93 Services ventilés	0,00	0,00	5 137 884,00	3 362 778,25	0,00	55 063 050,21	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES		RECETTES	
90 Opérations ventilées		**1 140 797 786,14**		**576 539 740,76**
900 Services généraux		11 817 030,27		1 689 255,68
900-5 Gestion des fonds européens		305 620 473,31		305 620 473,31
901 Sécurité		0,00		0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.		235 083 393,43		148 006 109,44
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		46 940 483,09		2 524 179,68
904 Santé et action sociale (hors RSA)		4 000 000,80		0,00
904-4 RSA		0,00		0,00
905 Aménagement des territoires et habitat		89 288 793,37		0,00
906 Action économique		147 595 838,16		18 598 392,39
907 Environnement		17 386 236,20		0,00
908 Transports		283 065 537,51		100 101 330,26
909 Fonction en réserve				
92 Opérations non ventilées		**246 353 800,51**		**570 874 473,30**
921 Taxes non affectées		0,00		0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)		0,00		33 150 000,00
923 Dettes et autres opérations financières		246 353 800,51		537 724 473,30
95 Chapitres de prévision sans réalisation				**2 952 040,00**
954 Produit des cessions d'immobilisations				2 952 040,00
TOTAL	I	**1 387 151 586,65**	II	**1 150 366 254,06**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales		10 000 000,00		10 000 000,00
926 Transferts entre les sections (2)		*590 178 000,00*		*582 417 000,00*
951 Virement de la section de fonctionnement				*244 546 332,59*
TOTAL	III	**600 178 000,00**	IV	**836 963 332,59**

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :……	**236 785 332,59**

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V	0,00	VI	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**1 987 329 586,65**	II + IV + VI + VII	**1 987 329 586,65**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	**2 457 979 169,52**	**408 837 084,80**
930 Services généraux	231 738 807,04	15 777 116,80
930-5 Gestion des fonds européens	113 813 098,73	113 813 098,73
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	945 141 477,26	215 139 951,31
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	114 437 693,00	543 205,50
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	4 520 000,00	0,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	16 519 180,72	5 137 884,00
936 Action économique	101 972 978,35	3 362 778,25
937 Environnement	18 986 302,42	0,00
938 Transports	910 849 632,00	55 063 050,21
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	**70 270 242,19**	**2 356 197 659,50**
940 Impositions directes	0,00	186 065 856,47
941 Autres impôts et taxes	1 648 595,00	1 913 323 774,16
942 Dotations et participations	0,00	248 775 657,09
943 Opérations financières	61 884 242,19	5 849 038,78
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	1 737 405,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	5 000 000,00	2 183 333,00
TOTAL	I **2 528 249 411,71**	II **2 765 034 744,30**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	*582 417 000,00*	*590 178 000,00*
947 Transferts à l'intérieur de la section	*0,00*	*0,00*
953 Virement à la section d'investissement	*244 546 332,59*	
TOTAL	III **826 963 332,59**	IV **590 178 000,00**

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :.....	**236 785 332,59**

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V	0,00	VI	0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**3 355 212 744,30**	II + IV + VI	**3 355 212 744,30**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

II

E1

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		**1 875 707 466,66**	**0,00**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**1 306 170 466,66**	**0,00**	**1 387 151 586,65**	**1 387 151 586,65**	**1 387 151 586,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	12 036 000,00	0,00	12 036 000,00	12 036 000,00	12 036 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	283 770 719,74	0,00	245 353 800,51	245 353 800,51	245 353 800,51
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	6 786 193,35	0,00	30 154 516,49	30 154 516,49	30 154 516,49
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (4)	747 953 527,39	0,00	849 337 265,17	849 337 265,17	849 337 265,17
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	199 039 593,43	0,00	172 702 044,83	172 702 044,83	172 702 044,83
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)	15 675 920,00	0,00	25 744 744,05	25 744 744,05	25 744 744,05
26	Participations et créances rattachées	18 298 303,35	0,00	13 798 074,60	13 798 074,60	13 798 074,60
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	17 858 408,24	0,00	23 425 141,00	23 425 141,00	23 425 141,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	4 751 801,16	0,00	14 600 000,00	14 600 000,00	14 600 000,00
Sous total des opérations d'ordre		***569 537 000,00***		***600 178 000,00***	***600 178 000,00***	***600 178 000,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*565 537 000,00*		*590 178 000,00*	*590 178 000,00*	*590 178 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*4 000 000,00*		*10 000 000,00*	*10 000 000,00*	*10 000 000,00*
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — E1

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		**3 255 576 176,42**	**0,00**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**2 487 778 462,11**	**0,00**	**2 528 249 411,71**	**2 528 249 411,71**	**2 528 249 411,71**
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	582 720 422,24	0,00	604 161 740,71	604 161 740,71	604 161 740,71
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	387 161 699,95	0,00	387 775 700,00	387 775 700,00	387 775 700,00
014	Atténuations de produits	76 475 797,00	0,00	76 847 248,00	76 847 248,00	76 847 248,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	1 374 645 141,44	0,00	1 394 548 474,12	1 394 548 474,12	1 394 548 474,12
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	1 778 205,00	0,00	1 737 405,00	1 737 405,00	1 737 405,00
66	Charges financières	59 747 182,73	0,00	57 728 843,88	57 728 843,88	57 728 843,88
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	250 013,75	0,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	5 000 000,00		5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***767 797 714,31***		***826 963 332,59***	***826 963 332,59***	***826 963 332,59***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*560 279 000,00*		*582 417 000,00*	*582 417 000,00*	*582 417 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement*	*207 518 714,31*		*244 546 332,59*	*244 546 332,59*	*244 546 332,59*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

II

E2

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		**1 875 707 466,66**	**0,00**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**1 103 909 752,35**	**0,00**	**1 150 366 254,06**	**1 150 366 254,06**	**1 150 366 254,06**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	91 510 000,00	0,00	34 265 000,00	34 265 000,00	34 265 000,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	370 639 104,73	0,00	480 893 616,59	480 893 616,59	480 893 616,59
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	580 487 042,21	0,00	537 724 473,30	537 724 473,30	537 724 473,30
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	55 904,10	55 904,10	55 904,10
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3) (5)	38 000 000,00	0,00	69 005 515,00	69 005 515,00	69 005 515,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	6 411 121,34	0,00	4 350 000,00	4 350 000,00	4 350 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018) (3)	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00	180 000,00
26	Participations et créances rattachées	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	11 951 484,07	0,00	15 679 705,07	15 679 705,07	15 679 705,07
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	2 360 000,00	0,00	5 160 000,00	5 160 000,00	5 160 000,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 451 000,00	0,00	2 952 040,00	2 952 040,00	2 952 040,00
Sous total des opérations d'ordre		***771 797 714,31***		***836 963 332,59***	***836 963 332,59***	***836 963 332,59***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*560 279 000,00*		*582 417 000,00*	*582 417 000,00*	*582 417 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*4 000 000,00*		*10 000 000,00*	*10 000 000,00*	*10 000 000,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*207 518 714,31*		*244 546 332,59*	*244 546 332,59*	*244 546 332,59*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — E2

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		**3 255 576 176,42**	**0,00**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**2 690 039 176,42**	**0,00**	**2 765 034 744,30**	**2 765 034 744,30**	**2 765 034 744,30**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	725 600,00	0,00	2 450 062,00	2 450 062,00	2 450 062,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 301 493 205,73	0,00	1 394 407 413,14	1 394 407 413,14	1 394 407 413,14
731	Fiscalité locale	816 349 646,50	0,00	735 810 276,49	735 810 276,49	735 810 276,49
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	555 172 243,54	0,00	611 420 631,47	611 420 631,47	611 420 631,47
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	5 019 045,26	0,00	8 692 541,71	8 692 541,71	8 692 541,71
76	Produits financiers	5 145 435,39	0,00	6 962 486,49	6 962 486,49	6 962 486,49
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	3 000 000,00		2 183 333,00	2 183 333,00	2 183 333,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	3 134 000,00	0,00	3 108 000,00	3 108 000,00	3 108 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***565 537 000,00***		***590 178 000,00***	***590 178 000,00***	***590 178 000,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*565 537 000,00*		*590 178 000,00*	*590 178 000,00*	*590 178 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**1 021 399 746,92**	**0,00**	**1 035 094 900,18**	**1 140 797 786,14**	**1 140 797 786,14**	**1 078 095 617,14**	**62 702 169,00**	**1 140 797 786,14**
900	Services généraux	11 570 977,01	0,00	15 907 564,00	11 817 030,27	11 817 030,27	8 691 020,27	3 126 010,00	11 817 030,27
900-5	Gestion des fonds européens	212 513 220,70	0,00	152 000 000,00	305 620 473,31	305 620 473,31	261 616 304,31	44 004 169,00	305 620 473,31
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	228 928 738,73	0,00	201 252 790,32	235 083 393,43	235 083 393,43	234 280 403,43	802 990,00	235 083 393,43
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	48 229 941,16	0,00	28 254 401,00	46 940 483,09	46 940 483,09	45 332 483,09	1 608 000,00	46 940 483,09
904	Santé et action sociale (hors RSA)	3 995 763,00	0,00	5 000 000,00	4 000 000,80	4 000 000,80	4 000 000,80	0,00	4 000 000,80
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	85 013 336,42	0,00	147 823 545,86	89 288 793,37	89 288 793,37	89 288 793,37	0,00	89 288 793,37
906	Action économique	137 018 387,33	0,00	94 953 600,00	147 595 838,16	147 595 838,16	147 095 838,16	500 000,00	147 595 838,16
907	Environnement	15 700 298,52	0,00	16 375 000,00	17 386 236,20	17 386 236,20	17 386 236,20	0,00	17 386 236,20
908	Transports	278 429 084,05	0,00	373 527 999,00	283 065 537,51	283 065 537,51	270 404 537,51	12 661 000,00	283 065 537,51
909	Fonction en réserve								
92	**Opérations non ventilées**	**854 307 719,74**	**0,00**		**846 531 800,51**	**846 531 800,51**		**846 531 800,51**	**846 531 800,51**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	284 770 719,74	0,00		246 353 800,51	246 353 800,51		246 353 800,51	246 353 800,51
925	*Opérations patrimoniales*	*4 000 000,00*			*10 000 000,00*	*10 000 000,00*		*10 000 000,00*	*10 000 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*565 537 000,00*			*590 178 000,00*	*590 178 000,00*		*590 178 000,00*	*590 178 000,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**5 000 000,00**					
950	Dépenses imprévues			5 000 000,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**1 875 707 466,66**	**0,00**	**1 040 094 900,18**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**	**1 078 095 617,14**	**909 233 969,51**	**1 987 329 586,65**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	**0,00**

TOTAL	**1 987 329 586,65**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**429 461 710,14**	**0,00**	**576 539 740,76**	**576 539 740,76**	**576 539 740,76**
900	Services généraux	348 858,40	0,00	1 689 255,68	1 689 255,68	1 689 255,68
900-5	Gestion des fonds européens	212 513 220,70	0,00	305 620 473,31	305 620 473,31	305 620 473,31
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	127 986 504,34	0,00	148 006 109,44	148 006 109,44	148 006 109,44
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	1 950 002,00	0,00	2 524 179,68	2 524 179,68	2 524 179,68
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	15 649 484,07	0,00	18 598 392,39	18 598 392,39	18 598 392,39
907	Environnement	312 913,63	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	70 700 727,00	0,00	100 101 330,26	100 101 330,26	100 101 330,26
909	Fonction en réserve					
92	**Opérations non ventilées**	**1 236 276 042,21**	**0,00**	**1 163 291 473,30**	**1 163 291 473,30**	**1 163 291 473,30**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	91 510 000,00	0,00	33 150 000,00	33 150 000,00	33 150 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	580 487 042,21	0,00	537 724 473,30	537 724 473,30	537 724 473,30
925	*Opérations patrimoniales*	*4 000 000,00*		*10 000 000,00*	*10 000 000,00*	*10 000 000,00*
926	*Transferts entre les sections (3)*	*560 279 000,00*		*582 417 000,00*	*582 417 000,00*	*582 417 000,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**209 969 714,31**	**0,00**	**247 498 372,59**	**247 498 372,59**	**247 498 372,59**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*207 518 714,31*		*244 546 332,59*	*244 546 332,59*	*244 546 332,59*
954	Produit des cessions d'immobilisations	2 451 000,00	0,00	2 952 040,00	2 952 040,00	2 952 040,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**1 875 707 466,66**	**0,00**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**	**1 987 329 586,65**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	**0,00**

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)	**0,00**

TOTAL	**1 987 329 586,65**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) = 15 907 564,00**

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**11 129 582,00**	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**11 129 582,00**	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**11 129 582,00**	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	8 073 572,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	3 056 010,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 689 255,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 689 255,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 689 255,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	1 689 255,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					90-06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**617 448,27**	**0,00**	**11 817 030,27**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**617 448,27**	**0,00**	**11 817 030,27**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**617 448,27**	**0,00**	**11 817 030,27**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	617 448,27	**0,00**	**8 691 020,27**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**3 126 010,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 255,68**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 255,68**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 255,68**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 689 255,68
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens | **AP (1) = 152 000 000,00**

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**261 616 304,31**	**42 500 000,00**	**1 504 169,00**	**305 620 473,31**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**261 616 304,31**	**42 500 000,00**	**1 504 169,00**	**305 620 473,31**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**261 616 304,31**	**42 500 000,00**	**1 504 169,00**	**305 620 473,31**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	261 616 304,31	0,00	**0,00**	**261 616 304,31**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	42 500 000,00	**1 504 169,00**	**44 004 169,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**261 616 304,31**	**42 500 000,00**	**1 504 169,00**	**305 620 473,31**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**261 616 304,31**	**42 500 000,00**	**1 504 169,00**	**305 620 473,31**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**261 616 304,31**	**42 500 000,00**	**1 504 169,00**	**305 620 473,31**
Recettes affectées	0,00	261 616 304,31	42 500 000,00	1 504 169,00	305 620 473,31
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 901

Détail par articles

CHAPITRE 901 – Sécurité | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-14 Plan de relance (crise sanitaire)	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage — **AP (1) = 201 252 790,32**

Libellé	90-20 Services communs		90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
	90-201 Services communs	90-202 Plan de relance (crise sanitaire)	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 946 081,49**	**8 434 564,94**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 946 081,49**	**8 434 564,94**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 946 081,49**	**8 434 564,94**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 633 091,49	8 434 564,94
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	312 990,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119 951 909,44**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119 951 909,44**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119 951 909,44**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 951 909,44	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
			90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**12 943 720,00**	**13 019 529,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 160 000,00**	**26 279 498,00**	**1 600 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**12 943 720,00**	**13 019 529,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 160 000,00**	**26 279 498,00**	**1 600 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**12 943 720,00**	**13 019 529,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 160 000,00**	**26 279 498,00**	**1 600 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	12 943 720,00	13 019 529,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 160 000,00	25 789 498,00	1 600 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490 000,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	7 650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	**4 000 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 554 200,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**4 000 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 554 200,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**4 000 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 554 200,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 554 200,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**700 000,00**	**0,00**	**235 083 393,43**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**700 000,00**	**0,00**	**235 083 393,43**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**700 000,00**	**0,00**	**235 083 393,43**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	**0,00**	**234 280 403,43**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**802 990,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 650 000,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 006 109,44**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 006 109,44**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 006 109,44**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 006 109,44
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs — **AP (1) = 28 254 401,00**

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**15 365 079,06**	**7 605 404,03**	**0,00**	**4 180 000,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**15 365 079,06**	**7 605 404,03**	**0,00**	**4 180 000,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**15 365 079,06**	**7 605 404,03**	**0,00**	**4 180 000,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	15 365 079,06	6 217 404,03	0,00	4 180 000,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	1 388 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**1 290 002,00**	**74 177,68**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**1 290 002,00**	**74 177,68**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**1 290 002,00**	**74 177,68**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	1 290 002,00	74 177,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 484 751,72**	**0,00**	**8 371 248,28**	**3 600 000,00**	**5 874 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 484 751,72**	**0,00**	**8 371 248,28**	**3 600 000,00**	**5 874 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 484 751,72**	**0,00**	**8 371 248,28**	**3 600 000,00**	**5 874 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	1 484 751,72	0,00	8 371 248,28	3 600 000,00	5 664 000,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**660 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**660 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**660 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	660 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-35 Plan de relance (crise sanitaire)	90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres			
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**46 940 483,09**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**46 940 483,09**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**46 940 483,09**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**45 332 483,09**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	**1 608 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 524 179,68**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 524 179,68**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 524 179,68**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 364 179,68
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) — **AP (1) = 5 000 000,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**2 379 236,80**	**0,00**	**1 620 764,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**2 379 236,80**	**0,00**	**1 620 764,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**2 379 236,80**	**0,00**	**1 620 764,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	2 379 236,80	0,00	1 620 764,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						90-45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales		
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,80**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,80**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,80**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**4 000 000,80**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat | **AP (1) = 147 823 545,86**

Libellé	90-50 Services communs		90-51 Aménagement et services urbains						
	90-501 Services communs	90-502 Plan de relance (crise sanitaire)	90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**4 510 802,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**4 510 802,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**4 510 802,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	4 510 802,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**7 892 824,52**	**38 278 452,48**	**25 510 745,72**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**3 691 775,48**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**7 892 824,52**	**38 278 452,48**	**25 510 745,72**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**3 691 775,48**
Vote de l'assemblée (2)	**7 892 824,52**	**38 278 452,48**	**25 510 745,72**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**3 691 775,48**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	7 892 824,52	38 278 452,48	25 510 745,72	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	3 691 775,48
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 269 193,17**	**7 135 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 288 793,37**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 269 193,17**	**7 135 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 288 793,37**
Vote de l'assemblée (2)	**1 269 193,17**	**7 135 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 288 793,37**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	1 269 193,17	**7 135 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 288 793,37**
- Hors AP-CP (3)	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 906

Détail par articles

CHAPITRE 906 – Action économique | **AP (1) = 94 953 600,00**

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 855 658,00**	**111 643 791,42**	**2 237 489,07**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 855 658,00**	**111 643 791,42**	**2 237 489,07**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 855 658,00**	**111 643 791,42**	**2 237 489,07**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	150 000,00	0,00	0,00	14 855 658,00	111 643 791,42	2 237 489,07
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**503 155,94**	**0,00**	**0,00**	**136 220,56**	**17 598 949,37**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**503 155,94**	**0,00**	**0,00**	**136 220,56**	**17 598 949,37**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**503 155,94**	**0,00**	**0,00**	**136 220,56**	**17 598 949,37**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	503 155,94	0,00	0,00	136 220,56	17 598 949,37	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 906

Détail par articles

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	90-69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**791 518,80**	**1 421 683,00**	**0,00**	**16 495 697,87**	**0,00**	**0,00**	**147 595 838,16**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**791 518,80**	**1 421 683,00**	**0,00**	**16 495 697,87**	**0,00**	**0,00**	**147 595 838,16**
Vote de l'assemblée (2)	**791 518,80**	**1 421 683,00**	**0,00**	**16 495 697,87**	**0,00**	**0,00**	**147 595 838,16**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	791 518,80	1 421 683,00	0,00	15 995 697,87	0,00	**0,00**	**147 095 838,16**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	**0,00**	**500 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	6 500 000,00	0,00	0,00	6 500 000,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**101 396,52**	**0,00**	**258 670,00**	**0,00**	**0,00**	**18 598 392,39**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**101 396,52**	**0,00**	**258 670,00**	**0,00**	**0,00**	**18 598 392,39**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**101 396,52**	**0,00**	**258 670,00**	**0,00**	**0,00**	**18 598 392,39**
Recettes affectées	0,00	101 396,52	0,00	258 670,00	0,00	0,00	18 598 392,39
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) = 16 375 000,00**

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**5 212 057,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**5 212 057,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**5 212 057,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	5 212 057,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**28 093,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**487 448,23**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**28 093,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**487 448,23**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**28 093,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**487 448,23**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	28 093,01	0,00	0,00	0,00	487 448,23	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	90-79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions					
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 160 400,00**	**4 148 237,14**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 386 236,20**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 160 400,00**	**4 148 237,14**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 386 236,20**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 160 400,00**	**4 148 237,14**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 386 236,20**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	7 160 400,00	4 148 237,14	350 000,00	0,00	**0,00**	**17 386 236,20**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 908

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) = 373 527 999,00**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 557 766,00**	**170 500,00**	**400 000,00**	**0,00**	**148 053 871,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 172 326,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 557 766,00**	**170 500,00**	**400 000,00**	**0,00**	**148 053 871,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 172 326,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 557 766,00**	**170 500,00**	**400 000,00**	**0,00**	**148 053 871,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 172 326,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	1 557 766,00	170 500,00	400 000,00	0,00	148 053 871,68	0,00	0,00	0,00	2 172 326,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 571 515,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 571 515,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 571 515,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	67 571 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**10 846 250,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 440 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**10 846 250,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 440 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**10 846 250,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 440 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	10 846 250,00	0,00	30 000,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 440 000,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-88 Plan de relance (crise sanitaire)	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures					
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**60 251 814,00**	**20 163 494,00**	**34 419 865,83**	**0,00**	**0,00**	**1 559 650,00**	**0,00**	**0,00**	**283 065 537,51**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**60 251 814,00**	**20 163 494,00**	**34 419 865,83**	**0,00**	**0,00**	**1 559 650,00**	**0,00**	**0,00**	**283 065 537,51**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**60 251 814,00**	**20 163 494,00**	**34 419 865,83**	**0,00**	**0,00**	**1 559 650,00**	**0,00**	**0,00**	**283 065 537,51**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	60 251 814,00	20 163 494,00	21 758 865,83	0,00	**0,00**	**1 559 650,00**	**0,00**	**0,00**	**270 404 537,51**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	12 661 000,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 661 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**11 781 943,06**	**4 180 075,50**	**15 679 458,50**	**0,00**	**0,00**	**888 338,20**	**0,00**	**0,00**	**100 101 330,26**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**11 781 943,06**	**4 180 075,50**	**15 679 458,50**	**0,00**	**0,00**	**888 338,20**	**0,00**	**0,00**	**100 101 330,26**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**11 781 943,06**	**4 180 075,50**	**15 679 458,50**	**0,00**	**0,00**	**888 338,20**	**0,00**	**0,00**	**100 101 330,26**
Recettes affectées	0,00	11 781 943,06	4 180 075,50	15 679 458,50	0,00	0,00	888 338,20	0,00	0,00	100 101 330,26
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**91 510 000,00**	**0,00**	**33 150 000,00**	**33 150 000,00**	**33 150 000,00**
10222	FCTVA	37 360 000,00	0,00	33 150 000,00	33 150 000,00	33 150 000,00
10228	Autres fonds d'investissement	54 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**284 770 719,74**	**0,00**	**246 353 800,51**	**246 353 800,51**	**246 353 800,51**
16318	Autres emprunts obligataires	3 550 000,00	0,00	3 550 000,00	3 550 000,00	3 550 000,00
1641	Emprunts en euros	164 054 081,26	0,00	169 143 991,72	169 143 991,72	169 143 991,72
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	6 267 093,81	0,00	7 381 188,06	7 381 188,06	7 381 188,06
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	109 899 544,67	0,00	65 278 620,73	65 278 620,73	65 278 620,73
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**580 487 042,21**	**0,00**	**537 724 473,30**	**537 724 473,30**	**537 724 473,30**
1641	Emprunts en euros	470 587 497,54	0,00	472 445 852,57	472 445 852,57	472 445 852,57
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	109 899 544,67	0,00	65 278 620,73	65 278 620,73	65 278 620,73

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	***4 000 000,00***	***10 000 000,00***	***10 000 000,00***
217312	*Bâtiments scolaires (mise à dispo)*	*1 500 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
2313	*Constructions*	*1 000 000,00*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*1 500 000,00*	*5 500 000,00*	*5 500 000,00*
458121	*PLATEAU TECHNIQUE SANTE*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	RECETTES (3)	***4 000 000,00***	***10 000 000,00***	***10 000 000,00***
2031	*Frais d'études*	*500 000,00*	*4 500 000,00*	*4 500 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*3 000 000,00*	*5 000 000,00*	*5 000 000,00*
458216	*DEP UTC CENTRE FORMATION INNOVATION*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**565 537 000,00**	**590 178 000,00**	**590 178 000,00**
	Reprises sur autofinancement	**562 537 000,00**	**587 178 000,00**	**587 178 000,00**
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	3 000 000,00	4 200 000,00	4 200 000,00
13912	*Subv. transf. Régions*	2 000,00	2 000,00	2 000,00
13913	*Subv. transf. Départements*	700 000,00	700 000,00	700 000,00
139148	*Subv. transf. Autres communes*	800 000,00	800 000,00	800 000,00
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	5 000,00	5 000,00	5 000,00
139172	*Subv. transf. FEDER*	7 500 000,00	7 500 000,00	7 500 000,00
139178	*Autres fonds européens*	6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
1393122	*Dotation régionale d'équipement scolaire*	99 759 000,00	88 185 000,00	88 185 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*	443 271 000,00	478 286 000,00	478 286 000,00
	Charges transférées	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
21312	*Bâtiments scolaires*	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	**560 279 000,00**	**582 417 000,00**	**582 417 000,00**
	Amortissement des immobilisations	**560 279 000,00**	**582 417 000,00**	**582 417 000,00**
28031	*Frais d'études*	11 000,00	129 000,00	129 000,00
28033	*Frais d'insertion*	12 000,00	17 000,00	17 000,00
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	7 833 000,00	6 890 000,00	6 890 000,00
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	1 687 000,00	1 950 000,00	1 950 000,00
2804115	*Monuments historiques*	25 000,00	26 000,00	26 000,00
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	3 000,00	15 250 000,00	15 250 000,00
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	682 000,00	1 070 000,00	1 070 000,00
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	1 282 000,00	3 460 000,00	3 460 000,00
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	13 587 000,00	12 370 000,00	12 370 000,00
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	57 000,00	87 000,00	87 000,00
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	2 090 000,00	2 160 000,00	2 160 000,00
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	87 092 000,00	85 240 000,00	85 240 000,00
28041483	*Subv.Autres cnes:Projet infrastructure*	41 000,00	41 000,00	41 000,00
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	561 000,00	560 000,00	560 000,00
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	1 622 000,00	1 640 000,00	1 640 000,00
280415343	*IC : Projet infrastructure*	0,00	1 220 000,00	1 220 000,00
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	834 000,00	781 000,00	781 000,00
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	11 911 000,00	12 600 000,00	12 600 000,00
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	1 217 000,00	0,00	0,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28041711	*Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel*	34 716 000,00	36 590 000,00	36 590 000,00
28041712	*Subv. SNCF : Bâtiments, installations*	36 125 000,00	42 520 000,00	42 520 000,00
28041713	*Subv. SNCF : Projet infrastructure*	1 102 000,00	1 110 000,00	1 110 000,00
28041721	*SNCF Réseau : Bien mobilier, matériel*	5 596 000,00	5 120 000,00	5 120 000,00
28041722	*SNCF Réseau : Bâtiments, installations*	12 119 000,00	15 560 000,00	15 560 000,00
28041723	*SNCF Réseau : Projet infrastructure*	44 000,00	45 000,00	45 000,00
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	32 269 000,00	30 580 000,00	30 580 000,00
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	22 014 000,00	22 860 000,00	22 860 000,00
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	994 000,00	1 700 000,00	1 700 000,00
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	46 897 000,00	57 630 000,00	57 630 000,00
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	16 409 000,00	17 520 000,00	17 520 000,00
280423	*Privé : Projet infrastructure*	7 654 000,00	7 670 000,00	7 670 000,00
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	245 000,00	335 000,00	335 000,00
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	4 132 000,00	3 580 000,00	3 580 000,00
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	1 285 000,00	1 290 000,00	1 290 000,00
28045	*Subv. d'équipement versées aux tiers*	85 000 000,00	84 340 000,00	84 340 000,00
28051	*Concessions et droits similaires*	5 636 000,00	5 040 000,00	5 040 000,00
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	52 000,00	0,00	0,00
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	11 000,00	6 000,00	6 000,00
281311	*Bâtiments administratifs*	1 040 000,00	976 000,00	976 000,00
281312	*Bâtiments scolaires*	8 058 000,00	10 140 000,00	10 140 000,00
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	4 799 000,00	2 890 000,00	2 890 000,00
281318	*Autres bâtiments publics*	4 684 000,00	4 540 000,00	4 540 000,00
281328	*Autres bâtiments privés*	130 000,00	22 000,00	22 000,00
281351	*Bâtiments publics*	596 000,00	578 000,00	578 000,00
28152	*Installations de voirie*	2 000,00	2 000,00	2 000,00
281571	*Matériel ferroviaire*	88 000,00	121 000,00	121 000,00
281572	*Matériel technique scolaire*	14 340 000,00	12 140 000,00	12 140 000,00
281578	*Autre matériel technique*	3 692 000,00	4 160 000,00	4 160 000,00
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	7 000,00	17 000,00	17 000,00
281721	*Plant. arbres, arbustes (mise à dispo)*	0,00	10 000,00	10 000,00
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	2 000,00	4 000,00	4 000,00
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	44 908 000,00	44 020 000,00	44 020 000,00
2817314	*Bâtiments culturels et sportifs (m. à di*	2 000,00	2 000,00	2 000,00
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	662 000,00	462 000,00	462 000,00
2817572	*Matériel technique scolaire (mad)*	14 000,00	488 000,00	488 000,00
2817828	*Autres matériels transport (m. à dispo)*	60 000,00	44 000,00	44 000,00
2817838	*Autre matériel informatique (m. à dispo)*	0,00	6 000,00	6 000,00
28181	*Installations générales, aménagt divers*	120 000,00	105 000,00	105 000,00
281828	*Autres matériels de transport*	2 674 000,00	560 000,00	560 000,00
281831	*Matériel informatique scolaire*	21 844 000,00	12 510 000,00	12 510 000,00
281838	*Autre matériel informatique*	3 014 000,00	3 710 000,00	3 710 000,00
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	4 471 000,00	4 130 000,00	4 130 000,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	459 000,00	444 000,00	444 000,00
28185	*Matériel de téléphonie*	5 000,00	19 000,00	19 000,00
28188	*Autres immo. corporelles*	1 761 000,00	1 330 000,00	1 330 000,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				**5 000 000,00**
950	Dépenses imprévues				5 000 000,00
	RECETTES	**209 969 714,31**	**247 498 372,59**	**247 498 372,59**	
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*207 518 714,31*	*244 546 332,59*	*244 546 332,59*	
954	Produit des cessions d'immobilisations	2 451 000,00	2 952 040,00	2 952 040,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**2 414 273 074,38**	**0,00**	**1 731 271 426,00**	**2 457 979 169,52**	**2 457 979 169,52**	**1 647 619 036,52**	**810 360 133,00**	**2 457 979 169,52**
930	Services généraux	230 629 260,77	0,00	4 727 270,00	231 738 807,04	231 738 807,04	5 367 254,04	226 371 553,00	231 738 807,04
930-5	Gestion des fonds européens	68 170 319,63	0,00	76 000 000,00	113 813 098,73	113 813 098,73	110 233 348,73	3 579 750,00	113 813 098,73
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	966 474 652,57	0,00	826 946 550,00	945 141 477,26	945 141 477,26	731 339 877,26	213 801 600,00	945 141 477,26
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	113 878 589,07	0,00	110 498 665,00	114 437 693,00	114 437 693,00	111 987 993,00	2 449 700,00	114 437 693,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	4 520 000,00	0,00	4 520 000,00	4 520 000,00	4 520 000,00	4 520 000,00	0,00	4 520 000,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	12 519 535,67	0,00	11 526 600,00	16 519 180,72	16 519 180,72	16 519 180,72	0,00	16 519 180,72
936	Action économique	112 049 469,71	0,00	118 690 841,00	101 972 978,35	101 972 978,35	101 462 478,35	510 500,00	101 972 978,35
937	Environnement	17 270 000,20	0,00	19 260 000,00	18 986 302,42	18 986 302,42	18 986 302,42	0,00	18 986 302,42
938	Transports	888 761 246,76	0,00	559 101 500,00	910 849 632,00	910 849 632,00	547 202 602,00	363 647 030,00	910 849 632,00
939	Fonction en réserve								
94	**Services communs non ventilés**	**633 784 387,73**	**0,00**		**652 687 242,19**	**652 687 242,19**		**652 687 242,19**	**652 687 242,19**
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	900 000,00	0,00		1 648 595,00	1 648 595,00		1 648 595,00	1 648 595,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	65 827 182,73	0,00		61 884 242,19	61 884 242,19		61 884 242,19	61 884 242,19
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	1 778 205,00	0,00		1 737 405,00	1 737 405,00		1 737 405,00	1 737 405,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	5 000 000,00			5 000 000,00	5 000 000,00		5 000 000,00	5 000 000,00
946	*Transferts entre les sections (4)*	*560 279 000,00*			*582 417 000,00*	*582 417 000,00*		*582 417 000,00*	*582 417 000,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**207 518 714,31**		**5 000 000,00**	**244 546 332,59**	**244 546 332,59**		**244 546 332,59**	**244 546 332,59**

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
952	Dépenses imprévues			5 000 000,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*207 518 714,31*			*244 546 332,59*	*244 546 332,59*		*244 546 332,59*	*244 546 332,59*
TOTAL des groupes fonctionnels		**3 255 576 176,42**	**0,00**	**1 736 271 426,00**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**	**1 647 619 036,52**	**1 707 593 707,78**	**3 355 212 744,30**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)	0,00
TOTAL	**3 355 212 744,30**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**396 555 739,53**	**0,00**	**408 837 084,80**	**408 837 084,80**	**408 837 084,80**
930	Services généraux	10 177 852,00	0,00	15 777 116,80	15 777 116,80	15 777 116,80
930-5	Gestion des fonds européens	68 170 319,63	0,00	113 813 098,73	113 813 098,73	113 813 098,73
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	258 859 972,52	0,00	215 139 951,31	215 139 951,31	215 139 951,31
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	508 715,75	0,00	543 205,50	543 205,50	543 205,50
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	100 000,00	0,00	5 137 884,00	5 137 884,00	5 137 884,00
936	Action économique	2 032 420,74	0,00	3 362 778,25	3 362 778,25	3 362 778,25
937	Environnement	1 398 740,89	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	55 307 718,00	0,00	55 063 050,21	55 063 050,21	55 063 050,21
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**2 859 020 436,89**	**0,00**	**2 946 375 659,50**	**2 946 375 659,50**	**2 946 375 659,50**
940	Impositions directes	222 428 252,94	0,00	186 065 856,47	186 065 856,47	186 065 856,47
941	Autres impôts et taxes	1 864 586 540,29	0,00	1 913 323 774,16	1 913 323 774,16	1 913 323 774,16
942	Dotations et participations	199 743 739,63	0,00	248 775 657,09	248 775 657,09	248 775 657,09
943	Opérations financières	3 724 904,03	0,00	5 849 038,78	5 849 038,78	5 849 038,78
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	3 000 000,00		2 183 333,00	2 183 333,00	2 183 333,00
946	*Transferts entre les sections (3)*	*565 537 000,00*		*590 178 000,00*	*590 178 000,00*	*590 178 000,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**3 255 576 176,42**	**0,00**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**	**3 355 212 744,30**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	**0,00**
TOTAL	**3 355 212 744,30**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 930

Détail par articles

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) = 4 727 270,00**

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**35 226 773,00**	**176 459 100,00**	**5 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**35 226 773,00**	**176 459 100,00**	**5 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**35 226 773,00**	**176 459 100,00**	**5 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	2 764 020,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	32 462 753,00	176 459 100,00	5 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**3 943 601,00**	**2 720 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**3 943 601,00**	**2 720 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**3 943 601,00**	**2 720 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 930

Détail par articles

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**8 928 000,00**	**2 527 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**8 928 000,00**	**2 527 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**8 928 000,00**	**2 527 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	8 928 000,00	2 527 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 930

Détail par articles

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					93-06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**1 737 776,32**	**0,00**	**1 259 957,72**	**0,00**	**231 738 807,04**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**1 737 776,32**	**0,00**	**1 259 957,72**	**0,00**	**231 738 807,04**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**1 737 776,32**	**0,00**	**1 259 957,72**	**0,00**	**231 738 807,04**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	1 400 776,32	0,00	1 202 457,72	**0,00**	**5 367 254,04**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	337 000,00	0,00	57 500,00	**0,00**	**226 371 553,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**8 758 471,80**	**0,00**	**355 044,00**	**0,00**	**15 777 116,80**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**8 758 471,80**	**0,00**	**355 044,00**	**0,00**	**15 777 116,80**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**8 758 471,80**	**0,00**	**355 044,00**	**0,00**	**15 777 116,80**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens | **AE (1) = 76 000 000,00**

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**24 474 629,31**	**85 758 719,42**	**3 500 000,00**	**79 750,00**	**113 813 098,73**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**24 474 629,31**	**85 758 719,42**	**3 500 000,00**	**79 750,00**	**113 813 098,73**
Vote de l'assemblée (2)	**24 474 629,31**	**85 758 719,42**	**3 500 000,00**	**79 750,00**	**113 813 098,73**
- Dans le cadre d'une AE-CP	24 474 629,31	85 758 719,42	0,00	**0,00**	**110 233 348,73**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	3 500 000,00	**79 750,00**	**3 579 750,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**24 474 629,31**	**85 758 719,42**	**3 500 000,00**	**79 750,00**	**113 813 098,73**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**24 474 629,31**	**85 758 719,42**	**3 500 000,00**	**79 750,00**	**113 813 098,73**
Vote de l'assemblée (2)	**24 474 629,31**	**85 758 719,42**	**3 500 000,00**	**79 750,00**	**113 813 098,73**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-14 Plan de relance (crise sanitaire)	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932

Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage — **AE (1) = 826 946 550,00**

Libellé	93-20 Services communs		93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
	93-201 Services communs	93-202 Plan de relance (crise sanitaire)	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**313 957 094,46**	**46 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**313 957 094,46**	**46 000 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**313 957 094,46**	**46 000 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 629 494,46	46 000 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 327 600,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 281 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 281 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 281 000,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932

Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
			93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**7 730 000,00**	**166 000,00**	**64 850 000,00**	**36 895 000,00**	**142 022 360,00**	**100 000,00**	**127 600 000,00**	**17 259 640,00**	**27 165 413,24**	**139 549 527,56**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**7 730 000,00**	**166 000,00**	**64 850 000,00**	**36 895 000,00**	**142 022 360,00**	**100 000,00**	**127 600 000,00**	**17 259 640,00**	**27 165 413,24**	**139 549 527,56**
Vote de l'assemblée (2)	**7 730 000,00**	**166 000,00**	**64 850 000,00**	**36 895 000,00**	**142 022 360,00**	**100 000,00**	**127 600 000,00**	**17 259 640,00**	**27 165 413,24**	**139 549 527,56**
- Dans le cadre d'une AE-CP	7 730 000,00	92 000,00	64 850 000,00	36 595 000,00	142 022 360,00	100 000,00	127 600 000,00	17 259 640,00	27 065 413,24	139 549 527,56
- Hors AE-CP	0,00	74 000,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**167 115 700,00**	**900 000,00**	**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 305 100,00**	**4 508 151,31**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**167 115 700,00**	**900 000,00**	**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 305 100,00**	**4 508 151,31**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**167 115 700,00**	**900 000,00**	**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 305 100,00**	**4 508 151,31**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932

Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 846 442,00**	**0,00**	**945 141 477,26**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 846 442,00**	**0,00**	**945 141 477,26**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 846 442,00**	**0,00**	**945 141 477,26**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	21 846 442,00	**0,00**	**731 339 877,26**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**213 801 600,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**215 139 951,31**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**215 139 951,31**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**215 139 951,31**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs — **AE (1) = 110 498 665,00**

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**71 742 760,00**	**2 371 600,00**	**0,00**	**13 491 840,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**71 742 760,00**	**2 371 600,00**	**0,00**	**13 491 840,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**71 742 760,00**	**2 371 600,00**	**0,00**	**13 491 840,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	71 732 760,00	1 907 900,00	0,00	13 491 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	10 000,00	463 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**130 000,00**	**58 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**130 000,00**	**58 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**130 000,00**	**58 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**2 062 700,00**	**0,00**	**0,00**	**9 920 010,00**	**1 645 200,00**	**3 148 250,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**2 062 700,00**	**0,00**	**0,00**	**9 920 010,00**	**1 645 200,00**	**3 148 250,00**
Vote de l'assemblée (2)	**2 062 700,00**	**0,00**	**0,00**	**9 920 010,00**	**1 645 200,00**	**3 148 250,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	2 062 700,00	0,00	0,00	9 920 010,00	1 565 200,00	1 262 250,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	1 886 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**309 985,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**309 985,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**309 985,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-35 Plan de relance (crise sanitaire)	93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**4 540 000,00**	**214 000,00**	**5 301 333,00**	**0,00**	**0,00**	**114 437 693,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**4 540 000,00**	**214 000,00**	**5 301 333,00**	**0,00**	**0,00**	**114 437 693,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**4 540 000,00**	**214 000,00**	**5 301 333,00**	**0,00**	**0,00**	**114 437 693,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	4 540 000,00	214 000,00	5 291 333,00	0,00	0,00	**111 987 993,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	**2 449 700,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**543 205,50**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**543 205,50**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**543 205,50**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) **AE (1) = 4 520 000,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**4 470 414,00**	**0,00**	**49 586,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**4 470 414,00**	**0,00**	**49 586,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**4 470 414,00**	**0,00**	**49 586,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	4 470 414,00	0,00	49 586,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 934

Détail par articles

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 934

Détail par articles

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						93-45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales		
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 520 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 520 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 520 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**4 520 000,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

B 935

Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat | **AE (1) = 11 526 600,00**

Libellé	93-50 Aménagement et services urbains		93-51 Aménagement et services urbains						
	93-501 Services communs	93-502 Plan de relance (crise sanitaire)	93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 086 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 086 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 086 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	1 086 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**672 917,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**672 917,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**672 917,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 935

Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**3 250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 334 967,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**3 250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 334 967,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**3 250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 334 967,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	3 250 000,00	0,00	0,00	5 334 967,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 334 967,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 334 967,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 334 967,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 935

Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**732 889,62**	**6 065 324,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 519 180,72**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**732 889,62**	**6 065 324,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 519 180,72**
Vote de l'assemblée (2)	**732 889,62**	**6 065 324,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 519 180,72**
- Dans le cadre d'une AE-CP	732 889,62	**6 065 324,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 519 180,72**
- Hors AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 137 884,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 137 884,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 137 884,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 936

Détail par articles

CHAPITRE 936 – Action économique | **AE (1) = 118 690 841,00**

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**9 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**12 103 270,00**	**48 665 737,78**	**647 535,40**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**9 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**12 103 270,00**	**48 665 737,78**	**647 535,40**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**9 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**12 103 270,00**	**48 665 737,78**	**647 535,40**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	9 800 000,00	0,00	0,00	12 103 270,00	48 665 737,78	647 535,40
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**703 162,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 659 616,22**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**703 162,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 659 616,22**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**703 162,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 659 616,22**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 936

Détail par articles

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	93-69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**8 984 427,90**	**3 250 537,00**	**0,00**	**18 521 470,27**	**0,00**	**0,00**	**101 972 978,35**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**8 984 427,90**	**3 250 537,00**	**0,00**	**18 521 470,27**	**0,00**	**0,00**	**101 972 978,35**
Vote de l'assemblée (2)	**8 984 427,90**	**3 250 537,00**	**0,00**	**18 521 470,27**	**0,00**	**0,00**	**101 972 978,35**
- Dans le cadre d'une AE-CP	8 984 427,90	3 250 537,00	0,00	18 010 970,27	0,00	**0,00**	**101 462 478,35**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	510 500,00	0,00	**0,00**	**510 500,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 362 778,25**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 362 778,25**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 362 778,25**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) = 19 260 000,00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**6 204 132,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**6 204 132,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**6 204 132,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	6 204 132,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**17 383,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 056,32**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**17 383,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 056,32**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**17 383,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 056,32**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	17 383,50	0,00	0,00	0,00	136 056,32	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	93-79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions					
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 558 729,64**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**18 986 302,42**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 558 729,64**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**18 986 302,42**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 558 729,64**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**18 986 302,42**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 558 729,64	70 000,00	0,00	**0,00**	**18 986 302,42**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) = 559 101 500,00**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 927 233,00**	**56 034 391,00**	**1 253 600,00**	**308 142 649,00**	**529 646 509,00**	**0,00**	**0,00**	**128 400,00**	**379 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 927 233,00**	**56 034 391,00**	**1 253 600,00**	**308 142 649,00**	**529 646 509,00**	**0,00**	**0,00**	**128 400,00**	**379 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 927 233,00**	**56 034 391,00**	**1 253 600,00**	**308 142 649,00**	**529 646 509,00**	**0,00**	**0,00**	**128 400,00**	**379 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	1 677 233,00	2 786 610,00	0,00	0,00	529 498 509,00	0,00	0,00	128 400,00	379 000,00
- Hors AE-CP	250 000,00	53 247 781,00	1 253 600,00	308 142 649,00	148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**499 424,20**	**0,00**	**39 287 026,01**	**15 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**499 424,20**	**0,00**	**39 287 026,01**	**15 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**499 424,20**	**0,00**	**39 287 026,01**	**15 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 000,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-88 Plan de relance (crise sanitaire)	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures					
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**560 585,00**	**0,00**	**12 024 140,00**	**0,00**	**525 000,00**	**40 125,00**	**0,00**	**0,00**	**910 849 632,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**560 585,00**	**0,00**	**12 024 140,00**	**0,00**	**525 000,00**	**40 125,00**	**0,00**	**0,00**	**910 849 632,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**560 585,00**	**0,00**	**12 024 140,00**	**0,00**	**525 000,00**	**40 125,00**	**0,00**	**0,00**	**910 849 632,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	560 585,00	0,00	11 617 140,00	0,00	**525 000,00**	**30 125,00**	**0,00**	**0,00**	**547 202 602,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	407 000,00	0,00	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**363 647 030,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**270 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 063 050,21**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**270 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 063 050,21**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**270 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 063 050,21**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**222 428 252,94**	**0,00**	**186 065 856,47**	**186 065 856,47**	**186 065 856,47**
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	58 602 140,94	0,00	61 652 760,39	61 652 760,39	61 652 760,39
73221	FNGIR	119 627 977,00	0,00	124 413 096,08	124 413 096,08	124 413 096,08
732222	Fonds péréq. ress. / régions,coll. Corse	44 198 135,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**900 000,00**	**0,00**	**1 648 595,00**	**1 648 595,00**	**1 648 595,00**
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	900 000,00	0,00	800 000,00	800 000,00	800 000,00
73928	Autres prélèv. pour revers. de fiscalité	0,00	0,00	848 595,00	848 595,00	848 595,00
	RECETTES	**1 864 586 540,29**	**0,00**	**1 913 323 774,16**	**1 913 323 774,16**	**1 913 323 774,16**
731421	TICPE - LRL	393 175 462,00	0,00	390 643 824,00	390 643 824,00	390 643 824,00
731422	TICPE - Grenelle (2ème part)	52 069 600,00	0,00	48 763 054,00	48 763 054,00	48 763 054,00
73153	Taxe certif. immatriculation véhicules	178 914 460,30	0,00	153 000 000,00	153 000 000,00	153 000 000,00
731771	Fraction TICPE - Réforme apprentissage	2 820 443,00	0,00	2 820 443,00	2 820 443,00	2 820 443,00
731773	Frais gestion ress form prof, apprentiss	91 620 001,26	0,00	37 175 906,10	37 175 906,10	37 175 906,10
731774	TICPE FPA	39 147 539,00	0,00	41 754 289,00	41 754 289,00	41 754 289,00
735	Fraction de TVA	1 106 839 034,73	0,00	0,00	0,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	742 652 516,32	742 652 516,32	742 652 516,32
7358	Autres	0,00	0,00	496 513 741,74	496 513 741,74	496 513 741,74

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**199 743 739,63**	**0,00**	**248 775 657,09**	**248 775 657,09**	**248 775 657,09**
7414	DGF des permanents syndicaux	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
744	FCTVA	300 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
7454	Prélèvement recettes - Réforme apprentis	4 064 636,00	0,00	4 064 636,00	4 064 636,00	4 064 636,00
74631	DGD des régions	91 534 147,00	0,00	96 534 147,00	96 534 147,00	96 534 147,00
748312	D.C.R.T.P.	95 154 525,31	0,00	89 458 724,14	89 458 724,14	89 458 724,14
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	8 690 431,32	0,00	6 365 850,95	6 365 850,95	6 365 850,95
748382	Dotat° de compens. perte frais gest° TH	0,00	0,00	52 022 299,00	52 022 299,00	52 022 299,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	**65 827 182,73**	**0,00**	**61 884 242,19**	**61 884 242,19**	**61 884 242,19**
627	Services bancaires et assimilés	750 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00	750 000,00
6288	Autres services extérieurs	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 000 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
6542	Créances éteintes	4 000 000,00	0,00	2 575 398,31	2 575 398,31	2 575 398,31
66111	Intérêts réglés à l'échéance	50 734 031,50	0,00	49 671 766,46	49 671 766,46	49 671 766,46
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	229 899,78	229 899,78	229 899,78
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	3 348 217,30	0,00	3 190 293,88	3 190 293,88	3 190 293,88
6688	Autres	5 664 933,93	0,00	4 636 883,76	4 636 883,76	4 636 883,76
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	250 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
	RECETTES (4)	**3 724 904,03**	**0,00**	**5 849 038,78**	**5 849 038,78**	**5 849 038,78**
75888	Autres	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
7688	Autres	3 724 904,03	0,00	5 749 038,78	5 749 038,78	5 749 038,78

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	10 795 365,59
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	10 565 465,81
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	229 899,78
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**1 778 205,00**	**0,00**	**1 737 405,00**	**1 737 405,00**	**1 737 405,00**
65861	Frais de personnel	1 574 205,00	0,00	1 574 205,00	1 574 205,00	1 574 205,00
65862	Matériel, équipement et fournitures	204 000,00	0,00	163 200,00	163 200,00	163 200,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**5 000 000,00**	**5 000 000,00**	**5 000 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	500 000,00	500 000,00	500 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	4 500 000,00	4 500 000,00	4 500 000,00
	RECETTES (3)	**3 000 000,00**	**2 183 333,00**	**2 183 333,00**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	1 110 000,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	1 890 000,00	2 183 333,00	2 183 333,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3) (5)	**560 279 000,00**	**582 417 000,00**	**582 417 000,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**560 279 000,00**	**582 417 000,00**	**582 417 000,00**
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	560 279 000,00	582 417 000,00	582 417 000,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4) (5)	**565 537 000,00**	**590 178 000,00**	**590 178 000,00**
	Reprises sur autofinancement	**562 537 000,00**	**587 178 000,00**	**587 178 000,00**
7768	*Neutral. amort., dépréc. et provisions*	443 271 000,00	478 286 000,00	478 286 000,00
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	119 266 000,00	108 892 000,00	108 892 000,00
	Transfert de charges	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
722	*Immobilisations corporelles*	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	**207 518 714,31**	**244 546 332,59**	**244 546 332,59**	**5 000 000,00**
952	Dépenses imprévues				5 000 000,00
953	*Virement à la section d'investissement*	*207 518 714,31*	*244 546 332,59*	*244 546 332,59*	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**246 353 800,51**	**11 817 030,27**	**305 620 473,31**	**0,00**	**235 083 393,43**	**46 940 483,09**	**4 000 000,80**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	245 353 800,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	4 493 617,00	0,00	0,00	23 548 133,49	40 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 000 000,00	617 448,27	305 620 473,31	0,00	36 653 119,29	37 132 483,09	4 000 000,80	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 492 110,00	0,00	0,00	154 219 177,00	470 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	5 173 855,00	0,00	0,00	5 822 389,05	8 848 000,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	7 148 074,60	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	40 000,00	0,00	0,00	42 500,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 650 000,00	450 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**573 826 513,30**	**1 689 255,68**	**305 620 473,31**	**0,00**	**148 006 109,44**	**2 524 179,68**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 952 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	33 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 487 255,68	305 620 473,31	0,00	138 136 205,34	1 264 179,68	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	537 724 473,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	55 904,10	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 434 000,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	22 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00	1 160 000,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**89 288 793,37**	**147 595 838,16**	**17 386 236,20**	**283 065 537,51**		**1 387 151 586,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	12 036 000,00		12 036 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		245 353 800,51
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	2 072 766,00		30 154 516,49
204	Subventions d'équipement versées	88 938 793,37	111 103 197,16	17 386 236,20	246 885 513,68		849 337 265,17
21	Immobilisations corporelles	350 000,00	0,00	0,00	16 170 757,83		172 702 044,83
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	5 900 500,00		25 744 744,05
26	Participations et créances rattachées	0,00	6 650 000,00	0,00	0,00		13 798 074,60
27	Autres immobilisations financières	0,00	23 342 641,00	0,00	0,00		23 425 141,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	6 500 000,00	0,00	0,00		14 600 000,00
RECETTES		**0,00**	**18 598 392,39**	**0,00**	**100 101 330,26**		**1 150 366 254,06**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		2 952 040,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	1 115 000,00	0,00	0,00		34 265 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 855 687,32	0,00	32 529 815,26		480 893 616,59
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		537 724 473,30
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		55 904,10
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	67 571 515,00		69 005 515,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		4 350 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		180 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		100 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	15 627 705,07	0,00	0,00		15 679 705,07
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		5 160 000,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**246 353 800,51**
163	Emprunts obligataires	3 550 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	241 803 800,51
204	Subventions d'équipement versées	1 000 000,00
RECETTES		**573 826 513,30**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 952 040,00
102	Dotations et fonds d'investissement	33 150 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	537 724 473,30

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**11 129 582,00**	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	162 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	4 331 117,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 212 110,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	4 469 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	704 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 689 255,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	1 487 255,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					90-06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**617 448,27**	**0,00**	**11 817 030,27**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	617 448,27	0,00	617 448,27
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 331 117,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 282 110,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 469 500,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704 355,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 255,68**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 487 255,68
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**261 616 304,31**	**42 500 000,00**	**1 504 169,00**	**305 620 473,31**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	261 616 304,31	42 500 000,00	1 504 169,00	305 620 473,31
RECETTES		**0,00**	**261 616 304,31**	**42 500 000,00**	**1 504 169,00**	**305 620 473,31**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	132 372 630,40	23 000 000,00	0,00	155 372 630,40
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	129 243 673,91	19 500 000,00	1 504 169,00	150 247 842,91

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-14 Plan de relance (crise sanitaire)	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs		90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-201 Services communs	90-202 Plan de relance (crise sanitaire)	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 946 081,49**	**8 434 564,94**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 017 733,49	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 000,00	8 330 405,45
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 507 500,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 275 952,16	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 899 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 554 395,84	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 139 000,00	0,00
236	Avances aux EPLE sur immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 159,49
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**119 951 909,44**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 516 120,34	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 565 885,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 904,10	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 434 000,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350 000,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle						90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
				90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 Autres		
DEPENSES		**12 943 720,00**	**13 019 529,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 160 000,00**	**26 279 498,00**	**1 600 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	470 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	5 293 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100 000,00	17 818 993,84	1 600 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	141 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	11 137 629,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230 599,47	0,00
236	Avances aux EPLE sur immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 630,09	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 148 074,60	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	7 650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 000 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 554 200,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 554 200,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**700 000,00**	**0,00**	**235 083 393,43**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 488 133,49
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 653 119,29
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 649 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 275 952,16
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 039 829,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	27 254 395,84
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 639 599,47
236	Avances aux EPLE sur immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 159,49
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 630,09
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 148 074,60
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 650 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 006 109,44**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 570 320,34
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 565 885,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 904,10
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 434 000,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**15 365 079,06**	**7 605 404,03**	**0,00**	**4 180 000,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	15 365 079,06	6 217 404,03	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	1 348 000,00	0,00	4 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 290 002,00**	**74 177,68**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	74 177,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	1 190 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		**1 484 751,72**	**0,00**	**8 371 248,28**	**3 600 000,00**	**5 874 000,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 484 751,72	0,00	8 371 248,28	0,00	5 664 000,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	3 140 000,00	210 000,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**660 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	660 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-35 Plan de relance (crise sanitaire)	90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres			
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**46 940 483,09**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 132 483,09
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 848 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 524 179,68**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 177,68
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 190 002,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 379 236,80**	**0,00**	**1 620 764,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	2 379 236,80	0,00	1 620 764,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						90-45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales		
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,80**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,80
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs		90-51 Aménagement et services urbains						
		90-501 Services communs	90-502 Plan de relance (crise sanitaire)	90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**4 510 802,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	4 510 802,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		**7 892 824,52**	**38 278 452,48**	**25 510 745,72**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**3 691 775,48**
204	Subventions d'équipement versées	7 892 824,52	38 278 452,48	25 510 745,72	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	3 691 775,48
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**1 269 193,17**	**7 135 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 288 793,37**
204	Subventions d'équipement versées	1 269 193,17	6 785 000,00	0,00	0,00	0,00	88 938 793,37
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 855 658,00**	**111 643 791,42**	**2 237 489,07**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	14 855 658,00	82 509 458,42	2 237 489,07
261	Titres de participation	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	6 500 000,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 634 333,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**503 155,94**	**0,00**	**0,00**	**136 220,56**	**17 598 949,37**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 115 000,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355 687,32	0,00
274	Prêts	0,00	503 155,94	0,00	0,00	136 220,56	14 628 262,05	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	90-69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**791 518,80**	**1 421 683,00**	**0,00**	**16 495 697,87**	**0,00**	**0,00**	**147 595 838,16**
204	Subventions d'équipement versées	791 518,80	713 375,00	0,00	9 995 697,87	0,00	0,00	111 103 197,16
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 650 000,00
274	Prêts	0,00	708 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 342 641,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	6 500 000,00	0,00	0,00	6 500 000,00
RECETTES		**0,00**	**101 396,52**	**0,00**	**258 670,00**	**0,00**	**0,00**	**18 598 392,39**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 115 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355 687,32
274	Prêts	0,00	101 396,52	0,00	258 670,00	0,00	0,00	15 627 705,07

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**5 212 057,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	5 212 057,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**28 093,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**487 448,23**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	28 093,01	0,00	0,00	0,00	487 448,23	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	90-79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 160 400,00**	**4 148 237,14**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 386 236,20**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	7 160 400,00	4 148 237,14	350 000,00	0,00	0,00	17 386 236,20
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		**1 557 766,00**	**170 500,00**	**400 000,00**	**0,00**	**148 053 871,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 172 326,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	148 053 871,68	0,00	0,00	0,00	2 172 326,00
205	Licences, procédés, droits similaires	1 557 766,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	170 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 571 515,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	67 571 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83 Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		**10 846 250,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 440 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	10 846 250,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-88 Plan de relance (crise sanitaire)	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures					
DEPENSES		**0,00**	**60 251 814,00**	**20 163 494,00**	**34 419 865,83**	**0,00**	**0,00**	**1 559 650,00**	**0,00**	**0,00**	**283 065 537,51**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	12 036 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 036 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	515 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	515 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	60 084 722,00	20 163 494,00	1 975 200,00	0,00	0,00	1 559 650,00	0,00	0,00	246 885 513,68
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 557 766,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	5 899 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 899 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	6 974 499,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 974 499,99
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	167 092,00	0,00	1 274 165,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 441 257,84
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 856 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	5 730 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 730 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 500,00
RECETTES		**0,00**	**11 781 943,06**	**4 180 075,50**	**15 679 458,50**	**0,00**	**0,00**	**888 338,20**	**0,00**	**0,00**	**100 101 330,26**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	11 781 943,06	4 180 075,50	15 679 458,50	0,00	0,00	888 338,20	0,00	0,00	32 529 815,26
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 571 515,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**70 270 242,19**	**231 738 807,04**	**113 813 098,73**	**0,00**	**945 141 477,26**	**114 437 693,00**	**4 520 000,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	830 000,00	37 591 684,80	0,00	0,00	253 821 314,08	2 509 700,00	448 300,50	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	180 353 300,00	0,00	0,00	207 422 400,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	1 648 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 175 398,31	13 793 822,24	113 813 098,73	0,00	483 597 763,18	111 927 993,00	4 071 699,50	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	1 737 405,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	57 728 843,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	150 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 356 197 659,50**	**15 777 116,80**	**113 813 098,73**	**0,00**	**215 139 951,31**	**543 205,50**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	2 568 000,00	0,00	0,00	540 000,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 315 462,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	1 363 579 354,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	735 810 276,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	248 775 657,09	10 055 154,80	113 813 098,73	0,00	211 139 065,64	130 000,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	100 000,00	838 500,00	0,00	0,00	3 460 885,67	368 205,50	0,00	0,00
76	Produits financiers	5 749 038,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	2 183 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**16 519 180,72**	**101 972 978,35**	**18 986 302,42**	**910 849 632,00**		**2 528 249 411,71**
011	Charges à caractère général	0,00	3 775 899,90	1 995 801,60	670 229,83	302 518 810,00		604 161 740,71
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		387 775 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	75 198 653,00		76 847 248,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	12 743 280,82	99 977 176,75	18 316 072,59	533 132 169,00		1 394 548 474,12
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 737 405,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		57 728 843,88
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		450 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**5 137 884,00**	**3 362 778,25**	**0,00**	**55 063 050,21**		**2 765 034 744,30**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 108 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	89 600,00		2 450 062,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	30 828 059,00		1 394 407 413,14
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		735 810 276,49
74	Dotations et participations	0,00	5 007 884,00	2 100 000,00	0,00	20 399 771,21		611 420 631,47
75	Autres produits de gestion courante	0,00	130 000,00	49 330,54	0,00	3 745 620,00		8 692 541,71
76	Produits financiers	0,00	0,00	1 213 447,71	0,00	0,00		6 962 486,49
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 183 333,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**70 270 242,19**
627	Services bancaires et assimilés	750 000,00
628	Divers	80 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	3 175 398,31
658	Charges diverses de gestion courante	1 737 405,00
661	Charges d'intérêts	53 091 960,12
668	Autres charges financières	4 636 883,76
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	150 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	5 000 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	1 648 595,00
RECETTES		**2 356 197 659,50**
731	Fiscalité locale	735 810 276,49
732	Fiscalité reversée	124 413 096,08
735	Fraction de TVA	1 239 166 258,06
741	D.G.F.	30 000,00
744	FCTVA	300 000,00
745	Dotat° apprentissage et formation	4 064 636,00
746	Dotation générale de décentralisation	96 534 147,00
748	Autres attributions et participations	147 846 874,09
758	Produits divers de gestion courante	100 000,00
768	Autres produits financiers	5 749 038,78
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	2 183 333,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**35 226 773,00**	**176 459 100,00**	**5 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	3 281 504,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 497 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	2 910 715,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 287 243,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	3 770 325,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	478 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	872 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 343 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	70 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	1 431 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	717 500,00	0,00	5 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 146 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	662 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 161 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	5 197 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	74 500,00	838 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	451 795,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	129 426 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 204 200,00	44 975 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	636 500,00	1 152 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	856 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	26 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	1 075 000,00	5 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 943 601,00**	**2 720 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	688 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	1 720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	1 866 462,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	448 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
707	Ventes de marchandises	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
745	Dotat° apprentissage et formation	0,00	138 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	794 139,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	762 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**8 928 000,00**	**2 527 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	166 000,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	220 000,00	91 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	50 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	185 000,00	69 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	8 197 000,00	2 310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
745	Dotat° apprentissage et formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					93-06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 737 776,32**	**0,00**	**1 259 957,72**	**0,00**	**231 738 807,04**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 618,00	0,00	0,00	0,00	3 308 122,61
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 497 500,00
613	Locations	0,00	0,00	10 189,00	0,00	0,00	0,00	2 977 904,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 287 243,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 770 325,39
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	245 581,80	0,00	10 000,00	0,00	1 128 081,80
618	Divers	0,00	0,00	22 080,00	0,00	0,00	0,00	1 566 580,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 431 050,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	520 667,00	0,00	61 950,00	0,00	7 161 117,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	2 040,00	0,00	30 000,00	0,00	1 230 040,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	662 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	7 556,00	0,00	0,00	0,00	1 189 056,00
628	Divers	0,00	0,00	430,00	0,00	1 000,00	0,00	5 452 870,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	913 100,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451 795,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 426 800,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 180 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 817 400,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	856 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 200,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 507 000,00
656	Participations	0,00	0,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
657	Subventions	0,00	0,00	732 614,52	0,00	1 124 507,72	0,00	2 987 122,24
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	32 500,00	0,00	108 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**8 758 471,80**	**0,00**	**355 044,00**	**0,00**	**15 777 116,80**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	688 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 720 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 866 462,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	448 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					93-06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions		
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
745	Dotat° apprentissage et formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 000,00
747	Participations	0,00	0,00	8 758 471,80	0,00	350 544,00	0,00	9 917 154,80
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	766 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		**24 474 629,31**	**85 758 719,42**	**3 500 000,00**	**79 750,00**	**113 813 098,73**
657	Subventions	24 474 629,31	85 758 719,42	3 500 000,00	79 750,00	113 813 098,73
RECETTES		**24 474 629,31**	**85 758 719,42**	**3 500 000,00**	**79 750,00**	**113 813 098,73**
747	Participations	24 474 629,31	85 758 719,42	3 500 000,00	79 750,00	113 813 098,73

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-14 Plan de relance (crise sanitaire)	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs		93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-201 Services communs	93-202 Plan de relance (crise sanitaire)	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**313 957 094,46**	**46 000 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 372 949,84	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 352 400,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 705 128,74	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 289 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	753 100,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	806 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 500,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 137 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 179 300,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 200,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 084 700,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 302 200,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 712 200,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 000,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 100,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 562 712,06	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 578 103,82	46 000 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 281 000,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00
745	Dotat° apprentissage et formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 000,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 200 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
DEPENSES		**7 730 000,00**	**166 000,00**	**64 850 000,00**	**36 895 000,00**	**142 022 360,00**	**100 000,00**	**127 600 000,00**	**17 259 640,00**	**27 165 413,24**	**139 549 527,56**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	2 200 000,00	16 200 000,00	141 247 360,00	100 000,00	0,00	1 397 640,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 000,00	100 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	74 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	54 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	935 000,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	147 110,50	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	2 497 338,00	0,00	0,00	7 950 000,00	0,00	0,00	127 600 000,00	0,00	12 000 000,00	11 857 264,56
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 017,51	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 615 000,00	0,00	1 109 250,00
657	Subventions	5 232 662,00	0,00	8 300 000,00	12 445 000,00	775 000,00	0,00	0,00	11 972 000,00	14 597 285,23	126 583 013,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**167 115 700,00**	**900 000,00**	**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 305 100,00**	**4 508 151,31**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
745	Dotat° apprentissage et formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	167 115 700,00	900 000,00	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	12 305 100,00	1 252 265,64

Article / compte nature (1)	Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle						93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
				93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 Autres		
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 255 885,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 846 442,00**	**0,00**	**945 141 477,26**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	2 490 925,00	0,00	2 770 925,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	782 500,00	0,00	782 500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 372 949,84
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	163 527 400,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 237 128,74
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 363 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	753 100,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	806 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	14 215 000,00	0,00	69 525 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 217 110,50
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 137 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 179 300,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 200,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 084 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 302 200,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 712 200,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	162 478 702,56
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 883 729,57
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 924 250,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 828 017,00	0,00	237 311 081,05
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**215 139 951,31**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
745	Dotat° apprentissage et formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	194 603 065,64
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 200 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 460 885,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**71 742 760,00**	**2 371 600,00**	**0,00**	**13 491 840,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	20 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	3 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	4 444 851,00	0,00	0,00	13 491 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	67 069 909,00	1 907 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**130 000,00**	**58 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	58 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		**2 062 700,00**	**0,00**	**0,00**	**9 920 010,00**	**1 645 200,00**	**3 148 250,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 886 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
656	Participations	2 030 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	32 500,00	0,00	0,00	9 770 010,00	1 565 200,00	1 250 250,00
RECETTES		**309 985,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	309 985,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-35 Plan de relance (crise sanitaire)	93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres			
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**4 540 000,00**	**214 000,00**	**5 301 333,00**	**0,00**	**0,00**	**114 437 693,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	313 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 916 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 966 891,00
657	Subventions	0,00	0,00	4 540 000,00	214 000,00	5 291 333,00	0,00	0,00	91 641 102,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**543 205,50**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 985,50
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 220,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**4 470 414,00**	**0,00**	**49 586,00**	**0,00**
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	368 300,50	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	667 293,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	3 354 820,50	0,00	49 586,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						93-45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales		
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 520 000,00**
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 300,50
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	667 293,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 404 406,50
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs		93-51 Aménagement et services urbains						
		93-501 Services communs	93-502 Plan de relance (crise sanitaire)	93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**1 086 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	1 086 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**672 917,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	672 917,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		**3 250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 334 967,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	3 250 000,00	0,00	0,00	5 334 967,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 334 967,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	4 334 967,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**732 889,62**	**6 065 324,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 519 180,72**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	231 000,00	0,00	0,00	0,00	231 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
613	Locations	0,00	124 999,90	0,00	0,00	0,00	124 999,90
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	2 744 900,00	0,00	0,00	0,00	2 744 900,00
628	Divers	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
651	Aides à la personne	0,00	99 418,00	0,00	0,00	0,00	99 418,00
656	Participations	170 000,00	725 000,00	0,00	0,00	0,00	895 000,00
657	Subventions	537 889,62	1 540 006,20	0,00	0,00	0,00	11 748 862,82
RECETTES		**0,00**	**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 137 884,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 007 884,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**9 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**12 103 270,00**	**48 665 737,78**	**647 535,40**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	58 876,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	230 000,00	600 813,80	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	58 876,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	641 640,80	146 041,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 054,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	9 800 000,00	0,00	0,00	0,00	1 300 000,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	11 080 377,20	46 587 828,98	647 535,40
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**703 162,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 659 616,22**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 330,54	0,00
761	Produits de participations	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	3 162,03	0,00	0,00	0,00	510 285,68	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	93-69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**8 984 427,90**	**3 250 537,00**	**0,00**	**18 521 470,27**	**0,00**	**0,00**	**101 972 978,35**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 876,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	830 813,80
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 876,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00	982 681,80
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 054,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 100 000,00
657	Subventions	8 984 427,90	3 250 537,00	0,00	17 815 970,27	0,00	0,00	88 366 676,75
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	510 500,00	0,00	0,00	510 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 362 778,25**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 330,54
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	513 447,71

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**6 204 132,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	333 163,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	5 770 969,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**17 383,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 056,32**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	17 383,50	0,00	0,00	0,00	136 056,32	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	93-79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions					
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 558 729,64**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**18 986 302,42**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333 163,63
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 066,20	0,00	0,00	0,00	337 066,20
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 328 094,00	0,00	0,00	0,00	7 428 094,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 893 569,44	70 000,00	0,00	0,00	10 887 978,59
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		**1 927 233,00**	**56 034 391,00**	**1 253 600,00**	**308 142 649,00**	**529 646 509,00**	**0,00**	**0,00**	**128 400,00**	**379 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	43 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 827 541,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	29 692,00	43 000,00	50 000,00	0,00	337 865,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	898 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	53 247 781,00	0,00	232 943 996,00	148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	2 568 347,96	0,00	0,00	529 160 644,00	0,00	0,00	128 400,00	0,00
657	Subventions	70 000,00	131 652,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	75 198 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**499 424,20**	**0,00**	**39 287 026,01**	**15 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	30 828 059,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	4 810 047,01	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	414 724,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	175 807,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	84 700,00	0,00	3 473 113,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 000,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-88 Plan de relance (crise sanitaire)	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures					
DEPENSES		**0,00**	**560 585,00**	**0,00**	**12 024 140,00**	**0,00**	**525 000,00**	**40 125,00**	**0,00**	**0,00**	**910 849 632,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	727 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	727 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	8 003 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 234 750,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 942 541,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 557,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	898 600,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	560 585,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 900 362,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	175 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	2 890 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 890 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 000,00	0,00	0,00	0,00	532 382 391,96
657	Subventions	0,00	0,00	0,00	139 000,00	0,00	0,00	30 125,00	0,00	0,00	749 777,04
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 198 653,00
RECETTES		**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**270 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 063 050,21**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	89 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 600,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 828 059,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	175 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 985 047,01
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 724,20
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 807,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 569 813,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
Société Générale	04/01/2016	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédit Agricole	04/01/2016	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Caisse d'Epargne	04/01/2016	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
098-P	01/07/2008	7 200 000,00	0,00	0,00	0,00	7 200 000,00
192	17/10/2008	29 280 000,00	95 760 000,00	600 078,25	95 760 000,00	29 280 000,00
114-P	30/06/2010	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	9 500 000,00
196	24/06/2011	35 998 620,73	113 232 627,69	858 953,35	113 232 627,69	35 998 620,73
232	24/06/2011	15 000 000,00	0,00	86 300,00	0,00	15 000 000,00
223-B	30/01/2015	2 987 134,13	0,00	162 599,52	0,00	2 987 134,13
227-C	30/01/2015	2 666 696,00	0,00	79 747,16	0,00	2 666 696,00
5194 Billets de trésorerie						
HSBC	02/07/2021	1 000 000 000,00	3 600 000 000,00	-2 943 028,00	3 450 000 000,00	350 000 000,00
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**1 352 632 450,86**	**3 808 992 627,69**	**-1 155 349,72**	**3 658 992 627,69**	**452 632 450,86**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**685 000 000,00**									
104-P	HSBC - Natixis	11/12/2008	19/12/2008	19/12/2009	5 000 000,00	V	Eur12M+1.00	4,330	4,400	EUR	A	C	N	A-1
187	HSBC	22/12/2008	22/12/2008	22/12/2009	50 000 000,00	F	TF à 4.411%	4,410	4,410	EUR	A	C	N	A-1
204	CA CIB	17/09/2012	01/10/2012	01/10/2024	80 000 000,00	F	TF à 3.42%	3,420	3,420	EUR	X	F	N	A-1
207	HSBC	13/02/2013	15/02/2013	15/02/2033	30 000 000,00	F	TF à 3.45%	3,450	3,450	EUR	X	F	N	A-1
208	HSBC	07/05/2013	13/05/2013	13/05/2038	20 000 000,00	F	TF à 3.25%	3,250	3,250	EUR	X	F	N	A-1
235	GFI	24/11/2016	24/11/2016	24/11/2037	15 000 000,00	F	TF à 1.76%	1,760	1,760	EUR	X	F	N	A-1
236	Nomura	08/12/2016	12/12/2016	12/12/2036	25 000 000,00	F	TF à 2.08%	2,010	2,010	EUR	X	F	N	A-1
237	Nomura	08/12/2016	12/12/2016	12/12/2039	15 000 000,00	F	TF à 1.979%	1,980	1,980	EUR	X	F	N	A-1
240	GFI	26/04/2017	28/04/2017	28/04/2037	10 000 000,00	F	TF à 1.878%	1,880	1,880	EUR	X	F	N	A-1
241	CA CIB	26/04/2017	28/04/2017	28/04/2035	15 000 000,00	F	TF à 1.731%	1,730	1,730	EUR	X	F	N	A-1
242	CA CIB	26/04/2017	28/04/2017	28/04/2036	20 000 000,00	F	TF à 1.819%	1,820	1,820	EUR	X	F	N	A-1
243	CA CIB	26/04/2017	28/04/2017	28/04/2037	5 000 000,00	F	TF à 1.901%	1,900	1,900	EUR	X	F	N	A-1
244	HSBC	22/05/2017	24/05/2017	24/05/2028	20 000 000,00	F	TF à 1.449%	1,450	1,450	EUR	X	F	N	A-1
245	HSBC	22/05/2017	24/05/2017	24/05/2029	20 000 000,00	F	TF à 1.521%	1,520	1,520	EUR	X	F	N	A-1
256	LBP	07/07/2020	09/07/2020	09/07/2030	15 000 000,00	F	TF à 0.262%	0,260	0,260	EUR	X	F	N	A-1
257	HSBC	07/07/2020	09/07/2020	09/07/2040	50 000 000,00	F	TF à 0.643%	0,640	0,640	EUR	X	F	N	A-1
258	HSBC	07/07/2020	09/07/2020	09/07/2042	65 000 000,00	F	TF à 0.691%	0,690	0,690	EUR	X	F	N	A-1
259	HSBC	02/12/2020	04/12/2020	04/12/2025	15 000 000,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	X	F	N	A-1
260	LBP	02/12/2020	04/12/2020	04/02/2026	15 000 000,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	X	F	N	A-1
261	Morgan Stanley	02/12/2020	04/12/2020	04/12/2027	15 000 000,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	X	F	N	A-1
263	LBP	16/02/2021	18/02/2021	18/02/2030	15 000 000,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	X	F	N	A-1
264	GFI	16/02/2021	18/02/2021	18/02/2031	15 000 000,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	X	F	N	A-1
265	CA CIB	16/02/2021	18/02/2021	18/02/2041	50 000 000,00	F	TF à 0.361%	0,360	0,360	EUR	X	F	N	A-1
266	CA CIB	16/02/2021	18/02/2021	18/02/2043	60 000 000,00	F	TF à 0.402%	0,400	0,400	EUR	X	F	N	A-1
267	GFI	21/10/2021	25/10/2021	25/10/2025	10 000 000,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	X	F	N	A-1
268	HSBC	22/10/2021	26/10/2021	26/10/2025	10 000 000,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	X	F	N	A-1
269	GFI	21/10/2021	25/10/2021	04/02/2026	20 000 000,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	X	F	N	A-1
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 763 550 796,45**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 592 857 660,18									
073-P	CDC	23/12/1997	24/12/1997	01/01/1999	10 671 431,21	F	TF à 5%	5,000	5,000	EUR	A	P	O	A-1
093-P	Caisse d'épargne	17/12/2007	19/12/2007	25/03/2008	45 000 000,00	F	TF à 4.57%	4,570	4,570	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
095-P	Crédit Foncier de France	19/12/2007	21/12/2007	22/12/2008	15 000 000,00	C	TF à 4.23%	4,230	4,230	EUR	A	P	O	C-1
097-P	Crédit Foncier de France	26/06/2008	30/06/2008	30/09/2008	10 000 000,00	V	Eur3M+0.075	5,200	5,200	EUR	T	C	O	A-1
099-P	Caisse d'épargne	27/06/2008	02/07/2008	02/07/2009	15 000 000,00	C	TF à 4.55%	4,550	4,550	EUR	A	C	O	C-1
100-P	Caisse d'épargne	15/12/2008	23/12/2008	25/03/2009	25 000 000,00	F	TF à 3.94%	3,940	3,940	EUR	T	P	O	A-1
101-P	Caisse d'épargne	16/12/2008	24/12/2008	24/03/2009	10 000 000,00	V	Eur3M+0.60	3,760	3,760	EUR	T	P	O	A-1
102-P	Caisse d'épargne	16/12/2008	31/12/2008	31/12/2009	10 000 000,00	C	TF à 3.78%	3,780	3,780	EUR	A	P	O	C-1
110-P	Société Générale	10/07/2009	20/07/2009	15/07/2010	25 000 000,00	V	Eonia+1.25	1,640	1,640	EUR	M	C	O	A-1
111-P	Caisse d'épargne	22/12/2009	30/12/2009	31/03/2010	30 000 000,00	F	TF à 4.01%	4,010	4,010	EUR	T	C	O	A-1
112-P	Société Générale	18/12/2009	29/12/2009	29/03/2010	30 000 000,00	F	TF à 3.88%	3,880	3,880	EUR	T	C	O	A-1
113-P	Caisse d'épargne	11/05/2010	12/05/2010	12/08/2010	30 000 000,00	F	TF à 3.75%	3,750	3,750	EUR	T	P	O	A-1
115-P	BEI	15/09/2009	01/07/2010	17/12/2010	15 000 000,00	F	TF à 3.415%	3,420	3,420	EUR	S	C	O	A-1
116-P	BEI	15/09/2009	01/07/2010	17/12/2010	25 000 000,00	V	Eur6M+0.295	1,300	1,300	EUR	S	C	O	A-1
117-P	Dexia CL	18/11/2010	26/11/2010	01/03/2011	5 000 000,00	F	TF à 3.16%	3,160	3,160	EUR	T	C	O	A-1
118-P	BEI	15/09/2009	30/12/2010	30/06/2011	20 000 000,00	V	Eur6M+0.274	1,540	1,540	EUR	S	C	O	A-1
119-P	BEI	15/09/2009	27/04/2011	27/10/2011	30 000 000,00	F	TF à 4.22%	4,220	4,220	EUR	S	C	O	A-1
121-P	SFIL CAFFIL	30/06/2011	01/07/2011	01/07/2012	18 682 326,90	C	TF à 4.57%	4,570	4,570	EUR	A	P	O	A-1
123-P	BEI	15/09/2009	13/07/2012	13/01/2013	30 000 000,00	F	TF à 3.259%	3,260	3,260	EUR	S	C	O	A-1
124-P	BEI	30/08/2012	23/12/2014	23/03/2015	40 000 000,00	F	TF à 1.661%	1,660	1,660	EUR	T	C	O	A-1
125-P	Banque Postale	19/12/2014	31/03/2014	01/07/2015	9 950 000,00	F	TF à 2.18%	2,180	2,180	EUR	T	C	O	A-1
126-P	CDC	24/12/2013	20/12/2019	01/03/2020	54 500 000,00	V	Livret A+0.75	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
127-1-P	BEI	16/10/2015	07/12/2015	07/03/2017	15 000 000,00	V	Eur3M+0.324	0,200	0,200	EUR	T	X C	O	A-1
127-2-P	BEI	16/10/2015	17/06/2016	19/09/2016	85 000 000,00	V	Eur3M+0.339	0,080	0,080	EUR	T	C	O	A-1
128-P	BEI	27/10/2014	07/12/2015	07/03/2017	54 000 000,00	F	TF à 1.432%	1,430	1,430	EUR	T	X C	O	A-1
145	Crédit Agricole	15/01/1998	15/01/1998	15/01/1999	38 112 254,31	F	TF à 4.86%	4,860	4,860	EUR	A	P	O	A-1
146	Crédit Foncier de France	30/12/1998	30/12/1998	30/12/1999	18 751 229,12	F	TF à 4.9%	4,900	4,900	EUR	A	P	O	A-1
162	Société Générale	28/10/2003	28/10/2003	28/10/2005	30 000 000,00	F	TF à 4.62%	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1
164	Caisse d'épargne	29/12/2003	29/12/2003	01/12/2004	60 000 000,00	V	Eur12M+0.0495	2,380	2,410	EUR	A	C	O	A-1
167	Caisse d'épargne	29/10/2004	29/10/2004	01/11/2005	100 000 000,00	F	TF à 4.48%	4,480	4,550	EUR	A	C	N	A-1
169	Crédit Agricole	22/12/2004	22/12/2004	22/12/2005	50 000 000,00	F	TF à 4.22%	4,220	4,220	EUR	A	P	O	A-1
174	Société Générale	30/06/2006	30/06/2006	30/06/2007	75 000 000,00	F	TF à 4.26%	4,260	4,320	EUR	A	P	O	A-1
175	Société Générale	30/06/2006	30/06/2006	30/06/2007	25 000 000,00	F	TF à 4.26%	4,260	4,320	EUR	A	P	O	A-1
177 Non Sw	SFIL CAFFIL	20/12/2006	22/12/2006	01/01/2008	25 000 000,00	V	Eur12M+0.005	3,980	4,030	EUR	A	P	O	A-1
177 Sw	SFIL CAFFIL	20/12/2006	22/12/2006	01/01/2008	25 000 000,00	V	Eur12M+0.005	3,980	4,030	EUR	A	P	O	A-1
179	BEI	18/12/2007	18/12/2007	18/12/2008	50 000 000,00	F	TF à 4.705%	4,700	4,700	EUR	A	P	O	A-1
185	BEI	20/07/2007	15/12/2008	15/12/2009	50 000 000,00	V	Eur3M+0.101	3,430	3,530	EUR	A	C	O	A-1
186	BEI	17/12/2008	17/12/2008	17/12/2009	50 000 000,00	V	Eur3M+0.103	3,350	3,440	EUR	A	C	O	A-1
189	SFIL CAFFIL	16/07/2009	01/08/2009	01/12/2009	56 548 801,35	F	TF à 1.79%	1,790	1,790	EUR	A	P	N	A-1
190	SFIL CAFFIL	16/07/2009	01/08/2009	01/12/2009	56 548 801,35	C	TF à 2.6975%	2,700	2,700	EUR	A	P	N	C-1
191	SFIL CAFFIL	11/12/2009	11/12/2009	01/01/2011	40 000 000,00	V	Eur1M+0.52	1,000	1,020	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
193	Caisse d'épargne	31/01/2010	31/01/2010	29/03/2010	29 123 000,00	V	Eur3M+0.42	1,080	1,110	EUR	T	C	O	A-1
194	Caisse d'épargne	31/01/2010	31/01/2010	29/03/2010	20 877 000,00	V	Eur3M+0.42	1,080	1,110	EUR	T	C	O	A-1
195-2 PF	Société Générale	31/12/2011	31/12/2011	31/12/2012	111 031 250,00	F	TF à 2.7375%	2,740	2,810	EUR	A	X P	O	A-1
198-1	CDC	24/02/2012	22/12/2016	01/03/2017	158 674 627,00	V	Eur3M+0.85	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
198-2	CDC	24/02/2012	24/02/2012	01/02/2013	69 913 873,00	F	TF à 3.65%	3,650	3,650	EUR	A	X C	O	A-1
199-1	CDC	20/12/2011	30/12/2011	01/12/2012	16 770 000,00	F	TF à 3.57%	3,570	3,570	EUR	A	X C	O	A-1
199-2	CDC	20/12/2011	22/12/2016	01/03/2017	21 880 000,00	V	Eur3M+0.85	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
200	CDC	27/12/2011	27/12/2011	01/01/2013	42 340 767,00	V	Infla + 0.88	2,880	2,880	EUR	A	X C	O	A-2
201	CDC	25/01/2012	25/01/2012	01/01/2013	25 688 000,00	V	Infla + 0.88	2,980	2,980	EUR	A	X C	O	A-2
202	CDC	27/12/2011	27/12/2011	01/07/2012	40 000 000,00	V	LEP+1.35	4,100	4,100	EUR	T	X C	O	A-1
203	Crédit Agricole	05/09/2012	19/09/2012	19/12/2012	30 000 000,00	F	TF à 4.72%	4,720	4,880	EUR	T	C	N	A-1
205	CDC	27/12/2012	14/11/2012	01/08/2013	100 000 000,00	V	LEP+1.24	3,990	4,050	EUR	T	C	O	A-1
209	Dexia CL	22/10/2013	15/12/2013	01/12/2014	133 182 059,99	F	TF à 3.05%	3,050	3,090	EUR	A	X X	O	A-1
210	Crédit Foncier de France	09/12/2013	22/12/2013	22/12/2014	148 688 840,22	F	TF à 2.995%	3,000	3,040	EUR	A	X X	O	A-1
212	CDC	12/12/2013	31/12/2013	01/07/2014	25 400 000,00	V	Livret A+1	2,250	2,250	EUR	T	C	O	A-1
213-1	CDC	12/12/2013	20/12/2019	01/03/2020	45 000 000,00	V	Infla + 1.02	2,120	2,120	EUR	T	X X	O	A-2
213-2	CDC	12/12/2013	01/02/2020	01/04/2020	82 244 000,00	V	Infla + 1.02	2,120	2,120	EUR	T	X X	O	A-2
214	CDC	12/12/2013	20/12/2019	01/12/2020	173 399 805,00	V	Infla + 1.02	2,120	2,120	EUR	A	X X	O	A-2
215-1	BEI	14/05/2014	22/12/2014	23/03/2015	70 000 000,00	V	Eur3M+0.474	0,550	0,550	EUR	T	X X	O	A-1
215-2	BEI	14/05/2014	20/04/2015	20/07/2015	130 000 000,00	V	Eur3M +0.297	0,300	0,300	EUR	T	X X	O	A-1
224-B	Crédit Agricole	22/07/2015	22/07/2015	15/12/2015	39 163 353,60	F	TF à 2.19%	2,190	2,190	EUR	A	P	O	A-1
231	BEI	05/10/2015	17/06/2016	19/09/2016	98 000 000,00	V	Eur3M+0.353	0,330	0,340	EUR	T	C	O	A-1
233	SaarLB	18/11/2015	22/12/2015	22/12/2016	40 000 000,00	V	Eur6M+0.42	0,380	0,380	EUR	S	X X	N	A-1
238	Banque Postale	13/12/2016	30/03/2017	01/04/2018	60 000 000,00	V	Eur12M+0.26	0,260	0,260	EUR	A	C	O	A-1
239	Deutsche Pfandbriefbank	21/12/2016	31/03/2017	30/06/2017	60 000 000,00	V	Eur3M+0.34	0,340	0,340	EUR	T	X X	O	A-1
246	SaarLB	22/12/2017	28/03/2018	28/09/2018	50 000 000,00	V	Eur6M+0.36	0,090	0,090	EUR	S	X X	N	A-1
248	Dexia CL	05/06/2018	01/06/2018	01/12/2018	21 000 000,00	F	TF à 0.55%	0,550	0,550	EUR	A	X X	O	A-1
249	Banque Postale	06/07/2018	23/07/2018	01/11/2018	50 000 000,00	V	Eur3M+0.36	0,360	0,360	EUR	T	X X	O	A-1
250	Deutsche Pfandbriefbank	06/07/2018	23/07/2018	23/10/2018	50 000 000,00	V	Eur3M+0.35	0,350	0,350	EUR	T	X X	N	A-1
251	CDC	29/06/2018	28/12/2018	01/08/2019	23 695 966,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
252 Non Sw	Société Générale	27/11/2018	30/11/2018	30/11/2019	15 000 000,00	V	Eur12M+0.25	0,250	0,250	EUR	A	X X	O	A-1
252 Sw	Société Générale	27/11/2018	30/11/2018	30/11/2019	15 000 000,00	V	Eur12M+0.25	0,250	0,250	EUR	A	X X	O	A-1
253	Société Générale	19/12/2018	19/12/2018	01/02/2020	20 000 000,00	V	Eur12M+0.25	0,250	0,250	EUR	A	X X	O	A-1
254 Non Sw	Crédit Mutuel Arkéa	20/12/2018	20/12/2018	30/11/2019	10 000 000,00	V	Eur12M+0.2	0,200	0,200	EUR	A	X X	O	A-1
254 Sw	Crédit Mutuel Arkéa	20/12/2018	20/12/2018	30/11/2019	10 000 000,00	V	Eur12M+0.2	0,200	0,200	EUR	A	X X	O	A-1
255	CA CIB	17/03/2019	31/03/2019	30/06/2019	98 565 026,63	V	Eur3M+0.36	0,360	0,360	EUR	T	X X	O	A-1
262	Société Générale	15/12/2020	28/12/2020	15/06/2021	50 000 000,00	F	TF à 0.3090%	0,310	0,310	EUR	T	C	O	A-1
270	Agence de l'eau	08/01/2019	05/11/2021	10/04/2022	412 760,00	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
271	Agence de l'eau	08/01/2019	05/11/2021	05/06/2022	42 487,50	F	TF à 0%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Emp.prév. 2021					**0,00**			0,000	0,000	EUR				A-1
Emp.prév. 2022					0,00			0,000	0,000	EUR				A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					170 693 136,27									
098-P	CA CIB	30/06/2008	01/07/2008	15/02/2009	15 000 000,00	V	TAM+0.2	4,000	4,060	EUR	A	P	O	A-1
114-P	CA CIB	30/06/2010	30/06/2010	15/09/2011	15 000 000,00	V	Eur3M+0.41	1,160	1,190	EUR	T	C	O	A-1
192	CA CIB	22/12/2009	22/12/2009	28/12/2009	60 000 000,00	V	Eur1M+0.43	0,910	0,930	EUR	A	C	O	A-1
196	CA CIB	23/12/2010	23/12/2010	23/12/2010	50 000 000,00	V	Eur12M+0.85	2,380	2,420	EUR	A	P	O	A-1
223-B	CA CIB	05/09/2008	22/07/2015	15/10/2015	3 693 124,27	F	TF à 5.17 %	5,170	5,350	EUR	T	P	O	A-1
227-C	CA CIB	22/07/2015	22/07/2015	15/09/2015	7 000 012,00	F	TF à 3.31 %	3,310	3,400	EUR	T	C	O	A-1
232	CA CIB	06/11/2015	30/12/2016	31/12/2036	20 000 000,00	V	Eur3M+0,72	0,390	0,390	EUR	T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**3 272 165,85**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					225 100,83									
METP					225 100,83			0,000	0,000					A-1
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					3 047 065,02									
ICADE 4 lycées					3 047 065,02			0,000	0,000					A-1
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**41 428 820,81**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					**41 428 820,81**									
CD 02 / CD 80					444 250,00			0,000	0,000					A-1
Préfi FEDER					25 190 557,23			0,000	0,000					A-1
Préfi FSE					15 794 013,58			0,000	0,000					A-1
Total général					**4 493 251 783,11**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**638 850 000,00**					**3 550 000,00**	**8 543 501,21**	**0,00**	**4 066 815,49**
104-P	N	0,00	A-1	1 750 000,00	6,97	V	Eur12M+1.00	0,560	250 000,00	14 520,21	0,00	376,87
187	N	0,00	A-1	7 100 000,00	1,98	F	TF à 4.411%	4,410	3 300 000,00	313 181,00	0,00	4 133,05
204	N	0,00	A-1	80 000 000,00	2,75	F	TF à 3.42%	3,420	0,00	2 736 000,00	0,00	682 126,03
207	N	0,00	A-1	30 000 000,00	11,12	F	TF à 3.45%	3,450	0,00	1 035 000,00	0,00	905 625,00
208	N	0,00	A-1	20 000 000,00	16,37	F	TF à 3.25%	3,250	0,00	650 000,00	0,00	409 861,11
235	N	0,00	A-1	15 000 000,00	15,90	F	TF à 1.76%	1,760	0,00	264 000,00	0,00	26 761,64
236	N	0,00	A-1	25 000 000,00	14,40	F	TF à 2.008%	2,010	0,00	502 000,00	0,00	302 575,34
237	N	0,00	A-1	15 000 000,00	17,95	F	TF à 1.979%	1,980	0,00	296 850,00	0,00	15 452,47
240	N	0,00	A-1	10 000 000,00	15,33	F	TF à 1.878%	1,880	0,00	187 800,00	0,00	127 086,58
241	N	0,00	A-1	15 000 000,00	13,33	F	TF à 1.731%	1,730	0,00	259 650,00	0,00	175 708,36
242	N	0,00	A-1	20 000 000,00	14,33	F	TF à 1.819%	1,820	0,00	363 800,00	0,00	246 187,95
243	N	0,00	A-1	5 000 000,00	15,33	F	TF à 1.901%	1,900	0,00	95 050,00	0,00	64 321,51
244	N	0,00	A-1	20 000 000,00	6,40	F	TF à 1.449%	1,450	0,00	289 800,00	0,00	173 880,00
245	N	0,00	A-1	20 000 000,00	7,40	F	TF à 1.521%	1,520	0,00	304 200,00	0,00	182 520,00
256	N	0,00	A-1	15 000 000,00	8,52	F	TF à 0.262%	0,260	0,00	39 300,00	0,00	18 667,50
257	N	0,00	A-1	50 000 000,00	18,52	F	TF à 0.643%	0,640	0,00	321 500,00	0,00	152 712,50
258	N	0,00	A-1	65 000 000,00	20,52	F	TF à 0.691%	0,690	0,00	449 150,00	0,00	213 346,25
259	N	0,00	A-1	15 000 000,00	3,93	F	TF à 0%	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
260	N	0,00	A-1	15 000 000,00	4,09	F	TF à 0%	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
261	N	0,00	A-1	15 000 000,00	5,93	F	TF à 0%	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
263	N	0,00	A-1	15 000 000,00	8,13	F	TF à 0%	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
264	N	0,00	A-1	15 000 000,00	9,13	F	TF à 0%	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
265	N	0,00	A-1	50 000 000,00	19,13	F	TF à 0.361%	0,360	0,00	180 500,00	0,00	156 433,33
266	N	0,00	A-1	60 000 000,00	21,13	F	TF à 0.402%	0,400	0,00	241 200,00	0,00	209 040,00
267	N	0,00	A-1	10 000 000,00	3,82	F	TF à 0%	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
268	N	0,00	A-1	10 000 000,00	3,82	F	TF à 0%	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
269	N	0,00	A-1	20 000 000,00	4,09	F	TF à 0%	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**221 638 178,04**		**2 576 460 369,67**					**176 525 179,78**	**47 955 442,89**	**2 149 038,78**	**6 728 550,10**
1641 Emprunts en euros (total)		221 638 178,04		2 473 827 918,81					169 143 991,72	45 765 149,01	2 149 038,78	6 639 679,69
073-P	N	0,00	A-1	1 407 879,03	1,00	F	TF à 5%	5,000	686 770,32	70 393,95	0,00	35 955,41
093-P	N	0,00	A-1	13 500 000,00	5,98	F	TF à 4.57%	4,570	2 250 000,00	578 390,63	0,00	7 140,63
095-P	N	0,00	A-1	5 947 760,23	5,97	F	TF à 4.23%	4,230	885 492,95	255 084,57	0,00	5 948,16
097-P	N	0,00	A-1	4 600 000,00	11,50	F	TF à 2.89%	2,890	400 000,00	130 379,13	0,00	337,17
099-P	N	0,00	A-1	7 200 000,00	11,51	F	TF à 4.55%	4,550	600 000,00	333 970,00	0,00	150 150,00
100-P	N	0,00	A-1	17 587 463,33	16,98	F	TF à 3.94%	3,940	742 254,42	682 068,82	0,00	9 218,07
101-P	N	0,00	A-1	6 314 698,63	11,98	V	Eur3M+0.60	0,070	394 557,59	23 472,57	0,00	210,59
102-P	N	0,00	A-1	6 308 560,54	12,00	F	TF à 3.78%	3,780	394 874,34	241 113,18	0,00	0,00
110-P	N	0,00	A-1	13 000 000,00	12,55	F	TF à 2.5275%	2,530	1 000 000,00	322 396,67	0,00	9 267,50
111-P	N	0,00	A-1	18 000 000,00	18,00	F	TF à 4.01%	4,010	1 000 000,00	716 481,18	0,00	0,00
112-P	N	0,00	A-1	15 600 000,00	12,99	F	TF à 3.88%	3,880	1 200 000,00	595 935,66	0,00	3 104,00
113-P	N	0,00	A-1	19 573 329,71	13,36	F	TF à 3.75%	3,750	1 136 207,47	728 075,85	0,00	94 106,15
115-P	N	0,00	A-1	8 100 000,00	13,46	F	TF à 3.415%	3,420	600 000,00	271 492,50	0,00	9 248,96
116-P	N	0,00	A-1	13 500 000,00	13,46	V	Eur6M+0.295	0,000	1 000 000,00	23 332,88	0,00	0,00
117-P	N	0,00	A-1	2 800 000,00	13,92	F	TF à 3.16%	3,160	200 000,00	87 299,39	0,00	6 846,67
118-P	N	0,00	A-1	11 200 000,00	14,00	V	Eur6M+0.274	0,000	800 000,00	18 511,53	0,00	0,00
119-P	N	0,00	A-1	17 400 000,00	14,32	F	TF à 4.22%	4,220	1 200 000,00	721 620,00	0,00	119 637,00
121-P	N	0,00	A-1	12 588 409,74	11,50	F	TF à 4.57%	4,570	789 956,84	583 280,47	0,00	274 087,89
123-P	N	0,00	A-1	19 200 000,00	15,53	F	TF à 3.259%	3,260	1 200 000,00	615 951,00	0,00	272 126,50
124-P	N	0,00	A-1	28 800 000,00	17,98	F	TF à 1.661%	1,660	1 600 000,00	468 402,00	0,00	8 784,84
125-P	N	0,00	A-1	6 716 250,00	13,25	F	TF à 2.18%	2,180	497 500,00	142 347,19	0,00	33 515,61
126-P	N	0,00	A-1	50 866 666,64	27,92	V	Livret A+0.75	1,250	1 816 666,68	723 054,24	0,00	60 891,58
127-1-P	N	0,00	A-1	11 875 000,00	18,93	V	Eur3M+0.324	0,000	625 000,00	20 070,67	0,00	0,00
127-2-P	N	0,00	A-1	66 300 000,00	19,46	V	Eur3M+0.339	0,000	3 400 000,00	119 612,24	0,00	0,00
128-P	N	0,00	A-1	42 750 000,00	18,93	F	TF à 1.432%	1,430	2 250 000,00	600 097,50	0,00	37 053,00
145	N	0,00	A-1	4 757 258,69	1,04	F	TF à 4.86%	4,860	2 322 199,79	231 202,77	0,00	0,00
146	N	0,00	A-1	2 452 583,36	2,00	F	TF à 4.9%	4,900	1 196 966,00	120 176,58	0,00	0,00
162	N	0,00	A-1	4 498 067,18	1,82	F	TF à 4.62%	4,620	2 198 253,93	207 810,70	0,00	0,00
164	O	6 315 789,42	A-1	6 315 789,42	1,92	F	TF à 3.62%	3,620	3 157 894,74	249 015,45	3 340,71	0,00
167	N	0,00	A-1	43 333 333,39	12,83	F	TF à 4.48%	4,480	3 333 333,33	1 968 296,30	0,00	0,00
169	N	0,00	A-1	29 249 069,93	12,97	F	TF à 4.22%	4,220	1 734 925,77	1 234 310,75	0,00	0,00
174	N	0,00	A-1	49 018 018,83	14,50	F	TF à 4.26%	4,260	2 391 371,47	2 117 169,93	0,00	1 015 217,53

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
175	O	32 678 679,38	A-1	16 339 339,69	14,50	F	TF à 4.225%	4,230	797 123,82	2 016 943,98	1 317 018,86	338 405,85
177 Non Sw	N	0,00	A-1	16 790 033,70	15,00	V	TAG1M+0.005	0,000	773 641,58	3 858,41	0,00	0,00
177 Sw	O	16 790 033,71	A-1	16 790 033,71	15,00	F	TF à 4.31%	4,310	773 641,58	820 262,60	0,00	0,00
179	N	0,00	A-1	29 051 186,45	10,96	F	TF à 4.705%	4,700	2 076 604,20	1 366 858,33	0,00	42 305,14
185	N	0,00	A-1	24 000 000,00	11,96	V	Eur3M+0.101	0,000	2 000 000,00	14 887,03	0,00	0,00
186	N	0,00	A-1	24 000 000,00	11,97	V	Eur3M+0.103	0,000	2 000 000,00	15 373,90	0,00	0,00
189	N	0,00	A-1	36 223 618,30	13,92	F	TF à 3.79%	3,790	2 009 005,29	1 372 875,13	0,00	104 459,11
190	N	0,00	A-1	36 223 618,30	13,92	F	TF à 3.79%	3,790	2 009 005,29	1 372 875,13	0,00	104 459,11
191	N	0,00	A-1	25 333 333,37	18,00	V	Eur1M+0.52	0,010	1 333 333,33	68 322,05	0,00	1 188,00
193	O	15 143 960,00	A-1	15 143 960,00	12,99	V	TF à 1,083%	1,080	1 164 920,00	199 921,83	33 950,60	3,89
194	N	0,00	A-1	10 856 040,00	12,99	V	Eur3M+0.42	0,000	835 080,00	24 337,70	0,00	2,79
195-2 PF	N	0,00	A-1	70 125 000,00	14,00	F	TF à 2.7375%	2,740	5 843 750,00	1 946 333,98	0,00	0,00
198-1	N	0,00	A-1	138 840 298,60	34,92	V	Eur3M+0.85	0,330	3 966 865,68	855 681,63	0,00	47 648,54
198-2	N	0,00	A-1	52 823 815,14	30,08	F	TF à 3.65%	3,650	1 942 052,03	1 928 069,25	0,00	1 697 260,14
199-1	N	0,00	A-1	12 242 100,00	29,92	F	TF à 3.57%	3,570	461 175,00	437 042,97	0,00	34 568,14
199-2	N	0,00	A-1	19 145 000,00	34,92	V	Eur3M+0.85	0,330	547 000,00	117 991,86	0,00	6 570,36
200	O	22 182 113,15	A-1	22 182 113,15	10,00	F	TF à 1.9675%	1,970	2 411 099,25	609 453,56	173 020,48	449 544,11
201	O	13 457 812,96	A-1	13 457 812,96	10,00	F	TF à 1.9675%	1,970	1 462 805,75	369 753,41	104 970,94	272 726,48
202	N	0,00	A-1	12 533 333,42	5,25	V	LEP+1.35	2,320	2 933 333,32	276 855,02	0,00	62 806,72
203	N	0,00	A-1	11 500 000,00	5,72	F	TF à 4.72%	4,720	2 000 000,00	513 037,78	0,00	14 946,67
205	N	0,00	A-1	38 000 000,10	6,33	V	LEP+1.24	2,230	7 333 333,32	849 614,18	0,00	126 460,28
209	N	0,00	A-1	90 948 906,75	16,92	F	TF à 3.05%	3,050	5 481 891,05	2 812 468,62	0,00	217 228,67
210	N	0,00	A-1	103 933 065,37	15,97	F	TF à 2.995%	3,000	6 441 478,22	3 156 028,58	0,00	72 996,83
212	N	0,00	A-1	12 700 000,10	7,25	V	Livret A+1	1,500	1 693 333,32	191 469,72	0,00	48 652,48
213-1	N	0,00	A-1	42 541 288,38	27,92	V	Livret A+1	1,500	1 283 743,15	710 478,73	0,00	59 238,57
213-2	N	0,00	A-1	78 308 834,30	28,00	V	Livret A+1	1,500	2 366 420,29	1 280 621,87	0,00	335 053,54
214	N	0,00	A-1	166 886 416,04	37,92	V	Livret A+1	1,500	3 290 354,76	2 503 296,24	0,00	236 636,72
215-1	N	0,00	A-1	49 583 333,24	17,97	V	Eur3M+0.474	0,000	2 916 666,68	126 376,92	0,00	581,88
215-2	N	0,00	A-1	94 791 666,58	18,30	V	Eur3M +0.297	0,000	5 416 666,68	106 086,52	0,00	0,00
224-B	N	0,00	A-1	33 020 621,55	25,96	F	TF à 2.19%	2,190	956 069,73	723 151,61	0,00	29 258,90
231	N	0,00	A-1	78 920 353,92	23,71	V	Eur3M+0.353	0,000	3 469 026,56	148 363,69	0,00	0,00
233	N	0,00	A-1	24 285 719,00	9,48	F	Eur6M+0.42	0,000	2 857 142,00	58 304,80	0,00	327,11
238	N	0,00	A-1	44 000 000,00	10,25	V	Eur12M+0.26	0,260	4 000 000,00	115 988,89	0,00	79 155,55
239	N	0,00	A-1	43 928 571,30	10,25	V	Eur3M+0.34	0,340	4 285 714,32	145 471,43	0,00	374,40
246	N	0,00	A-1	36 538 461,00	11,24	V	Eur6M+0.36	0,000	3 846 154,00	36 773,46	0,00	0,00
248	N	0,00	A-1	12 250 000,00	8,92	F	TF à 0.55%	0,550	1 750 000,00	68 310,76	0,00	4 812,50

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
249	O	**41 447 368,38**	A-1	**41 447 368,38**	16,58	F	TF à 0.692%	0,690	2 631 578,96	431 540,28	147 677,64	23 289,48
250	O	41 447 368,25	A-1	41 447 368,25	16,56	F	TF à 0.683%	0,680	2 631 579,00	422 601,21	143 185,31	25 661,55
251	N	0,00	A-1	20 141 571,10	16,75	F	TF à 0%	0,000	1 184 798,30	0,00	0,00	0,00
252 Non Sw	N	0,00	A-1	4 266 396,88	11,91	V	Eur12M+0.25	0,250	387 854,26	10 814,13	0,00	834,96
252 Sw	O	19 305 031,67	A-1	19 305 031,67	11,91	F	TF à 2.5575%	2,560	1 755 002,89	549 516,38	135 524,54	3 778,14
253	N	0,00	A-1	17 142 857,14	12,08	V	Eur12M+0.25	0,250	1 428 571,43	43 452,38	0,00	36 339,29
254 Non Sw	N	0,00	A-1	2 844 264,59	11,91	V	Eur12M+0.2	0,200	258 569,51	5 767,54	0,00	445,31
254 Sw	O	12 870 021,12	A-1	12 870 021,12	11,91	F	TF à 2.5575%	2,560	1 170 001,92	359 819,87	90 349,70	2 015,01
255	N	0,00	A-1	79 865 026,63	12,25	V	Eur3M+0.36	0,360	6 800 000,00	281 392,68	0,00	730,65
262	N	0,00	A-1	47 499 999,98	14,21	F	TF à 0.3090%	0,310	3 333 333,36	144 886,67	0,00	6 065,56
270	N	0,00	A-1	412 760,00	15,27	F	TF à 0%	0,000	25 797,50	0,00	0,00	0,00
271	N	0,00	A-1	42 487,50	9,42	F	TF à 0%	0,000	4 248,75	0,00	0,00	0,00
Emp.prév. 2021	N	0,00	A-1	71 544 752,50	0,00			0,000	4 800 000,00	576 000,00	0,00	0,00
Emp.prév. 2022	N	0,00	A-1	0,00	0,00			0,000	5 000 000,00	375 000,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		102 632 450,86					7 381 188,06	2 190 293,88	0,00	88 870,41
098-P	N	0,00	A-1	7 200 000,00	11,12	V	TAM+0.2	0,000	600 000,00	0,00	0,00	0,00
114-P	N	0,00	A-1	9 500 000,00	18,71	V	Eur3M+0.41	0,000	500 000,00	20 451,59	0,00	0,00
192	N	0,00	A-1	29 280 000,00	12,96	F	TF à 2.47%	2,470	2 640 000,00	733 260,67	0,00	29 244,80
196	N	0,00	A-1	35 998 620,73	13,98	F	TF à 2.99%	2,990	1 854 444,38	1 091 308,19	0,00	25 522,77
223-B	N	0,00	A-1	2 987 134,13	16,79	F	TF à 5.17 %	5,170	120 079,68	157 437,73	0,00	30 880,57
227-C	N	0,00	A-1	2 666 696,00	3,96	F	TF à 3.31 %	3,310	666 664,00	81 080,70	0,00	2 942,27
232	N	0,00	A-1	15 000 000,00	15,00	V	Eur3M+0,72	0,720	1 000 000,00	106 755,00	0,00	280,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**3 272 165,85**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		225 100,83					0,00	0,00	0,00	0,00
METP		0,00	A-1	225 100,83	0,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1678 Autres emprunts et dettes (total)		**0,00**		**3 047 065,02**					0,00	0,00	0,00	0,00
ICADE 4 lycées		0,00	A-1	3 047 065,02	0,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**41 428 820,81**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		41 428 820,81					0,00	0,00	0,00	0,00
CD 02 / CD 80		0,00	A-1	444 250,00	0,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
Préfi FEDER		0,00	A-1	25 190 557,23	0,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
Préfi FSE		0,00	A-1	15 794 013,58	0,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**221 638 178,04**		**3 260 011 356,33**					**180 075 179,78**	**56 498 944,10**	**2 149 038,78**	**10 795 365,59**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	121	0	0	0	0	
	% de l'encours	100	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 260 011 356,33	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**32 678 679,38**					**32 678 679,38**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Swap 175	175	16 339 339,69	30/06/2036	Natixis	swap	taux	16 339 339,69	30/06/2006	30/06/2036	A	0,00	0,00	0,00
Swap 175 2	175	16 339 339,69	30/06/2036	Royal Bank of Canada	swap	taux	16 339 339,69	29/06/2012	30/06/2036	A	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		**212 860 193,83**					**188 959 498,66**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Swap 164	164	6 315 789,42	01/12/2023	Natixis	swap	taux	6 315 789,42	01/12/2006	01/12/2023	A	0,00	0,00	0,00
Swap 177	177	33 580 067,41	01/01/2037	CA CIB	swap	taux	16 790 033,71	02/01/2009	02/01/2024	A	0,00	0,00	0,00
Swap 193 bis	193	15 143 960,00	29/12/2034	CA CIB	swap	taux	15 143 960,00	29/06/2020	29/12/2034	T	0,00	0,00	0,00
Swap 200 bis	200	22 182 113,15	01/01/2032	CA CIB	swap	taux	22 182 113,15	01/01/2019	01/01/2032	A	0,00	0,00	0,00
Swap 201 bis	201	13 457 812,96	01/01/2032	CA CIB	swap	taux	13 457 812,96	01/01/2019	01/01/2032	A	0,00	0,00	0,00
Swap 249 bis	249	41 447 368,38	01/08/2038	Arkéa	swap	taux	41 447 368,38	01/11/2019	01/05/2024	T	0,00	0,00	0,00
Swap 250 bis	250	41 447 368,25	23/07/2038	Arkéa	swap	taux	41 447 368,25	23/10/2019	23/04/2024	T	0,00	0,00	0,00
Swap 252 254	252 et 254	39 285 714,26	30/11/2033	Royal Bank of Canada	swap	taux	32 175 052,79	30/11/2014	30/11/2022	A	0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**245 538 873,21**					**221 638 178,04**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						20 163 378,87	20 539 978,07		
Swap 175	175	3,69% si (CMS10-2) > 0% sinon 5,75%	3,740	Taux fixe à 4.26 %	4,320	12 536 750,33	13 879 088,30	A-1	B-3
Swap 175 2	175	Taux fixe à 4.225 %	4,290	3,69% si (CMS10-2) > 0% sinon 5,75%	3,740	7 626 628,54	6 660 889,77	B-3	A-1
Taux variable simple (total)						37 496 983,34	15 781 450,39		
Swap 164	164	Taux fixe à 3.62 %	3,670	Euribor 12 M + 0.0495	-0,340	17 131 539,23	9 057 062,46	A-1	A-1
Swap 177	177	Taux fixe à 4.31 %	4,370	Euribor 12 M	-0,240	11 149 563,79	2 180 749,21	A-1	A-1
Swap 193 bis	193	Taux fixe à 1.083 %	1,100	Euribor 3 M + 0.42	-0,090	242 026,88	777,00	A-1	A-1
Swap 200 bis	200	Taux fixe à 1.9675 %	1,970	Inflation + 0.88	0,780	1 015 181,28	1 176 437,82	A-2	A-1
Swap 201 bis	201	Taux fixe à 1.9675 %	1,970	Inflation + 0.88	0,780	615 907,05	713 740,84	A-2	A-1
Swap 249 bis	249	Taux fixe à 0.692 %	0,700	Euribor 03 M + 0.36	0,370	550 476,39	286 374,99	A-1	A-1
Swap 250 bis	250	Taux fixe à 0.683 %	0,690	Euribor 03 M + 0.35	0,360	542 430,80	277 966,01	A-1	A-1
Swap 252 254	252 et 254	Taux fixe à 2.5575 %	2,590	Euribor 12 M + 0.89	0,510	6 249 857,92	2 088 342,06	A-1	A-1
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						57 660 362,21	36 321 428,46		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 TTC €		09/12/2020
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Autres immobilisations - Appareils de laboratoire	5	09/12/2020
L	Autres immobilisations - Coffre-fort	30	09/12/2020
L	Autres immobilisations - Equipements de garage et ateliers	15	09/12/2020
L	Autres immobilisations – Matériel classique	5	09/12/2020
L	Bâtiments administratifs, scolaires, culturels et sportifs, publics et privés	30	09/12/2020
L	Constructions sur sol d'autrui	30	09/12/2020
L	Frais d'insertion et frais d'études non suivis de réalisation	5	09/12/2020
L	Frais de recherche et développement	5	09/12/2020
L	Installations de voirie	10	09/12/2020
L	Installations et appareils de chauffage, ascenseurs, appareils de levage	20	09/12/2020
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	09/12/2020
L	Installations techniques et agencement des bâtiments publics	10	09/12/2020
L	Logiciels et autres immobilisations incorporelles	2	09/12/2020
L	Matériel de bureau et mobilier scolaire et non scolaire	10	09/12/2020
L	Matériel de téléphonie	5	09/12/2020
L	Matériel ferroviaire	30	09/12/2020
L	Matériel informatique scolaire et non scolaire	3	09/12/2020
L	Matériel technique scolaire et non scolaire - Matériel de cuisine, matériel sportif	10	09/12/2020
L	Matériel technique scolaire et non scolaire - Outillage	5	09/12/2020
L	Matériel technique scolaire et non scolaire - Reprographie	3	09/12/2020
L	Matériel technique scolaire et non scolaire -TV Projection Sono	7	09/12/2020
L	Plantations	20	09/12/2020
L	Réseaux divers (câbles, assainissement d'eau, gaz et électricité)	10	09/12/2020
L	Subventions finançant des bâtiments ou des installations	30	09/12/2020
L	Subventions finançant des biens mobiliers, du matériel ou des études	5	09/12/2020
L	Subventions finançant des projets d'infrastructures d'intérêt national	40	09/12/2020
L	Véhicules industriels et camions	8	09/12/2020
L	Véhicules légers et voitures scolaires	5	09/12/2020

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**500 000,00**		**15 286 961,13**	**15 786 961,13**	**0,00**	**15 786 961,13**
Provisions pour litiges	**500 000,00**		**15 286 961,13**	**15 786 961,13**	**0,00**	**15 786 961,13**
Rappel de cotisations et contributions URSSAF	0,00	15/10/2010	11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00
Contentieux divers : sur subventions, ressources humaines et marchés publics	500 000,00	13/12/2018	15 275 961,13	15 775 961,13	0,00	15 775 961,13
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**4 500 000,00**		**22 884 935,78**	**27 384 935,78**	**2 183 333,00**	**25 201 602,78**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**4 500 000,00**		**22 884 935,78**	**27 384 935,78**	**2 183 333,00**	**25 201 602,78**
Besoin lié à l'obligation de report des dépenses de formations des élus non consommées	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provision pour risque d'irrécouvrabilité des comptes de tiers	4 500 000,00	13/12/2018	22 884 935,78	27 384 935,78	2 183 333,00	25 201 602,78
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**5 000 000,00**		**38 171 896,91**	**43 171 896,91**	**2 183 333,00**	**40 988 563,91**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	5 000 000,00		38 171 896,91	43 171 896,91	2 183 333,00	40 988 563,91

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 90216 — **Intitulé de l'opération : Construction du complexe de formation, recherche et d'innovation technologique Transport à l'UTC** — **Date de la délibération : 29/11/2013**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**12 349 381,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Etudes et travaux (5)	12 349 381,58	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
902 Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**12 349 381,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**12 811 839,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	12 811 839,40	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**12 811 839,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 90217 — **Intitulé de l'opération : Construction de Laboratoires en Santé pour l'Université de Picardie Jules Verne** — **Date de la délibération : 18/04/2014**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**18 050 890,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Etudes et travaux (5)	18 050 890,23	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 050 890,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**18 050 849,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	11 829 683,40	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	6 221 165,63	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**18 050 849,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 90218	Intitulé de l'opération : Construction de Locaux d'Enseignement "1er cycle" du pôle Santé de l'UPJV			Date de la délibération : 26/09/2014
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**14 229 741,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Etudes et travaux (5)	14 229 741,48	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**14 229 741,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**14 229 741,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	14 229 741,48	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**14 229 741,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 90219	Intitulé de l'opération : Regroupement INSSET et IUT à Saint Quentin			Date de la délibération : 01/02/2013
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**7 812 388,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Etudes et travaux (5)	7 812 388,18	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**7 812 388,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**3 290 039,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	3 290 039,54	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 290 039,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 9022	Intitulé de l'opération : LEARNING CENTER INNOVATION			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**27 502 147,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Etudes et travaux (5)	27 502 147,55	0,00	0,00	0,00

N° opération : 9022	Intitulé de l'opération : LEARNING CENTER INNOVATION			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**27 502 147,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**10 749 777,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	10 749 777,87	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**10 749 777,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 902201	Intitulé de l'opération : Construction HUB de stockage électrochimique de l'énergie pour l'UPJV			Date de la délibération : 31/05/2013
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**17 508 403,09**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
902 Etudes et travaux (5)	17 508 403,09	0,00	150 000,00	150 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**17 508 403,09**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
RECETTES (b)	**5 313 817,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	5 313 817,17	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**5 313 817,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 90221	Intitulé de l'opération : Plateau technique santé			Date de la délibération : 27/03/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 358 188,45**	**0,00**	**14 000 000,00**	**14 000 000,00**
902 Etudes et travaux (5)	1 358 188,45	0,00	14 000 000,00	14 000 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 90221	Intitulé de l'opération : Plateau technique santé			Date de la délibération : 27/03/2018
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 358 188,45**	**0,00**	**14 000 000,00**	**14 000 000,00**
RECETTES (b)	**587 577,35**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	587 577,35	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**587 577,35**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**

N° opération : 9024	Intitulé de l'opération : RELOGEMENT IEP DE LILLE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**15 534 733,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Etudes et travaux (5)	15 534 733,33	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**15 534 733,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 706 358,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 706 358,96	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 706 358,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 9025	Intitulé de l'opération : LEARNING CENTER ARCHEOLOGIE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**159 109,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Etudes et travaux (5)	159 109,85	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**159 109,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 9025	Intitulé de l'opération : LEARNING CENTER ARCHEOLOGIE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 9026	Intitulé de l'opération : IMPLANTATION BIBLIOTHEQUE IEP DANS LES LOCAUX MEP			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**2 918 394,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Etudes et travaux (5)	2 918 394,81	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 918 394,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**2 795 000,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
902 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	2 795 000,01	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 795 000,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 9031	Intitulé de l'opération : RENOVATION STADE BOLLAERT			Date de la délibération : 19/11/2012
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**67 032 187,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
903 Immobilier sportif (5)	67 032 187,98	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**67 032 187,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**46 464 446,10**	**0,00**	**660 000,00**	**660 000,00**
903 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	46 464 446,10	0,00	660 000,00	660 000,00

N° opération : 9031	Intitulé de l'opération : RENOVATION STADE BOLLAERT			Date de la délibération : 19/11/2012
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**46 464 446,10**	**0,00**	**660 000,00**	**660 000,00**

N° opération : 9038	Intitulé de l'opération : CENTRE CONSERVATION ET RESTAURATION PATRIMOINE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**58 411 825,20**	**0,00**	**450 000,00**	**450 000,00**
903 Etudes et travaux (5)	58 411 825,20	0,00	450 000,00	450 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**58 411 825,20**	**0,00**	**450 000,00**	**450 000,00**
RECETTES (b)	**60 000 000,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
903 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	60 000 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**60 000 000,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**

N° opération : 9039	Intitulé de l'opération : REHABILITATION ARENA STADE COUVERT DE LIEVIN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**6 070 205,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
903 Etudes et travaux (5)	6 070 205,07	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**6 070 205,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**6 133 381,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
903 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	6 133 381,71	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 9039	Intitulé de l'opération : REHABILITATION ARENA STADE COUVERT DE LIEVIN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**6 133 381,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 9093	Intitulé de l'opération : EGID			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**20 111 630,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
909 Etudes et travaux (5)	20 111 630,14	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**20 111 630,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**12 586 335,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
909 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	12 586 335,21	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**12 586 335,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**34 181 497,71**	**7 823 092,92**	**467 215,92**	**0,00**
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
ACANTHE	25/04/2017	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
AFFICAPS	18/05/2017	5 084,67	5 084,67	19,03	0,00
AIRFLUX	31/01/2019	500 000,00	30 668,21	5 000,00	0,00
AISNE CONDITIONNEMENT	18/05/2017	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
AISNE PYROTECHNIE	23/11/2017	6 090,19	6 090,19	34,25	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
ALIX ASCENSEURS	18/05/2017	35 196,02	19 999,00	415,80	0,00
AMBULANCES DECAE	25/04/2019	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
AMC FENETRES	18/05/2017	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
APR RENOVATION	18/05/2017	24 179,45	16 059,21	272,63	0,00
APRIM AND HENRY	29/06/2017	104 086,34	37 354,65	1 351,83	0,00
ARC France		12 000 000,00	333 333,33	142 000,01	0,00
ARENOX	18/05/2017	27 050,28	11 909,91	338,97	0,00
ARLY	21/06/2016	5 000,00	5 000,00	8,75	0,00
ASSOCHAR GESTION PARTICIPATIONS	30/04/2020	271 328,62	58 207,93	4 991,83	0,00
AST INTERNATIONAL EQUIPMENT	25/04/2019	326 607,56	55 837,53	1 297,23	0,00
ATELIER CONSTRUCTION HYDRAULIQUE PICARDIE ACHP	01/02/2018	52 891,02	11 974,83	810,53	0,00
ATELIER CUISINES ET BAINS SARL	18/05/2017	20 224,88	20 224,88	189,92	0,00
ATELIER DES ARTS SUCRES	18/05/2017	16 179,90	16 179,90	151,94	0,00
AUTO ECOLE VICTOIRE	24/05/2018	4 060,13	4 060,13	22,83	0,00
AUTOUR DU MONDE	18/05/2017	18 134,59	12 044,40	204,48	0,00
AXCEL FRANCE	18/05/2017	35 196,02	19 999,00	415,80	0,00
BAICHARD	24/05/2018	10 150,31	10 150,31	57,09	0,00
BASIS ELECTRONIQUE DE PUISSANCE	26/05/2016	46 153,88	46 153,88	271,16	0,00
BEREZECKI BEREZECKI		63 750,00	17 000,00	573,76	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
BMA SIGN DISPLAY	01/02/2018	50 748,56	25 184,31	620,01	0,00
BOET STOPSON	08/11/2016	85 981,32	126 037,74	1 531,02	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
BRASSERIE DU PAYS FLAMAND	03/07/2018	117 313,60	56 063,60	127,17	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
BUREAU 2000 SYSTEMS	25/04/2019	25 233,95	20 149,28	265,52	0,00
C KALE	24/05/2018	3 050,81	3 050,81	11,41	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
CAMPING CAR DES FLANDRES	18/05/2019	35 196,02	19 999,00	415,80	0,00
CANOPEE HABITAT ET SERVICES	18/05/2017	20 224,88	20 224,88	189,92	0,00
CAROEM	18/05/2017	32 119,33	15 939,43	392,41	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
CARROSSERIE SOFEMO MD		125 000,00	7 595,10	1 875,00	0,00
CARTONNAGE MAFI	18/05/2017	15 112,15	10 037,01	170,39	0,00

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
CENTRE EUROPEEN DES TEXTILES INNOVANTS	28/11/2018	500 000,00	46 705,13	14 825,51	0,00
CERH	24/05/2018	6 090,19	6 090,19	34,25	0,00
CHAPSOL SA	30/06/2017	6 403,20	6 403,20	20,86	0,00
CLUB DE GYM	22/11/2018	9 118,22	9 118,22	68,44	0,00
COMPLUS	19/10/2017	28 828,65	19 123,06	433,74	0,00
COMPTOIR DES FLANDRES	27/03/2018	343 081,68	70 881,40	3 165,56	0,00
COP	24/05/2018	4 559,11	4 559,11	34,22	0,00
COSY HOME	18/05/2017	36 067,04	15 879,88	451,96	0,00
COUVERTURES ARTISANALES CAM	25/04/2019	50 000,00	19 775,69	639,11	0,00
CREACEPT SARL	25/04/2019	20 552,51	13 650,34	231,74	0,00
DAFORIB SECURITE	24/05/2018	4 576,21	4 576,21	17,12	0,00
DBM OUVERTURE	01/02/2018	31 600,01	12 498,25	403,91	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
DECHY AMBULANCES	25/04/2019	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
DEGAIE EQUIPEMENTS PORTUAIRES SARL	01/02/2018	63 200,02	24 996,48	807,84	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
DELMAR BETSINOR	18/05/2017	151 117,21	49 620,17	1 988,51	0,00
DERMECA	24/05/2018	18 202,39	18 202,39	170,93	0,00
DERZELLE TRAITEUR	18/05/2017	27 050,28	11 909,91	338,97	0,00
DESIDERIUS	18/05/2017	16 179,90	16 179,90	151,94	0,00
DIRUIT STEPHANIE	25/05/2018	13 981,31	5 017,62	181,58	0,00
DISTRIVERRE	18/05/2017	40 149,16	19 924,28	490,52	0,00
DPK PESAGE	01/02/2018	44 487,79	25 278,75	525,57	0,00
DUTHOIT MENUISERIES	01/02/2018	73 947,51	21 636,04	357,04	0,00
E 51 50	18/05/2017	12 089,72	8 029,59	136,33	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
ELDO	18/05/2017	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
ELEC 59 62	25/04/2019	40 149,16	19 924,28	490,52	0,00
ENVERGURE ARCHITECTES	18/05/2017	24 179,45	16 059,21	272,63	0,00
ETABLISSEMENTS ANDRE DUHAMEL SARL	01/02/2018	39 890,13	17 563,18	499,86	0,00
ETABLISSEMENTS JEAN BRACQ	29/06/2017	131 737,58	36 937,54	1 768,94	0,00
ETABLISSEMENTS JEAN PIERRE PARENT	29/06/2017	37 779,31	12 405,03	497,13	0,00
ETABLISSEMENTS MARANDIN	18/05/2017	65 533,80	28 853,80	821,20	0,00
ETD SOLUTIONS	18/05/2017	18 134,59	12 044,40	204,48	0,00
ETISA MOTS ET MERVEILLES	18/05/2017	12 134,93	12 134,93	113,95	0,00
ETS DEFROIDMONT	01/02/2018	142 200,00	56 242,13	1 817,63	0,00
ETS HANSSENS	01/02/2018	144 911,32	40 631,32	1 945,84	0,00
ETS LEGUE MICHEL	24/05/2018	7 294,54	7 294,54	68,46	0,00
ETS THIS	18/05/2017	20 224,88	20 224,88	189,92	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
EXACOM	29/06/2017	69 390,88	24 903,09	901,23	0,00
FERTEMIS	03/07/2018	196 699,80	59 844,39	1 743,05	0,00
FITEXP	24/05/2018	1 525,41	1 525,41	5,70	0,00
FLORACOS	25/04/2019	25 233,95	20 149,28	265,52	0,00
FLORENCE	25/04/2019	25 233,95	20 149,28	265,52	0,00
FMB TECHNOLOGIES	27/09/2018	355 201,16	98 968,07	6 364,85	0,00
FORMA ELTECH	18/05/2017	15 197,02	15 197,02	114,08	0,00
FOUCAULT SARL	01/02/2018	60 092,98	25 043,37	760,95	0,00

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
GENERATION COUVERTURE SOLAIRE GCS	24/05/2018	15 197,02	15 197,02	114,08	0,00
GET SOO FEE		110 546,54	27 224,00	1 003,60	0,00
GGF GARANTEED GLUTEN FREE		189 841,74	189 841,74	1 901,55	0,00
GROUPE COCHEZ	29/03/2017	668 517,64	202 562,86	12 279,43	0,00
GROUPE NORLOG	19/10/2017	131 118,74	20 777,85	2 899,99	0,00
GROUPE SANIEZ	06/02/2018	178 933,68	101 482,28	2 820,72	0,00
HACKETT BCS	22/11/2018	9 118,22	9 118,22	68,44	0,00
HLC	24/05/2018	10 150,31	10 150,31	57,09	0,00
HONORE FILTRATION	27/02/2017	35 999,31	23 374,00	340,80	0,00
HOTTE RAYMOND CHARPENTE BOIS	18/05/2017	36 067,04	15 879,88	451,96	0,00
HSWT FRANCE	02/04/2019	800 000,00	78 214,25	7 902,35	0,00
ICARE	31/01/2019	379 636,21	98 475,69	6 857,23	0,00
ID SIGN	18/05/2017	25 233,95	20 149,28	265,52	0,00
IMPRIMERIE DU PLATEAU PICARD	24/05/2018	21 248,51	13 975,81	91,27	0,00
IMTG	24/05/2018	10 150,31	10 150,31	57,09	0,00
INDINOV	29/05/2018	126 863,90	49 987,56	2 163,92	0,00
INNOVAFEED	29/03/2017	649 825,35	331 321,47	224,77	0,00
INPHARMASCI	19/10/2017	661 130,17	213 406,52	12 633,68	0,00
JAM	25/04/2019	12 089,72	8 029,59	136,33	0,00
JARNAC	18/05/2017	7 039,20	4 014,79	68,17	0,00
JC LETENEUR	18/05/2017	20 074,58	9 962,15	245,25	0,00
JLB CHARPENTE CONSTRUCTIONS BOIS	24/05/2018	5 084,67	5 084,67	19,03	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
KINDY PROJECT SAS	19/10/2017	210 000,00	60 000,00	2 175,00	0,00
KINOMAP	22/11/2018	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
L ESCARPIN	23/11/2017	10 150,31	10 150,31	57,09	0,00
L ESTAMINET BRUAY	25/04/2019	40 149,16	19 924,28	490,52	0,00
L INGENIEU	22/11/2018	41 402,47	7 276,36	580,24	0,00
LA CHARLOTTE	29/05/2018	370 701,32	119 892,88	9 780,64	0,00
LA FABRIQUE		150 000,00	0,00	2 427,23	0,00
LA VALSE DES BLES	22/11/2018	4 559,11	4 559,11	34,22	0,00
LABEL TOITURE	25/04/2019	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
LABORATOIRES GOBLET DAUMAS	04/02/2020	87 932,03	24 500,11	1 575,65	0,00
LADANT MACONNERIE	18/05/2017	35 196,02	19 999,00	415,80	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
LAVOIR AUTOMATIC	18/05/2017	18 202,39	18 202,39	170,93	0,00
LE FLOBART	22/11/2018	18 134,59	12 044,40	204,48	0,00
LE P'TIT BOUCHON	18/05/2017	14 078,41	7 999,60	166,32	0,00
LEROUX	01/02/2018	300 000,00	73 324,17	4 088,83	0,00
LES CAMELEONS	24/05/2018	22 222,01	3 279,61	314,95	0,00
LEWYLLIE ANDRE	18/05/2017	50 000,00	19 775,69	639,11	0,00
LG COMMUNICATION	18/05/2017	25 233,95	20 149,28	265,52	0,00
LIGNE DE CONDUITE	18/05/2017	5 046,79	4 029,85	53,11	0,00
LITTLE TIME	24/05/2018	12 134,93	12 134,93	113,95	0,00
LM TP	25/04/2019	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
LOISON	01/02/2018	126 871,33	62 960,82	1 550,02	0,00
LYS SAVOIE	24/05/2018	6 090,19	6 090,19	34,25	0,00
MADECO		200 000,00	38 420,12	3 713,04	0,00
MAG PRESSE	23/11/2017	26 195,23	8 601,35	344,69	0,00

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
MAGNIER INDUSTRIES	05/02/2019	50 500,24	50 500,24	315,96	0,00
MAH VISION	18/05/2017	20 761,48	16 578,01	218,47	0,00
MANUFACTURE FRANCAISE DE TEXTILE	31/01/2019	476 166,77	91 471,90	8 807,53	0,00
MARBLE TECHNICS NORD	18/05/2017	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
MARCANTERRA	25/04/2019	151 059,09	42 355,06	2 028,38	0,00
MATERIEL SANTE ENVIRONNEMENT	01/02/2018	62 282,83	35 390,29	735,79	0,00
MDAP	22/11/2018	18 134,59	12 044,40	204,48	0,00
MENUISERIE D ARTOIS	01/02/2018	45 588,72	20 072,20	571,28	0,00
METAL TECHNOLOGIES MANUFACTURING	01/02/2018	545 109,92	122 913,62	9 139,24	0,00
MIROLO PATRICE	18/05/2017	14 157,41	14 157,41	132,95	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
MSM EUROPEINTURE	01/02/2018	69 390,88	24 903,09	901,23	0,00
MVCE	18/05/2017	18 134,59	12 044,40	204,48	0,00
NEMCO - NEGOCE EXPLOITATION MINIERE CONCASSAGE	18/05/2017	25 233,95	20 149,28	265,52	0,00
NEXTSTEP	22/11/2018	102 129,15	30 896,72	1 358,68	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
NORD CLIMATISATION	24/09/2019	680 000,00	132 234,83	4 769,80	0,00
NORD FLEURS DIFFUSION		69 866,57	37 372,93	897,70	0,00
PASTANT FRERES	23/11/2017	19 211,76	9 534,31	234,73	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
PAYSAGE DES FLANDRES	01/02/2018	69 390,88	24 903,09	901,23	0,00
PEDRA CONSTRUCTION RENOVATION	18/05/2017	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
PEME GOURDIN	27/03/2018	135 974,98	32 983,33	2 473,15	0,00
PGM COUESNON	24/05/2018	5 084,67	5 084,67	19,03	0,00
PICARDIE VALVES INDUSTRIES		91 500,00	61 000,00	686,26	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
PIECES AUTO SOMAIN	18/05/2017	15 112,15	10 037,01	170,39	0,00
PIECES AUTO VITRY	18/05/2017	9 067,30	6 022,20	102,24	0,00
PIX ME UP STUDIO	18/05/2019	16 179,90	16 179,90	151,94	0,00
PLANETE PLEIN AIR	18/05/2017	17 598,01	9 999,51	207,89	0,00
POCHECO SAS	03/07/2018	213 120,69	59 380,86	3 818,90	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
POUCHAIN	22/06/2017	257 469,81	126 811,22	6 306,34	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
POWERCONN	18/05/2017	46 002,74	8 084,86	644,70	0,00
RBI	24/05/2018	6 090,19	6 090,19	34,25	0,00
REPORAMA		159 991,02	39 400,54	1 452,46	0,00
RESEELEC	01/02/2018	55 609,73	31 598,44	656,96	0,00
REVOLT	01/02/2018	63 435,70	31 480,39	775,01	0,00
ROBBE	22/11/2018	196 728,10	55 160,11	2 641,61	0,00
ROUSSELLE INDUSTRIE	26/11/2019	142 850,03	28 959,18	2 640,70	0,00
SA DEDEYSTERE	18/05/2017	31 676,42	17 999,10	374,22	0,00
SA SOUP IDEALE	19/10/2017	56 985,94	25 090,22	714,10	0,00
SAMBAT	18/05/2017	40 149,16	19 924,28	490,52	0,00
SARL ADI DESIMEUR	24/05/2018	3 050,81	3 050,81	11,41	0,00
SARL AUX CARREAUX DE MAX	18/05/2017	20 224,88	20 224,88	189,92	0,00
SARL CARLIER TPA	08/08/2019	50 000,00	17 944,10	646,81	0,00
SARL CJP	20/04/2017	9 067,30	6 022,20	102,24	0,00
SARL CONCEPTION DEVELOP FAB PLASTIQUE	25/04/2019	43 912,53	12 312,52	589,64	0,00

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
SARL CRESMAR	29/06/2017	45 335,17	14 886,04	596,56	0,00
SARL DUBE FRANCIS	28/05/2018	15 197,02	15 197,02	114,08	0,00
SARL EDITO	24/05/2018	6 078,81	6 078,81	45,63	0,00
SARL HORIZON ESPACES VERTS	01/02/2018	45 588,72	20 072,20	571,28	0,00
SARL HT 2000	24/05/2018	6 090,19	6 090,19	34,25	0,00
SARL ID ECO	18/05/2017	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
SARL ISOCIEL	26/11/2019	135 664,31	29 103,98	2 495,90	0,00
SARL JTK	20/04/2017	6 078,81	6 078,81	45,63	0,00
SARL LEHOUCQ	25/04/2019	32 119,33	15 939,43	392,41	0,00
SARL MAQUIGNON DENIS	18/05/2017	20 224,88	20 224,88	189,92	0,00
SARL MAXEL	01/02/2018	42 343,97	16 747,66	541,26	0,00
SARL SOCIETE FLORET FRERES	18/05/2017	14 157,41	14 157,41	132,95	0,00
SARL SOPIDEP	24/05/2018	15 197,02	15 197,02	114,08	0,00
SARL SURVEILLANCE DU BASSIN MINIER	25/04/2019	200 000,00	48 882,79	2 725,89	0,00
SARL TRANSPORTS MAXIME	25/04/2019	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
SARL VALDIS	18/05/2017	4 610,33	4 610,33	34,57	0,00
SAS FINANCIERE MENUISERIE DEV	01/02/2018	85 478,92	37 635,34	1 071,14	0,00
SAS LAVOGEZ	01/02/2018	31 600,01	12 498,25	403,91	0,00
SAS M BLANCHET	22/11/2018	40 851,66	12 358,69	543,47	0,00
SCM MORGEN	08/07/2016	31 199,31	21 049,00	340,80	0,00
SECURITE PLUS FRANCE	24/05/2018	5 084,67	5 084,67	19,03	0,00
SETREM	29/06/2017	149 302,58	41 862,56	2 004,80	0,00
SF PRECISION	01/02/2018	66 731,69	37 918,14	788,34	0,00
SIF UNIS FRANCE	18/10/2018	200 000,00	32 100,53	5 880,07	0,00
SIFA	25/04/2019	175 650,09	49 250,10	2 358,58	0,00
SINOPIA	23/11/2017	0,00	17 743,49	436,83	0,00
SION LIONEL	18/05/2017	6 044,86	4 014,79	68,17	0,00
SIREGE	24/05/2018	5 084,67	5 084,67	19,03	0,00
SIVAL	22/11/2018	163 406,61	49 434,79	2 173,89	0,00
SNC HENNEBELLE DE BONNIERES	24/05/2018	1 016,94	1 016,94	3,80	0,00
SNMG2E	25/04/2019	87 825,05	24 625,03	1 179,29	0,00
SO EVENTS ET DECO	25/04/2019	32 119,33	15 939,43	392,41	0,00
SOBOOK	18/05/2017	10 150,28	10 150,28	57,14	0,00
SOC LENER CORDIER	23/11/2017	153 752,60	101 989,69	2 313,31	0,00
SOCIETE BOUSSARD	22/11/2018	10 333,94	10 333,94	77,62	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
SOCIETE NOUVELLE DES ETS JACQUES MAES	01/02/2018	138 671,05	44 175,86	1 269,70	0,00
SOCRATE MACHA	18/05/2017	20 187,16	16 119,43	212,41	0,00
SOFAP FERMETURES	01/02/2018	31 600,01	12 498,25	403,91	0,00
SOGEM METALLURGIE		150 000,00	7 236,31	2 250,00	0,00
SOGEMAB	29/03/2017	283 131,95	137 788,45	4 280,99	0,00
SOLIDUM	17/05/2018	538 367,34	120 733,82	10 709,82	0,00
SOTREBAT	25/04/2019	30 224,31	20 074,00	340,80	0,00
SPECIALITES T A	24/05/2018	15 197,02	15 197,02	114,08	0,00
SPH	26/11/2019	113 053,59	24 253,30	2 079,94	0,00
STCN	29/06/2017	175 650,09	49 250,10	2 358,58	0,00
STELLELEC	18/05/2017	12 134,93	12 134,93	113,95	0,00
STUDIO REDFROG	29/07/2017	263 475,14	73 875,13	3 537,87	0,00
SYNTHEXIM	14/03/2016	721 193,95	277 270,20	7 462,12	0,00

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
T CLIM	18/05/2019	20 224,88	20 224,88	189,92	0,00
TANDEM INDUSTRIE	24/05/2018	6 090,19	6 090,19	34,25	0,00
TECHCREA SOLUTIONS	01/02/2018	22 243,89	12 639,39	262,77	0,00
TEO	01/02/2018	29 180,43	14 480,96	356,52	0,00
TERRITOIRE DE MARQUE	24/05/2018	2 033,88	2 033,88	7,60	0,00
THE BACK US	18/05/2017	28 156,82	15 999,21	332,63	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
TOLERIE DU NORD	29/06/2017	75 558,62	24 810,06	994,26	0,00
TRANSPORTS SURELLE	29/06/2017	37 779,31	12 405,03	497,13	0,00
USINAXE	22/11/2018	40 851,66	12 358,69	543,47	0,00
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
VCCE	24/05/2018	20 187,16	16 119,43	212,41	0,00
VENTIL'O2	18/05/2017	25 233,95	20 149,28	265,52	0,00
VITALITE		190 466,71	38 612,22	3 520,94	0,00
VOLMA	27/06/2019	400 000,00	51 533,45	11 650,24	0,00
WHATSON WEB	24/05/2018	3 050,81	3 050,81	11,41	0,00
WILLYS BOIS	18/05/2017	4 044,98	4 044,98	37,98	0,00
WINDSOR	24/05/2018	25 233,95	20 149,28	265,52	0,00
WIP ON	18/05/2017	18 134,59	12 044,40	204,48	0,00
WOKERS UNITED	23/11/2017	16 284,81	8 013,74	258,98	0,00
XP DIGIT	22/11/2018	16 179,90	12 157,61	91,27	0,00
YZYTEK	24/05/2018	6 090,19	6 090,19	34,25	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		**51 290 369,29**	**6 797 952,08**		
2AEP DE LA GOHELLE		15 000,00	0,00		
3A2M SPORT		50 000,00	9 090,92		
3D BOIS	31/01/2019	129 937,50	47 250,00		
5029 (AVANCES REMBOURSABLES 2006)		75 000,00	0,00		
90004819320032 (Création fiche réservoir 2745)		259 671,01	0,00		
A 3 S	29/05/2015	-0,50	0,00		
AB CAP PLANTS	31/01/2019	103 125,00	37 500,00		
AB MOBILIER		12 272,72	2 727,28		
ABATTOIRS DE VALENCIENNES	01/02/2018	152 245,60	0,00		
ABI & KA	10/04/2020	10 363,65	2 181,80		
ACCESS ORGANISATION GROUP		25 000,00	3 409,08		
ACM VIDANGES	08/07/2016	2 343,28	2 342,85		
ADD PUBLICITE	15/10/2019	159 578,12	45 593,76		
ADI COMPOSITES MEDICAL	30/01/2015	60 000,00	40 000,00		
ADN 5 MILLE ET CLAIRE		13 636,36	2 727,28		
AGENCE REG DEVELOPP INNOVAT HDF	28/05/2020	1 625 000,00	500 000,00		
AGRONOMIC		-0,01	0,00		
AIDE AUX PERMIS DE CONDUIRE		142 601,28	110 000,00		
AIR FITNESS		45 454,54	9 090,92		
AIXMETAL	22/04/2020	97 944,00	9 794,40		
AKATE	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
ALIMA INT.		15 415,91	2 936,36		
ALPHA MEDICAL SERVICE	27/02/2017	-93,59	280,82		
ALVENE		500 000,00	125 000,00		
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]		
AODYO	10/04/2020	30 227,27	6 363,64		

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
APPLI PLASTIQUE INDUSTRIELLE TECNIQUES NOUVELLES A	29/02/2016	4 610,00	4 610,00		
APPLICATIONS USINAGE PLASTIQUES INDUSTRIE AUPI	19/10/2018	95 000,00	38 000,00		
ARC HOLDINGS	28/03/2019	12 000 000,00	0,00		
ARJADE ART JARDIN DECORATION		40 568,18	7 727,28		
ASCOVAL SAINT SAULVE	02/07/2019	-1 834 317,81	603 215,47		
ASS SOMME MULTI ACTIVITES	25/09/2015	5 036,85	5 036,85		
ATELIER CONCEPT ENSEIGNES ACE		21 250,00	0,00		
ATELIERS MECANIQUES SERVICES	30/06/2017	12 500,00	10 000,00		
ATOUCOM	10/04/2020	25 909,08	5 454,56		
ATOUTS PAINS	08/11/2016	3 856,50	3 856,50		
AU BISTRONOME		32 727,28	7 272,72		
AU BON GOUT		12 954,54	2 727,28		
AU BON PAIN		10 022,73	1 909,08		
AUBERGE DE L ETOILE		36 363,64	7 272,72		
AUBERGE PICARDE	25/05/2007	110 000,00	0,00		
AUTO ECOLE DU COQUELICOT		31 818,18	6 363,64		
AUTO NEWS		50 000,00	9 090,92		
AUTO PIECES SYNTHOISE	10/04/2020	45 454,54	9 090,92		
AUX DELICES DE DAMIEN	08/07/2016	761,50	761,50		
AWELTY	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
AXOMOVE	10/04/2020	17 272,73	3 636,36		
[redacted]		[redacted]	[redacted]		
BAUDOUX CONSTRUCTIONS	30/06/2017	50 000,00	40 000,00		
BAYART INNOVATIONS PLEIN NORD PLEIN NORD		50 000,00	9 090,92		
BELIVE	27/06/2019	937 500,00	250 000,00		
BEST ENVIRONNEMENT SECURITE ET TECHNOLOGIE	10/04/2020	285 000,00	60 000,00		
BIGNON DERVAUX 1878	02/07/2019	100 000,00	22 222,24		
BISCUITERIE TOURNIAYRE	25/11/2011	230 000,00	40 000,00		
BLF AMBULANCE		40 909,08	9 090,92		
BLG	23/09/2016	40 000,00	20 000,00		
BLUE WHALE COMPANY	27/03/2018	40 625,00	16 250,00		
BO'CO FABRIK		200 000,00	20 000,00		
BOCRENO	10/04/2020	9 818,20	2 181,80		
BODSON	08/07/2016	500,00	500,00		
BOOPS RELOOK	24/04/2015	2 437,50	2 437,50		
BOTS		47 727,27	9 090,92		
BOUCHE ARNAUD AU PAVE GOURMAND		20 284,09	3 863,64		
BOUCHERIE AMOURETTE	21/05/2019	21 160,12	6 045,76		
BOUCHERIE HOURIEZ	08/11/2016	4 973,50	4 973,50		
BOULANGERIE DE LA TOUR BALHAN	08/11/2016	1 905,50	1 905,50		
BPI FRANCE FINANCEMENT	10/07/2015	4 745 714,91	0,00		
BRASSERIE GOBRECHT	30/01/2020	91 666,66	16 666,68		
BRIQUETERIE DE SOMMEREUX		60 000,00	0,00		
BUSSY STEPHANE		18 181,82	3 636,36		
BX LOCATION	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
C ET G DASSONNEVILLE	10/04/2020	270 000,00	60 000,00		
CALDO SASU	10/04/2020	6 363,64	1 272,72		
CAPA DRAMA		115 829,55	0,00		
CARRIERES DE NOYANT	31/01/2019	124 135,00	45 140,00		

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
CARROPALE	10/04/2020	73 125,00	11 250,00		
CARROSSERIE LEBRIEZ		24 730,00	6 182,52		
CAUX DESFACHELLES		45 454,54	9 090,92		
CC OUEST D AMIENS (val de l'ailet) (ancien n° de tiers SEDIT 7200)		20 617,97	0,00		
CCI AISNE		50 840,99	0,00		
CCI AMIENS PICARDIE		111 385,00	0,00		
CCLM	23/09/2016	58 928,62	21 428,56		
CELLIAA	10/07/2015	3 173,00	3 173,00		
CFC IMPERIUM		27 272,72	5 454,56		
CHAUDRONNERIE ROBBE	18/10/2018	148 855,48	49 618,52		
CHEZ LAFLEUR BELLA MIA		40 568,18	7 727,28		
CITELIV	10/04/2020	95 000,00	20 000,00		
CJD EXPERTISES		29 829,55	5 681,80		
CLAREBOUDT	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
CONCEPTALU	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
CONDI FILM INTERNATIONAL PACKAGINI	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
CONSTRU		150 000,00	22 500,00		
CONSUTECH	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
COOPERATIVE BARAKA	16/05/2013	0,04	0,00		
CRAZY	10/04/2020	16 363,64	3 636,36		
CREATION BOIS CONSTRUCTION		190 000,00	40 000,00		
CRM 80		609 796,70	0,00		
CUISINE EN POT'J	21/05/2019	17 519,93	5 390,76		
CUVILLIEZ NICOLAS		52 242,59	0,00		
D.S.F. ARMURERIE		14 318,18	2 727,28		
[redacted]		[redacted]	[redacted]		
DECELECT SAS	08/11/2016	15 000,00	15 000,00		
DECLERCQ ET DEBRUYNE PARC DE LA PLAINE PORTE B		200 000,00	30 000,00		
DECO SALON	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
DEL EVENEMENT		50 000,00	9 090,92		
DELICE FRITES		20 454,56	4 545,44		
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]		
DINKA'A PIZZA HUT		32 454,55	6 181,80		
DISTILLERIE D HAUTEFEUILLE	08/07/2016	1 275,00	1 275,00		
DMB DUPUIS	10/04/2020	8 181,80	1 818,20		
DUPUIS GREGORY	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
DURISOTTI SAS		-0,03	0,00		
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]		
EBL	10/04/2020	23 863,64	4 545,44		
EFFERVESCENCE	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
EGERO CONSTRUCTION	27/09/2018	14 062,50	5 625,00		
EMARIX	10/04/2020	20 454,56	4 545,44		
ENSOVO	21/05/2019	75 000,00	25 000,00		
ENTREPRISE H CHEVALIER NORD		53 540,62	14 277,52		
EQUI CONCEPT	10/04/2020	40 909,10	8 181,80		
ESCAPERS FRANCE		8 636,35	1 818,20		
ETABLISSEMENT BROUILLIER		80 000,00	12 000,00		
ETABLISSEMENTS G ET R GROEBLI	13/11/2015	96 069,75	54 000,00		

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
ETABLISSEMENTS LESIRE ET ROGER SA	10/04/2020	135 625,00	38 750,00		
ETS GERARD DURINCK	10/04/2020	34 545,46	7 272,72		
ETS M DANNET	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
EUROMED EXPRESS		40 568,18	7 727,28		
EVERYSENS	10/04/2020	90 000,00	20 000,00		
EXA CODE	15/10/2019	26 250,00	7 500,00		
FILAMENT34		50 000,00	6 818,19		
FINANOR PHONE	10/04/2020	20 454,56	4 545,44		
FIVE STAR JAMS	03/07/2018	190 000,00	47 500,00		
FJ MARS	27/05/2020	154 000,00	7 700,00		
FL CREATION	14/03/2014	6 000,00	6 000,00		
FLASCHE LILLE		125 000,00	6 250,00		
FLO EUROPE SAS		190 000,00	40 000,00		
FLOWERS FOR ZOE		100 000,00	15 000,00		
FONDERIES DOURLET FUSIOCAST	25/09/2015	7 350,00	4 900,00		
FOODIE		50 000,00	5 000,00		
FORME EQUILIBRE	10/04/2020	30 000,00	5 454,56		
FRANCE CAKE TRADITION	03/07/2018	325 000,00	100 000,00		
FRANCE NUANCIERS	29/05/2018	9 375,00	7 500,00		
FRIT BEAF	10/04/2020	44 090,90	9 090,92		
[redacted]		[redacted]	[redacted]		
GARAGE DE L ALLUMETTE	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
GARDIENNAGE BIONAZ	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
GECCO	26/09/2019	150 000,00	37 502,00		
GENERATION SNACKING	25/09/2015	15 000,00	15 000,00		
GICA BIO MASSE	24/02/2012	12 000,00	12 000,00		
GIR GRAVURES IDENTIFICATIONS REP GRAVURES IDENTIFICATIONS		34 545,46	7 272,72		
GMC	10/04/2020	50 000,00	9 090,92		
[redacted]		[redacted]	[redacted]		
GP RESTAURATION	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
GREEN POWER ENVIRONMENT	10/04/2020	8 181,80	1 818,20		
GROUPE BODY FIT CLUB		16 227,27	3 090,92		
GRPT INTER MECANIQUE AGRICOLE	08/11/2016	173 400,00	8 670,00		
GSS		25 909,08	5 454,56		
H FI DELAHAYE		40 000,00	5 454,54		
H2ML		24 340,91	4 636,36		
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]		
HDF EMBALLAGES	17/10/2019	65 416,66	6 541,66		
HERMES BOISSONS	15/10/2019	468 750,00	125 000,00		
HOPE IMMO		40 568,18	7 727,28		
HOTELSO	20/04/2020	200 000,00	20 000,00		
HOTTIN AUTOMOBILE	10/04/2020	30 227,27	6 363,64		
HS MARMARIS EURL	10/04/2020	16 363,64	3 636,36		
HUON	30/04/2020	468 750,00	125 000,00		
HYDRO TECHMA	21/05/2019	120 679,00	0,00		
ILD ZAC ARTOIS POLE 2		250 000,00	37 500,00		
INDUXIAL INDUXIAL		300 000,00	15 000,00		
INODESIGN	30/01/2020	169 648,50	48 471,00		

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
INSTITUT BEJAN ESTHETIQUE	10/04/2020	12 272,72	2 727,28		
INSTITUT MUTUALISE POUR LES PROTEINES VEGETALES	27/09/2013	600 000,00	250 000,00		
INTER DELICE	10/04/2020	8 636,35	1 818,20		
INTER SERVICE CONFORT	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
JAL	10/04/2020	17 272,73	3 636,36		
JB DEVELOPPEMENT		150 000,00	18 750,00		
KANOPY		30 000,00	7 500,00		
KETTY PRO	10/04/2020	6 545,44	1 454,56		
KING SUSHI	10/04/2020	25 909,08	5 454,56		
L AUBERGE PICARDE	10/04/2020	24 545,44	5 454,56		
LA BELLE AU BOIS	10/04/2020	33 409,09	6 363,64		
LA BOHEMIA	01/07/2020	25 909,08	5 454,56		
LA COUR D HORTENSE	10/04/2020	24 545,44	5 454,56		
LA FACTORIE	15/10/2019	87 500,00	25 000,00		
LA FERME DES 3 CHATAIGNIERS	13/11/2015	67 500,00	30 000,00		
LA FERME DU CORNET		138 430,85	0,00		
LA GOURMANDIERE		32 454,55	6 181,80		
LA HALLE	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
LA MAREE	10/04/2020	20 454,56	4 545,44		
LA NOUVELLE AVENTURE	10/04/2020	95 000,00	20 000,00		
LA PORTE DES POSTES	15/10/2019	21 387,62	6 110,76		
LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES		169 126,00	0,00		
LAILAND	13/11/2015	30 000,00	30 000,00		
LAIT VIANDE GIE		1 777 389,47	0,00		
LANGNER IMMOBILIER CENTURY 21		12 170,45	2 318,20		
Le Clos Delice		43 181,81	9 090,92		
LE COMMERCE		40 909,08	9 090,92		
LE FOURNIL PESTA	08/11/2016	2 677,50	2 677,50		
LE GRAND DUC	10/04/2020	24 545,44	5 454,56		
LE LOGIS DE LA LYS	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
LE QUENNEZIL	10/04/2020	21 590,92	4 545,44		
LE RELAIS NORD EST ILE DE FRANCE		150 000,00	0,00		
LE SUPREME LE SUPREME		22 727,28	4 545,44		
LE THUREL	10/04/2020	16 363,64	3 636,36		
LEA	10/04/2020	22 727,28	4 545,44		
LEGAMEDIA		13 636,36	2 727,28		
LEGEND BEAUVAIS	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
LELEU ET CIE		300 000,00	30 000,00		
LEMAITRE DEMEESTERE	31/01/2019	100 000,00	0,00		
LEPAGE JEAN LAURENT	10/04/2020	24 545,44	5 454,56		
LES CANARDS DU VAL DE LUCE	08/07/2016	30 000,00	30 000,00		
LES HAUTS DE SAINT OMER		100 000,00	15 000,00		
LES SOURIRES DE PARIS	10/04/2020	50 000,00	2 272,73		
LIFE & RUN	10/04/2020	42 136,35	8 545,48		
LITTORAL BIO	21/05/2019	4 574,24	1 524,76		
LM BATIMENT	12/04/2020	47 727,27	9 090,92		
LOCAL OCEAN FRANCE		1 000 000,00	0,00		
LONCKE		30 000,00	4 090,92		
LOOLA	10/04/2020	34 545,46	7 272,72		

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
LOPS CONNEXION	10/04/2020	16 363,64	3 636,36		
LSA MENUISERIE	10/04/2020	36 818,20	8 181,80		
LUSSIOL		200 000,00	30 000,00		
LVNEGOCES		47 727,27	9 090,92		
LYS AUTOMOBILES		40 909,08	9 090,92		
M2EI		47 727,27	9 090,92		
MAHYFEE		15 000,00	2 045,46		
MAITRES ROBINETIERS DE FRANCE	01/02/2013	4 143,75	11 425,00		
MAITRES ROBINETIERS DE FRANCE	01/02/2013	12 993,75	0,00		
MANILENE SARL	10/04/2020	13 909,08	3 090,92		
MANUF VELOURS COTON COSSERAT (MVCC)	27/02/2004	188 888,89	0,00		
MANUFACTURE DES TENTES CABANON	10/04/2020	213 750,00	45 000,00		
MARECHALLE PESAGE	20/07/2020	100 000,00	5 000,00		
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]		
MARIENGO		40 909,08	9 090,92		
MARTIN BOULANGER		40 909,08	9 090,92		
MARTIN PERE ET FILS	10/04/2020	90 000,00	20 000,00		
MARTINEZ VOYAGES	10/04/2020	45 454,54	9 090,92		
MAUBEUGE MATERIEL MEDICAL		18 181,82	3 636,36		
MCR		45 454,54	9 090,92		
MECASPORT PREMIUM		50 000,00	9 090,92		
MED & DOM		20 284,09	3 863,64		
MEMPHIS ARRAS	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
MENUISERIE ISOLATION BATIMENT		36 818,20	8 181,80		
MENUISERIES PESIN		40 568,18	7 727,28		
MESNIL BALAYAGE	21/05/2019	22 500,00	7 500,00		
MICONCEPT	23/11/2017	10 150,31	0,00		
MINEALITHE	04/02/2011	30 000,00	12 000,00		
MMS		33 409,09	6 363,64		
MOCLYN PROVOOST DRESSTYL'		25 454,54	5 090,92		
MORLAIX DAMIEN	08/11/2016	6 714,75	6 714,75		
MOULIN DE LA TOUR DENNLYS PARC		150 000,00	22 500,00		
MY B COM		47 727,27	9 090,92		
NATINORD PE la Tuilerie N 4		43 181,81	9 090,92		
NATUROPERA		500 000,00	31 250,00		
NCA GEOLOC	31/01/2019	198 000,00	66 000,00		
NEVE Sylvie		70 877,82	7 594,05		
NGB		40 568,18	7 727,28		
NICE SHOOT PAINTBALL	10/04/2020	15 545,46	3 272,72		
NORD LASER TUBE	30/04/2020	405 887,81	108 236,76		
NORTHSHORE CAMPERS		40 000,00	5 454,54		
NOVATEX MEDICAL	18/10/2018	83 750,00	33 500,00		
NOYON MENAGER	12/04/2020	14 727,28	3 272,72		
O MACARONS TOQUES		50 000,00	9 090,92		
OBJECTIF OMBRES ET LUMIERES	10/04/2020	14 318,18	2 727,28		
OCEAN 3	10/04/2020	54 000,00	12 000,00		
OPALENERGIE	21/05/2019	147 000,00	42 000,00		
OSEO INNOVATION		2 266 930,57	0,00		
OTIMO	28/06/2018	199 999,99	199 999,99		

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
OZ ALU	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
OZ'IRYS		110 000,00	16 500,00		
PAN EUROPEENNE		200 000,00	0,00		
PAPLAB	10/04/2020	23 863,63	6 363,64		
PAQUERETTE	10/04/2020	30 000,00	5 454,56		
PAR IMMUNE		40 568,18	7 727,28		
PARFUMS PURS SENS		68 000,00	10 200,00		
PATSY		32 727,28	7 272,72		
PCB	28/03/2019	178 125,00	47 500,00		
PHENIX RESTAURATION LE COMPOSTELLE		40 568,18	7 727,28		
PICARDIE METAL CONCEPT		47 727,27	9 090,92		
PICARDIE SOUDURE INDUSTRIE PICARDIE SOUDURE INDUSTRIE		50 000,00	9 090,92		
PIECES AUTO DENAIN		27 272,72	5 454,56		
PIL INDUSTRIE	18/10/2018	147 500,00	59 000,00		
PLAINE DE JEUX SAINT QUENTIN	18/10/2018	26 250,00	7 500,00		
PLANETE ALFA	03/07/2018	15 000,00	6 000,00		
POP BURGER FRANCE		45 454,54	9 090,92		
PRETS AUX PERSONNELS		41 098,20	21 499,40		
PRM ET ASSOCIES	05/02/2019	190 000,00	20 000,00		
PRO CYCLE	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
PRO FESTIVALS	10/04/2020	8 181,80	1 818,20		
PROFERM MULTITECHNIQUES	15/10/2019	199 937,50	57 125,00		
PROSKILLS RH		25 909,08	5 454,56		
PSP	19/10/2017	3 436,18	3 436,18		
QUADRA DIFFUSION	10/04/2020	72 000,00	16 000,00		
RABOUILLE CAZIN CELINE	20/04/2020	87 036,28	3 626,51		
RAOUL DESCHILDRE SA		150 000,00	15 000,00		
RD2 INNOVATE		20 284,09	3 863,64		
REACTIF GROUPEMENT D'EMPLOYEURS	26/09/2019	37 115,24	12 371,76		
REGIE COMMUNALE D ELECTRICITE	27/11/2009	800 000,00	0,00		
REI REALISAT ELECTRONIQUES I REI REALISATIONS ELECTRONIQU		47 727,27	9 090,92		
RENOV ECO 80	10/04/2020	16 363,64	3 636,36		
S A MARCHIO MR LEFEVRE JEAN PAUL	27/09/2018	227 234,55	82 630,76		
S.A.R	10/04/2020	32 727,28	7 272,72		
S2C2 PIECES AUTO ROYE		28 636,36	5 454,56		
SALON BY JEAN MARIE CONTRERAS	26/11/2019	26 250,00	7 500,00		
SAMBRONIC	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
SAMERIENNE MENUISERIE		40 909,08	9 090,92		
SANGO	10/04/2020	17 181,80	3 818,20		
SARL 2C2B	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
SARL AFEG	10/04/2020	17 272,73	3 636,36		
SARL ANCIENS ETS DUBART	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
SARL AQUALIO		17 272,73	3 636,36		
SARL CREPIN		22 727,28	4 545,44		
SARL DELECROIX CONSTRUCTIONS	24/09/2019	193 550,00	55 300,00		
SARL DM	10/04/2020	33 657,27	6 410,92		
SARL E 2 M K	10/04/2020	142 500,00	30 000,00		
SARL GANESHA	10/04/2020	11 227,27	2 363,64		
SARL JMD FORMATION		25 909,08	5 454,56		

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
SARL L AUNETTE COTTAGE	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
SARL LE RISQUETOUT	10/04/2020	22 727,28	4 545,44		
SARL LEROUX	29/02/2016	28 571,40	14 285,72		
SARL PROMERAC	22/04/2020	146 990,38	41 997,24		
SARL SANGLIER MATHIEU		45 454,54	9 090,92		
SARL THIERRY POISSANT	10/04/2020	32 727,28	7 272,72		
SARL VVL PHILIPPE MICHEL		27 200,00	4 945,44		
SAS FLAMANT ROGE	08/07/2016	2 400,00	2 400,00		
SAS GONZALEZ	10/04/2020	16 363,64	3 636,36		
SAS LES MAS DE SOISSONS	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
SAS MCH	10/04/2020	47 727,27	9 090,92		
SAS MEP GEORGE CAFE	10/04/2020	24 545,44	5 454,56		
SAS MEUBLES DEBONTE	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
SAS MGCA MECANIQUE GENERALE CHAUDRONN MECANIQUE GENERALE CHAUDRONN		40 568,18	7 727,28		
SAS MICRO CRECHE PETIT PATAPON		24 545,44	5 454,56		
SAS NOUVELLE DES ETS MARIUS		40 000,00	7 272,72		
SAS ROGER COUVERTURE		50 000,00	6 818,19		
SAS SACI		300 000,00	30 000,00		
SAS UNE EPOQUE FORMIDABLE	10/04/2020	24 545,44	5 454,56		
SAVOIE D ASCQ	23/11/2017	24 545,44	5 454,56		
SCARPA UNO	10/04/2020	36 818,20	8 181,80		
SCEA D ALLEMANT		41 660,34	0,00		
SCEA DU MARCLAU		96 912,91	0,00		
SCML SERVICE		25 000,00	4 545,44		
SCOP SARL ESPACE BIO		50 000,00	32 114,72		
SCS AUTO	10/04/2020	16 363,64	3 636,36		
SDNET SOLUTIONS		8 181,80	1 818,20		
SEBHOTEL SEBHOTEL		40 568,18	7 727,28		
SECOM SARL	12/04/2020	43 181,81	9 090,92		
SENLIS HABILLEMENT	10/04/2020	18 181,82	3 636,36		
SEPTENTRION TOURS SAS	10/04/2020	12 272,72	2 727,28		
SIMENOR	24/09/2019	87 679,38	25 051,24		
SIMONE DOMINIQUE	10/04/2020	4 090,92	909,08		
SINAPTEC		54 000,00	10 125,00		
SIRAQUSE PRO SERVICES	10/04/2020	32 727,28	7 272,72		
SMGH PROD		5 679,55	1 081,80		
SNC PADDY		8 181,80	1 818,20		
SO VELO	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
SOCIETE AXONAISE DE PRESSE	10/04/2020	45 579,54	8 681,84		
SOCIETE HOTELIERE AVE	10/04/2020	142 500,00	30 000,00		
SOCIETE LADY MAY		24 545,44	5 454,56		
SOCIETE RESTAURATION LOISIRS LE CHALET DE PREMESQUES		20 284,09	3 863,64		
SOCIETE TRAVAUX COURTOIS	10/04/2020	66 500,00	14 000,00		
SOFARIS CREDIT EQUIPEMENT DES PME (CEPME)		165 097,44	0,00		
SOLUMED	10/04/2020	16 363,64	3 636,36		
SPL	02/07/2019	118 125,00	33 750,00		
SPORT FRANCE	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
STE DES ETS RICHARD BOUTHEMY DERBY	10/04/2020	11 045,44	2 454,56		

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
STE INDUSTRIELLE DES FONTES	02/07/2019	255 085,18	78 487,76		
STEF COIFFURE	10/04/2020	31 363,64	3 272,72		
SUMEXINE		30 000,00	5 454,56		
SUPERQUINQUIN		81 250,00	25 000,00		
TABLE COCAGNE METROPOLE LILLOISE	12/04/2020	25 909,08	5 454,56		
TAILLY MENUISERIE		67 718,00	19 348,00		
TECHNI FRANCE	27/03/2018	86 500,00	43 250,00		
TECHNIC ULTRA PURE	04/02/2020	437 500,00	125 000,00		
TEINTURERIE DELABY VASSELET	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
TERRITOIRES SOIXANTE-DEUX		2 000 000,00	0,00		
TOITURES SOISSONNAISES	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
TOUT EN IMAGE		8 181,80	1 818,20		
TRAITEUR DELECROIX		18 750,00	7 500,00		
TRANSPORT CHRISTIAN MACKOWIAK	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
TYMATE	22/04/2020	39 721,87	10 592,52		
U.C.FORMATIONS		15 000,00	2 727,28		
UBIKEY		40 568,18	7 727,28		
USEKEY	10/04/2020	8 636,35	1 818,20		
USINAGE MECANIQUE DE L AISNE	10/04/2020	43 181,81	9 090,92		
V12 AUTO		19 090,91	3 636,36		
VANNERIE CANDAS FRERES	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]		
VD LOGISTICS	10/04/2020	40 909,08	9 090,92		
VD LOISIRS		50 000,00	9 090,92		
VERGERS DE SERU	29/03/2017	45 000,00	20 000,00		
VILOGIA		103 787,64	0,00		
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE BETHUNE		-17 626,70	0,00		
WAALE		12 170,45	2 318,20		
WALF ET ASSOCIES	18/05/2017	36 363,64	7 272,72		
[redacted]		[redacted]	[redacted]		
XRAYMOBIL		45 454,54	9 090,92		

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – EMPRUNTS GARANTIS

IV

B7.1

B7.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**41 280 000,00**	**12 668 675,02**											**244 522,36**	**728 899,67**
Chambre de Métiers et d'Artisanat (CMAR Lille)	2015	P		Crédit Agricole	7 000 000,00	5 039 227,42	13,46	T	F	TF à 2.11%	2,130	F	TF à 2.11%	2,130	A-1	EUR	103 758,11	326 179,45
Chambre de Métiers et d'Artisanat (CMAR Lille)	2016	P		Caisse d'épargne	7 000 000,00	5 358 614,28	14,42	T	F	TF à 2.11%	2,130	F	TF à 2.11%	2,130	A-1	EUR	110 550,70	319 386,86
GIP Midi Picardie Informatique Hospitalière (MIPIH)	2019	C	GIP Midi Picardie Informatique Hospitalière (MIPIH)	CDC	2 500 000,00	2 270 833,32	27,00	T	V	Livret A+0.75	1,510	V	Livret A+0.75	1,510	A-1	EUR	30 213,55	83 333,36
Société du Canal Seine Nord Europe				Crédit Agricole	24 780 000,00	0,00	0,00				0,000			0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**65 832 309,68**	**33 647 098,35**											**639 218,22**	**3 617 930,94**
Association L'Immobilière d'Amiens				Crédit du Nord	746 300,00	0,00	0,00		F	TF à 0.86%	0,860	F	TF à 0.86%	0,860	A-1	EUR	6 418,17	0,00
Centre Hélène Borel	2020	P	Centre Hélène Borel	Société Générale	1 923 599,95	1 712 179,14	9,56	T	F	TF à 0.68%	0,680	F	TF à 0.68%	0,680	A-1	EUR	11 208,82	170 434,22
Centre Hélène Borel	2020	P	Centre Hélène Borel	Société Générale	802 943,14	756 966,09	18,56	T	F	TF à 0.92%	0,920	F	TF à 0.92%	0,920	A-1	EUR	6 836,12	37 163,80
Centre Hélène Borel	2020	P	Centre Hélène Borel	Société Générale	2 890 625,13	2 725 105,98	18,56	T	F	TF à 0.92%	0,920	F	TF à 0.92%	0,920	A-1	EUR	24 610,28	133 791,08
Fondation Institut Pasteur Lille	2018	C		CIC	3 500 000,00	3 079 492,66	16,87	T	F	TF à 2.5%	2,520	F	TF à 2.5%	2,520	A-1	EUR	75 613,54	147 302,33
Fondation Institut Pasteur Lille	2019	C		La Mondiale	2 500 000,00	2 250 000,00	17,75	A	F	TF à 3.25%	3,290	F	TF à 3.25%	3,290	A-1	EUR	73 125,00	125 000,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Fondation Institut Pasteur Lille	2020	C		BDCE	2 950 000,00	2 950 000,00	18,96	A	F	TF à 0%	0,000	F	TF à 0%	0,000	A-1	EUR	0,00	155 263,16
Fondation Institut Pasteur Lille				BDCE	7 650 000,00	0,00	0,00		F	TF à 0%	0,000	F	TF à 0%	0,000	A-1	EUR	0,00	382 500,00
Ins. Jean-Paul II (Compiègne)	2017	P	SCI Jean-Paul II	Société Générale	2 170 000,00	1 939 701,85	16,42	M	F	TF à 1.97%	1,990	F	TF à 1.97%	1,990	A-1	EUR	37 274,98	104 163,22
Ins. Jean-Paul II (Compiègne)	2017	P	SCI Jean-Paul II	Crédit du Nord	2 165 000,00	1 865 206,58	16,42	M	F	TF à 1.97%	1,990	F	TF à 1.97%	1,990	A-1	EUR	35 809,54	103 930,26
Ins. Jean-Paul II (Compiègne)	2017	P	SCI Jean-Paul II	CIC	2 165 000,00	1 865 206,58	16,42	M	F	TF à 1.97%	1,990	F	TF à 1.97%	1,990	A-1	EUR	35 809,54	103 930,26
Ins. St Eloi (Bapaume)	2018	P	Institut privé agricole Saint-Eloi de Bapaume	Crédit Agricole	2 800 000,00	2 106 644,15	10,22	M	F	TF à 1.5%	1,510	F	TF à 1.5%	1,510	A-1	EUR	30 286,17	191 572,80
Ins. St Louis (Armentières)	2003	P	Association Institut Professionnel St Louis	Caisse d'épargne	640 285,60	96 343,66	1,26	A	F	TF à 5.12%	5,120	F	TF à 5.12%	5,120	A-1	EUR	4 932,79	46 969,44
Ins. St Louis (Armentières)	2014	P	Association Institut Professionnel St Louis	Caisse d'épargne	1 600 000,00	968 017,90	7,59	M	F	TF à 2.85%	2,890	F	TF à 2.85%	2,890	A-1	EUR	26 099,12	114 609,61
Ins. d'Anchin (Pecquencourt)	2017	P	Association de l'Institut d'Anchin	Crédit Agricole	2 160 000,00	1 653 959,10	11,14	M	F	TF à 1.75%	1,760	F	TF à 1.75%	1,760	A-1	EUR	27 857,12	135 973,21
Institut Catholique d'Arts et Métiers (ICAM Lille)				BDCE	5 700 000,00	0,00	0,00		F	TF à 0%	0,000	F	TF à 0%	0,000	A-1	EUR	0,00	285 000,00
Lyc. Charles Brasseur (Bourbourg)	2012	P	Association familiale de la gestion	Crédit Mutuel	1 280 000,00	506 502,05	5,43	M	V	Livret A+0.71	3,000	V	Livret A+0.71	1,220	A-1	EUR	6 686,72	89 603,20
Lyc. EPID (Dunkerque)	2005	P	Association ADEP/EPID	Société Générale	254 433,08	103 997,90	3,68	M	F	TF à 2,3%	2,320	F	TF à 2,3%	2,320	A-1	EUR	2 108,01	27 047,77
Lyc. Hélène Boucher (Somain)	2015	P	OGEC Eveil somainois	Crédit du Nord	400 000,00	157 683,53	3,67	M	F	TF à 1.63%	1,640	F	TF à 1.63%	1,640	A-1	EUR	2 263,99	41 111,59
Lyc. Jeanne d'Arc (Aulnoye Aymeries)	2010	C	OGEC Jeanne d'Arc	CIC	360 000,00	100 000,00	4,11	M	F	TF à 3.74%	3,800	F	TF à 3.74%	3,800	A-1	EUR	3 328,60	24 000,00
Lyc. La Malassise (Longuenesse)	2017	P	Association d'éducation St Joseph La Malassise	Crédit du Nord	810 000,00	614 430,64	13,25	M	F	TF à 1.31%	1,320	F	TF à 1.31%	1,320	A-1	EUR	7 792,75	42 745,27
Lyc. La Providence (Amiens)				Crédit du Nord	1 595 000,00	0,00	0,00		F	TF à 1.25%	1,250	F	TF à 1.25%	1,250	A-1	EUR	19 937,52	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Lyc. Nazareth Haffreingue (Boulogne sur mer)	2011	P	OGEC Nazareth Haffreingue	Société Générale	454 031,00	158 569,01	4,47	M	F	TF à 3.35%	3,400	F	TF à 3.35%	3,400	A-1	EUR	2 860,72	34 015,73
Lyc. Notre Dame de Sion (Saint Omer)	2006	P	Association de Folard (ESCAP)	Caisse d'épargne	1 360 000,00	443 539,69	5,07	M	F	TF à 3.62%	3,680	F	TF à 3.62%	3,680	A-1	EUR	14 722,02	80 936,81
Lyc. Notre Dame de la Providence (Orchies)	2017	P	OGEC Notre dame de la Providence	Crédit du Nord	210 800,00	101 228,05	3,74	M	F	TF à 1.15%	1,160	F	TF à 1.15%	1,160	A-1	EUR	1 024,36	26 568,92
Lyc. Notre Dame des Anges (St Amand les eaux)	2010	P	Association OGEC Notre Dame des Anges	Crédit Agricole	1 540 000,00	185 079,10	0,99	M	F	TF à 3.44%	3,490	F	TF à 3.44%	3,490	A-1	EUR	3 466,73	185 079,10
Lyc. Ozanam (Lille)	2013	P	Association des pères de famille de l'école Ozanam EPIL	Société Générale	928 000,00	441 495,19	6,52	M	F	TF à 2.9%	2,940	F	TF à 2.9%	2,120	A-1	EUR	8 665,43	63 198,16
Lyc. Ozanam (Lille)	2017	P	Association des pères de famille de l'école Ozanam EPIL	Société Générale	220 800,00	62 399,69	1,66	M	F	TF à 0.8%	0,800	F	TF à 0.8%	0,800	A-1	EUR	362,41	37 340,08
Lyc. Ozanam (Lille)	2016	P	Association des pères de famille de l'école Ozanam EPIL	Société Générale	294 912,00	195 611,54	8,91	M	F	TF à 1.65%	1,660	F	TF à 1.65%	1,660	A-1	EUR	3 072,67	20 533,44
Lyc. Ozanam (Lille)	2017	P	Association des pères de famille de l'école Ozanam EPIL	Société Générale	284 288,00	203 197,63	9,66	M	F	TF à 1.65%	1,660	F	TF à 1.65%	1,660	A-1	EUR	3 205,30	19 550,37
Lyc. St François d'Assise (Roubaix)	2009	P	Association LPP Saint François d'Assise	Caisse d'épargne	477 982,51	139 349,91	3,18	M	F	TF à 5.45%	5,590	F	TF à 5.45%	5,590	A-1	EUR	6 598,19	40 284,83
Lyc. St Jean (Douai)			OGEC Institution Saint Jean	Société Générale	1 245 000,00	0,00	0,00		F	TF à 1.37%	1,370	F	TF à 1.37%	1,370	A-1	EUR	17 056,50	0,00
Lyc. St Jean (Douai)			OGEC Institution Saint Jean	Société Générale	750 000,00	0,00	0,00		F	TF à 1.67%	1,670	F	TF à 1.67%	1,670	A-1	EUR	12 525,00	0,00
Lyc. St Joseph (Hazebrouck)	2011	P	OGEC St Eloi LTP St Joseph	Crédit Mutuel	584 000,00	83 358,83	1,34	M	F	TF à 3.75%	3,820	F	TF à 3.75%	3,820	A-1	EUR	2 129,32	58 380,54
Lyc. St Joseph (Hazebrouck)	2018	P	OGEC St Eloi LTP St Joseph	Crédit Mutuel	250 000,00	180 179,60	7,04	M	F	TF à 1.21%	1,220	F	TF à 1.21%	1,220	A-1	EUR	2 044,57	24 511,06
Lyc. St roch (Estaires)	2014	P	Association lycée St Roch Estaires	Crédit Mutuel	320 000,00	107 314,81	3,01	M	F	TF à 2.5%	2,530	F	TF à 2.5%	2,530	A-1	EUR	2 296,15	33 903,46
Lyc. Ste Famille (Amiens)	2019	P	OGEC Ste famille	Crédit Coopératif	1 417 500,00	1 283 045,84	17,75	M	F	TF à 1.86%	1,880	F	TF à 1.86%	1,880	A-1	EUR	23 340,85	61 586,12

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Lyc. Ste Famille (Amiens)	2018	P	OGEC Ste famille	Crédit du Nord	1 417 500,00	1 192 533,39	16,26	M	F	TF à 1.71%	1,720	F	TF à 1.71%	1,720	A-1	EUR	19 893,52	63 840,60
Lyc. Ste Marie (Bailleul)	2007	P	Association Jeunesse et Avenir	Crédit Agricole	38 400,00	2 037,39	0,54	M	F	TF à 4.59%	4,690	F	TF à 4.59%	4,690	A-1	EUR	31,30	2 037,39
Lyc. Ste Marie (Fruges)	2021	P	OGEC du Centre Scolaire Privé de Fruges	Crédit Mutuel	888 865,06	868 156,68	17,96	M	F	TF à 1.61%	1,610	F	TF à 1.61%	1,610	A-1	EUR	13 668,90	41 919,94
Lyc. Ste Odile (Lambersart)	2015	P	Association de gestion du centre scolaire ste union (CSSU)	Banque Populaire	221 876,02	114 000,71	5,58	M	F	TF à 2.2%	2,220	F	TF à 2.2%	2,220	A-1	EUR	2 312,93	19 403,25
Lyc. Ste Odile (Lambersart)	2016	P	Association de gestion du centre scolaire ste union (CSSU)	Crédit Coopératif	212 804,29	134 637,38	7,42	M	F	TF à 2.69%	2,720	F	TF à 2.69%	2,720	A-1	EUR	3 420,25	16 423,20
Lyc. Ste Odile (Lambersart)	2017	P	Association de gestion de l'institution sainte odile	Crédit Coopératif	500 000,00	198 809,43	2,57	T	F	TF à 0.57%	0,570	F	TF à 0.57%	0,570	A-1	EUR	979,63	71 934,29
Lyc. de Coulogne (Coulogne)	2015	P	Syndicat agricole hauts champs	Caisse d'épargne	1 400 000,00	636 308,32	5,01	M	F	TF à 2.1%	2,120	F	TF à 2.1%	2,120	A-1	EUR	12 213,05	119 871,91
Lyc. de Coulogne (Coulogne)	2016	P	Syndicat agricole hauts champs	Crédit Mutuel	1 000 000,00	538 350,91	6,04	M	F	TF à 2.1%	2,120	F	TF à 2.1%	2,120	A-1	EUR	10 501,42	83 844,98
Lyc.La Sagesse (Valenciennes)			OGEC La Sagesse	Société Générale	800 000,00	0,00	0,00		F	TF à 1.37%	1,370	F	TF à 1.37%	1,370	A-1	EUR	10 960,00	0,00
Lyc.La Sagesse (Valenciennes)			OGEC La Sagesse	Société Générale	950 000,00	0,00	0,00		F	TF à 0.99%	0,990	F	TF à 0.99%	0,990	A-1	EUR	9 405,00	0,00
MFR Le Clos Fleuri (Avesnes sur Helpe)	2020	P		Crédit Agricole	135 659,64	126 275,01	18,04	M	F	TF à 2.12%	2,140	F	TF à 2.12%	2,140	A-1	EUR	2 621,00	5 791,90
MFR de Rollancourt (Rollancourt)	2019	P		Crédit Coopératif	68 800,00	61 029,59	17,35	M	F	TF à 1.5%	1,510	F	TF à 1.5%	1,510	A-1	EUR	894,30	3 089,67
MFR de Rollancourt (Rollancourt)	2020	P		Crédit Agricole	311 000,00	287 836,46	13,74	M	F	TF à 1.6%	1,600	F	TF à 1.6%	1,600	A-1	EUR	4 467,45	18 867,11
MFR de la Capelle (La Capelle)	2020	P		Crédit Agricole	486 904,26	451 316,38	17,37	M	F	TF à 1.47%	1,480	F	TF à 1.47%	1,480	A-1	EUR	6 480,47	22 906,86
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**38 788 072,00**	**30 029 900,44**											**330 891,38**	**1 854 080,95**
Maisons et Cités SOGINORPA	2016	P		CDC	17 931 491,00	13 114 307,43	14,00	A	V	Livret A+0.6	1,100	V	Livret A+0.6	1,100	A-1	EUR	177 043,15	932 366,09

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Maisons et Cités SOGINORPA	2016	P		CDC	2 328 173,00	1 666 075,18	14,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	4 998,23	125 393,22
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	8 283,00	6 665,86	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	3,33	407,32
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	62 000,00	49 895,35	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	24,95	3 048,89
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	136 400,00	110 500,70	15,50	T	F	TF à 1.4%	1,410	F	TF à 1.4%	1,410	A-1	EUR	1 506,04	6 319,60
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	460 500,00	370 593,74	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	185,30	22 645,39
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	93 963,00	75 618,00	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	37,81	4 620,70
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	1 172 539,00	962 491,00	15,00	A	V	Livret A+0.6	1,350	V	Livret A+0.6	1,100	A-1	EUR	10 587,40	54 296,16
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	1 133 347,00	918 149,22	15,50	T	F	TF à 1.4%	1,410	F	TF à 1.4%	1,410	A-1	EUR	12 513,71	52 509,61
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	697 000,00	560 920,41	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	280,46	34 275,43
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	113 185,00	91 087,19	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	45,54	5 565,95
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	117 600,00	96 533,21	15,00	A	V	Livret A+0.6	1,350	V	Livret A+0.6	1,100	A-1	EUR	1 061,87	5 445,64
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	1 482 928,00	1 201 352,29	15,50	T	F	TF à 1.4%	1,410	F	TF à 1.4%	1,410	A-1	EUR	16 373,55	68 706,25
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	1 555 958,00	1 260 515,56	15,50	T	F	TF à 1.4%	1,410	F	TF à 1.4%	1,410	A-1	EUR	17 179,92	72 089,80
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	337 455,00	277 003,50	15,00	A	V	Livret A+0.6	1,350	V	Livret A+0.6	1,100	A-1	EUR	3 047,04	15 626,35
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	208 427,00	167 734,51	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	83,87	10 249,54
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	575 000,00	462 739,20	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	231,37	28 276,00
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	1 404 215,00	1 137 585,23	15,50	T	F	TF à 1.4%	1,410	F	TF à 1.4%	1,410	A-1	EUR	15 504,46	65 059,34
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	75 601,00	60 840,95	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	30,42	3 717,73
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	222 585,00	182 711,25	15,00	A	V	Livret A+0.6	1,350	V	Livret A+0.6	1,100	A-1	EUR	2 009,82	10 307,13
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	676 500,00	544 422,78	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	272,21	33 267,32
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	573 000,00	461 129,68	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	230,56	28 177,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	199 283,00	160 375,75	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	80,19	9 799,87
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	346 906,00	284 761,43	15,00	A	V	Livret A+0.6	1,350	V	Livret A+0.6	1,100	A-1	EUR	3 132,38	16 064,00
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	1 516 501,00	1 228 550,57	15,50	T	F	TF à 1.4%	1,410	F	TF à 1.4%	1,410	A-1	EUR	16 744,24	70 261,72
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	379 000,00	305 005,49	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	152,50	18 637,57
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	159 777,00	128 582,74	15,00	A	V	Livret A-0.45	0,300	V	Livret A-0.45	0,050	A-1	EUR	64,29	7 857,14
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	1 153 327,00	946 720,62	15,00	A	V	Livret A+0.6	1,350	V	Livret A+0.6	1,100	A-1	EUR	10 413,93	53 406,52
Maisons et Cités SOGINORPA	2017	P		CDC	885 188,00	717 110,09	15,50	T	F	TF à 1.4%	1,410	F	TF à 1.4%	1,410	A-1	EUR	9 773,70	41 012,06
Maisons et Cités SOGINORPA	2018	P		CDC	2 781 940,00	2 479 921,51	36,33	A	V	Livret A+0.6	1,350	V	Livret A+0.6	1,100	A-1	EUR	27 279,14	54 670,96
TOTAL GENERAL					**145 900 381,68**	**76 345 673,81**											**1 214 631,96**	**6 200 911,56**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B7.2

B7.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	5 230 571,19
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	234 425 085,10
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**239 655 656,29**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**2 765 034 744,30**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**8,67**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

IV

B8.4

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					**18 464 011,17**	**15 714 043,24**	**1 189 694,42**
8017 Subventions à verser en annuités					**18 364 011,17**	**15 614 043,24**	**1 189 694,42**
2016	Part. au remb. de l'emprunt E1 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	21	T	1 750 631,69	1 433 202,71	115 891,57
2016	Part. au remb. de l'emprunt E2 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	21	T	1 097 032,70	898 115,95	72 623,41
2016	Part. au remb. de l'emprunt E3 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	22	T	1 357 733,97	1 181 017,83	92 719,82
2016	Part. au remb. de l'emprunt E4 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	22	T	48 800,00	42 448,42	3 332,56
2016	Part. au remb. de l'emprunt E5 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	23	T	1 371 038,29	1 262 742,92	96 680,15
2016	Part. au remb. de l'emprunt E6 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	23	T	48 800,00	43 920,00	3 441,19
2016	Part. au remb. de l'emprunt E9 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	20	S	1 764 316,20	1 323 237,15	109 848,58
2016	Part. au remb. de l'emprunt E10 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	20	T	1 086 807,07	823 290,30	68 666,80
2016	Part. au remb. de l'emprunt E11 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	16	T	4 262 314,18	3 276 312,22	273 261,89
2019	Part. au remb. de l'emprunt E13 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	18	T	1 287 100,56	1 151 616,29	82 241,61
2020	Part. au remb. de l'emprunt E7 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	20	T	1 391 064,05	1 352 363,94	101 513,33
2020	Part. au remb. de l'emprunt E8 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	20	T	48 800,00	47 442,36	3 560,72
2020	Part. au remb. de l'emprunt E14 (Crédit Agricole)	Syndicat Mixte la Fibre Numérique 59 62	20	T	2 849 572,46	2 778 333,15	165 912,79
8018 Autres engagements donnés					**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés					**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**
2014	Garantie sur un investissement en fonds propres	Picardie Avenir	10	A	100 000,00	100 000,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS — B8.5

ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					**14 529 592,70**	**4 700 814,91**	**0,00**
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8028 Autres engagements reçus					**14 529 592,70**	**4 700 814,91**	**0,00**
A l'exception de ceux reçus des entreprises					**14 529 592,70**	**4 700 814,91**	**0,00**
1999	Caution personne morale	Sainte-Sophie Bohain	30	X	49 551,88	12 960,42	0,00
2001	Promesse d'inscription d'hypothèque	CFPR La Vaumoise	25	X	263 871,11	44 503,85	0,00
2002	Promesse d'inscription d'hypothèque	MFR de Conty	20	X	152 449,02	2 506,01	0,00
2002	Caution bancaire	Saint-Rémi à Amiens	20	X	532 248,00	18 227,67	0,00
2002	Caution bancaire	Saint-Rémi à Amiens	20	X	53 053,00	1 816,88	0,00
2003	Caution bancaire	Association OGEC Institution Guynemer à Compiègne	20	X	34 634,28	2 267,83	0,00
2003	Caution bancaire	Association OGEC Institution Guynemer à Compiègne	20	X	41 187,91	2 696,96	0,00
2004	Promesse d'inscription d'hypothèque	MFR Eclusier Vaux	20	X	60 928,00	8 897,16	0,00
2004	Caution personne morale	Montalembert à Doullens	20	X	76 224,34	8 395,12	0,00
2004	Caution personne morale	Montalembert à Doullens	20	X	99 256,00	11 013,34	0,00
2004	Caution personne morale	Montalembert à Doullens	20	X	75 000,00	8 321,92	0,00
2004	Caution bancaire	Sévigné Compiègne	20	X	42 686,00	4 514,19	0,00
2004	Caution personne morale	St Joseph à Château-Thierry	20	X	25 592,74	3 120,21	0,00
2004	Caution bancaire	St Rémi Amiens	20	X	4 635,00	595,57	0,00
2005	Caution bancaire	MFR d'Ambleny	20	X	228 674,00	44 137,21	0,00
2005	Promesse d'inscription d'hypothèque	MFR de Villers Bocage	20	X	156 281,00	24 812,28	0,00
2005	Promesse d'inscription d'hypothèque	MFR du Noyonnais à Beaulieu Les Fontaines	20	X	301 066,00	45 778,53	0,00
2005	Caution bancaire	Notre Dame de la Tilloye à Compiègne	25	X	1 084 779,00	356 996,31	0,00
2005	Caution bancaire	Notre Dame de la Tilloye à Compiègne	20	X	336 950,00	54 373,58	0,00
2005	Caution personne morale	Saint Riquier Amiens	20	X	138 040,77	27 286,69	0,00
2005	Caution personne morale	Saint-Rémi à Amiens	20	X	7 322,00	1 420,27	0,00
2005	Caution bancaire	Sévigné à Compiègne	20	X	45 015,89	8 947,68	0,00
2006	Caution personne morale	MFR Eclusier Vaux	20	X	405 746,07	94 822,30	0,00
2006	Caution bancaire	Saint-Rémi à Amiens	20	X	84 000,00	18 825,21	0,00
2007	Caution personne morale	Association Scolaire Chaunoise Saint-Charles-Chauny	15	X	188 382,00	11 079,27	0,00
2007	Caution bancaire	Institut Charles Quentin Pierrefonds	15	X	130 000,00	7 883,11	0,00
2007	Caution bancaire	Sainte Colette Corbie	15	X	186 195,33	11 324,76	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
2007	Caution personne morale	Maison Familiale Rurale de la Capelle	15	X	248 791,44	12 587,26	0,00
2007	Caution bancaire	OGEC Institution Sévigné Compiègne	20	X	146 175,59	40 448,59	0,00
2007	Caution bancaire	Saint Esprit à Beauvais	20	X	122 786,10	31 621,63	0,00
2007	Caution bancaire	Saint Vincent de Paul à Soissons	15	X	295 761,49	8 589,24	0,00
2007	Caution bancaire	Sainte Colette à Corbie	15	X	380 054,00	9 024,11	0,00
2007	Caution bancaire	Sainte Colette à Corbie	15	X	1 942,27	60,66	0,00
2007	Caution bancaire	Sévigné à Compiègne	20	X	70 929,45	19 627,05	0,00
2008	Caution personne morale	AFASEC Gouvieux	20	X	59 986,00	20 830,75	0,00
2008	Caution personne morale	AFASEC Gouvieux	20	X	712 000,00	247 249,32	0,00
2008	Caution bancaire	Association organisme de gestion du lycée privé Saint Rémi Amiens	20	X	21 506,48	7 002,86	0,00
2008	Caution bancaire	Centre de Formation Professionnelle Rural de Vaumoise	15	X	112 855,85	10 615,66	0,00
2008	Caution Personne morale	CFPA Rouvroy les Merles à Breteuil	20	X	228 675,00	73 708,53	0,00
2008	Caution Personne morale	CFPA Rouvroy les Merles BRETEUIL	20	X	273 303,00	88 093,42	0,00
2008	Caution bancaire	Institut Charles Quentin Pierrefonds	15	X	99 928,76	8 906,89	0,00
2008	Caution bancaire	Institution du Saint Esprit Beauvais	20	X	60 652,33	18 818,84	0,00
2008	Caution bancaire	MFR Ambleny	15	X	113 022,00	13 087,84	0,00
2008	Caution bancaire	Sainte Colette Corbie	15	X	9 920,82	697,63	0,00
2008	Caution bancaire	Ass. Amiénoise d'Enseignement Privé Sainte-Famille à Amiens	20	X	106 558,52	33 441,86	0,00
2009	Caution bancaire	Ass. Amiénoise d'Enseignement Privé Sainte-Famille à Amiens	20	X	14 246,50	5 360,98	0,00
2009	Caution bancaire	Association de Gestion Saint Vincent de Paul à Soissons	15	X	125 602,63	18 284,07	0,00
2009	Caution bancaire	OGEC de l'Institution Sévigné à Compiègne	20	X	235 262,68	90 785,61	0,00
2009	Caution bancaire	Ass. Amiénoise d'Enseignement Privé Sainte-Famille à Amiens	20	X	49 370,57	18 578,21	0,00
2009	Caution bancaire	Association de gestion Saint Martin Amiens	30	X	265 751,00	158 795,32	0,00
2009	Caution bancaire	Association organisme de gestion du lycée privé Saint Rémi Amiens	15	X	38 330,60	6 896,01	0,00
2009	Caution bancaire	Association organisme de gestion du lycée privé Saint Rémi Amiens	15	X	20 439,64	3 677,27	0,00
2009	Caution bancaire	Association organisme de gestion du lycée privé Saint Rémi Amiens	15	X	7 000,00	1 259,36	0,00
2009	Caution bancaire	OGEC de l'Institution Sévigné à Compiègne	20	X	133 680,03	51 585,84	0,00
2009	Caution bancaire	OGEC Saint-Dominique à Mortefontaine	15	X	35 455,50	6 838,54	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
2010	Personne morale	Association d'Education Populaire La Providence à Laon	15	X	10 966,73	2 335,56	0,00
2010	Promesse d'affectation hypothécaire	Association Maison Familiale Rurale du Vimeu à yzengremer	30	X	817 091,03	513 237,64	0,00
2010	caution bancaire	Association OGEC de l'Institution Sévigné à compiègne	20	X	20 586,90	9 145,66	0,00
2010	caution bancaire	Association OGEC de l'Institution Sévigné à compiègne	20	X	5 276,90	2 344,24	0,00
2010	caution bancaire	Association OGEC de l'Institution Sévigné à compiègne	20	X	35 413,29	15 732,23	0,00
2010	caution bancaire	Association OGEC Institution Guynemer Compiègne	20	X	62 661,71	27 356,56	0,00
2010	caution bancaire	Association OGEC Institution Guynemer Compiègne	20	X	62 661,71	27 356,56	0,00
2010	caution bancaire	Association organisme de gestion du lycée Saint-Rémi à Amiens	15	X	24 480,24	5 446,02	0,00
2010	Caution bancaire	Association de gestion Saint-Martin à Amiens (Lycée Saint-Martin à Amiens)	20	X	232 800,00	97 010,63	0,00
2011	Personne morale	Groupe Robert Schuman Chauny	15	X	25 554,17	7 383,87	0,00
2012	Caution bancaire	Association de gestion Saint Vincent de Paul SOISSONS	15	X	169 174,20	61 211,71	0,00
2012	Caution bancaire	OGEC les amis de l'institution Guynemer COMPIEGNE	10	X	15 800,04	450,19	0,00
2012	Caution bancaire	OGEC Sacré Cœur PERONNE	10	X	7 896,18	389,40	0,00
2012	Caution bancaire	OGEC Sainte Famille AMIENS	15	X	9 833,91	3 468,36	0,00
2012	Caution bancaire	OGEC Sainte Famille AMIENS	15	X	14 014,36	4 942,78	0,00
2012	Caution bancaire	OGEC Sainte Famille AMIENS	15	X	10 970,31	3 869,16	0,00
2012	Caution bancaire	Saint-Rémi à Amiens	15	X	44 670,60	17 525,56	0,00
2012	Personne morale	MFR de Conty	15	X	128 000,00	50 662,28	0,00
2012	Personne morale	Saint Charles Chauny	10	X	24 071,35	85,73	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	10	X	5 849,92	718,02	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	10	X	16 092,46	1 975,18	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	10	X	27 450,83	3 369,31	0,00
2013	Personne morale	Groupe Robert Schuman Chauny	15	X	23 539,97	10 198,50	0,00
2013	Personne morale	Groupe Robert Schuman Chauny	15	X	4 262,00	1 846,48	0,00
2013	Caution bancaire	Association Saint Louis de Poissy PIERREFONDS (Gestionnaire de l'Institut Charles Quentin)	10	X	6 087,00	883,87	0,00
2013	Caution bancaire	La Maison Française à Cuise la Motte	10	X	10 898,28	1 937,80	0,00
2013	Caution bancaire	La Maison Française à Cuise la Motte	10	X	11 184,83	1 979,56	0,00
2013	Caution bancaire	La Maison Française à Cuise la Motte	10	X	4 884,21	864,44	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
2013	Caution bancaire	MFR du Noyonnais à Beaulieu Les Fontaines	10	X	4 126,20	705,41	0,00
2013	Caution bancaire	MFR du Noyonnais à Beaulieu Les Fontaines	10	X	13 817,07	2 362,15	0,00
2013	Caution bancaire	Saint joseph de Cluny à Estrées Saint Denis	12	X	4 137,04	1 302,51	0,00
2013	Caution bancaire	Saint joseph de Cluny à Estrées Saint Denis	12	X	54 916,48	17 929,35	0,00
2013	Caution bancaire	Sainte Famille à Amiens	20	X	38 684,26	21 366,43	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Jean et la Croix à St Quentin	10	X	1 945,33	373,61	0,00
2013	Caution bancaire	Sainte Julie Billiart Orvillers Sorel	10	X	4 993,10	786,58	0,00
2013	Caution bancaire	Sainte Julie Billiart Orvillers Sorel	10	X	2 864,92	455,25	0,00
2013	Caution bancaire	Sainte Julie Billiart Orvillers Sorel	10	X	2 445,22	388,56	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Louis de Poissy à Pierrefonds	10	X	9 000,00	1 760,55	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	10	X	70 737,08	11 821,81	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	10	X	7 828,89	1 308,39	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	10	X	24 095,14	4 634,19	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	10	X	4 646,12	893,58	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	10	X	31 945,10	6 143,96	0,00
2013	caution bancaire	Saint-Rémy à Soissons	10	X	5 179,28	1 006,06	0,00
2013	caution bancaire	Saint-Rémy à Soissons	10	X	4 399,78	854,64	0,00
2013	caution bancaire	Saint-Rémy à Soissons	10	X	14 082,90	2 735,56	0,00
2013	caution bancaire	Sainte Famille à Amiens	20	X	22 768,59	13 651,80	0,00
2013	Caution bancaire	Saint Pierre à Abbeville	20	X	44 551,00	26 449,87	0,00
2013	Personne morale	MFR de Songeons	30	X	130 000,00	95 048,40	0,00
2014	caution bancaire	Institution Sévigné à Compiègne	15	X	43 477,86	20 392,90	0,00
2014	caution bancaire	Institution Sévigné à Compiègne	15	X	47 568,39	22 311,53	0,00
2014	caution bancaire	Institution Sévigné à Compiègne	15	X	8 553,94	4 012,15	0,00
2014	caution bancaire	Institution Sévigné à Compiègne	15	X	35 060,48	17 456,60	0,00
2014	caution bancaire	Institution Sévigné à Compiègne	10	X	9 391,17	2 318,20	0,00
2014	caution bancaire	St Joseph de Cluny à Estrées St Denis	12	X	15 256,50	5 353,71	0,00
2014	caution bancaire	Saint-Vincent de Paul à Soissons	10	X	14 750,93	3 176,50	0,00
2014	caution bancaire	Saint-Vincent de Paul à Soissons	20	X	168 313,00	102 278,97	0,00
2014	caution bancaire	Saint-Rémi à Amiens	15	X	16 353,88	7 727,39	0,00
2014	caution bancaire	Sainte Julie Billiart Orvillers Sorel	10	X	6 980,06	1 608,28	0,00
2014	caution bancaire	Sainte Julie Billiart Orvillers Sorel	15	X	18 478,83	8 998,09	0,00
2014	Personne morale	Saint-Charles à Chauny	10	X	11 271,40	2 803,95	0,00
2014	Personne morale	Saint-Charles à Chauny	10	X	3 414,58	849,44	0,00
2014	Personne morale	Saint-Charles à Chauny	10	X	10 197,16	2 536,72	0,00
2014	Personne morale	Saint-Charles à Chauny	10	X	8 759,25	2 179,01	0,00
2014	Personne morale	Saint-Charles à Chauny	10	X	40 835,81	10 158,61	0,00
2014	Personne morale	MFR Songeons	30	X	130 000,00	99 381,74	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
2014	Personne morale	Saint-Charles à Chauny	10	X	3 622,89	901,26	0,00
2014	Personne morale	CFPR Vaumoise	15	X	17 426,03	8 950,14	0,00
2014	Personne morale	Institut saint-Esprit Beauvais	10	X	84 992,54	24 286,91	0,00
2014	Personne morale	La Providence à Laon	10	X	19 538,90	4 196,85	0,00
2014	Personne morale	La Providence à Laon	10	X	18 989,00	4 723,84	0,00
2014	Personne morale	Groupe Robert Schuman Chauny	15	X	44 738,77	21 597,18	0,00
2015	caution bancaire	Sacré cœur - Amiens	10	X	51 080,85	15 380,23	0,00
2015	caution bancaire	Sacré cœur - Amiens	10	X	4 687,89	1 411,50	0,00
2015	Personne morale	St Joseph Notre Dame Fontaine les Vervins	10	X	26 632,57	8 084,63	0,00
2015	Caution bancaire	Saint Vincent de Paul - Beauvais	10	X	47 500,20	15 421,30	0,00
2015	Caution bancaire	Saint-Esprit - Beauvais	10	X	30 331,70	9 930,52	0,00
2015	Caution bancaire	Charles Quentin - Pierrefonds	15	X	38 420,00	21 248,54	0,00
2015	Caution personne morale	Groupe Robert schuman à Chauny site Puilly	10	X	17 617,90	5 531,54	0,00
2015	Caution personne morale	Groupe Robert Schuman site Pouilly	15	X	11 983,92	6 503,06	0,00
2015	Caution bancaire	Lycée sacré Cœur amiens	10	X	8 386,87	2 640,14	0,00
2015	Caution personne morale	Saint Joseph Notre Dame - Fontaine les V.	10	X	21 630,88	7 301,16	0,00
2015	Caution bancaire	Saint Vincent - Senlis	10	X	169 230,08	57 770,05	0,00
2015	Caution personne morale	Saint Remy - Soissons	10	X	14 414,12	4 983,73	0,00
2015	Caution bancaire	Sévigné - Compiégne	15	X	15 342,53	8 855,23	0,00
2015	Caution bancaire	SAINTE FAMILLE - AMIENS	15	X	6 450,00	3 726,27	0,00
2015	Caution bancaire	SAINTE FAMILLE - AMIENS	20	X	10 261,01	7 011,22	0,00
2015	Caution personne morale	Groupe Robert schuman à Chauny	15	X	34 906,24	19 254,22	0,00
2015	Caution personne morale	Groupe Robert Schuman à Chauny	15	X	7 066,53	3 897,89	0,00
2015	Caution bancaire	Saint Vincent - Senlis	10	X	31 933,71	11 461,14	0,00
2015	Caution bancaire	SAINTE FAMILLE - AMIENS	15	X	82 830,88	49 229,53	0,00
2015	Caution bancaire	Sévigné - Compiégne	10	X	2 836,91	1 037,61	0,00
2015	Caution bancaire	Sainte Colette - Corbie	10	X	31 594,00	12 135,56	0,00
2015	Caution personne morale	Saint Joseph - Fontyaine les Vervins	10	X	7 347,77	2 745,85	0,00
2015	Caution personne morale	Saint Joseph - Fontyaine les Vervins	10	X	18 438,00	6 890,26	0,00
2015	Caution personne morale	MFR Du Noyonnais Beaulieu les Fontaines	10	X	1 545,90	578,55	0,00
2015	Caution personne morale	MFR Oisemont	15	X	83 160,00	48 468,23	0,00
2015	Caution personne morale	MFR Du Noyonnais Beaulieu les Fontaines	10	X	8 610,00	3 222,26	0,00
2015	Caution bancaire	Charles Quentin - Pierrefonds	30	X	7 423,00	5 718,76	0,00
2015	Caution bancaire	Charles Quentin - Pierrefonds	30	X	14 360,43	11 063,43	0,00
2015	Caution personne morale	Robert Schuman - Chauny	15	X	5 289,60	2 917,73	0,00
2015	Caution bancaire	OGEC Saint Vincent de Paul - BEAUVAIS	10	X	60 367,08	20 872,12	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
2015	Caution bancaire	OGEC lycée Sainte Famille - Amiens	20	X	26 730,00	18 549,89	0,00
2015	Caution bancaire	OGEC lycée Sainte Famille - Amiens	20	X	19 713,00	13 680,28	0,00
2015	Caution bancaire	OGEC lycée Sainte Famille - Amiens	15	X	1 531,75	906,74	0,00
2015	caution personne morale	Groupe Robert Schuman - Chauny	10	X	10 579,20	4 101,25	0,00
2015	caution personne morale	Robert Schuman - CHAUNY	15	X	44 467,40	26 314,95	0,00
2016	caution personne morale	MFR - Songeons	15	X	10 498,05	6 387,03	0,00
2016	Caution bancaire	Charles Quentin - Pierrefonds	15	X	4 518,00	2 827,98	0,00
2016	Caution bancaire	Charles Quentin - Pierrefonds	15	X	8 249,75	5 163,82	0,00
2016	Caution bancaire	Charles Quentin - Pierrefonds	15	X	6 659,61	4 168,49	0,00
2016	Caution bancaire	Charles Quentin - Pierrefonds	15	X	14 670,95	9 183,08	0,00
2016	Caution bancaire	Charles Quentin - Pierrefonds	15	X	5 050,70	3 161,42	0,00
2016	Caution bancaire	Saint Martin - Amiens	20	X	64 094,00	46 253,04	0,00
2016	Caution bancaire	Saint Martin - Amiens	20	X	41 395,31	29 872,67	0,00
2016	Caution bancaire	Saint Martin - Amiens	10	X	4 818,38	2 135,93	0,00
2016	Caution bancaire	Saint Martin - Amiens	10	X	2 067,78	916,62	0,00
2016	Caution bancaire	Saint Martin - Amiens	10	X	4 194,80	1 859,50	0,00
2016	Caution bancaire	SAINT REMI - AMIENS	10	X	5 758,03	2 565,08	0,00
2016	Caution bancaire	SAINT REMI - AMIENS	15	X	12 390,00	7 809,66	0,00
2016	Caution personne morale	Sévigné - Compiègne	10	X	13 482,00	6 020,73	0,00
2016	Caution personne morale	OGEC Saint Joseph Notre Dame - Fontaine les Vervins	10	X	3 206,41	1 431,90	0,00
2016	Caution personne morale	OGEC Saint Joseph Notre Dame - Fontaine les Vervins	10	X	600,59	268,21	0,00
2016	Caution personne morale	OGEC Saint Joseph Notre Dame - Fontaine les Vervins	10	X	8 515,16	3 802,66	0,00
2016	Caution personne morale	OGEC Saint Joseph Notre Dame - Fontaine les Vervins	10	X	3 833,71	1 712,04	0,00
2016	Caution personne morale	OGEC Sainte Sophie - Bohain en Vermandois	10	X	7 390,80	3 300,55	0,00
2016	Caution bancaire	OGEC Institution Saint Esprit - Beauvais	15	X	24 585,45	15 514,65	0,00
2016	Caution bancaire	Sévigné - Compiègne	15	X	23 689,09	14 961,99	0,00
2016	Caution bancaire	Sévigné - Compiègne	15	X	20 656,29	13 046,48	0,00
2016	Caution bancaire	Sévigné - Compiègne	15	X	12 337,72	7 792,48	0,00
2016	Caution bancaire	sacré Cœur - Péronne	10	X	21 294,53	9 667,13	0,00
2016	caution personne morale	Sainte Sophie - Bohain	10	X	6 107,00	2 678,71	0,00
2016	caution personne morale	Sainte Sophie - Bohain	10	X	1 488,00	652,68	0,00
2016	caution personne morale	Sainte Sophie - Bohain	10	X	24 283,65	10 651,54	0,00
2016	Caution bancaire	Saint-Pierre - Abbeville	15	X	52 407,44	33 358,89	0,00
2016	Caution bancaire	Saint-Pierre - Abbeville	10	X	6 327,72	2 877,81	0,00
2016	Caution bancaire	Sainte Colette - corbie	10	X	44 586,09	20 277,51	0,00
2016	Caution bancaire	Sainte Colette - corbie	7	X	7 838,65	1 733,40	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
2016	Caution bancaire	Saint Vincent de Paul - Beauvais	10	X	60 367,08	27 636,55	0,00
2016	CAUTION BANCAIRE	SAINT-PIERRE ABBEVILLE	10	X	8 124,29	3 895,21	0,00
2016	Caution personne morale	MFR de la Vallée du Retz - AMBLEMY	20	X	5 485,00	4 085,20	0,00
2016	CAUTION BANCAIRE	OGEC Saint Pierre Notre Dame - Abbeville	15	X	4 275,50	2 824,56	0,00
2016	CAUTION BANCAIRE	SAINT-REMY - SOISSONS	10	X	21 546,45	9 675,24	0,00
2016	Caution personne morale	MFR du Noyonnais - Beaulieu les Fontaines	8	X	4 995,26	1 821,90	0,00
2016	Caution personne morale	MFR du Noyonnais - Beaulieu les Fontaines	8	X	7 821,80	2 852,81	0,00
2016	Caution personne morale	MFR du Noyonnais - Beaulieu les Fontaines	8	X	1 581,80	576,92	0,00
2016	Caution personne morale	MFR du Noyonnais - Beaulieu les Fontaines	8	X	5 128,68	1 875,83	0,00
2016	Caution personne morale	Association du Petit Séminaire - Amiens	10	X	7 113,02	3 523,38	0,00
2016	Caution personne morale	Association Saint Vincent - Senlis	10	X	217 294,01	107 873,08	0,00
2017	Caution bancaire	SAINTE JULIE B, - ORVILLERS SOREL	10	X	28 000,00	14 061,37	0,00
2017	Caution bancaire	SAINTE JULIE B, - ORVILLERS SOREL	15	X	694,80	464,22	0,00
2017	Caution bancaire	Lycée du Saint Esprit - Beauvais	12	X	22 655,94	13 515,98	0,00
2017	Caution bancaire	Institut Saint Dominique - Mortefontaine	15	X	47 010,60	31 838,41	0,00
2017	Caution bancaire	Lycée Sainte Julie Billart Orvillers Sorel	15	X	4 000,00	2 730,23	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée Robert Schuman - CHAUNY	10	X	23 993,75	12 240,10	0,00
2017	caution bancaire	LPEPA Saint Joseph de Cluny - ESTREES ST DENIS	20	X	6 011,55	4 553,96	0,00
2017	caution bancaire	Lycée du Saint Esprit - Beauvais	15	X	24 582,45	16 931,58	0,00
2017	caution bancaire	Lycée Saint Rémi - AMIENS	10	X	30 600,00	16 364,71	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée Saint Joseph Notre Dame - FONTAINE LES VERVINS	10	X	3 206,41	1 727,07	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée Saint Joseph Notre Dame - FONTAINE LES VERVINS	10	X	600,59	323,50	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée Saint Joseph Notre Dame - FONTAINE LES VERVINS	10	X	8 515,16	4 586,52	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée Saint Joseph Notre Dame - FONTAINE LES VERVINS	10	X	3 833,71	2 064,95	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée La Providence - AMIENS	7	X	11 997,93	4 122,97	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée Sévigné - COMPIEGNE	10	X	13 482,10	7 313,58	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée Saint Pierre - ABBEVILLE	15	X	4 275,50	2 972,94	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée Sainte Sophie - BOHAIN EN VERMANDOIS	10	X	7 390,80	4 051,78	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
2017	caution bancaire	Lycée Sainte Famille - AMIENS	20	X	25 673,53	19 944,46	0,00
2017	caution bancaire	Lycée Sainte Famille - AMIENS	15	X	9 432,18	6 625,78	0,00
2017	caution bancaire	Lycée Sainte Famille - AMIENS	20	X	18 811,38	14 613,61	0,00
2017	Caution bancaire	Lycée Sainte Famille - AMIENS	15	X	2 728,57	1 916,73	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée La Providence - AMIENS	7	X	30 327,65	11 929,27	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée La Providence - AMIENS	7	X	7 390,80	2 907,14	0,00
2017	Caution personne morale	Lycée La Providence - AMIENS	7	X	40 064,30	15 759,15	0,00
2018	Caution personne morale	Lycée Saint Charles- CHAUNY	10	X	58 905,00	33 971,24	0,00
2018	Caution personne morale	Lycée Saint Charles- CHAUNY	10	X	6 187,50	3 568,41	0,00
2018	Caution personne morale	Lycée Saint Charles- CHAUNY	10	X	46 675,00	26 918,05	0,00
2018	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	10	X	5 158,37	2 998,92	0,00
2018	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	10	X	9 644,40	5 606,96	0,00
2018	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	10	X	3 141,00	1 826,08	0,00
2018	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	10	X	10 408,50	6 051,19	0,00
2018	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	5	X	1 125,63	183,18	0,00
2018	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	10	X	8 151,18	4 738,85	0,00
2018	Caution personne morale	Lycée La Providence - AMIENS	7	X	10 939,29	4 302,93	0,00
2018	Caution personne morale	Lycée Saint Riquier - AMIENS	10	X	30 294,82	18 201,79	0,00
2018	Caution personne morale	Lycée La Providence - AMIENS	7	X	6 159,93	2 900,35	0,00
2018	Caution bancaire	Lycée Saint Rémi - AMIENS	10	X	10 596,02	7 054,34	0,00
2018	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - PERONNE	20	X	13 052,56	10 872,96	0,00
2018	Caution personne morale	Lycée La Providence - LAON	15	X	15 554,90	12 219,47	0,00
2019	Caution personne morale	AFASEC Gouvieux	5	X	5 354,48	2 159,40	0,00
2019	Caution personne morale	AFASEC Gouvieux	5	X	18 054,94	7 281,33	0,00
2019	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	15	X	6 872,34	5 539,29	0,00
2019	Caution personne morale	MFR - FLIXECOURT	10	X	16 787,70	11 921,57	0,00
2019	Caution personne morale	MFR - FLIXECOURT	10	X	13 147,15	9 336,28	0,00
2019	Caution personne morale	MFR - FLIXECOURT	10	X	38 450,06	27 304,81	0,00
2019	Caution personne morale	MFR - FLIXECOURT	10	X	5 399,40	3 834,31	0,00
2019	Caution personne morale	MFR - FLIXECOURT	10	X	17 357,61	12 326,28	0,00
2019	Caution personne morale	MFR - FLIXECOURT	10	X	4 990,52	3 543,95	0,00
2019	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	10	X	15 539,40	11 022,33	0,00
2019	Caution bancaire	Lycée Sacré Cœur - AMIENS	10	X	29 424,32	20 879,18	0,00
2019	Caution personne morale	Lycée Saint Martin - AMIENS	10	X	13 715,00	10 265,58	0,00
2019	Caution personne morale	Lycée Saint Martin - AMIENS	10	X	3 676,87	2 752,11	0,00
2019	Caution personne morale	Lycée Charles Quentin - PIERREFONDS	15	X	2 449,68	2 067,13	0,00
2019	Caution personne morale	Lycée Charles Quentin - PIERREFONDS	15	X	2 270,10	1 915,59	0,00
2019	Caution personne morale	MFR - FLIXECOURT	10	X	4 354,56	3 092,33	0,00
2019	caution personne morale	Centre de Formation Professionnelle Rural de Vaumoise	10	X	8 709,56	6 700,40	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
2020	Caution bancaire	LPEPA Saint Joseph de Cluny - ESTREES ST DENIS	12	X	2 840,19	1 929,12	0,00
2020	Caution personne morale	MFR FLIXECOURT	10	X	17 357,61	12 326,28	0,00
2020	Caution bancaire	Lycée Charles Quentin - PIERREFONDS	15	X	2 270,10	1 915,59	0,00
2020	Caution bancaire	LPEPA Saint Joseph de Cluny - ESTREES ST DENIS	10	X	2 801,25	2 283,98	0,00
Engagements reçus des entreprises					**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**12,00**	**0,00**	**12,00**	**5,00**	**6,00**	**11,00**
Directeur général des services		1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		11,00	0,00	11,00	4,00	6,00	10,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**2 310,00**	**0,00**	**2 310,00**	**1 679,50**	**257,50**	**1 937,00**
Adjoint Administratif	C	191,00	0,00	191,00	101,20	0,00	101,20
Adjoint Administratif (0 non titulaire)	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint Administratif Principal 1ière classe	C	323,00	0,00	323,00	293,90	0,00	293,90
Adjoint Administratif Principal 1ière classe (4 non titulaires)	C	5,00	0,00	5,00	0,00	4,00	4,00
Adjoint Administratif Principal 2ième classe	C	205,00	0,00	205,00	182,80	0,00	182,80
Adjoint Administratif Principal 2ième classe (0 non titulaires)	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Administrateur	A	35,00	0,00	35,00	10,90	0,00	10,90
Administrateur (13 non titulaires)	A	16,00	0,00	16,00	0,00	12,00	12,00
Administrateur général	A	4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00
Administrateur hors classe	A	22,00	0,00	22,00	8,80	0,00	8,80
Administrateur hors classe (5 non titulaires)	A	7,00	0,00	7,00	0,00	5,00	5,00
Attaché	A	328,00	0,00	328,00	288,20	0,00	288,20
Attaché (114 non titulaires)	A	130,00	0,00	130,00	0,00	113,00	113,00
Attaché Principal	A	417,00	0,00	417,00	379,00	0,00	379,00
Attaché Principal (76 non titulaires)	A	95,00	0,00	95,00	0,00	74,30	74,30
Attaché hors classe	A	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Directeur	A	68,00	0,00	68,00	60,20	0,00	60,20
Directeur (20 non titulaires)	A	33,00	0,00	33,00	0,00	19,80	19,80
Rédacteur	B	83,00	0,00	83,00	71,00	0,00	71,00
Rédacteur (11 non titulaires)	B	14,00	0,00	14,00	0,00	10,80	10,80
Rédacteur Principal 1ère classe	B	154,00	0,00	154,00	143,30	0,00	143,30
Rédacteur Principal 1ère classe (19 non titulaires)	B	25,00	0,00	25,00	0,00	18,60	18,60
Rédacteur Principal 2ième classe	B	140,00	0,00	140,00	134,20	0,00	134,20
Rédacteur Principal 2ième classe (0 non titulaire)	B	6,00	0,00	6,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**6 716,00**	**0,00**	**6 716,00**	**5 749,60**	**577,40**	**6 327,00**
Adjoint Technique	C	170,00	0,00	170,00	158,30	0,00	158,30
Adjoint Technique (1 non titulaire)	C	4,00	0,00	4,00	0,00	1,00	1,00
Adjoint Technique Principal 1ière classe	C	387,00	0,00	387,00	378,20	0,00	378,20
Adjoint Technique Principal 1ière classe (0 non titulaire)	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint Technique Principal 1ière classe des EE	C	461,00	0,00	461,00	394,60	0,00	394,60
Adjoint Technique Principal 2ième classe	C	187,00	0,00	187,00	180,40	0,00	180,40
Adjoint Technique Principal 2ième classe (1 non titulaire)	C	3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Adjoint Technique Principal 2ième classe des EE	C	2 655,00	0,00	2 655,00	2 530,30	0,00	2 530,30
Adjoint Technique des EE	C	974,00	0,00	974,00	950,90	0,00	950,90
Adjoint Technique des EE (517 non tiltulaires)	C	520,00	0,00	520,00	0,00	517,00	517,00
Agent de Maîtrise	C	392,00	0,00	392,00	365,20	0,00	365,20
Agent de Maîtrise (1 non titulaire)	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,80	0,80
Agent de Maîtrise Principal	C	277,00	0,00	277,00	274,00	0,00	274,00
Agent de Maîtrise Principal (1 non titulaire)	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur	A	43,00	0,00	43,00	39,40	0,00	39,40
Ingénieur (23 non titulaires)	A	25,00	0,00	25,00	0,00	23,00	23,00
Ingénieur Principal	A	262,00	0,00	262,00	236,30	0,00	236,30
Ingénieur Principal (15 non titulaires)	A	17,00	0,00	17,00	0,00	14,80	14,80
Ingénieur en Chef	A	39,00	0,00	39,00	25,80	0,00	25,80
Ingénieur en Chef (2 non titulaires)	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Ingénieur en Chef hors classe	A	27,00	0,00	27,00	6,00	0,00	6,00
Ingénieur en Chef hors classe (2 non titulaires)	A	4,00	0,00	4,00	0,00	2,00	2,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	48,00	0,00	48,00	46,20	0,00	46,20
Technicien (10 non titulaires)	B	10,00	0,00	10,00	0,00	9,80	9,80
Technicien Principal 1ère classe	B	100,00	0,00	100,00	77,00	0,00	77,00
Technicien Principal 1ère classe (5 non titulaires)	B	5,00	0,00	5,00	0,00	5,00	5,00
Technicien Principal 2ième classe	B	99,00	0,00	99,00	86,00	0,00	86,00
Technicien Principal 2ième classe (1 non titulaire)	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Assistant Socio-Educatif	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Assistant Socio-Educatif (1 non titulaire)	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Assistant Socio-Educatif de classe exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**
Cadre de santé 1ère classe (1 non titulaire)	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Cadre de santé 2ème classe (0 non titulaire)	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Médecin Hors Classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Médecin Hors Classe (1 non titulaire)	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Psychologue classe normale	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Psychologue classe normale (2 non titulaires)	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**25,00**	**0,00**	**25,00**	**14,80**	**0,00**	**14,80**
Assistant de conservation prinicpal de 1ière classe	B	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation prinicpal de 2ième classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché Principal de Conservatoire du patrimoine	A	7,00	0,00	7,00	5,80	0,00	5,80
Attaché de Conservation du patrimoine	A	7,00	0,00	7,00	6,00	0,00	6,00
Bibliothécaire	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur du patrimoine	A	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Conservateur du patrimoine en chef	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**0,00**	**8,00**	**8,00**
Marins (8 non titulaires)	C	8,00	0,00	8,00	0,00	8,00	8,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**9 068,00**	**0,00**	**9 068,00**	**7 446,90**	**845,90**	**8 292,80**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint Administratif Principal 1ière classe (4 non titulaires)	C	ADM	380-548	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Adjoint Technique Principal 2ième classe (1 non titulaire)	C	TECH		0,00	38 38 : Travailleurs handicapés de cat C	CDD
Adjoint Technique des EE (517 non tiltulaires)	C	TECH	348	0,00	3-2 3-2 Vacance temporaire d'emploi,	CDD
Administrateur (13 non titulaires)	A	ADM	813-977	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel, 3-3-2 : cat A besoins des services ou nature des fonctions.	CDD ET CDI
Administrateur hors classe (5 non titulaires)	A	ADM	977-HEB BIS	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel, 3-3-2 : cat A besoins des services ou nature des fonctions.	CDI
Agent de Maîtrise (1 non titulaire)	C	TECH	409	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Agent de Maîtrise Principal (1 non titulaire)	C	TECH	374-586	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Attaché (114 non titulaires)	A	ADM	441-821	0,00	3-2 3-4 : CDI prop à un contractuel 3-3-2 : cat A besoin service ou nature fonction 3-2 Vac tempo emploi	CDD ET CDI
Attaché Principal (76 non titulaires)	A	ADM	679-995	0,00	3-3-2° 3-4 : CDI proposé à un contractuel, 3-3-2 : cat A besoins des services ou nature des fonctions.	CDD ET CDI
Cadre de santé 1ère classe (1 non titulaire)	A	MS	577-822	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Cadre de santé 2ème classe (0 non titulaire)	A	MS	655	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Directeur (20 non titulaires)	A	ADM	897-1015	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Directeur général adjoint des services (6 non titulaires)		OTR	HEB et plus	0,00	47 47 : Recrutement direct sur emplois fonctionnels	A (Emploi fonctionnel)
Ingénieur (23 non titulaires)	A	TECH	441-821	0,00	3-3-1° 3-3-1 : absence de cadre d'emplois, 3-4 : CDI proposé à un contractuel,	CDD ET CDI
Ingénieur Principal (15 non titulaires)	A	TECH	720-995	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel,	CDD ET CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Ingénieur en Chef (2 non titulaires)	A	TECH	862-977	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Ingénieur en Chef hors classe (2 non titulaires)	A	TECH	977-HEB BIS	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Marins (8 non titulaires)	C	OTR	Droit privé	0,00	A A	CDI
Médecin Hors Classe (1 non titulaire)	A	MS	HEB et plus	0,00	3-3-1° 3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires	CDD
Psychologue classe normale (2 non titulaires)	A	MS	656	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDD
Rédacteur (11 non titulaires)	B	ADM	372-597	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel, 3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Rédacteur Principal 1ère classe (19 non titulaires)	B	ADM	461-707	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDI
Rédacteur Principal 2ième classe (0 non titulaire)	B	ADM	506-638	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel, 3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDI
Technicien (10 non titulaires)	B	TECH	372-500	0,00	3-2 3-2 Vacance temporaire d'un emploi, 38 : Travailleurs handicapés de cat B	CDD ET CDI
Technicien Principal 1ère classe (5 non titulaires)	B	TECH	573-707	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel, 3-2 Vacance temporaire d'un emploi	CDD ET CDI
Technicien Principal 2ième classe (1 non titulaire)	B	TECH	638	0,00	3-4 3-4 : CDI proposé à un contractuel.	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Apprentis (185 non titulaires)	C	ADM		0,00	A A	CDD
Collaborateurs de cabinet (15 non titulaires)	A	ADM	HEA -HEB BIS	0,00	110 110: article 110 collaborateurs de cabinet	
Collaborateurs de groupes élus A (15 non titulaires)	A	ADM	593-HEA	0,00	110-1 110-1: collaborateurs de groupes d'élus.	CDD ET CDI
Collaborateurs de groupes élus B (9 non titulaires)	B	ADM	451-HEA	0,00	110-1 110-1: collaborateurs de groupes d'élus.	CDD
Collaborateurs de groupes élus C (0 non titulaire)	C	ADM	Indice 528	0,00	110-1 110-1: collaborateurs de groupes d'élus.	CDD
Contrats de projet cat A	A	ADM	444 - 821	0,00	A 3.II contrat de projet	CDD
Contrats de projet cat B	B	ADM	372 - 597	0,00	A 3.II contrat de projet	CDD
Emplois occasionnels (214 non titulaires)	A	ADM	348-668	0,00	3-a° 3-a° : Article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité	CDD
Remplacements en EPLE (823 non titulaires)	C	TECH	348	0,00	3-1 3-1 Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible	CDD
Remplacements sièges et Ports (47 non titulaires)	A	ADM	372-473	0,00	3-1 3-1 Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER — B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Délégation de service public	LES CARS CHARLOT - LR40 - LIAISON ROUTIÈRE CREIL / SENLIS/ROISSY		ENTREPRISES PRIVÉES	5 773 021,47
- Délégation de service public	LES CARS CHARLOT - LR 41 CRÉPY EN VALOIS / ROISSY		ENTREPRISES PRIVÉES	4 344 770,05
- Délégation de service public	VEXINS BUS - LR 49 GISORS-CERGY		ENTREPRISES PRIVÉES	4 635 415,96
- Délégation de service public	SPL DE GESTION DU VÉLODROME - VÉLODROME DE ROUBAIX		SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE	4 935 700,00
- Délégation de service public	SEPD - PORT DE BOULOGNE CALAIS		ENTREPRISES PRIVÉES	270 000 000,00
- Délégation de service public	LES CARS MERLIER - LR 510 FLECHIN-ST OMER - 511 - ISBERGUES-STOMER	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	2 622 792,00
- Délégation de service public	ATRIOM DU COMPIÉGNOIS - LOT 3 SECTEUR NORD EST	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	167 339 268,00
10/12/2007 - Délégation de service public	KEOLIS RÉSEAU DÉPARTEMENTAL SUD OISE (KRDSO) - LOT 2 SECTEUR SUD EST	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	218 312 832,00
24/12/2008 - Délégation de service public	ATRIOM DU BEAUVAISIS - LOT 1 SECTEUR OUEST	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	232 911 144,00
23/04/2013 - Délégation de service public	LITTORAL NORD AUTOCARS - GRAVELINES-CALAIS - LR 501	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	4 283 496,00
23/04/2013 - Délégation de service public	LITTORAL NORD AUTOCARS - ST FOLQUIN-CALAIS (LR502) - ARDRES-CALAIS (LR503)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	4 351 456,00
23/04/2013 - Délégation de service public	LITTORAL NORD AUTOCARS - HENIN BEAUMONT- DOUAI-LR 536	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	2 354 352,00
23/04/2013 - Délégation de service public	LES CARS MERLIER - LR 508 LOT 5 : LUMBRES-ST-OMER	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	2 629 920,00
23/04/2013 - Délégation de service public	LES CARS MERLIER - LR 509 LOT 6 : HESDIN- FAUQUEMBERGUES-SAINT OMER	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	3 311 712,00
23/04/2013 - Délégation de service public	WESTEEL VOYAGES-LOT10-HESDIN ST POL (517) FREVENT-HESDIN(518)DOULLENS-ST POL/TERNOISE(519)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	7 061 088,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
23/04/2013 - Délégation de service public	SAS VOYAGES A. FOUACHE - LR 533 : HENIN BEAUMONT-ARRAS (LOT17)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	1 260 632,00
23/04/2013 - Délégation de service public	LES AUTOBUS ARTESIENS - LR 535 LOT 19 : BRUAY LA BUISSIERE - ARRAS	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	2 677 192,00
03/05/2013 - Délégation de service public	INGLARD ENTREPRISES -CALAIS-MARQUISE-BOULOGNE (LR504) - CALAIS-SITE DES 2 CAPS-BOULOGNE (LR505)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	7 058 112,00
03/05/2013 - Délégation de service public	SARL VOYAGES MOLEUX ET ROUSSEL - LR 506 : LICQUES-BOULOGNE - LR 507 : DESVRES-SAMER-BOULOGNE (LOT 4)	SARL	ENTREPRISES PRIVÉES	6 067 840,00
03/05/2013 - Délégation de service public	VOYAGES DUMONT - LR514 LOT 9 - MONTREUIL BERCK	MANIER Titulaire et non DUMONT	ENTREPRISES PRIVÉES	11 352 528,00
03/05/2013 - Délégation de service public	WESTEEL VOYAGES - LOT12 - LR 521 DOULLENS-PAS EN ARTOIS-ARRAS	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	8 501 888,00
03/05/2013 - Délégation de service public	SAS AUTOCARS FINAND PARMENTIER (SAS) - LR 530 LOT15 : CAMBRAI-MARQUION-ARRAS	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	7 841 952,00
03/05/2013 - Délégation de service public	SAS VOYAGES A.FOUACHE - LR 531 : CORBEHEM-ARRAS- LR 532 : QUIERY LA MOTTE-PELVES-ARRAS (LOT 16)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	5 769 480,00
03/05/2013 - Délégation de service public	LES AUTOBUS ARTESIENS - LR 534 - LOT 18 : LENS-ARRAS	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	5 924 736,00
03/05/2013 - Délégation de service public	LES AUTOBUS ARTESIENS - LOT 21 - LILLERS BRUAY (LR537) NORRENT FONTES-LILLERS BETHUNE (LR538)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	6 095 712,00
03/05/2013 - Délégation de service public	LES AUTOBUS ARTESIENS - LOT 22 - MERVILLE BETHUNE(LR539) ARMENTIERES BETHUNE (LR540)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	8 241 584,00
21/05/2013 - Délégation de service public	CARON VOYAGES - BOULOGNE-ETAPLES (LR512) - ETAPLES-LE TOUQUET-BERCK (LR513)	SARL Changement en KEOLIS COTE OPALE en cours d'année	ENTREPRISES PRIVÉES	9 283 896,00
01/09/2013 - Délégation de service public	LES CARS MERLIER-LOT9 - MONTREUIL-BERCK(LR514)HESDIN-MONTREUIL(LR516)HUCQUELIERS-MONTREUIL(LR515)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	11 352 529,00
01/09/2013 - Délégation de service public	SAS VOYAGES A. FOUACHE - LR 520 : AUXI-FREVENT-AVESNES-ARRAS (LOT11)		ENTREPRISES PRIVÉES	4 554 260,00
13/12/2013 - Délégation de service public	KEOLIS OISE -LR42 - LIAISON ROUTIÈRE AMIENS / BEAUVAIS		ENTREPRISES PRIVÉES	5 238 697,66
30/06/2017 - Délégation de service public	SCHOONAERT SA AUTOCARS - PERIMÈTRE 1 FLANDRE	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	145 048 272,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
30/06/2017 - Délégation de service public	MARIOT GAMELIN SA AUTOCARS - PÉRIMÈTRE 2 : PÉVÈLE MÉLANTOIS ET WEPPES	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	167 233 982,80
30/06/2017 - Délégation de service public	DUPAS LEBEDA FECHAIN - PÉRIMÈTRE 3 : SENSÉE-ESCAUT ET EST-CAMBRÉSIS	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	106 951 884,00
30/06/2017 - Délégation de service public	COUTEAUX LES CARS DU HAINAUT - PÉRIMÈTRE 4 : PAYS QUERCITAIN-BAVAISIS ET AVESNOIS	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	119 709 136,00
13/09/2017 - Délégation de service public	RRT62	Régie régionale	ENTREPRISES PRIVÉES	23 342 792,00
02/07/2018 - Délégation de service public	SCHOONAERT SA AUTOCARS - PERIMÈTRE 1 FLANDRE	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	148 912 661,00
21/05/2019 - Délégation de service public	AJP VALENCIENNES GROUPE PLACE GESTION - PÉRIMÈTRE 3A	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	47 954 900,00
21/05/2019 - Délégation de service public	AJP VALENCIENNES GROUPE PLACE GESTION - PÉRIMÈTRE 3B	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	23 145 937,00
02/07/2019 - Délégation de service public	MARIOT GAMELIN SA AUTOCARS - PÉRIMÈTRE 2 : PÉVÈLE MÉLANTOIS ET WEPPES	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	140 363 530,00
02/07/2019 - Délégation de service public	COUTEAUX LES CARS DU HAINAUT - PÉRIMÈTRE 4 : PAYS QUERCITAIN-BAVAISIS ET AVESNOIS	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	119 131 476,00
26/09/2019 - COSP - Contrat d'objectifs de Service public	RÉGIE RÉGIONALE DES TRANSPORTS DE L'AISNE		RÉGIE RÉGIONALE	41 666 554,00
26/11/2019 - Délégation de service public	DUPAS LEBEDA FECHAIN - PÉRIMÈTRE 3 : SENSÉE-ESCAUT ET EST-CAMBRÉSIS -PROLONGATION	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	318 552,00
Détention d'une part du capital				
- Détention d'une part de capital	REBOOST	FPCI (Fonds Professionnel de Capital Investissement)	FPCI	5 000 000,00
- Détention d'une part de capital	PICARDIE AVENIR	SA	ENTREPRISES PRIVÉES	2 450 507,40
- Détention d'une part de capital	PICARDIE INVESTISSEMENT	SA	ENTREPRISES PRIVÉES	12 322 015,25
- Détention d'une part de capital	PICARDIE CAPITAL INNOVATION		ENTREPRISES PRIVÉES	702 744,90
- Détention d'une part de capital	CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE		ENTREPRISES PRIVÉES	92 680,00
- Détention d'une part de capital	ECO SYNERGIE EIN		ENTREPRISES PRIVÉES	60 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Détention d'une part de capital	FINOVAM GESTION		ENTREPRISES PRIVÉES	300 000,00
- Détention d'une part de capital	OSEO		SAR	22,26
- Détention d'une part de capital	FRANCE ACTIVE PICARDIE SA		SOCIETES	16,00
- Détention d'une part de capital	SACICAP DE LA SOMME		ENTREPRISES PRIVÉES	1 280,00
- Détention d'une part de capital	SACICAP DE PICARDIE		ENTREPRISES PRIVÉES	182,00
- Détention d'une part de capital	PICARDIE ENERGIE BOIS		ENTREPRISES PRIVÉES	48 160,00
- Détention d'une part de capital	PICARDIE ENERGIE ET DEV. DURABLE	SA	SA	6 000 445,00
- Détention d'une part de capital	INSTITUT RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT		01/10/1982-05/07/2002	305 296,00
- Détention d'une part de capital	SPL EURALILLE	SPL	23/04/1990-15/03/1993-14/06/1993-10/10/2011	119 248,00
- Détention d'une part de capital	SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AUTONOMIE ET SOLIDARITE		15/11/1996-24/09/2001-20/10/08	719 950,00
- Détention d'une part de capital	SAS FINORPA FINANCEMENT	SAS	04/04/2005-08/10/2007-20/10/2008	15 797 855,00
- Détention d'une part de capital	SAFER HAUTS-DE-FRANCE	SA a but non lucratif	LE 21 NOVEMBRE 1994	176 053,00
- Détention d'une part de capital	SAEML DE DÉVELOPPEMENT DU DUNKERQUOIS	SAEM	LE 14 DECEMBRE 1990	114 766,00
- Détention d'une part de capital	CAISSE SOLIDAIRE NORD PAS DE CALAIS		15/11/1996 ; 03/11/2003 ; 21/05/2007	161 442,00
- Détention d'une part de capital	SOCIÉTÉ LOCALE D'EPARGNE DE LILLE OUEST		29 ET 30/06/2000	253 360,00
- Détention d'une part de capital	SOCIÉTÉ LOCALE D'EPARGNE DE LILLE EST		29 ET 30/06/2000	253 380,00
- Détention d'une part de capital	SOCIÉTÉ LOCALE D'EPARGNE DE LENS LIÉVIN		29 ET 30/06/2000	420 240,00
- Détention d'une part de capital	SOCIÉTÉ LOCALE D'EPARGNE DE VALENCIENNES		29 ET 30/06/2000	309 000,00
- Détention d'une part de capital	SAS INOVAM	SAS	10/07/2000-04/10/2010	1 600 708,00
- Détention d'une part de capital	SIR BATIXIA	SIR	05/07/2002-08/03/2004	5 100 000,00
- Détention d'une part de capital	SAEML D'EXPLOITATION CENTRE NATIONAL DE LA MER - NAUSICAA	SAEML	LE 3 NOVEMBRE 2003	300 098,00
- Détention d'une part de capital	SAEM TERRITOIRES 62	SAEM	17/11/2008-03/07/2013	2 536 404,00
- Détention d'une part de capital	SA FONDS RÉGIONAL DE GARANTIE HAUTS-DE-FRANCE	SA	20/10/2008-2015	1 361 464,00
- Détention d'une part de capital	SASU NORD FRANCE AMORÇAGE	SAS	6/02/2012-25/06/2012-07/10/2013-2/11/2015	32 000 000,00
- Détention d'une part de capital	BATINOREST		LE 26 SEPTEMBRE 2005	500 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Détention d'une part de capital	SPLA DELTA3	SPL	LE 31 JANVIER 2011	149 940,00
- Détention d'une part de capital	SAEML EURATECHNOLOGIES	SAEML	LE 14 NOVEMBRE 2011	381 140,00
- Détention d'une part de capital	SPL VÉLODROME COUVERT RÉGIONAL	SPL	LE 10 OCTOBRE 2011	275 000,00
- Détention d'une part de capital	SAEM ENERGIES HAUTS-DE-FRANCE	SAEM	6/7/2015 - 5/10/2015	2 002 182,00
- Détention d'une part de capital	FIP NORD EUROPE PME		LE 26 JANVIER 2004	402 000,00
- Détention d'une part de capital	FINORPA SCR	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	2 643 489,10
- Détention d'une part de capital	FIRA NORD-EST	FPCI	FPCI	6 001 335,00
- Détention d'une part de capital	REV3 CAPITAL (EX CAP 3RI)	SAS	ENTREPRISES PRIVÉES	16 500 000,00
- Détention d'une part de capital	PAS DE CALAIS ACTIF	GIP	GIP	137 141,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	CMAR			10 397 841,70
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. OZAMAM (LILLE)		ETABLT PUBLIC	902 704,05
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. STE MARIE (BAILLEUL)		ETABLT PUBLIC	2 037,39
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. STE MARIE (FRUGES)		ETABLT PUBLIC	868 156,68
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. EPID (DUNKERQUE)		ETABLT PUBLIC	103 997,90
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	INS. ST LOUIS (ARMENTIÈRES)		ETABLT PUBLIC	1 064 361,56
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. NOTRE DAME DE SION (SAINT OMER)		ETABLT PUBLIC	443 539,69
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. ST FRANÇOIS D'ASSISE (ROUBAIX)		ETABLT PUBLIC	139 349,91
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. NOTRE DAME DES ANGES (ST AMAND LES EAUX)		ETABLT PUBLIC	185 079,10
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE (ORCHIES)		ETABLT PUBLIC	101 228,05

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. JEANNE D'ARC (AULNOYE AYMERIES)		ETABLT PUBLIC	100 000,00
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. ST JOSEPH (HAZEBROUCK)		ETABLT PUBLIC	263 538,43
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. CHARLES BRASSEUR (BOURBOURG)		ETABLT PUBLIC	506 502,05
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	CENTRE HÉLÈNE BOREL			5 194 251,21
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. NAZARETH HAFFREINGUE (BOULOGNE SUR MER)		ETABLT PUBLIC	158 569,01
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. ST ROCH (ESTAIRES)		ETABLT PUBLIC	107 314,81
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. DE COULOGNE (COULOGNE)		ETABLT PUBLIC	1 174 659,23
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. HÉLÈNE BOUCHER (SOMAIN)		ETABLT PUBLIC	157 683,53
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	ASS. DE L'INSTITUT D'ANCHIN (PECQUENCOURT)		ETABLT PUBLIC	1 653 959,10
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	INSTITUTION JEAN PAUL II DE COMPIÈGNE		ETABLT PUBLIC	5 670 115,01
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. LA MALASSISE DE LONGUENESSE		ETABLT PUBLIC	614 430,64
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. SAINTE ODILE DE LAMBERSART		ETABLT PUBLIC	447 447,52
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	MFR LE CLOS FLEURI (AVESNES SUR HELPE)		ETABLT PUBLIC	126 275,01
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	INSTITUT SAINT ELOI (BAPAUME)		ETABLT PUBLIC	2 106 644,15
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	LYC. STE FAMILLE (AMIENS)		ETABLT PUBLIC	2 475 579,23
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	FONDATION INSTITUT PASTEUR DE LILLE		ETABLT PUBLIC	8 279 492,66

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	MFR DE ROLLANCOURT (ROLLANCOURT)		ETABLT PUBLIC	348 866,05
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	MAISONS ET CITÉS SOGINORPA		ETABLT PUBLIC	30 029 900,44
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	GIP MIPIH		ETABLT PUBLIC	2 270 833,32
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	MFR de La Capelle (La Capelle)		ETABLT PUBLIC	451 316,38
- Garantie ou cautionnement d'un emprunt	PICARDIE AVENIR		ENTREPRISES PRIVÉES	100 000,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	A PETITS PAS		ASSOCIATION	190 770,66
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	A PRO BIO		ASSOCIATION	117 973,10
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ACAP POLE REGIONAL IMAGE		ASSOCIATION	580 355,67
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ACMAPOR		ASSOCIATION	310 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ACTEURS POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE HAUTS DE FRANC		ASSOCIATION	301 900,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ADEFI MISSION LOCALE		ASSOCIATION	343 990,88
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ADIL DU NORD		ASSOCIATION	330 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ADRIANOR		ASSOCIATION	200 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AEP EGEC LP SAINTE MARIE		ASSOCIATION	101 863,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AEP LYCEE ST PAUL		ASSOCIATION	645 568,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AFEEP MAUBEUGE SAMBRE LYCEE ND DE GRACE		ASSOCIATION	265 711,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AFEEP MAUBEUGE SAMBRE LYCEE THEOPHILE LEGRAND		ASSOCIATION	274 255,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AFPA ACCES A L EMPLOI		SOCIETE	1 412 529,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AFTRAL AFT CFA TL DE PICARDIE		ASSOCIATION	112 972,80
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AGECO AGENCEMENT		SOCIETE	142 074,93
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AGENCE DE DEV URBANISME LILLE METROPOLE		ASSOCIATION	89 379,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET D URBANISME DU GRAND AM		ASSOCIATION	105 933,63
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AGENCE REG DEVELOPP INNOVAT HDF		ASSOCIATION	4 318 498,45
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AGENCE REGIONALE DE LA LANGUE PICARDE		ASSOCIATION	206 381,49
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AGENCE REGIONALE DU LIVRE ET DE LA LECTURE HDF		ASSOCIATION	414 850,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AGRI AVENIR		SOCIETE	239 772,50

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AGRO TRANSFERT RESSOURCES ET TERRITOIRES		ASSOCIATION	1 076 205,76
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AIXMETAL		SOCIETE	105 744,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ALPES ALLIANCE POUR EMPLOI ET LA SOLIDARITE		ASSOCIATION	123 257,35
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ALUMINIUM DUNKERQUE		SOCIETE	543 976,86
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AMICALE DE PRODUCTION		SOCIETE	99 900,30
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AMIENS CLUSTER		ASSOCIATION	409 231,70
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AMIENS ENERGIES		SOCIETE	405 493,96
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AMIENS HOCKEY ELITE		SOCIETE	109 935,68

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AMIS INSTITUTION NOTRE DAME DES DUNES		ASSOCIATION	379 101,96
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AOCDTF ASSOCIATION OUVRIERE DES COMPAGNONS DU DEVO		ASSOCIATION	249 434,93
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	APRADIS PICARDIE		ASSOCIATION	151 244,85
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	APREMIS		ASSOCIATION	87 394,26
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AQUARESE INDUSTRIES		SOCIETE	99 598,97
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AQUIMER		ASSOCIATION	477 196,38
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ARACT		ASSOCIATION	437 129,69
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ARC FRANCE		SOCIETE	230 025,99

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ARCADE RURAUX SOLIDAIRES		ASSOCIATION	303 608,33
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ARCADIS		ASSOCIATION	100 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ARCELORMITTAL FRANCE		SOCIETE	1 350 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ARCHIPOP		ASSOCIATION	77 595,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ARCNAM PICARDIE CNAM		ASSOCIATION	2 130 177,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ART POINT M		ASSOCIATION	114 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ARTOIS EMPLOI ENTREPRISE		ASSOCIATION	384 094,24
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AS POUR LE PLAN LOC POUR L INSER ET L EMP DU DOUAI		ASSOCIATION	99 402,50

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASCDVPH		ASSOCIATION	162 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS AGRO SPHERES		ASSOCIATION	207 157,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS AMIENS AVENIR JEUNES		ASSOCIATION	458 764,85
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS L ECHANGEUR		ASSOCIATION	335 122,39
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS L ESPACE JEAN LEGENDRE CACCV		ASSOCIATION	530 020,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS LUNE DES PIRATES		ASSOCIATION	103 660,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS REGIONALE D EDUCATION PERMANENTE		ASSOCIATION	123 366,57
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS SOCIO CULTURELLE ARGENTINE A S C A		ASSOCIATION	126 681,28

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS ACTEURS DE L ECONOMIE SOLIDAIRE		ASSOCIATION	85 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS AMIS INSTITUTION STE MARIE LYCEE STE MARIE		ASSOCIATION	856 050,52
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS APPRENTIS INDUSTRIEL COMMERCIAL		ASSOCIATION	649 876,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS ART ZOYD 3		ASSOCIATION	116 388,63
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS ARTS SCENIQUES ROCKS		ASSOCIATION	81 891,37
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS ATELIER LYRIQUE TOURCOING		ASSOCIATION	950 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS CENTRE REGIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE NORD PDC		ASSOCIATION	354 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS CENTRES SOC ET SOCIO CULTURELS		ASSOCIATION	207 088,41

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS CESARTS EVENEMENTS		ASSOCIATION	132 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS CHAINE DES TERRILS		ASSOCIATION	170 614,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS DE GESTION DE L INSTITUTION ST PIERRE CALAIS		ASSOCIATION	420 630,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS DE GESTION DU CFA REG DES HDF JEAN BOSCO		ASSOCIATION	1 504 188,01
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS DES CENTRES SOCIAUX DE DOUAI		ASSOCIATION	543 859,57
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS DES CONSERVATEURS DES MUSEES DES HAUTS DE FRAN		ASSOCIATION	134 388,98
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS DEV EDU ENV LITTORAL NORD		ASSOCIATION	107 359,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS DUNKERQUOISE DES GESTION DES EQ SOCIAUX		ASSOCIATION	284 560,19

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS ECOLE ET FAMILE LYCEE STE CLAIRE		ASSOCIATION	174 079,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE		ASSOCIATION	579 020,44
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS ENTREPRENDRE ENSEMBLE		ASSOCIATION	995 491,99
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS FAMILIAL LOCALE INSTITUT STE COLETTE		ASSOCIATION	79 211,99
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS FAMILIALE EDUCATION ENSEIGNEMENT		ASSOCIATION	350 899,60
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS GESTION INSTITUTION LIBRE DE MARCQ		ASSOCIATION	485 677,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS IRBMS INSTITUT REGIONAL BIOLOGIE MEDECINE SPOR		ASSOCIATION	78 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS JARDINS PAYSAGERS HORTILLONNAGES		ASSOCIATION	1 026 954,30

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS LA PASSERELLE LE GRAND MIX		ASSOCIATION	179 493,71
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS LES AMIS DE MONTALEMBERT		ASSOCIATION	79 579,22
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS LILLE 3000		ASSOCIATION	600 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS MAISON DE MODES		ASSOCIATION	378 809,33
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS MEF DU SUD OUEST DE L OISE		ASSOCIATION	114 714,04
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS MISSION LOCALE POUR EMPLOI DES JEUNES		ASSOCIATION	232 839,45
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS NOTRE DAME DE LA PAIX		ASSOCIATION	321 782,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS OGEC SAINTE FAMILLE		ASSOCIATION	438 158,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS POLE AUTOMOBILE NPDC		ASSOCIATION	106 434,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS POUR AVENIR DES JEUNES ARRONDISSEMENT ST OMER		ASSOCIATION	150 014,81
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS POUR DROIT A L INITIATIVE ECONOMIQUE		ASSOCIATION	175 104,53
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS POUR EMPLOI FORM SECTEUR FLANDRE INTER		ASSOCIATION	148 836,23
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS PRODUCTEURS D ENDIVES DE FRANCE		ASSOCIATION	118 530,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS PROMOTION FORMATION EMPLOI 5 CANTONS SI		ASSOCIATION	267 159,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS R ET D METHODE PROCES INDUS		ASSOCIATION	171 829,81
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS REG VENDEURS DIRECTS PROD LAIT NPDC		ASSOCIATION	227 683,06

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS REGIONALE INDUSTRIE AUTOMOBILE HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	257 032,47
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS REUSSIR ENSEMBLE L EMPLOI DU BOULONNAIS		ASSOCIATION	155 502,22
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS SAVOIR VERT DES AGRICULTEURS		ASSOCIATION	144 144,74
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS ST LAURENT CA KAYAK GD ARRAS		ASSOCIATION	110 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS TECHNOPOLE DU VALENCIENNOIS		ASSOCIATION	239 668,26
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS TOURQUENNOISE DE GESTION DE L EIC		ASSOCIATION	3 163 306,93
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS TOURQUENNOISE GESTION DE L EIC		ASSOCIATION	318 635,02
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASS TRANSPORTS TERRESTRES		ASSOCIATION	570 459,12

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSO DE GESTION DE L INSTITUTION SAINTE ODILE		ASSOCIATION	206 450,93
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSO LES TERRES DE JIM		ASSOCIATION	92 029,06
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOC DE L INSTITUT D ANCHIN		ASSOCIATION	422 413,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOC ETB ENS LA PROVIDENCE LP LYCEE LA PROVIDENCE		ASSOCIATION	366 443,20
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION ADELIE VAMB		ASSOCIATION	148 650,18
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION CENTRE SCOLAIRE SAINT PAUL LYC ST PAUL		ASSOCIATION	613 561,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION CULTURELLE ISRAELITE		ASSOCIATION	111 401,38
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION D EDUCATION ST JOSEPH LYC LA MALASSISE		ASSOCIATION	560 934,88

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION DANSE A LILLE		ASSOCIATION	269 864,47
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION DE GESTION LYCEE JEAN BOSCO		ASSOCIATION	258 695,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION DE L INSTITUTION ST JEAN		ASSOCIATION	568 017,43
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION DES PERES FAMILLE DE L ECOLE		ASSOCIATION	1 629 565,37
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION FESTIVAL INTERNATIONAL SERIES LILLE HD		ASSOCIATION	3 260 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE		ASSOCIATION	305 200,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION GESTION LYCEE DEPOORTER HAZEBROUCK		ASSOCIATION	300 751,20
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION GESTION THERESE D AVILA		ASSOCIATION	308 270,80

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION JEUNESSE ET AVENIR		ASSOCIATION	856 607,72
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION L EVEIL SOMAINOIS		ASSOCIATION	414 720,08
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION LAIQUE POUR L EDUCATION LA FORMATION		ASSOCIATION	79 380,12
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION SAINT JOSEPH		ASSOCIATION	95 177,37
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION SCOLAIRE SAINT JEAN LA CROIX		ASSOCIATION	325 815,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION SCOLAIRE SAINT REMY		ASSOCIATION	285 708,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION SPORTIVE AULNOYE		ASSOCIATION	108 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION TECHNIQUE DE LA SALLE		ASSOCIATION	125 990,74

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ASSOCIATION VIANDE BIO HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	553 808,31
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ATD QUART MONDE		ASSOCIATION	81 347,97
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ATELIER AGRICULTURE AVESNOIS THIERACHE		ASSOCIATION	83 656,62
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ATMO HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	185 375,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ATMOSPHERES		ASSOCIATION	170 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ATOS WORDLINE		SOCIETE	332 017,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ATRIOM DU BEAUVAISIS		SOCIETE	585 770,05
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ATRIOM DU COMPIEGNOIS		SOCIETE	589 606,74

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AUTEURS REALISA PRODUCTEURS		SOCIETE	100 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AUTOMOTIVE CELLS COMPANY SE		SOCIETE	35 000 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AUTOUR DES RYTHMES ACTUELS		ASSOCIATION	169 929,80
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	AVENIR CONSEIL ELEVAGE		SOCIETE	95 891,68
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BAIL ACTEA		SOCIETE	111 276,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BASKET CLUB MARITIME GRAVELINES GRAND FORT PHIL		ASSOCIATION	208 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BAUDELET MATERIAUX		SOCIETE	159 398,95
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BEAUVAIS XV RUGBY CLUB		ASSOCIATION	155 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BEFESA VALERA		SOCIETE	928 945,56
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BELENCONTRE CENTRE SOCIO CULTUREL		ASSOCIATION	415 167,54
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BGE HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	3 906 924,02
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BGE LITTORAL OPALE		ASSOCIATION	799 353,07
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BGE PICARDIE SCIC		ASSOCIATION	2 579 258,03
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BIO EN HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	188 436,79
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BIOMETH N		SOCIETE	457 798,78
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BIOMETHANE DU CHAUNOIS		SOCIETE	221 336,41

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BLEDINA		SOCIETE	270 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BOULOGNE SUR MER DEVELOPPEMENT COTE OPALE		ASSOCIATION	93 503,46
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BPI FRANCE FINANCEMENT		SOCIETE	41 136 852,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BPIFRANCE REGIONS		SOCIETE	1 750 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BRIGADE D INTERVENTION CULTURELLE		ASSOCIATION	185 310,74
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BTP CFA HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	650 272,62
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	BTP CFA PICARDIE		ASSOCIATION	260 911,24
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	C&D FOODS FRANCE		SOCIETE	250 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CAMBRAI VOLLEY ELAN DU CAMBRESIS		ASSOCIATION	135 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CAMBRESIS EMPLOI		ASSOCIATION	333 897,42
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CAP DIGITAL		ASSOCIATION	971 561,15
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CARGOBEAMER FRANCE SAS		SOCIETE	575 961,41
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CARRIERES DU BOULONNAIS		SOCIETE	925 523,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CARTONNERIES DE GONDARDENNES		SOCIETE	1 070 437,25
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CCT LE MANEGE		ASSOCIATION	604 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CEMEA DE PICARDIE		ASSOCIATION	89 378,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE ROUBAIX BALLET D		ASSOCIATION	706 520,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CENTRE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE		ASSOCIATION	90 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CENTRE EUROPEEN DES TEXTILES INNOVANTS		ASSOCIATION	475 709,93
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CENTRE RECHERCHES ETUDES FORMATION ORGANIS		SOCIETE	134 085,44
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CENTRE REGIONAL PHYTOSOCIOLOGIE		ASSOCIATION	712 541,06
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CERTIA		ASSOCIATION	175 302,41
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CETIM		SOCIETE	2 623 152,59
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CFA BTP SOMME EX CFA BTP 80		ASSOCIATION	309 718,92

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CFA REGIONAL HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	215 148,02
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CFAEUC COMMISSION FRANCO AMERICAINE ECHANGES UNIVE		SOCIETE	91 229,52
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CFAI DE L OISE		ASSOCIATION	695 839,22
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CFAI 8002 SOMME AISNE		ASSOCIATION	537 489,64
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS - ACM		ASSOCIATION	395 173,24
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CFDT UNION REGIONALE INTERPROFESSIONNELLE		ASSOCIATION	156 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CFTC DU NORD UNION REGION NPDC		ASSOCIATION	79 997,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CGT DU NORD		ASSOCIATION	108 817,72

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CHAMBRE REGIONALE DE L ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAI		ASSOCIATION	220 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CHENELET		ASSOCIATION	82 676,80
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CHOEUR REGIONAL HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	100 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CINE LIGUE NPDC		ASSOCIATION	384 929,89
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CINE RURAL 60		ASSOCIATION	87 599,49
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CINQUANTE DEGRES NORD		ASSOCIATION	99 562,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CITC EURARFID		ASSOCIATION	317 928,32
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CITE NATURE		ASSOCIATION	360 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CLESENCE MAISON DU CIL		SOCIETE	154 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CLIC AND WALK		SOCIETE	140 260,11
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CLUB NOE		ASSOCIATION	97 225,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CLUBTEX		ASSOCIATION	109 233,37
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COLLECTIF HEURE EXQUISE		ASSOCIATION	172 261,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COLLECTIF SI VOUS POUVIEZ LECHER MON COEUR		ASSOCIATION	219 126,04
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMEDIE DE BETHUNE		SOCIETE	587 518,74
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMEDIE DE PICARDIE		ASSOCIATION	1 576 120,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMITE DE GESTION DU THEATRE DU BEAUVAISIS		ASSOCIATION	332 820,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMITE ORGANISATION LILLE METROPOLE 2020		ASSOCIATION	516 902,55
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMITE REG DU TOURISME ET DES CONGRES HDF		ASSOCIATION	7 641 600,91
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMITE REGIONAL CANOE KAYAK HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	88 749,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMITE REGIONAL D EQUITATION DES HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	75 221,47
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMITE REGIONAL DES PECHES MARITIMES ET DES ELEVAG		ASSOCIATION	97 901,09
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMITE REGIONAL HANDISPORT HDF		ASSOCIATION	85 777,09
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMPAGNIE ANIMA MOTRIX		ASSOCIATION	75 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COMPAGNIE DE L ARCADE		ASSOCIATION	96 294,99
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CONNEXION EMPLOI PLUS		ASSOCIATION	271 326,76
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CONS ESPACES NATURELS HDF		ASSOCIATION	928 876,67
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CONSEIL DES CHEVAUX HDF		ASSOCIATION	171 408,55
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CONSERVATOIRE D ESPACES NATURELS DE PICARDIE		ASSOCIATION	619 136,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CONSTRUCTION DURABLE ET ECOMATERIAUX		SOCIETE	399 720,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COOP FORESTIERE AMIENS ARRAS		SOCIETE	80 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COORDINATION DES MJC EN HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	108 397,96

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CORIF FORMATION		ASSOCIATION	77 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	COTE D OPALE BASKET CALAIS		ASSOCIATION	108 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CPIE PAYS DE L AISNE		ASSOCIATION	100 430,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CRAJEP ASSOCIATION		ASSOCIATION	121 256,64
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CRAJEP HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	109 366,46
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CREATION DEVPT ECO ENTREPRISES		ASSOCIATION	1 474 657,39
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CRIJ CENTRE REGIONAL INFO JEUNESSE HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	270 038,59
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CRITT POLYMERES PICARDIE		ASSOCIATION	256 235,77

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CROS HDF COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF HAUT		ASSOCIATION	185 278,77
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CTRE FORMATION METIERS DU CUIR		SOCIETE	108 528,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CTRE PERMANENT INITIATION ENVIRONNEMENT		ASSOCIATION	199 017,93
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CULTURE COMMUNE		ASSOCIATION	440 790,32
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CULTURELLE TOURQUENNOISE		ASSOCIATION	83 954,07
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	CY FORM		SOCIETE	123 444,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	DE LA SUITE DANS LES IMAGES		ASSOCIATION	185 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	DELEG REG HDF CROIX-ROUGE FRANCAISE		ASSOCIATION	86 944,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	DELOITTE ET ASSOCIES		SOCIETE	313 632,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	DESIGN LILLE METROPOLE		ASSOCIATION	80 175,61
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	DIANE DEBLYCK STRATEGIE		SOCIETE	100 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	DIAPHANE		ASSOCIATION	188 625,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	DROIT DE CITE		ASSOCIATION	152 893,51
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	DUNKERQUE HANDBALL GRAND LITTORAL EURSL		SOCIETE	200 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	E2C GRAND HAINAUT		ASSOCIATION	905 523,86
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EARL BUYSSE		SOCIETE	226 269,97

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EC SUPER ING ELECTROTECHNIQUE ELECTRONIQUE		ASSOCIATION	777 800,97
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ECOLE ACTIVE JEANNINE MANUEL		ASSOCIATION	147 830,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DE L ARTOIS		ASSOCIATION	582 681,81
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANGE LILLE METROPOLE		ASSOCIATION	1 310 678,01
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ECOLE DU NORD		ASSOCIATION	293 274,18
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ECOLE SAINT MARTIN		ASSOCIATION	152 285,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ECOLE SUPERIEURE DE JOURNALISME		ASSOCIATION	154 523,68
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ECOLES ST PIERRE NOTRE DAME DE FRANCE		ASSOCIATION	250 792,24

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EEL ENERGY		SOCIETE	170 311,16
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EMPLOI FORMATION ARM VALLEE DE LA LYS		ASSOCIATION	114 936,63
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ENSEIGT CATHO EN BETHUNE ST VAAS ST DOMINIQUE		ASSOCIATION	240 035,03
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ENTA		SOCIETE	75 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ENTENTE SPORTIVE BASKET V ASCQ LILLE METROPOLE		ASSOCIATION	243 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	809 054,82
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ESCAPADE CENTRE ANIMATION CULTURELLE		ASSOCIATION	105 525,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ESMD HAUT-DE-FRANCE		ASSOCIATION	260 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ESPACE 36 ASS D ART CONTEMPORAIN		ASSOCIATION	83 330,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ESPACE D UNE VIE		SOCIETE	89 046,67
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ESPACE FORMATION AUX METIERS DE MUSIQUE		ASSOCIATION	86 820,86
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ESPACE PASOLINI THEATRE INTERNATIONAL		ASSOCIATION	193 100,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ESSM LE PORTEL BASKET BALL COTE D OPALE		SOCIETE	218 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ET VOUS TROUVEZ CA DROLE		ASSOCIATION	308 759,69
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ETIA		SOCIETE	104 570,10
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EURALENS		ASSOCIATION	164 334,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EURAMATERIALS		ASSOCIATION	604 102,18
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EURASANTE		SOCIETE	1 042 050,55
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EURATECHNOLOGIES		SOCIETE	2 161 062,55
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EUROPE DIRECT AMIENS HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	107 503,01
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EVONIK REXIM		SOCIETE	85 772,16
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	EXTRACTIS		ASSOCIATION	200 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FAIS NOUS REVER AGENCE POUR L EDUCATION PAR LE SPO		ASSOCIATION	102 792,12
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FAMILLES RURALES FEDERATION HTS FRANCE		ASSOCIATION	103 740,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FED DES CTRES SOC ET SOCIAUX CULT DES PAYS PICARDS		ASSOCIATION	578 368,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FED PDC PECHE PROTECTION MILIEU AQUATIQUE		ASSOCIATION	379 403,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FED REG MAISONS FAM ET RURAL NPDC PICARDIE		ASSOCIATION	280 130,62
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FED REGIONALE DES CHASSEURS HDF		ASSOCIATION	863 901,92
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FED ROUBAISIENNE ENS SEC CATHOLIQUE		ASSOCIATION	1 830 926,51
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FED SOMME POUR PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATI		ASSOCIATION	276 064,81
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FEDE REG OFFICES TOURISMES		ASSOCIATION	104 722,24
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FEDER REGIONALE CULTURE PATRIMOINE MARIT		ASSOCIATION	80 470,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FEDERATION FRANCAISE BANQUES ALIMENTAIRES		ASSOCIATION	149 888,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FEDERATION REGIONALE DES CIDFF HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	211 780,42
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FEDERATION REGIONALE DES CUMA DES HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	120 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FEDERATION REGIONALE DES SOCIETES MUSICALES HDF		ASSOCIATION	100 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FEDERATION UNIVERSITAIRE ET PURIDISCIPLINAIRE DE L		ASSOCIATION	1 408 756,84
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FERTI OISE		SOCIETE	144 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FESTIVAL COTE D OPALE		ASSOCIATION	147 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FESTIVAL DE L OISEAU ET DE LA NATURE		ASSOCIATION	197 600,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FIBOIS HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	432 531,34
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FLANDRE CREATION BOUTIQUE DE GESTION		ASSOCIATION	476 248,65
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FLONFLONS		ASSOCIATION	80 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FOND REGIONAL DE GARANTIE HDF		SOCIETE	3 600 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FONDATION D AUTEUIL MAISON SAINT JACQUES		ASSOCIATION	143 667,71
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FONDATION SAUVEGARDE DEVELOPPE DOMAINE DE CHANTILL		ASSOCIATION	105 582,92
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FONDS REGIONAL D ART COMPTEMPORAIN DE PICARDIE		ASSOCIATION	250 941,32
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FORCE OUVRIERE UNION REGIONALE		ASSOCIATION	122 884,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FORMASUP NORD PAS DE CALAIS		ASSOCIATION	108 114,09
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FORMAT INFORMAT DEVELOP INITIATIVE RURAL		ASSOCIATION	93 890,42
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FOYER LAIQUE VOLLEY BALL ST QUENTIN		ASSOCIATION	90 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRAC		ASSOCIATION	820 704,79
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRAIS EMBAL		SOCIETE	250 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRANCE ACTIVE GARANTIE		SOCIETE	450 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRANCE CAKE TRADITION		SOCIETE	83 312,82
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRANCE MEDIATION RESEAU D ACTEURS DE LA MEDIATION		ASSOCIATION	96 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRANCE REBOND INDUST GESTION		SOCIETE	100 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRANF FEDERATION RADIOS ASSOCIATIONS NORD DE FRANC		ASSOCIATION	124 250,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FREDON FEDERATION REGIONALE DEFENSE NUISIBLES NPDC		ASSOCIATION	242 576,21
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRENCH TECH LILLE		ASSOCIATION	277 220,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	FRESNOY STUDIO NATIONAL DES ARTS CONTEMPORAINS		ASSOCIATION	1 608 038,15
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	GAEC DE LA DEMI LIEUE		SOCIETE	141 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	GENERATIONS ET CULTURE VIEILLIR AUTREMENT		ASSOCIATION	84 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	GRAND LILLE TV		SOCIETE	1 550 871,46

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	GRANDS ENSEMBLE		SOCIETE	473 481,14
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	GROUP ETUDE MILIEU ESTUAIRIENS LITTORAUX		ASSOCIATION	84 141,71
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	GROUPE SCOLAIRE NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE		ASSOCIATION	406 717,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	GROUPEMENT DES HOPITAUX DE L ICL INSTITUT CATHOLIQ		SOCIETE	204 236,24
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	GROUPEMENT REGIONAL POUR LA QUALITE ALIMENTAIRE		ASSOCIATION	357 507,75
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	HAAGEN DAZS ARRAS		SOCIETE	160 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	HAND BALL CLUB AULNOYE AYMERIES		ASSOCIATION	90 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	HANDBALL CLUB DE ST AMAND PORTE DU HAINAUT		ASSOCIATION	160 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	HARMONIA SACRA		ASSOCIATION	79 250,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	HAUTE FIDELITE		ASSOCIATION	168 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	HIPPODROME DOUAI THEATRE ARRAS DIT TANDEM		ASSOCIATION	910 861,13
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	HODEFI		ASSOCIATION	159 771,46
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	HORS CADRE		ASSOCIATION	121 250,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INDUSTRIES DU COMMERCE		ASSOCIATION	115 557,28
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INFORMA		ASSOCIATION	205 086,66
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INHARI OUEST		ASSOCIATION	106 871,09

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INITIATIVE HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	2 605 744,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INITIATIVE SOMME FRANCE ACTIVE PICARDIE		ASSOCIATION	365 588,16
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INITIATIVES PAYSANNE		ASSOCIATION	230 393,41
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INNOTEX		ASSOCIATION	232 025,33
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INST PASTEUR DE LILLE		ASSOCIATION	849 824,15
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT POLYTECHNIQUE UNILASALLE		ASSOCIATION	441 553,10
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT AGRICOLE MIXTE		ASSOCIATION	142 681,09
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT CATHOLIQUE D ARTS ET METIERS		ASSOCIATION	547 955,30

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE		ASSOCIATION	391 063,23
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT DE GENECH		ASSOCIATION	1 074 002,39
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT DE L ELEVAGE		ASSOCIATION	114 317,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT DE SANTE AU TRAVAIL DU NORD		ASSOCIATION	273 305,52
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE		SOCIETE	275 152,59
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT FAIRE FACES		ASSOCIATION	101 453,53
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT JEAN BAPTISTE ANDRE GODIN		ASSOCIATION	168 275,67
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT NICOLAS BARRE		ASSOCIATION	1 071 597,29

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT POUR LA PHOTOGRAPHIE DES HDF		ASSOCIATION	2 102 644,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUT SAINT JOSEPH DU MONCEL		ASSOCIATION	240 413,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUTION DE LA CROIX BLANCHE LYC CROIX BLANCHE		ASSOCIATION	289 273,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUTION DE LA SALLE LILLE		ASSOCIATION	1 369 537,54
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INSTITUTION ST CHARLES		ASSOCIATION	348 945,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	INTERNATIONAL ARTS FESTIVAL NEXT		ASSOCIATION	350 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	IREO		ASSOCIATION	90 280,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	IRIAE HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	138 768,49

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	JAY & JOY		SOCIETE	120 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	JOURNEE CINEMATOGRAPHIQUE FESTIVAL DU FILM D AMIEN		ASSOCIATION	165 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	KEOLIS RESEAU DEPARTEMENTAL SUD OISE		SOCIETE	887 086,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	L ARBRISSEAU CENTRE SOCIAL		ASSOCIATION	374 248,26
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA BISCUITERIE		ASSOCIATION	92 225,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA CHAMBRE D EAU		ASSOCIATION	146 534,19
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA CHARTREUSE DE NEUVILLE		ASSOCIATION	79 000,46
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA CLEF DES CHANTS		ASSOCIATION	556 757,71

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA COMPAGNIE HENDRICK VAN DER ZEE		ASSOCIATION	99 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA FABRIQUE DEFI		ASSOCIATION	203 826,46
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA FAIENCERIE		ASSOCIATION	338 160,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA LIGUE DE L ENSEIGNEMENT DES HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	223 500,59
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA MACHINERIE		ASSOCIATION	91 593,54
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA MAISON DES ENTREPRISES DE THIERACHE ET DE LA SE		ASSOCIATION	206 027,92
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA MALTERIE		ASSOCIATION	79 160,65
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA MARGUERITE		SOCIETE	503 463,30

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA SAUVEGARDE DU NORD		ASSOCIATION	305 021,43
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LA VERRIERE		ASSOCIATION	145 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LABORATOIRE BIOVE		SOCIETE	150 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LABORATOIRES DES PRODUITS HYODALL		SOCIETE	134 780,29
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LATITUDES CONTEMPORAINES		ASSOCIATION	121 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LE BATEAU FEU - SCENE NAL DUNKERQUE		ASSOCIATION	613 834,77
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LE BOULON		ASSOCIATION	210 363,03
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LE CHANNEL SCENE NATIONALE DE CALAIS		ASSOCIATION	1 243 935,22

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LE GRAND BLEU		ASSOCIATION	351 586,95
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LE MOUVEMENT ASSOCIATIF HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	210 086,16
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LE PHENIX THEATRE DE VALENCIENNES		SOCIETE	939 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LE TAS DE SABLE CHES PANSES VERTES		ASSOCIATION	311 041,60
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LEO LAGRANGE NORD SIEGE		ASSOCIATION	153 874,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES AMIS DE CINECOMEDIES		ASSOCIATION	107 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES AMIS DU PETIT SEMINAIRE ST RIQUIER		ASSOCIATION	248 376,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES ATELIERS DE CARCASSONNE		SOCIETE	230 865,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES CLOWNS DE L ESPOIR		ASSOCIATION	76 261,82
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES FOUS A REACTION		ASSOCIATION	85 200,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES NUITS SECRETES		ASSOCIATION	446 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES PAPILLONS BLANCS		ASSOCIATION	285 161,11
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES RESTAURANTS DU COEUR		ASSOCIATION	170 496,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LES SPECTACLES SANS GRAVITE		ASSOCIATION	425 940,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIANES COOPERATION		ASSOCIATION	124 063,30
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIGUE DE FOOTBALL DES HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	474 887,50

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIGUE DES HAUTS DE FRANCE DE TENNIS		ASSOCIATION	215 995,89
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIGUE DES HAUTS DE FRANCE HANDBALL		ASSOCIATION	89 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIGUE HAUTS DE FRANCE ATHLETISME		ASSOCIATION	495 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIGUE HDF JUDO JUJITSU KENDO ET DISCPL ASSOCIES		ASSOCIATION	76 160,08
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIGUE REGIONALE DE NATATION HDF		ASSOCIATION	116 518,58
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIGUE REGIONALE HAUTS DE FRANCE BASKET BALL		ASSOCIATION	91 100,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LIGUE SPORT ADAPTE HDF		ASSOCIATION	77 800,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LILLE METROPOLE BASKET SASP		SOCIETE	192 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LILLE METROPOLE RUGBY CLUB VILLENEUVOIS		ASSOCIATION	113 250,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LILLE UNIVERSITE CLUB		ASSOCIATION	85 997,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LOGINOV FORMATION		SOCIETE	189 255,64
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LYCEE CROISET		SOCIETE	83 323,14
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	LYCEE ENS AGRICOLE PRIVE SAVY BERLETTE		ASSOCIATION	124 687,41
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	M2I		SOCIETE	143 316,18
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MAISON DE L INITIATIVE ET DE L EMPLOI DU ROUBAISIS		ASSOCIATION	281 462,06
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MAISON DE LA POESIE DES HDF		ASSOCIATION	82 109,74

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MAISON ENTR EMPLOI FORMATION SANTERRE HTE SOMME		ASSOCIATION	257 710,18
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MAISON POUR L EMPLOI DE LILLE LOMME HELLEMME		ASSOCIATION	262 816,80
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MAISON REG ENVIRONNEMENT SOLIDARITES		ASSOCIATION	192 022,89
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MARECHALLE PESAGE		SOCIETE	100 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MEDEE		ASSOCIATION	207 722,62
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MEF DU GRAND BEAUVAISIS		ASSOCIATION	248 611,51
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MEF DU PAYS CHAUNOIS		ASSOCIATION	171 217,33
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MEF DU PAYS DU GRAND LAONNOIS		ASSOCIATION	285 879,35

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MEMORIAL DE LA SHOAH		ASSOCIATION	167 871,15
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MENAGE SERVICE PARTICULIERS		ASSOCIATION	88 336,46
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	METHADEC		SOCIETE	255 191,51
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	METHAISNE ENERGIES VERTES		SOCIETE	578 345,22
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MFR HUCQUELIERS		ASSOCIATION	107 017,70
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MFR LA CAPELLE		ASSOCIATION	289 124,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MFR LE CATEAU CAMBRESIS		ASSOCIATION	113 640,01
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MFR LE CLOS FLEURI		ASSOCIATION	505 106,71

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MFR ROLLANCOURT		ASSOCIATION	492 845,84
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISS LOCALE PAYS COMPIEGNOIS ET PAYS DES SOURCES		ASSOCIATION	257 975,25
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION BASSIN MINIER NORD PAS DE CALAIS		ASSOCIATION	225 740,66
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION EMPLOI LYS TOURCOING		ASSOCIATION	388 340,01
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCAL POUR L EMPLOI DES JEUNES		ASSOCIATION	165 469,63
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE AGGLOMERATION LENS LIEVIN		ASSOCIATION	101 828,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE CLERMONTOIS VALLEE THERAIN		ASSOCIATION	179 076,70
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE COEUR DE PICARDIE		ASSOCIATION	393 932,09

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE DE L ARTOIS		ASSOCIATION	364 886,74
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME		ASSOCIATION	368 270,71
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE DE LA VALLEE DE L OISE		ASSOCIATION	188 890,47
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE DE ROUBAIX LYS LEZ LANNOY		ASSOCIATION	124 973,25
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE DU CAMBRESIS		ASSOCIATION	183 212,96
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE DU PAYS BOULONNAIS		ASSOCIATION	316 983,21
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE EMPLOI JEUNES EN THIERACHE		ASSOCIATION	246 096,10
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE EN PAYS D ARTOIS		ASSOCIATION	113 269,74

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE HENIN CARVIN		ASSOCIATION	100 640,85
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE INSERT FORMAT EMPLOI GRAND AMIENOIS		ASSOCIATION	510 907,25
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE INSERTION SOCIALE ET PRO		ASSOCIATION	132 030,34
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE JEUNES DU VALENCIENNOIS		ASSOCIATION	371 809,68
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE METROPOLE SUD		ASSOCIATION	117 675,56
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE MONTREUIL COTE D OPALE		ASSOCIATION	97 970,25
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE POUR INSERTION PROFESSIONNELLE		ASSOCIATION	110 401,59
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MISSION LOCALE RURALE DU GRAND PLATEAU PICARD		ASSOCIATION	140 582,12

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	MOUV ENTREP FRANCE MEDEF LILLE METRO		ASSOCIATION	90 825,77
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	NATIOCREDIMURS		SOCIETE	103 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	NEOECO DEVELOPPEMENT		SOCIETE	100 565,20
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	NORD ACTIF		ASSOCIATION	1 828 427,60
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	NORD ASPHALTE		SOCIETE	862 126,94
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	NORD ESTER		SOCIETE	193 330,91
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	NORD FRANCE INVEST		ASSOCIATION	2 505 600,88
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OBSERVATOIRE REGIONAL DE SANTE ET DU SOCIAL DE PIC		ASSOCIATION	401 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC CENTRE SCOL PRIVE DE FRUGES		ASSOCIATION	237 019,62
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC DE L ENSEMBLE SCOLAIRE SACRE COEUR		ASSOCIATION	644 272,34
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC DE L ENSEMBLE SCOLAIRE ST ADRIEN		ASSOCIATION	373 199,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC DE L INSTITUTION JEAN PAUL II		ASSOCIATION	563 204,90
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC DES DEUX HELPES		ASSOCIATION	83 920,43
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC DU GROUPE EPID VAUBAN		ASSOCIATION	986 970,30
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC DU LEP DEFOREST		ASSOCIATION	420 225,99
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC DU LYCEE PRIVE		ASSOCIATION	522 225,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC DU SACRE COEUR PERONNE		ASSOCIATION	97 772,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC ECA SAINT JUDE		ASSOCIATION	561 377,83
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC ESCAP		ASSOCIATION	359 089,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC ETAPLES		ASSOCIATION	98 738,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC INST ST JOSEPH NOTRE DAME		ASSOCIATION	169 513,87
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC INSTITUT DU SAINT ESPRIT		ASSOCIATION	398 168,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC INSTITUTION SEVIGNE		ASSOCIATION	125 697,52
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC JEANNE D ARC SACRE COEUR		ASSOCIATION	365 456,22

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC LT PRIVE ST ANTOINE ET SAINTE SOPHIE		ASSOCIATION	235 025,16
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC LYCEE CAMILLE DE LELLIS		ASSOCIATION	352 709,80
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC LYCEE DAMPIERRE VALAREP		ASSOCIATION	386 456,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC NAZARETH HAFFREINGUE		ASSOCIATION	388 933,25
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC NOTRE DAME DES ANGES		ASSOCIATION	226 828,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC SAINT DOMINIQUE		ASSOCIATION	210 512,34
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC SAINT JACQUES		ASSOCIATION	397 722,46
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC SAINT LUC CAMBRAI		ASSOCIATION	875 223,06

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC SAINT MICHEL		ASSOCIATION	148 942,08
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC SAINT VINCENT		ASSOCIATION	424 155,93
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC SAINT VINCENT DE PAUL		ASSOCIATION	320 012,24
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC SAINTE BERNADETTE		ASSOCIATION	142 312,03
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC ST ELOI HAZEBROUCK LTP ST JOSEPH		ASSOCIATION	214 962,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC ST JOSEPH LA MADELEINE		ASSOCIATION	110 294,44
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC ST VINCENT DE PAUL		ASSOCIATION	540 789,07
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGEC VINCENT DE PAUL		ASSOCIATION	1 244 784,43

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OGES DU SACRE COEUR D AMIENS LP LYCEE SACRE COEUR		ASSOCIATION	458 212,57
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OLYMPIQUE MARCQUOIS RUGBY		ASSOCIATION	155 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OMBELLISCIENCE PICARDIE		ASSOCIATION	387 844,20
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ON A MARCHE SUR LA BULLE		ASSOCIATION	347 857,50
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OPCAIM		ASSOCIATION	231 694,54
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OPCALIA PICARDIE		ASSOCIATION	568 459,51
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OPERATEUR COMPETENCES INTERINDUSTRIEL		ASSOCIATION	141 905,56
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ORCHESTRE DE DOUAI		ASSOCIATION	280 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ORCHESTRE DE PICARDIE		ASSOCIATION	3 075 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ORCHESTRE FRANCAIS DES JEUNES		ASSOCIATION	88 708,32
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE		ASSOCIATION	5 324 900,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ORGANISME DE GESTION DE ST PIERRE LYCEE ST PIERRE		ASSOCIATION	281 605,83
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ORGANISME DE GESTION DES ECOLES FORGES		ASSOCIATION	281 864,15
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ORGANISME GESTION DES LYCEES CATHOLIQUES DE LOOS		ASSOCIATION	2 274 817,47
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ORGANISME GESTION LPEP SAINT REMI		ASSOCIATION	878 436,44
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	OSICA SA D HLM		SOCIETE	646 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PASSEPORT FORMATION		ASSOCIATION	145 591,47
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PICARDIE NATURE		ASSOCIATION	188 796,85
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PICTANOVO		ASSOCIATION	9 713 679,91
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PLAINVAL BIOMETHANE		SOCIETE	650 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PLAN SEQUENCE		ASSOCIATION	162 445,71
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PLANETE SCIENCES HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	254 150,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PLASTIUM		ASSOCIATION	257 235,87
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	POLE D EXCELLENCE REGIONAL DES INDUSTRIES AGRO ALI		ASSOCIATION	265 971,34

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	POLE IAR ASS INDUSTRIES ET AGRORESSOURCES		ASSOCIATION	802 115,16
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	POLENERGIE		ASSOCIATION	319 109,33
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PREVENTION CULTURE FORMATION		ASSOCIATION	143 991,33
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PRINTEMPS CULTUREL		ASSOCIATION	147 477,26
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PRODUCTIONS 2M		ASSOCIATION	158 027,17
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PROJET		ASSOCIATION	192 262,25
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PROMOTEX		ASSOCIATION	191 468,89
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	PSA AUTOMOBILES SA		SOCIETE	4 262 324,64

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	QARSON		SOCIETE	150 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	RECHERCHE NATURE PATRIMOINE CPIE DE L OISE		ASSOCIATION	77 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	REFRESCO		SOCIETE	160 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	REGIE REGIONALE DE TRANSPORTS 62		SOCIETE	1 848 741,20
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	RENCONTRES AUDIOVISUELLES		ASSOCIATION	469 823,41
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	RESEAU ALLIANCES RSE ENTREPRISES		ASSOCIATION	683 460,55
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	RESEAU DES AMAP HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	90 698,33
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	RESEAU ENTREPRENDRE NORD		ASSOCIATION	817 351,20

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	REUSSIR LA MISSION LOCALE DE LILLE		ASSOCIATION	86 389,08
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	RM SYSTEM FRANCE		SOCIETE	150 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ROSE DES VENTS SCENE NATIONALE		ASSOCIATION	506 331,06
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ROUSSELLE INDUSTRIE		SOCIETE	150 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SACONIN BIOMETHANE		SOCIETE	293 262,03
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SAEM VILLE RENOUVELEE		SOCIETE	13 253 718,10
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SAFER HAUTS DE FRANCE		SOCIETE	117 413,98
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SARL AGRI AISNERGIE		SOCIETE	309 861,50

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SARL CINEODE		SOCIETE	186 946,76
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SARL PRO FORMATION		SOCIETE	87 948,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SARL QUELMES ENERGIE		SOCIETE	210 101,89
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SCI D EN GRAIN		SOCIETE	162 094,57
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SCI DE LA RUE DE LA DIGUE		SOCIETE	1 369 569,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS		ASSOCIATION	228 946,44
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SIA HABITAT		SOCIETE	1 013 148,11
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOC E BOURGEOIS		SOCIETE	110 950,22

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOCIETE AVRIL		SOCIETE	376 104,83
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOCIETE D EXPLOITATION DES PORTS DU DETROIT		SOCIETE	1 502 280,11
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOCIETE DE TELEVISION MULTILOCALE DU NORD PAS DE C		SOCIETE	1 976 770,21
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOCIETE DE TRANSMISSIONS AUTOMATIQUES		SOCIETE	1 192 380,63
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOCIETE DES PORTS DU DETROIT		SOCIETE	47 800 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOCIETE IMMOBILIERE GRAND HAINAUT		SOCIETE	116 303,96
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOLIDARITE PAYSANS PICARDIE		ASSOCIATION	95 165,04
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SOLIDARITE SIDA		ASSOCIATION	120 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ST QUENTIN BASKETBALL SASP		SOCIETE	162 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	ST SO IMMO		SOCIETE	753 662,72
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	STAR LEASE		SOCIETE	121 574,17
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	STE EXPLOIT DU CENTRE NATIONAL DE LA MER		SOCIETE	625 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	STE EXPLOITATION LILLE GRAND PALAIS		SOCIETE	221 848,13
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	STELLA EDUCATIVE ET SPORTIVE DE CALAIS		ASSOCIATION	90 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SUPERAMAS		ASSOCIATION	93 452,63
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SYNAPS		SOCIETE	970 534,50

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SYNDICAT D ELEVAGE DU CHEVAL TRAIT DU NORD		ASSOCIATION	148 900,69
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SYNDICAT HIPPIQUE BOULONNAIS		ASSOCIATION	151 200,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	SYNDICAT PECHEURS DE ROUBAIX TOURCOING		ASSOCIATION	136 386,96
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TEAM2		SOCIETE	210 777,05
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TECHNICOM FORMATION		SOCIETE	162 838,80
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TECHPAN		SOCIETE	160 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TENNIS DE TABLE SAINT QUENTINOIS		ASSOCIATION	97 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TERRAIN		ASSOCIATION	202 576,32

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TERRE DE LIENS HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	119 464,06
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TERRITOIRES SOIXANTE-DEUX		SOCIETE	365 031,71
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TERROIRS DE PICARDIE		ASSOCIATION	244 748,37
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	THEATRE DE CHAMBRE		ASSOCIATION	85 955,66
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	THEATRE DE LA LICORNE		ASSOCIATION	133 274,71
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	THEATRE DU NORD		SOCIETE	1 642 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	THEATRE DU PRATO		ASSOCIATION	210 256,12
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TOERANA HABITAT		SOCIETE	107 376,94

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TOURCOING VOLLEY BALL LILLE METROPOLE		ASSOCIATION	200 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TOURVILLE		ASSOCIATION	78 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE		SOCIETE	1 335 949,30
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TRAVAIL ET CULTURE		ASSOCIATION	216 660,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	TSR FORMATION		SOCIETE	228 993,36
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	UNION CENTRES SOCIOCULTURELS HDF		ASSOCIATION	147 180,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	UNION HAINAUT BASKET SAINT AMAND		ASSOCIATION	248 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	UNION REG CULTURE LIBERTE HDF		ASSOCIATION	110 240,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	UNION REG DES FRANCAS HDF		ASSOCIATION	170 413,28
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	UNION REG SCOP NORD PICARDIE		ASSOCIATION	155 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	UNIS CITE		ASSOCIATION	506 228,22
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	UNSS DIRECTION REGIONALE LILLE		ASSOCIATION	213 850,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	UR ASS CULTURE EDUC		ASSOCIATION	125 361,22
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	USBCO UNION SPORTIVE DU GRAND BOULOGNE		SOCIETE	150 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	USLD		SOCIETE	75 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VACANCES OUVERTES		ASSOCIATION	100 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VELO CLUB DE ROUBAIX		ASSOCIATION	172 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VESTIAIRE COLLECTIVE		SOCIETE	110 194,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VILOGIA SOCIETE ANONYME D HLM		SOCIETE	617 024,73
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VIRGULE CTRE TRANSFRONTCREATION THEATRALE		ASSOCIATION	130 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VIVAT ASS POUR LE DEVELOPPEMENT CULT ARMENTIERES		ASSOCIATION	222 306,81
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VOLLEY BALL CLUB LA FEROIS		ASSOCIATION	81 000,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VOLLEY CLUB DE MARCQ EN BAROEUL		ASSOCIATION	189 500,00
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	VOLLEY CLUB HARNESIEN		ASSOCIATION	90 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	WIZPAPER		SOCIETE	746 461,59
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	YNCREA HAUTS DE FRANCE		ASSOCIATION	281 947,14
- Subventions versées en 2020 > à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du budget de l'organisme	YNSECT		SOCIETE	231 000,00
Autres				
- Autres	SYNDICAT MIXTE NORD-PAS-DE-CALAIS NUMÉRIQUE		ETABLT PUBLIC	15 614 043,24

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat mixte Stade couvert de Lievin (067735)		Participation	1 580 000,00
Syndicat mixte de la fibre numérique (N01157)		Participation	725 000,00
Syndicat mixte des transports urbains de la Sambre (069908)		Participation	168 089,30
Syndicat mixte des transports urbains du calaisis (070417)		Participation	118 103,20
Syndicat mixte du transport du Douaisis (069910)		Participation statutaire	272 782,83
Syndicat mixte d'organisation urbaine du Valenciennois (069911)		Participation statutaire	672 759,41
Syndicat Mixte des Transports Artois-Gohelle à Lens		Participation	1 336 613,22
Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de l'Avesnois (040433)	22/09/1997	Participation statutaire	1 248 249,00
Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de la Plaine de la Scarpe et de l'Escaut (N06156)	07/11/1997	Participation statutaire	1 289 700,00
Syndicat mixte pour la réalisation de la plateforme de Dourges (068658)	12/07/1999	Participation correspondant à 27,273% des dépenses de fonctionnement du syndicat	175 000,00
Syndicat mixte du Parc Naturel Régional Caps et Marais d'Opale (N09384/069280)	27/09/1999	Participation statutaire	1 464 245,00
Syndicat mixte des Parcs Naturels Régionaux (067402)	05/07/2002	Participation statutaire	2 290 900,00
Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional Oise - Pays de France (065217)	23/05/2003	Contribution Statutaire	435 000,00
Syndicat Mixte de l'Aéroport de Beauvais Tillé (SMABT - 026901)	20/10/2006	Contribution statutaire	128 400,00
Syndicat mixte des transports collectifs de l'Oise (SMTCO - 028439)	27/10/2006	Versement transport additionnel prélevé auprès des Ents/ pas de participation directe de la Region	0,00
Syndicat Mixte des Aéroports de Lille-Lesquin et de Merville (SMALIM - 067408)	27/11/2006	Participation correspondant à 66% des dépenses du syndicat	0,00
Syndicat mixte pour l'aménagement de la Zac des Hauts Plateaux (027406)	23/02/2007	Participation statutaire	0,00
Syndicat Mixte Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées (053685)	25/11/2011	Contribution Statutaire	400 000,00
Syndicat mixte Hauts de France Mobilités (067756)	27/09/2018	Contribution forfaitaire	350 000,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
GIP Centre Régional Ressources Pédagogique (067401)		Participation	1 615 000,00
GECT Eurométropole Lille - Kortrijk - Tournai (N00668)		Participation	128 000,00
GECT West Vlaanderen Flandre - Dunkerque - Côte d'Opale (N06730)		Participation	37 000,00
GIP : Institut du Monde Arabe en Nord-Pas-De-Calais (N08583)		Participation statutaire	500 000,00
EPCC La condition publique (069778)		Participation statutaire	687 000,00
EPCC Opéra de Lille (N06469)		Participation statutaire	2 180 000,00
EPCC Centre Historique Minier de Lewarde (N08304)		Participation statutaire	1 700 000,00
EPCC Musée du Louvre Lens (N09989)		Participation statutaire	9 991 840,00
EPCC Maison de la Culture d'Amiens (057792 ; 021479)		Participation statutaire	500 000,00
EPCC Ecomusée de l' Avesnois (076200 ; N03091)		Participation statutaire	1 300 000,00

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
EPCC Ecole Supérieure d'Art Nord Pas de Calais Dunkerque Tourcoing (N05416)		Participation statutaire	524 000,00
SPL Gestion du vélodrome couvert Régional de Roubaix (067762)		Participation	450 200,00
GIP Reserve de l'Observatoire du littoral Normandie Hauts de France (083383)		Participation statutaire	170 000,00
GIP Cafés Cultures (082291)		Participation	0,00
GIP de l'Institut Régional de la Lille (IREV - N06455)	18/03/2002	Participation statutaire	200 000,00
GIP Centre Ressources du Développement Durable GIP CERDD (015446/N00305)	17/02/2006	Participation statutaire début 2020	100 000,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
EPCC	EPCC La Condition Publique	05/12/2005	05/12/2005	SPA	non
EPL	EP Foncier Local du département de l'Oise	21/04/2007	30/03/2007	SPIC	oui
EPCC	EPCC Opéra de Lille	04/12/2007	04/12/2007	SPA	non
EPCC	EPCC Musée Louvre Lens	03/12/2010	01/01/2011	SPA	non
EPCC	EPCC Ecole Supérieure d'Art Nord - Pas de Calais / Dunkerque / Tourcoing	17/12/2010	17/12/2010	SPA	non
EPL	Régie Régionale du Service Public de l'Efficacité Energétique	29/11/2013	29/11/2013	SPIC	oui
GIP	GIP Institut du Monde Arabe en Nord - Pas de Calais	05/10/2015	05/10/2015	SPIC	oui
EPCC	EPCC Centre Historique minier	25/11/2015	05/10/2015	SPIC	oui
Regie regionale du service public	Régie Régionale de Transports de l'Aisne	29/06/2017	29/06/2017	SPIC	oui
EPCC	EPCC ecomusée de l'avesnois	01/01/2019	01/10/2018	SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Regie a seule autonomie financiere	Plate forme d'innovation INDUSTRILAB	03/06/2013	31/05/2013	20005374200033	SPA	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**288 967 179,78**	**I** **288 967 179,78**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**180 075 179,78**	**180 075 179,78**
1631	Emprunts obligataires	3 550 000,00	3 550 000,00
1641	Emprunts en euros	169 143 991,72	169 143 991,72
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	7 381 188,06	7 381 188,06
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**108 892 000,00**	**108 892 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*108 892 000,00*	*108 892 000,00*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**288 967 179,78**	**0,00**	**0,00**	**288 967 179,78**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 030 207 920,57**	**III**	**1 030 207 920,57**
Ressources propres externes de l'année (a)		**200 292 547,98**		**200 292 547,98**
10221	TLE	0,00		0,00
10222	FCTVA	33 150 000,00		33 150 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	1 115 000,00		1 115 000,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	150 247 842,91		150 247 842,91
139146	*Attributions compensation investissement*	*0,00*		*0,00*
26…	Participations et créances rattachées			
266	Autres formes de participation	100 000,00		100 000,00
27…	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	52 000,00		52 000,00
2745	Avances remboursables	15 627 705,07		15 627 705,07
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**829 915 372,59**		**829 915 372,59**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*129 000,00*		*129 000,00*
28033	*Frais d'insertion*	*17 000,00*		*17 000,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*6 890 000,00*		*6 890 000,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*1 950 000,00*		*1 950 000,00*
2804115	*Monuments historiques*	*26 000,00*		*26 000,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*15 250 000,00*		*15 250 000,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*1 070 000,00*		*1 070 000,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*3 460 000,00*		*3 460 000,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*12 370 000,00*		*12 370 000,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*87 000,00*		*87 000,00*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*2 160 000,00*		*2 160 000,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*85 240 000,00*		*85 240 000,00*
28041483	*Subv.Autres cnes:Projet infrastructure*	*41 000,00*		*41 000,00*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*560 000,00*		*560 000,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 640 000,00*		*1 640 000,00*
280415343	*IC : Projet infrastructure*	*1 220 000,00*		*1 220 000,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*781 000,00*		*781 000,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*12 600 000,00*		*12 600 000,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*0,00*		*0,00*
28041711	*Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel*	*36 590 000,00*		*36 590 000,00*
28041712	*Subv. SNCF : Bâtiments, installations*	*42 520 000,00*		*42 520 000,00*
28041713	*Subv. SNCF : Projet infrastructure*	*1 110 000,00*		*1 110 000,00*
28041721	*SNCF Réseau : Bien mobilier, matériel*	*5 120 000,00*		*5 120 000,00*
28041722	*SNCF Réseau : Bâtiments, installations*	*15 560 000,00*		*15 560 000,00*
28041723	*SNCF Réseau : Projet infrastructure*	*45 000,00*		*45 000,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*30 580 000,00*		*30 580 000,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*22 860 000,00*		*22 860 000,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*1 700 000,00*		*1 700 000,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*57 630 000,00*		*57 630 000,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*17 520 000,00*		*17 520 000,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*7 670 000,00*		*7 670 000,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*335 000,00*		*335 000,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*3 580 000,00*		*3 580 000,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*1 290 000,00*	*1 290 000,00*
28045	*Subv. d'équipement versées aux tiers*	*84 340 000,00*	*84 340 000,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*5 040 000,00*	*5 040 000,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*6 000,00*	*6 000,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*976 000,00*	*976 000,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*10 140 000,00*	*10 140 000,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*2 890 000,00*	*2 890 000,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*4 540 000,00*	*4 540 000,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*22 000,00*	*22 000,00*
281351	*Bâtiments publics*	*578 000,00*	*578 000,00*
28152	*Installations de voirie*	*2 000,00*	*2 000,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*121 000,00*	*121 000,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*12 140 000,00*	*12 140 000,00*
281578	*Autre matériel technique*	*4 160 000,00*	*4 160 000,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*17 000,00*	*17 000,00*
281721	*Plant. arbres, arbustes (mise à dispo)*	*10 000,00*	*10 000,00*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*4 000,00*	*4 000,00*
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	*44 020 000,00*	*44 020 000,00*
2817314	*Bâtiments culturels et sportifs (m. à di*	*2 000,00*	*2 000,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*462 000,00*	*462 000,00*
2817572	*Matériel technique scolaire (mad)*	*488 000,00*	*488 000,00*
2817828	*Autres matériels transport (m. à dispo)*	*44 000,00*	*44 000,00*
2817838	*Autre matériel informatique (m. à dispo)*	*6 000,00*	*6 000,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*105 000,00*	*105 000,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*560 000,00*	*560 000,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*12 510 000,00*	*12 510 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*3 710 000,00*	*3 710 000,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*4 130 000,00*	*4 130 000,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*444 000,00*	*444 000,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*19 000,00*	*19 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 330 000,00*	*1 330 000,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 952 040,00	2 952 040,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*244 546 332,59*	*244 546 332,59*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 030 207 920,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 030 207 920,57**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**288 967 179,78**
Ressources propres disponibles	IV	**1 030 207 920,57**
Solde	V = IV – II (8)	**741 240 740,79**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(8) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE — D1

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Dotation régionale d'Equipement Scolaire	0,00	93 565 885,00	153 495 487,00	-59 929 602,00
Majoration de TICPE affectée aux infrastructures de développement durable	0,00	48 763 054,00	60 457 147,99	-11 694 093,99
Total	**0,00**	**142 328 939,00**	**213 952 634,99**	**-71 623 695,99**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Dotation régionale d'Equipement Scolaire

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
133122	Dotation régionale d'équipement scolaire	93 565 885,00
	Total	**93 565 885,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
20431	Subv.aux établissements scolaires publics - dépenses d'équip. [Biens mobiliers, matériel, études]	250 000,00
21312	Immobilisation corporelles - Constructions Bâtiments publics [scolaires]	69 649 000,00
21572	Immobilisation corporelles - Matériel et outillage technique [scolaires]	4 630 952,16
21578	Immobilisation corporelles - Matériel et outillage technique [Autres matériel tehcniques]	8 645 000,00
217312	Immobilisation corporelles - Reçu au titre d'une mise à dispo - Constr Bâtim publics [scolaires]	44 036 629,00
21831	Immobilisation corporelles - Autres - Matériel informatique [scolaires]	7 047 151,68
21838	Immobilisation corporelles - Autres - Matériel informatique	235 000,00
21841	Immobilisation corporelles - Autres - Matériel de bureau et mobilier [scolaires]	19 001 754,16
	Total	**153 495 487,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-59 929 602,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Majoration de TICPE affectée aux infrastructures de développement durable

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731422	TICPE 2ème part	48 763 054,00
	Total	**48 763 054,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
2041581	Subv d'équipement versées - Autres groupts statut particulier - [Biens mobiliers,matériel et études]	15 974,00
2041582	Subv d'équipement versées - Autres groupements à statut particulier - [Bâtiments et installations]	5 417 163,00
2041712	Subvention d'équipement aux organismes de transport - SNCF - [Bâtiments et installations]	6 883 217,00
2041722	Subvention d'équipement aux organismes de transport - RFF - [Bâtiments et installations]	23 580 464,00
204182	Subvention d'équipement aux organismes publics divers [Bâtiments et installations]	16 867 738,00
20423	Subvention d'équipement aux personnes de droit privé [Projet d'infrastructures d'intérêt national]	551 000,00
21318	Constructions - Bâtiments publics - Autres bâtiments - [Autres bâtiments publics]	6 974 499,99
21538	Installations - Réseaux divers - Autres réseaux	167 092,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Majoration de TICPE affectée aux infrastructures de développement durable	
Total	60 457 147,99
Reste à employer au 31/12/N (3)	-11 694 093,99

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D2

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Service TRANSPORT	Ligne routière régionale et interurbaine	19/12/2014	19/12/2014	NC
Service SANTE	Centrale d'achat masques médicaux	01/04/2020	30/04/2020	NC

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D3.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC	938	529 088 509,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation	942 938	202 237 567,00
Autres	938	570 000,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat	942	35 435 475,00
			Matériel	942	31 373 238,00
Sous-total Fonctionnement		**529 658 509,00**	**Sous-total Fonctionnement**		(B) **269 046 280,00**

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel	908	148 053 871,68			
Autres	908	57 133 259,00			
Sous-total Investissement		**205 187 130,68**	**Effort propre de la Région (A – B)**		(C) **465 799 359,68**

TOTAL DEPENSES	(A)	**734 845 639,68**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**734 845 639,68**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D3.2

Volet 2 – Compte TER SNCF NON APPROUVE (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	103,79
Produits annexes au trafic	13,00
Compensations des réductions tarifaires	4,12
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	9,25
Total chiffre d'affaires	**519,28**
Versements des Collectivités	519,28
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**649,44**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	45,73
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	110,20
Impôts, taxes et versements assimilés	54,61
Total charges d'exploitation courante	**210,54**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	36,67
Traction trains, conduite et logistique	134,48
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	16,11
Energie de traction diesel	5,84
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	8,58
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	27,29
Contribution de service Activité Gare	39,50
Transport en service	6,89
Total facturations majeures	**275,36**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	66,65
Total facturations internes	**66,65**
TOTAL CHARGES (2)	**552,55**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**96,89**

Dotations aux amortissements	80,03
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**80,03**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**16,86**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**16,86**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**16,86**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D4

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,73	0,00	4 876 305,00	-6,35
	Gazole	0,00	0,00	1,35	0,00	43 886 749,00	-6,35
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	153 000 000,00	-14,48
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe foncière sur les propriétés bâties		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
Taxe d'habitation		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**201 763 054,00**	**-12,65**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 15/12/2021
Reçu en préfecture le 15/12/2021
Affiché le
ID : 059-200053742-20211208-202102236-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 169
Nombre de membres présents : 155
Nombre de suffrages exprimés : 163
VOTES :

Pour : 108
Contre : 55
Abstentions : 0

Date de convocation : 24/11/2021

Présenté par le Président (1),
A Lille, le 08/12/2021

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Lille , le 08/12/2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Xavier BERTRAND	

Certifié exécutoire par le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 15/12/21

A Lille, le

15/12/21

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...



BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : Conseil Régional HAUTS-DE-FRANCE (59)

Utilisateur : AIT MOUHOU Hassan

Paramètre de la transaction :

	Type de transaction :	*Transmission d'actes*
	Nature de l'acte :	*Documents budgétaires et financiers*
	Numéro de l'acte :	*202102236*
	Date de la décision :	*2021-12-08 00:00:00+01*
	Objet :	*Délibération 2021.02236 : budget primitif principal 2022 + Annexes + pages de signature*
	Documents papiers complémentaires :	*NON*
	Classification matières/sous-matières :	*7.1 - Decisions budgetaires*
	Identifiant unique :	*059-200053742-20211208-202102236-BF*
	URL d'archivage :	*Non définie*
	Notification :	*Non notifiée*

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
Nom métier :		
059-200053742-20211208-202102236-BF-1-1_0.xml	*text/xml*	*1415*
Nom original :		
Delib 2236.pdf	*application/pdf*	*1685446*
Nom métier :		
70_DE-059-200053742-20211208-202102236-BF-1-1_1.pdf	*application/pdf*	*1685446*
Nom original :		
HDF_Delib_N°2021.02236_BP_2022_Budget Principal_flux_XML_scelle.xml	*text/xml*	*2481583*
Nom métier :		
99_SE-059-200053742-20211208-202102236-BF-1-1_2.xml	*text/xml*	*2481583*
Nom original :		
Annexe 1 - Rapport de présentation du budget 2022.pdf	*application/pdf*	*1900312*
Nom métier :		
71_DB-059-200053742-20211208-202102236-BF-1-1_3.pdf	*application/pdf*	*1900312*
Nom original :		
Annexe 2 - N°2021.02236 - Budget primitif Budget Principal.pdf	*application/pdf*	*2542814*
Nom métier :		
99_BU-059-200053742-20211208-202102236-BF-1-1_4.pdf	*application/pdf*	*2542814*

Nom original :		
page signature 2236.pdf	*application/pdf*	*168949*
Nom métier :		
71_AN-059-200053742-20211208-202102236-BF-1-1_5.pdf	*application/pdf*	*168949*

Cycle de vie de la transaction :

	Etat	Date	Message
	Posté	*15 décembre 2021 à 09h44min28s*	*Dépôt initial*
	En attente de transmission	*15 décembre 2021 à 09h44min39s*	*Accepté par le TdT : validation OK*
	Transmis	*15 décembre 2021 à 14h41min14s*	*Transmis au MI*
	Acquittement reçu	*15 décembre 2021 à 14h57min34s*	*Reçu par le MI le 2021-12-15*